

FRÉDÉRIC LIST

SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE

THÈSE

Pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 7 Mars 1938, à 14 heures

PAR

MAURICE BOUVIER-AJAM

JURY

Président : M. GAËTAN PIROU

*Suffragants : MM. HENRI NOYELLE
FRANÇOIS PERROUX*

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot - PARIS (V°)

1938

FRÉDÉRIC LIST

SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE

THÈSE

Pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 7 Mars 1938, à 14 heures

PAR

MAURICE BOUVIER-AJAM

JURY

Président : M. GAËTAN PIROU

Suffragants : MM. HENRI NOYELLE

FRANÇOIS PERROUX

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot - PARIS (V^e)

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opi-
nions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.



A ma femme



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Au jour où nous présentons cet ouvrage, il n'existe pas en langue française d'étude d'ensemble sur Frédéric List.

La vie mouvementée de List n'a pas inspiré de bien nombreux biographes : sur la demande de Mme List, Häusser, professeur à l'Université de Heidelberg, a publié plusieurs œuvres de Frédéric List et a donné à cette compilation le titre d' *Œuvres complètes de Frédéric List*, puis il a rédigé une biographie de List. Mais il n'a pas réuni, en fait, toutes les œuvres de Frédéric List, omettant la majeure partie des écrits en langue anglaise (dont les très importantes *Lettres à Ingersoll*) et en langue française. Quant à sa biographie, elle a été faite, en raison même des circonstances de sa rédaction, avec une très grande hâte, s'attardant sur certains points secondaires de la vie de List, laissant au contraire dans l'ombre certains événements considérables de cette vie. Enfin de nombreuses déformations de la vérité sont dues à l'amitié même qu'Häusser vouait à List. — En 1854, Colwell annote la traduction en langue anglaise du *Système National d'Economie politique* par Mabile et la fait précéder d'une introduction essentiellement consacrée à l'étude de la doctrine de List.

Henri Richelot donne en 1851 une première traduction en langue française du *Système National*, avec une notice biographique résumée de l'ouvrage d'Häusser. Il en donne une seconde édition en 1857, qui n'emprunte au travail de Colwell que quelques notes supplémentaires.

En 1883, Eheberg fait précéder la septième édition en langue allemande du *Système national* d'une introduction historique qui complète sur certains points les données d'Häusser, mais qui s'attache surtout à la critique de l'œuvre.

En 1909, Marguerite Hirst publie à Londres une *Vie de Frédéric List* : elle rectifie sur quelques points les opinions de ses prédécesseurs et publie les *Lettres à Ingersoll* qu'Haüsser avait oubliées.

Notre étude biographique de Frédéric List a été considérablement facilitée par ces différents ouvrages. Mais nous avons surtout bénéficié des recherches inédites de Paul Hartmann, qui avait consacré plusieurs années de sa vie à retracer les différentes phases de la tumultueuse existence de l'auteur du *Système National*. C'est à l'amitié de Carl Mertens que nous avons dû de consulter ces notes, que ce regretté savant avait complétées par les résultats de ses recherches personnelles.

Contrairement à ce qui a été prétendu, Carl Mertens, bien loin d'éprouver une antipathie quelconque pour la doctrine de Frédéric List, la considérait comme « le monument fondamental de la science économique allemande ». Il le déclara notamment au cours d'une réunion chez Louis Forest, et lors d'une communication qu'il fit à un petit groupement d'études sociales et philosophiques de Paris, « *Cou-de-à-Coude* », peu de temps avant sa mort. Mertens était alors, ainsi que son maître le professeur Foerster, exilé de l'Allemagne hitlérienne.

Au seuil de cet ouvrage, nous manquerions à notre devoir le plus élémentaire en ne rendant pas hommage à tous ceux qui nous ont aidé dans nos recherches, et qui les ont souvent aiguillées sur la bonne voie, tant pour l'étude de la doctrine de Frédéric List que pour l'étude de son influence.

Nos remerciements iront tout d'abord à M. Georges Blondel, ancien professeur au Collège de France, qui a bien voulu s'intéresser tout particulièrement au présent ouvrage, et mettre à notre disposition son extraordinaire connaissance de l'histoire allemande et des auteurs allemands. M. Georges Blondel, qui a personnellement connu la plupart des successeurs de List dans la pratique de la méthode historique ou de la doctrine nationaliste, et notamment Schmoller et Brentano, nous a signalé de nombreuses références, en particulier dans les revues et journaux allemands du siècle dernier, qui ont considérablement facilité notre tâche.

Nous rendrons hommage également au regretté Georges

Deherme, le fondateur des Universités populaires en France, qui avait particulièrement analysé la répercussion de l'œuvre de List en Angleterre et en Allemagne : c'est à lui que nous devons d'avoir pu étudier d'une façon plus complète l'influence de List dans l'école américaine de Patten et dans l'école anglaise du nationalisme social.

Nos remerciements iront encore à M. Marcel Bouteron, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut de France, qui a bien voulu faciliter nos recherches dans cette Bibliothèque, où figurent notamment des textes à peu près introuvables du comte Chaptal et du baron d'Eichthal.



Les difficultés principales qui se présentaient à nous n'étaient pas seulement celles des recherches, mais aussi celles des traductions. List, qui déploya pendant toute sa vie une activité vraiment fébrile, qui voyagea fréquemment non seulement dans les pays allemands, mais en France, en Belgique, en Angleterre, aux Etats-Unis, a laissé une œuvre très réduite en langue française, mais très abondante en langue anglaise et en langue allemande. Les *Lettres à Ingersoll* n'ont jamais été traduites intégralement en français. Quant au *Système National*, tous ceux qui ont utilisé la seule traduction française qui existe, celle de Richelot, sont d'accord pour en dénoncer la faiblesse (1).

Pour notre part, nous nous sommes appuyés sur la traduction Richelot, étant obligés de la contrôler à chaque citation, et de donner parfois une traduction absolument différente de la sienne. C'est pourquoi les extraits divers du *Système National* qu'on trouvera dans cet ouvrage diffèrent fréquemment des précédentes traductions.



(1) Cf. Rist, in *Histoire des Doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, par Gide et Rist, 5^e éd., p. 312 (Sirey, éd.).

BIBLIOGRAPHIE

Avis sur la création d'une Faculté des Sciences Politiques (1817). Ce texte est parfois baptisé : « Rapport à M. Wangenheim » (in Werke, par Häusser).

Articles à L'Ami du Peuple de Souabe (Heibronn, 1818).

Ecrits pour la Société allemande d'industrie et de commerce (in Werke, op. cit.).

Lettre de démission du professeur List au roi de Wurtemberg (Tübingen, 1819).

Articles divers dans les journaux allemands de Reading et de Pittsburg (1825-1826). La plupart de ces articles ne sont connus que partiellement par les citations que List, lui-même, en fait.

Lettres à Ingersoll (1827). Ces lettres sont parues sous trois formes différentes : premièrement, dans la Gazette nationale de Philadelphie (elles furent alors reproduites dans une cinquantaine de journaux américains). Deuxièmement, en une brochure éditée par la Société Pennsylvanienne sous le titre *Outlines of a new System of political economy, in a series of letters addressed by F. List to Charles Ingersoll* (Philadelphie, 1827). Troisièmement, omises par Häusser dans les Werke, elles sont publiées par Marguerite Hirst dans la *Life of Friedrich List* (Londres, 1909).

Projet d'une ligne de chemin de fer de Tamaqua à Port-Clinton (Reading, 1828).

Lettres sur la création d'un réseau de chemins de fer allemand (Gazette d'Augsbourg, 1829).

Réformes économiques, commerciales et politiques applicables à la France (Revue encyclopédique, Paris, 1831).

L'expropriation pour cause d'utilité publique (Le constitutionnel, Paris, 1831).

Staatslexicon (en collaboration) (Hambourg, 1833). List y rédigea notamment l'article **Canaux et chemins de fer**.

D'un système de chemins de fer saxon comme base d'un système allemand, et en particulier de l'établissement d'une voie ferrée de Leipzig à Dresde (Leipzig, 1834).

Articles dans le Journal des chemins de fer (1835, sq.).

Lorsqu'une nation se propose d'établir la liberté du commerce, ou de modifier sa législation sur les douanes, quels sont les faits qu'elle doit prendre en considération pour concilier, de la manière la plus équitable, les intérêts des producteurs nationaux et ceux de la masse des consommateurs? (Concours pour l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 1837. Inédit. Manuscrit « Et la patrie et l'humanité! »)

La liberté et les restrictions en matière de commerce extérieur (Vierteljahrsschrift, 1839) (in Werke, op. cit.).

De l'importance d'une industrie manufacturière nationale (Vierteljahrschrift, 1839) (1).

L'exposition industrielle de Paris (Gazette d'Augsbourg, 1839).

Rapport sur la voie de chemins de fer Halle-Cassel (Leipzig, 1840).

Système National d'Economie Politique. Première édition Cotta en 1841. Six éditions Cotta entre 1841 et 1883. Septième édition, par Eheberg, en 1883. In *Werke*, par Häusser. Première traduction française Richelot en 1851. Traduction anglaise Matile en 1854. Deuxième traduction Richelot en 1857.

La constitution agraire, l'agriculture rabougrie et l'émigration (Augsbourg, 1842) (1).

Articles du Zollvereinsblatt (1843, sq.).

D'un système général de chemins de fer allemands (Zollvereinsblatt, 1844) (1).

Des rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce (Munich, 1844) (1).

De la réforme économique du royaume de Hongrie (Stuttgart, 1845) (1).

L'unité économique et politique de l'Allemagne (Zollvereinsblatt, 1846) (1).

De l'importance et des conditions d'une alliance entre l'Angleterre et l'Allemagne (Gazette d'Augsbourg, 1846) (1).

Les seules études résumées de l'œuvre de List qui existent en langue française sont celle de M. Rambaud et celle de M. Gonnard dans leur *Histoire des Doctrines*, et surtout celle de M. Charles Rist, « *Frédéric List et l'économie nationale* » dans l'*Histoire des Doctrines économiques* de Gide et Rist. Nous avons utilisé non seulement les précieuses indications que cette dernière donne sur la doctrine de List mais toutes celles qu'elle fournit relativement à l'influence, ou plutôt aux influences, qu'exerça le grand auteur du *Système National d'économie politique*.

M. B.-A.

(1) Reproduction dans les *Werke* d'Häusser.

PREMIÈRE PARTIE

SA VIE

CHAPITRE PREMIER

De la Naissance à l'Exil

L'enfant et le jeune homme. Le caractère. La lecture des « Recherches ». L'Allemagne en 1815. La confédération germanique. L'amitié de Wangenheim. La Faculté des sciences politiques. « L'Ami du Peuple de Souabe ». La démission. Déceptions. Elch et Schnell. La foire de Francfort. Les Etats de Wurtemberg. La pétition et l'exclusion. Voyage en France. Retour en Allemagne. Départ en Amérique.

Le 6 août 1789, « année d'énervement universel », naissait dans la ville libre de Reutlingen, en Souabe, Frédéric List, fils d'un membre du Magistrat municipal, le mégissier Jean List. L'enfant était d'une santé chétive et il fallut veiller avec soin au développement de ses premières années. Il fit preuve dès son plus jeune âge d'une vive intelligence, d'une grande mémoire, d'un sens étonnant de l'humour. Mais c'était une nature exigeante, orgueilleuse, intransigente et volontiers coléreuse. Son père s'attacha à lui d'autant plus que l'enfant avait été fragile, et fit pour lui de grands projets d'avenir, c'est-à-dire qu'il rêva d'en faire, sous la conduite éclairée de son fils aîné, le premier mégissier de toute la Souabe.

Jean List voulut tout d'abord que son fils eût une sérieuse éducation classique. Il envoya Frédéric à l'école latine, où ses espoirs ne furent pas réalisés. Les maîtres étaient également d'accord sur les possibilités de succès de leur jeune élève, et sur son tempérament indiscipliné et quelque peu enclin à la paresse. L'un d'entre eux rapporta à Jean List que son fils raisonnait avec une étonnante précocité, mais surtout lorsque ce raisonnement pouvait justifier un manque d'effort. Pour Frédéric, l'étude

L'enfant
et le jeune homme.
Le caractère

A l'école

des langues anciennes, ne présentant aucun intérêt pratique, ne peut décemment présenter aucun avantage intellectuel. Il s'y classe bon dernier. Au contraire, la bonne connaissance de l'allemand lui semble indispensable; il y surpasse tous ses condisciples.

Frédéric List n'aime pas s'entourer de jeunes élèves qui puissent rivaliser avec lui d'intelligence ou de succès : il se crée une petite cour d'admirateurs médiocres auxquels il s'impose aisément comme chef. La bande Frédéric List combat souvent une bande adverse, menée par quelque « fort en thème ». De cette lutte puérile entre modernes et anciens, germanistes et latinistes, il faut néanmoins bien se garder de tirer des conclusions hâtives et discutables.

Si List néglige volontairement la culture classique, il se montre tout simplement incapable, par contre, d'obtenir quelque succès dans les matières scientifiques. Il en prend son parti et professe à leur égard un mépris complet. Sa jeunesse ne diffère pas de celle de tous ceux qui, à tous les âges et sous tous les climats, se posent en « littéraires » exclusifs, faute de pouvoir étendre sur d'autres domaines le champ de leurs connaissances.

List a un goût très vif pour la lecture. Il tient en cela de son père qui, en l'occasion, manque de prudence. Frédéric en effet prend tous les livres qu'il rencontre, et le défaut de surveillance de son père lui permet d'en rencontrer de toutes sortes, bons et mauvais. Frédéric List a un penchant marqué pour les recueils de poésie, et, à l'âge de treize ans, il commet ses premiers vers.

Ses maîtres ont pour lui de grandes indulgences : cet esprit fin, cette intelligence complexe et curieuse, ce don du raisonnement volontiers paradoxal les amusent et les intéressent. On devine leur pensée : ils sont convaincus que le jour où leur élève aura trouvé sa voie, mis de l'ordre dans ses idées, adopté une ligne de conduite, il réussira. Le temps décevra leurs espoirs : List, même lorsqu'il aura tracé le plan rigoureux de sa doctrine, ne jouira jamais du calme intérieur qui permet à un économiste d'exposer son programme dans toute sa clarté. On le remarque dès les premières années de sa vie : il n'a pas l'âme d'un théoricien, il n'a pas « le sentiment de l'abstrait », et c'est peut-être pour cela que List, Allemand parmi les Allemands, ne sera pas compris de ses contemporains : nul

n'est prophète en son pays, au moins prophète des temps prochains.

A l'atelier

A quatorze ans, sans regret, Frédéric quitte l'école pour l'atelier. Son frère, conformément au programme paternel, doit l'initier aux secrets de la mégisserie. Frédéric List a pour ce frère aîné une affection profonde, qui lui est d'ailleurs rendue. Cette affection le décide à tenter l'expérience. Au bout d'un an il juge l'expérience concluante : il ne sera pas mégissier. Il s'en ouvre à sa famille, et ses réclamations ne sont pas écoutées. Dès lors, il décide de décourager son frère en feignant la plus complète incompréhension dans l'art de préparer la peau de mouton et d'agneau. Il cherche presque à se faire passer pour inintelligent, et se plaint de manquer de mémoire. Il se trahit lui-même en récitant volontiers deux cents vers de Martin Opitz. Il bénéficie des nombreux instants où son frère ne peut le surveiller pour s'échapper dans la campagne voisine. Il s'installe romanesquement une sorte de refuge dans un sapin, qu'il appelle son aire d'aigle, et une cabane au bord d'un étang assez sauvage, qu'il baptise son océan. C'est là qu'il se rend pour lire tout ce qu'il peut trouver. Son goût évolue : il choisit maintenant, de préférence à tous les autres livres, ceux d'histoire, surtout d'histoire allemande et aussi ceux d'histoire française, pour laquelle il éprouve un intérêt particulier. Pour lui, les deux peuples de France et d'Allemagne sont les deux peuples frères. Il trouve la preuve de cette fraternité dans l'histoire elle-même, et plus particulièrement dans l'exemple typique du règne de Charlemagne. Ce sont là, ainsi que l'a finement remarqué Henri Richelot, des opinions qu'il conservera toute sa vie. Il oppose volontiers le tempérament germano-français au flegme britannique, qu'il juge hypocrite, et à la fougue italo-ibérique, qu'il ne prend pas au sérieux. Les différences fondamentales sont selon lui les différences de religion, qui changent l'attitude des hommes plus que le fond de leur pensée quand règne sur eux la même foi chrétienne : List voit la France catholique et l'Allemagne protestante, oubliant volontairement les exceptions nombreuses au sein de ce second pays. Et ce nous est peut-être une occasion première de relever chez List un penchant naturel, plus sentimental que réaliste, à la généralisation.

Le jeune Frédéric, ivre de lectures, ne tarde pas à

éprouver le besoin d'écrire à son tour : la lecture des poètes l'a conduit à écrire des vers ; celle des historiens l'incite à écrire sur des sujets historiques. A son âge, l'ambition n'a pas de limites : il entame une histoire générale de l'Allemagne. Il n'ira pas beaucoup plus loin dans la réalisation de son projet qu'Anatole France dans la réalisation du sien, conçu au même âge et condamné par Teutobochus à une mort rapide. Mais ne peut-on pas penser avec émotion que ces premiers écrits enfantins ont peut-être aidé à la rédaction du livre premier du *Système national d'économie politique* ?

Fonctionnaire

Au bout de trois années d'une expérience négative, le frère aîné du futur économiste finit par comprendre que toute insistance serait vaine. Il lui donne quelques semaines pour réfléchir. Ses réflexions n'ayant porté aucun fruit, il bénéficie de la réputation de son père pour faire admettre Frédéric dans une ville voisine en qualité d'employé municipal. Frédéric aime le changement plus que le travail : il passe sans difficulté d'emploi en emploi et de cité en cité. C'est une période de paresse plus que de découragement, et c'est surtout une période de médiocrité. Son frère le morigène. On a tout lieu de craindre que le jeune List demeure un petit employé sans avenir. Il se fait d'ailleurs à cette idée-là et s'estime le plus heureux des hommes jusqu'au début de 1814.

A cette date, avec cette soudaineté qui caractérise tous ses faits et gestes, il change du tout au tout. Il parvient à passer de l'administration communale à l'administration centrale wurtembergeoise. Il devient un employé consciencieux et travailleur, se pique d'amour-propre et tient à surpasser tous ses collègues, se faisant ainsi de nombreux ennemis. Mais il a sa cour, comme à l'école latine, toujours composée de médiocres qui l'admirent. List leur fait de véritables cours d'histoire, cependant qu'il néglige lui-même les études historiques au profit de l'étude des langues modernes et des ouvrages économiques.

La lecture
des « Recherches »

Ces lectures économiques sont faites avec un peu plus d'ordre que les précédentes. Mais il ne conduit pas sa pensée avec réflexion et impartialité. On peut presque dire que dans l'auteur d'un manuel économique, il cherche le poète ! Ainsi, il s'enthousiasme pour le *Traité d'économie*

politique de Jean-Baptiste Say, une de ses premières lectures, la première en tous cas qui lui permettra de mettre un peu d'ordre dans ses idées, mais la lecture des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith lui inspire une insurmontable antipathie : il s'enthousiasme pour le fidèle disciple alors qu'il condamne le maître. On aurait tort, selon nous, de chercher à cela des raisons scientifiques. List n'est encore, malgré ses vingt-cinq ans, qu'un grand enfant, impulsif, d'une nervosité excessive et comme malade. Ses jugements sont tranchants, basés sur des impressions sentimentales ou sur des idées préconçues. Comme il a classé jadis Hoffmannswaldau parmi les poètes « odieux », il range Smith parmi les économistes « perfides ». Il n'y a pas pour lui de demi-mesures. Ses impressions de la première heure, il faut en chercher la raison dans les préventions les plus enfantines de List : Say lui est immédiatement sympathique d'abord parce qu'il est Français, ensuite parce que sa profession de filateur de coton n'est pas sans permettre quelque comparaison avec celle du mégissier paternel, enfin parce qu'il s'est mêlé de politique active. De même, Smith lui est antipathique d'abord parce qu'il est Anglais, ensuite parce qu'il a été professeur, enfin parce qu'il n'apparaît au jeune homme qu'en moraliste égaré dans la théorie économique. Notons aussi que List vient de prendre contact avec la science économique : il ne doute pas un instant qu'il soit tout désigné pour être le plus grand économiste de son temps, et il n'en faut pas plus pour que la gloire des autres lui semble usurpée; celle de Jean-Baptiste Say est bien terne à côté de celle d'Adam Smith. Il s'attaque tout de suite à la grande gloire.

Il ne faut pas croire qu'en 1815 le génie d'Adam Smith soit demeuré incontesté. En Angleterre même, depuis la mort du grand économiste en 1790, les attaques se sont faites plus fréquentes. Ce ne sont d'ailleurs que des discussions de doctrine sur des passages secondaires, les grands principes demeurant respectés. En France, si la *Théorie des sentiments moraux*, traduite en 1798 par Mme de Condorcet, n'a connu quelque succès que dans les milieux philosophiques, par contre la traduction des *Recherches* par Garnier en 1800 a suscité le plus grand enthousiasme : la doctrine de Smith est surtout commentée par

L'influence
d'Adam Smith
en 1815

ceux qui veulent pousser à l'extrême les conclusions du maître. A ce prix-là, Say prend figure de modéré. List a lu Say avant Smith, dont il a l'édition Garnier, et ceci aide à comprendre son état d'esprit.

Ce qui met List hors de lui, et cette fois avec plus de raison, c'est le culte rendu à Smith par quelques-uns de ses disciples, et notamment par ceux qui affirment (il en est encore de nos jours) que Smith a découvert l'économie politique. Pour Frédéric List, homme d'action, c'est là une idée de théoricien. Faut-il donc avoir le premier traité avec quelque méthode de la chose économique pour faire figure d'inventeur? Dira-t-on qu'en matière économique le rôle d'un Adam Smith est supérieur à celui d'un Sully, d'un Colbert ou d'un Pierre le Grand? List voit dans l'émission de ces louanges immodérées une ruse des libéraux : en chantant sur tous les tons la gloire d'Adam Smith considéré comme le seul maître, on évite de tirer d'un passé riche en leçons les conclusions qui s'imposent. Et ceci est particulièrement vrai pour la France, où les physiocrates, avec lesquels Smith avait pris contact au cours de son second voyage en France, affectaient de le considérer comme un précurseur et citaient avec un pieux respect ses « opinions d'Anglais » au lieu de méditer sur les conclusions de leur histoire nationale. Pour List, l'économie politique n'est pas née en 1776 : elle a vécu avec les peuples, elle est vécue par les peuples, elle est réalité vivante et non froide doctrine, expérience permanente et non manuel méthodique. Avouons qu'ici List est singulièrement en avance sur son époque.

Autre chose encore, et nous nous garderons d'accuser cette objection de puérilité, déplaît à List en Adam Smith : c'est qu'à ses yeux Smith apparaît comme un auteur pour Anglais et Français, réalisant une union intellectuelle contraire aux conceptions historiques de notre auteur. List sent combien l'esprit d'Adam Smith est éloigné de la mentalité allemande, et il constate combien il est compatible avec la mentalité française de cette époque. C'est une négation de ses convictions personnelles. Mais, pour rester fidèle à sa propre pensée, il s'explique ce cas qui lui paraît exceptionnel : l'Angleterre et la France sont des peuples grisés par leur bonne fortune historique, où, malgré les réactions, s'impose l'esprit démocratique, peuples amis de

l'art politique et capables de renoncer aux méthodes affichées dès qu'elles nuisent aux intérêts égoïstes de l'Etat. C'est une vue sommaire, mais c'est une explication. Contre de telles idées plus ou moins préconçues, List vieillissant prétendra qu'il lutte : c'est un peu avouer qu'il y a cru.

L'Allemand Frédéric List ne compare pas sans tristesse son pays aux autres puissances. Lampricht, dans sa *Deutsche Geschichte* donne un aspect saisissant de l'Allemagne au temps de Frédéric List, et M. Gilbert Gidel, dans son cours de Droit Constitutionnel Comparé consacré à l'étude des Etats composés, examine les conditions de la vie publique des Etats allemands. Depuis 1700, le triomphant électeur de Brandebourg est roi de Prusse. Autour de lui se réalise, bon gré mal gré, l'union des princes allemands. Quand l'empereur autrichien Joseph I^{er} veut annexer la Bavière en 1785, il doit y renoncer devant la volonté de la ligue des princes organisée et dirigée par la Prusse. Mais, à côté de l'Autriche et de la Prusse, mille huit cents Etats se partagent le sol allemand : deux seuls d'entre eux sont vraiment dignes du nom d'Etat, la Saxe et la Bavière. Pour les autres, comme le constate Louis Delavaud, ce sont des grandes principautés ayant de 150.000 à 800.000 habitants, des petites principautés, cinquante et une villes libres et une multitude de seigneuries. Les remaniments imposés par la révolution française réagirent contre ce morcellement en même temps que les idées nationales faisaient en Allemagne des progrès sensibles.

Examinons d'un peu plus près l'histoire du Wurtemberg, qui concerne plus directement Frédéric List. Les ducs Ulrich et Christophe en font au xvi^e siècle une citadelle inexpugnable du protestantisme, où règnent les célèbres pasteurs Schnepf et Brenz, principaux instigateurs de la résistance à l'Autriche catholique. Les Montbéliard obtiennent de l'empereur l'autonomie et songent à établir une monarchie absolue. Au début du xvii^e siècle, devant la menace des éléments catholiques intérieurs et extérieurs, le duc Johann-Friedrich y renonce, mais c'est la guerre de trente ans, et les catholiques occupent le duché. Trois règnes d'incapables facilitent la conquête du pays de Montbéliard par la France. Friedrich I^{er} s'associe à la deuxième coalition anti-française,

L'Allemagne
avant 1815

ce qui lui vaut l'occupation de ses états par les armées napoléoniennes.

La paix de Lunéville en 1801 accorde à la France la rive gauche du Rhin, mais le duc Friedrich signe une paix séparée en 1802, où il accorde le Montbéliard à la France, et reçoit l'électorat, quelques villes libres, dont Reutlingen, et quelques territoires ecclésiastiques sécularisés. C'est à ce moment que le membre du Magistrat municipal Jean List devient conseiller municipal de la ville wurtembergeoise de Reutlingen. Ce fut une des premières opérations du célèbre « recès » dont les Etats catholiques firent les frais. En 1805, le duc de Wurtemberg, devenu l'allié de Napoléon I^{er}, obtient le titre de roi et de nouveaux avantages territoriaux.

Jusqu'en 1806, le Saint-Empire romain germanique demeure la forme politique officielle. M. Gidel constate qu'« il craque de tous les côtés, la puissance impériale étant battue en brèche par la féodalité ». Le mouvement de concentration territoriale dû au recès eut pour conséquence d'assurer dans la Diète du Saint-Empire la prépondérance des protestants, à l'encontre des catholiques qui avaient été jusqu-là en majorité. En 1805, le traité de Presbourg, celui-là même qui reconnaît la royauté de Friedrich de Wurtemberg, « sonne la pompe funèbre du Saint-Empire romain germanique ».

La Confédération du Rhin

« La combinaison qu'adopta Napoléon, dit M. Gidel, consista à grouper le plus grand nombre possible d'Etats allemands sous sa protection dans un nouveau système fédératif. Ce n'était pas une idée originale. Napoléon ne faisait que reprendre un système que Mazarin avait déjà créé et appliqué en 1658 dans la Ligue du Rhin. Mais il fit revivre ce précédent avec plus d'ampleur, et, sous le titre de Confédération du Rhin, Napoléon réunit seize Etats ». Deux forces antagonistes s'organisent : d'une part la Confédération du Rhin, dont Napoléon a le titre de Protecteur et dont la Diète est présidée, grâce à la prudence de Napoléon, par un ecclésiastique, le Prince primat, ce qui évite toute question de droit de succession; d'autre part, l'association de fait entre la Prusse et les Etats allemands nordiques et centraux, que le traité de Tilsitt empêcha de devenir officielle.

Tant que dura la Confédération du Rhin, Napoléon fut le chef incontesté des Etats confédérés : en tant que Pro-

tecteur, il s'octroie le libre emploi des armées confédérales, la surveillance de la Diète (qui ne fut d'ailleurs jamais constituée et n'eut d'autre réalité que la personne de son président), le droit de conclure les traités et de réaliser les annexions. Ce système, ruiné dès 1811, demeura officiel jusqu'en 1813.

Pour nous, il a non seulement une grande importance historique qui nous aidera à comprendre les réformes préconisées par List, mais il nous explique en grande partie les idées chères à List sur l'alliance morale germano-française. List fut indigné lorsqu'à la bataille de Leipzig, la plupart des troupes wurtembergeoises trahit Napoléon et passa à l'ennemi. Mais, ainsi que l'explique M. Reybel, le duc de Wurtemberg n'avait rien à perdre à cette opération dont le traité de Fulda fut à la fois la conclusion et la récompense. En 1815, Wilhelm I^{er} montait sur le trône royal de Wurtemberg.

C'est en cette année 1815, après l'échec des propositions du prince von Hardenberg battues en brèche par Metternich, que fut constituée la Confédération germanique. Officiellement cette Confédération est constituée par l'Acte de Vienne du 8 juin 1815, mais une chose aussi importante que la réorganisation de l'Allemagne ne pouvait se concevoir sans un examen approfondi de ces circonstances par les diplomates étrangers, et c'est pourquoi l'Acte Final du Congrès de Vienne du lendemain 9 juin 1815 en reprend les dispositions. Il est intéressant de rappeler les noms très connus des représentants des différentes puissances : Metternich pour l'Autriche, Talleyrand pour la France, Nesselrode pour la Prusse, Wellington et Castlereagh pour la Grande-Bretagne, Hardenberg et Humboldt pour la Prusse. Les vingt articles de l'Acte du 8 juin furent incorporés dans l'Acte Final, étant entendu toutefois que les onze premiers articles furent insérés in extenso, ce qui signifiait que les puissances signataires se portaient garantes de leur exécution, alors que les neuf derniers n'étaient que mentionnés, parce qu'ils n'étaient relatifs qu'à des dispositions particulières.

Napoléon, fondant la Confédération du Rhin, avait médiatisé, c'est-à-dire soumis à l'autorité d'un Etat plus important, les Etats allemands de faible importance. Cette mé-

1815

diatisation n'avait pas été sans soulever de la part des Etats qu'elle minimisait des regrets assez vifs, d'autant plus que les princes confédérés se servirent de leur pouvoir d'une façon abusive, détruisant les libertés et les franchises des Etats qui leur étaient ainsi confiés. Frédéric List, enfant d'une ville libre, « y avait puisé, ainsi que le dit Henri Richelot, un vif attachement pour les libertés municipales; la centralisation administrative qui existait en France sous l'empire et qui régnait aussi dans le Wurtemberg, lui était odieuse. Contre la bureaucratie wurtembergeoise en particulier, il avait des motifs personnels de ressentiment; de misérables tracasseries, de scandaleuses exigences avaient abrégé les jours de sa mère et avaient été cause de la mort prématurée et déchirante de son frère aîné ».

Le résultat de tout cela était que les Etats allemands, quels que fussent leurs ambitions et leurs espoirs, n'apparaissaient pas moins comme des créations récentes tirant leur pouvoir de la reconnaissance des grands Etats. Et ceux-ci, d'ailleurs, ne perdaient pas une occasion de le leur faire sentir : à la souveraineté unique et absolue d'un Napoléon I^{er} succédait le contrôle partial et contradictoire des cinq grandes nations européennes que le Congrès de Vienne avait réunies, de cette Pentarchie dont les éléments étaient fréquemment discordants. L'Allemagne, et surtout les petits Etats allemands, était considérée comme le patrimoine collectif d'une société de cinq nations. Notons d'ailleurs que les Actes de Vienne ne réglaient la situation de l'Allemagne que sur le papier. En 1815, on est plein à la fois d'hésitation et d'espoir lorsque l'on contemple la machine nouvelle, mais on ignore encore comment elle fonctionnera. Il faudra pour cela attendre non seulement le Congrès d'Aix-la-Chapelle de 1818, où les volontés étrangères heurtèrent le sentiment allemand, mais encore la réunion à Vienne, en 1820, des signataires de l'Acte de Vienne, qui complétèrent cet Acte par des décisions que la Diète germanique n'eut plus qu'à adopter.

La Confédération germanique

Ainsi, en 1815, Frédéric List, employé de l'administration centrale du Wurtemberg, est le fonctionnaire d'un royaume affilié à une Confédération et plus ou moins contrôlé par les grandes puissances. La Confédération réunit trente-neuf Etats, dont un empire (l'Autriche), sept royau-

mes (la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, le Danemark, les Pays-Bas), un électorat (Hesse-Cassel), six grands-duchés, neuf duchés, dix principautés, un Landgraviat, la ville libre de Francfort et les trois villes hanséatiques. Rappelons que la Confédération germanique n'est qu'un groupement d'Etats allemands : le roi de Danemark est confédéré en tant que souverain du Duché de Holstein, le roi des Pays-Bas en tant que souverain du Grand-Duché du Luxembourg, et la Prusse et l'Autriche possèdent des domaines étrangers à la Confédération.

Cette confédération, M. Gidel l'étudie dans tous ses rouages avant l'Acte de 1820 et après cet Acte. Il ne nous est pas possible de reprendre cette étude dans tous ses détails, d'autant plus que nous n'aurions alors qu'à reproduire cet exposé. Mais, pour arriver à la compréhension des idées que List exprimera sur l'unification de l'Allemagne, il est cependant nécessaire de résumer très brièvement cette importante question et nous aurons pour cela recours aux études classiques de Phitzer, de M. Le Fur et de M. Gidel. La Confédération germanique ne constitue pas un Etat au-dessus des Etats : c'est une association groupant des Etats de nationalités différentes et de religions différentes. Chaque Etat demeure théoriquement souverain, compte tenu de ses obligations contractuelles à l'égard des autres Etats membres de la Confédération. Néanmoins, si les Etats confédérés jouissent théoriquement du droit de sécession, en fait ils sont liés par le principe de l'indissolubilité de la Confédération. Les interventions des Etats confédérés dans l'un d'entre eux sont limitées, la Confédération se réservant un examen de toute requête d'intervention à elle présentée par l'Etat intéressé. Chaque Etat possède en jouissance le droit de guerre, mais comme toute la Confédération se porte garante de l'intégrité des Etats confédérés, ce droit de guerre ne peut donc être exercé qu'avec le consentement de la Confédération, sauf toutefois pour les possessions de la Prusse et de l'Autriche extérieures à la Confédération.

On voit donc qu'il s'agit d'un groupement d'Etats (Phitzer dira : d'une corporation) beaucoup plus proche de la Société des Nations que de l'empire autoritaire. M. Gidel montre au prix de quelles difficultés la Confédération put réaliser la suppression de la taxe d'émigration d'un pays

confédéré à un autre (sans qu'existât la liberté d'établissement), l'unification postale (grâce à l'habileté de la Maison de Taxis), et faire quelques progrès dans le sens de l'unification des monnaies et des poids et mesures. L. Delavaud, de son côté, observe que dès 1815 la Prusse, alors elle-même très morcelée, s'efforce d'unifier son régime douanier intérieur et y parvient dès le 26 mai 1818 : il voit là l'inspiration principale de Frédéric List et croit même que l'unification douanière de toute l'Allemagne se serait réalisée spontanément sans l'intervention du grand économiste.

L'amitié de Wangenheim

En 1816, Frédéric List, fonctionnaire modèle, parvient à une situation intéressante dans l'administration du Wurtemberg : il attire l'attention du ministre Wangenheim. On s'est souvent étonné de la facilité avec laquelle Wangenheim accorda sa confiance au fonctionnaire modeste qu'était alors Frédéric List. Il ne faut pas oublier que le Wurtemberg, pour important qu'il soit sur la carte de l'Allemagne, n'est qu'un petit Etat qui n'a rien de comparable avec les grandes puissances, ni même avec les Etats secondaires contemporains. Wangenheim tient beaucoup plus du préfet que du ministre : on pourrait en tous cas le comparer à un directeur de ministère joignant les fonctions ministérielles à ses attributions directoriales. Il est donc en contact étroit avec ses employés, et, comme c'est un chef intelligent et psychologue, il ne tarde pas à remarquer les mérites de son subordonné. List, de son côté, est prêt à tous les efforts pour sortir de la médiocrité : Wangenheim lui est naturellement sympathique, et il fait tout pour forcer sa confiance, devenir son conseiller et son collaborateur préféré.

Une Faculté des sciences politiques

Wangenheim est animé du désir de faire du Wurtemberg la capitale intellectuelle et économique de la Confédération, et, par conséquent, de résister aux efforts d'envahissement de la Prusse. Il pense à créer une Faculté des Sciences Politiques, et il prie son collaborateur de lui fournir sur cette question un rapport détaillé. Ce seront les premières lignes importantes qu'écrira Frédéric : *l'Avis sur la création d'une Faculté des Sciences Politiques* (1817).

Ce faisant, List a conscience d'aider Wangenheim dans sa tâche. L'idée lui semble bonne : il l'analyse consciencieusement et conclut favorablement. Il ne se doute pas des

intentions de son maître : en effet, le premier geste de Wangenheim, après avoir fait approuver le projet par le roi, est de désigner Frédéric List pour la chaire d'économie. Or on sait déjà l'antipathie profonde de List pour les professeurs et les théoriciens. Il refuse; Wangenheim insiste; le roi ordonne; et voici List professeur d'économie politique.

Ces circonstances amusantes valent la peine qu'on les étudie : ainsi, List se voit contraint d'édifier un cours. Il s'est toujours pris pour un homme d'action possédant en lui-même les connaissances nécessaires à cette action. Il se voit obligé de clarifier ses idées, de les présenter au public. Il ne veut pas devenir un littérateur de l'économie politique, ni un moraliste. Il va donc faire appel à toutes ses connaissances pour construire un cours original, indépendant, personnel, consacré tout d'abord au service de sa patrie et soumis aux leçons de l'histoire. List n'est guère capable de faire des comparaisons d'érudit. Il ignore, malgré ses lectures, l'essentiel de la chose économique. Il s'appliquera tout naturellement, par nécessité comme par sentiment, sur sa science de l'histoire. Il est curieux de noter que, sans l'exigence de Wangenheim, List aurait été uniquement l'homme d'action accaparé par son siècle, mais non l'écrivain qui devait léguer un si noble testament aux siècles à venir.

Mais il est bien certain que List n'avait pas le tempérament professoral. A peine monté sur sa chaire, il entre en opposition avec les intentions absolutistes du roi : il oppose à la volonté de Wilhelm I^{er} des arguments qu'il tire des ordonnances constitutionnelles du duc Christophe. Wangenheim, qui le rappelle amicalement à l'ordre, n'est pas écouté. List est d'autant plus fort dans son opposition qu'il se place en défenseur de la tradition. C'est au nom de cette tradition qu'il fonde à Heibronn, en 1818, *l'Ami du Peuple de Souabe*, journal où il reprend sans cesse les idées qui lui sont chères, à savoir tout d'abord le respect des privilèges communaux et l'organisation d'une représentation nationale générale. On le lui eut peut-être, quoique difficilement, pardonné, grâce aux protections dont il jouissait. Mais il se mêla de critiquer l'administration elle-même, dont il connaissait mieux que tout autre les défauts et la trop grande indépendance permettant toutes les tracasse-

« L'Ami du Peuple
de Souabe »

ries, et surtout il revendiqua la liberté de la presse. C'en était assez pour qu'il fut taxé de libéralisme. — Il importe dès maintenant de prendre garde aux erreurs terminologiques : on sait, et on verra, que List, en tant qu'économiste, est opposé aux conclusions de Smith et des physiocrates, donc qu'il est anti-libéral; mais, en Allemagne, List est de ceux qui réclament des garanties contre les administrations particulières, qui s'efforcent d'unifier l'Allemagne et d'y instaurer une commune liberté basée sur le respect des us régionaux : à ce compte-là, il appartient sans conteste, au point de vue politique, à l'école libérale allemande.

**La liberté de la
presse**

Ses revendications au sujet de la liberté de la presse eurent un bien décourageant effet : on supprima tout bonnement le journal qui les émettait. List en fut indigné, et son cours s'en ressentit. Wangenheim, craignant le pire, prévint à nouveau son ami. On en vint aux avis officiels. Wangenheim parvint à apaiser provisoirement cette histoire, moyennant quelques concessions de Frédéric List. Néanmoins, List consacra l'essentiel de son cours à l'étude des réalités de l'économie contemporaine des Etats allemands et des possibilités économiques accordées par les Actes confédéraux.

**L'article 19
de la Constitution
fédérale**

« Mon attention, dit-il, fut attirée par le dix-neuvième article (de la constitution fédérale) qui réservait l'organisation d'un système de commerce national : j'y vis le moyen de consacrer la prospérité industrielle et commerciale de la patrie allemande, et j'entrepris de constituer une société d'industriels et de commerçants ayant pour but d'obtenir la suppression des douanes provinciales et l'adoption d'un système commun de commerce. » List, depuis sa nomination à la Faculté des Sciences Politiques de Tübingen, était entré en relations avec quelques éminents représentants du monde économique et du monde intellectuel, notamment avec le baron von Cotta. C'est par lui qu'il fit la connaissance d'un gros commerçant de Nuremberg, Schnell, qui défendait depuis longtemps déjà les idées libérales et nationales. Schnell fut émerveillé par les propos de List, surtout lorsque celui-ci lui proposa de constituer une société de commerçants et d'industriels qui ne tarderait pas à devenir puissante et pourrait présenter à la Diète des observations judicieuses. Schnell réunit plusieurs commerçants et fabricants, notamment Bauereis de Nuremberg,

Elch de Kaufbeuren, Hartmann de Heidenheim, Herrose d'Aarau. Elch, plus intelligent que tous les autres, avait déjà eu l'idée de List relative à l'envoi d'une pétition à la Diète, et il avait même rédigé un projet qu'il soumit à List. Ce dernier s'en servit et, voulant être agréable à Schnell, rendit à Elch des hommages excessifs. Elch finit par se prendre pour le grand chef de « la croisade douanière », et une rivalité ne tarda pas à se manifester entre List et lui. Ils étaient d'ailleurs en désaccord sur de nombreux points : Elch était libéral non seulement en politique intérieure, mais aussi en politique internationale; il revendiquait à la fois la suppression des entraves à la liberté du commerce au sein de la Confédération Germanique et leur suppression entre Etats. List ne pouvait pas le suivre dans la deuxième partie de son programme, et il finit par considérer Elch comme un mauvais Allemand. Il fallut toute la patience et la douceur de Schnell pour les mettre d'accord sur l'attitude à prendre, les persuadant en effet que la différence de leurs opinions n'avait pour l'instant aucune importance puisqu'ils étaient l'un et l'autre résolus à lutter contre les barrières intérieures. List, qui avait pour Schnell une reconnaissante amitié, se rendit aisément à ses raisons et accepta même d'employer dans les services de la *Société allemande d'industrie et de commerce* ainsi créée, un commerçant ruiné et failli, Franz Miller, d'Immerstadt, que patronnait Elch.

Dès 1819, année où le roi de Wurtemberg doit accorder à ses sujets une constitution vaguement démocratique, Frédéric List apparaît comme le chef incontesté de la *Société*. Lisons ce passage de la Préface qu'il écrivit pour son *Système National* :

« Comme agent de la Société de Commerce, ma position était délicate. Tous les fonctionnaires publics instruits, tous les rédacteurs de journaux et de brochures, tous les écrivains qui traitaient les matières économiques, ayant subi l'enseignement de l'école cosmopolite (celle d'Adam Smith), voyaient dans une protection douanière quelconque une abomination théorique; joignez à cela les intérêts de l'Angleterre et des courtiers de l'industrie anglaise dans les ports maritimes et sur les marchés. On sait que le gouvernement anglais, habitué à ne pas lésiner quand il s'agit

La Société
allemande
d'Industrie
et de Commerce

des intérêts du commerce national, possède dans ses fonds secrets le moyen de venir partout, à l'étranger, en aide à l'opinion publique. On publia une multitude d'articles et de brochures, venant de Hambourg, de Brême, de Leipzig et de Francfort, contre le désir insensé des industriels allemands d'obtenir un régime protecteur de douane commune, et contre leur conseiller; ils reprochaient à ce dernier, en des termes durs et méprisants, d'ignorer les premiers principes de l'économie politique, principes reconnus par tous les hommes instruits, ou du moins de n'être pas capable de les comprendre. Ces organes des intérêts anglais avaient d'autant plus beau jeu que la théorie en vogue et la conviction des hommes de science étaient pour eux. Dans le sein de la Société elle-même régnait une grande diversité d'avis... Une œuvre en commun n'est d'ailleurs possible qu'au prix de transactions entre les opinions diverses de ceux qui poursuivent le même but immédiat. (Mais) le combat était visiblement inégal : d'un côté, une théorie achevée dans toutes ses parties et d'une autorité incontestée, une école homogène, un parti puissant ayant des orateurs dans toutes les législatures et dans tous les conseils, mais ayant surtout le moyen décisif, l'argent; de l'autre côté, la pauvreté et le besoin, la diversité d'opinions, la discorde intestine et le manque absolu de base théorique. »

L'Angleterre

De ce passage plusieurs choses sont à retenir : d'abord la persévérance, cette fois-ci assez légitime, de l'hostilité de Frédéric List à l'égard de l'Angleterre. Il est certain que celle-ci n'a aucun intérêt, bien au contraire, à ce que l'Allemagne s'engage dans la voie de l'unification et surtout de l'unification douanière qui doit constituer le premier pas vers la prospérité industrielle germanique. Plus encore que toutes les autres puissances, l'Angleterre se réserve un certain droit de contrôle sur ce qui se passe en Allemagne et elle voit avant tout dans les Etats allemands des débouchés naturels de sa production. Les efforts de List ne pouvaient donc que lui être fort désagréables, et personne, même au xx^e siècle, ne s'étonnera des procédés qu'elle employait au commencement du xix^e pour s'assurer un débouché commercial. Ensuite, nous constatons les difficultés que crée à l'expansion des idées de List la discipline économique alors généralement adoptée. Et nous voyons bien que List souffre, malgré ses dénégations, de

l'accusation assez juste qui est portée contre lui relativement à son ignorance des principes économiques. Il y a là une lutte entre la doctrine et l'empirisme, diront les disciples enthousiastes de Frédéric List. Nous dirons plus simplement que les détracteurs du jeune professeur à la Faculté de Tubingen avaient trouvé le défaut de la cuirasse et que ce défaut existait. Mais, agissant ainsi, ils rendaient à Frédéric List un signalé service : touché dans son amour-propre, touché dans son orgueil, List réagit et voulut éviter qu'on put à nouveau proférer contre lui cette accusation d'ignorance. Malgré ses occupations multiples, il reprit l'étude des auteurs économiques et, s'il ne put jamais adopter le ton réfléchi de l'observateur impartial, au moins cet homme d'action devint-il plus respectueux de la doctrine lorsqu'il eut compris son utilité comme collaboratrice de l'histoire.

L'administration wurtembergeoise réprima ses efforts avec une sévère ironie : de même qu'elle avait supprimé le journal du défenseur de la liberté de la presse, elle accusa le fonctionnaire wurtembergeois Frédéric List, directeur d'une société pour l'unification nationale allemande, d'avoir accepté sans son autorisation un emploi « à l'étranger ». Ainsi, en réponse à ses tentatives unificatrices, on affectait de considérer la Société allemande d'industrie et de commerce comme une société étrangère, du seul fait que ses adhérents appartenaient à différents Etats confédérés. Cette mesure vexatoire avait pour but de rendre intenable la situation de List à la Faculté des Sciences Politiques, et, « pour en finir avec toutes ces chicanes et pour se vouer tout entier à sa grande mission nationale », List envoya au roi de Wurtemberg une lettre de démission remarquablement rédigée.

La démission

Obtenant sa démission au lieu de prononcer son exclusion, le roi espérait que l'économiste ne prendrait pas figure de martyr. Mais List se servit très habilement de l'occasion qui lui était offerte. Il était devenu un personnage important, et son programme ne pouvait pas déplaire, en raison de son respect des coutumes régionales et des facilités commerciales qu'il proposait, à une ancienne ville libre comme Reutlingen. En effet, cette ville le choisit comme son représentant aux Etats. List n'avait pas trente ans, et l'élection fut annulée.

Une élection
annulée

Haüsser, qui devait être pour List un ami dévoué et un biographe enthousiaste, déclarait qu'on devait au fond se réjouir de cette annulation, puisqu'elle lui permettait de se livrer entièrement à l'organisation initiale de la Société pour le Commerce.

La Foire de Francfort

En effet, les occupations et les préoccupations ne manquent pas à Frédéric List. La Foire de Francfort-sur-le-Mein n'a pas eu dans sa vie cette importance que lui attachent certains commentateurs : Schnell y consulta de nombreux amis qui collaborèrent ainsi à la fondation de la Société, et Elch fit circuler un projet de pétition pour la suppression des barrières douanières. On voudra bien noter que la Société ne fut fondée que deux mois plus tard. Mais Elch prétendit par la suite avoir été le fondateur de la Société à l'occasion de cette Foire de Francfort. Le mérite lui en fut attribué dans les premières éditions du *Conversation's Lexicon*, et il le revendiqua en 1840 par une lettre d'un de ses amis à un rédacteur à la *Gazette d'Augsbourg* qui rendait hommage à List. La question, aujourd'hui même, n'est pas tranchée. Certains auteurs, qui n'ont d'ailleurs pas approfondi la question, comme Yves Guyot et François Bernard, ont approuvé la version Elch : celui-ci aurait, à l'occasion de la Foire de Francfort, réuni les principaux éléments de la Société, rédigé la fameuse pétition, fourni à List tout un programme de travail que ce dernier aurait simplement eu à réaliser. Frédéric List, dans une note de sa préface du *Système National*, se défend de son mieux sans être d'une parfaite clarté : est-ce là l'effet de l'inquiétude ou celui de la colère ? Parlant du projet de pétition d'Elch, List écrit qu'il « était plat et en style de comptoir », mais il ne conteste pas qu'il ait reçu des « matériaux de travail », dont bien entendu, il nie l'utilité. Qu'importe, au demeurant ? List fut en tous cas le grand organisateur de la Société et sut s'imposer à tous malgré les divergences doctrinales. Le rôle d'Elch ne put dépasser celui d'un rédacteur de pétition et d'un recruteur de membres pour la Société, et il ne saurait prétendre en avoir été le chef, car List, nommé « agent général » et se méfiant de lui, eut bien soin de l'écarter de la direction. Ce qui nous semble prouver, malgré d'insuffisance des explications de List, l'exagération des prétentions d'Elch, c'est qu'il ne répondit pas officiellement à

la « note de l'auteur » parue dans le *Systeme National*. La crainte d'une publication des lettres de Cotta et de Schnell, alors tous deux décédés, lui dicta sans doute cette réserve, et cette correspondance aurait prouvé la supériorité des services rendus par List lors de la fondation de la Société allemande pour le commerce et l'industrie.

Elch, au fond, était toujours animé envers List de sentiments de jalousie et peut-être de haine. C'est lui sans doute qui suscita les revendications de Franz Miller lorsque les siennes eurent échoué. Miller se posa lui aussi en fondateur de la Société. On se souvient qu'il n'était qu'un commerçant failli accepté par List comme employé de la Société après intervention de Schnell. A son sujet, List fut catégorique, et deux articles du *Zollvereinsblatt* mirent les choses au point s'efforçant même de prouver que les scrupules n'avaient jamais étouffé Franz Miller pendant sa collaboration aux travaux de la Société.

Tout ceci aide à comprendre dans quelle atmosphère vit Frédéric List. Il est cependant plus actif que jamais. L'agent général de la Société allemande de Commerce et d'Industrie « multiplie les pétitions, les articles de journaux, les démarches personnelles auprès des différents gouvernements à Munich, Stuttgart, Berlin, Vienne; il voudrait voir l'Autriche prendre l'initiative de la réforme. En vain! » (Rist). Mais List est inlassable.

L'agent général

Maintenant qu'il a trente ans et que la Société a pris tournure, il accepte avec enthousiasme le mandat politique que lui offre pour la deuxième fois sa ville natale de Reutlingen. Le 6 décembre 1820, « M. le professeur Frédéric List, agent général de la Société allemande de Commerce et d'Industrie, siège aux Etats du royaume de Wurtemberg » (Hartmann). Il ne tarde pas à y manifester la plus grande activité : il ne tarde pas à apparaître au gouvernement comme un protestataire permanent et un agitateur dangereux. Eheberg signale ses principales propositions à l'assemblée : d'abord, évidemment, un projet tendant à la suppression des barrières douanières intérieures de l'Allemagne; ensuite, un projet de modification de la répartition de l'impôt et de diminution des charges publiques; enfin, un projet réclamant des chambres un budget annuel.

Député

Révolutionnaire?

Le gouvernement accueillit avec indifférence la première proposition, sans antipathie mais sans confiance : il se souciait peu d'engager la croisade et ne pouvait évidemment rien sans le concours des Etats voisins. Mais la seconde proposition touchait un point sensible : les Cours allemandes, autoritaires et jalouses de cette autorité, avides de luxe et dépensières, n'aimaient pas les projets tendant à restreindre leurs disponibilités, et, d'autre part, elles se souciaient peu de corriger une répartition des impôts dont l'inégalité était une garantie même du régime. Ne croyons surtout pas que List fut en l'occurrence un révolutionnaire. Richelot veut le laver de ce reproche en reprenant les arguments doctrinaux de Frédéric List, qui tendent à différencier le révolutionnaire du protestataire constructeur : « Le révolutionnaire ne fait que détruire sans édifier ou, s'il faut qu'il édifie, il cherche à bâtir son édifice sur table rase; lui, il a toujours pris l'état de chose existant comme point de départ de ses réformes. Sa république avait toujours à sa tête un roi ou un empereur » (Richelot).

Nous reprochons à Richelot ces interprétations fallacieuses de la pensée du maître : Richelot a toujours raisonné en Français, et cherché à faire admettre les idées de Frédéric List par ses concitoyens. Pour cela, il prête souvent à l'économiste des pensées conformes aux idées françaises de l'époque, et il ne tient qu'un compte insuffisant non seulement des circonstances historiques mais encore des pensées profondes de List. Pour Richelot, List est un adepte du « libéralisme constitutionnel ». Il appuyait cette affirmation sur la demande d'un budget annuel voté par les chambres. List n'a jamais cherché à construire une paradoxale république ayant à sa tête un roi. Non seulement ses idées profondes s'y opposaient, mais encore c'eût été là prendre exemple sur le système anglais, qui lui était irrésistiblement antipathique.

Le libéralisme politique de List

List, libéral en ce qu'il s'oppose à l'extension « totale » du pouvoir wurtembergeois, est un traditionnaliste. On pourra faire de lui, selon la nature des idées préconçues qui aident à l'interprétation de sa pensée, un « ultra » ou un républicain. Il est resté tout simplement l'enfant de Reutlingen, attaché à l'indépendance de sa ville, à son administration familiale, à ses coutumes corporatives simples et généreuses, aux privilèges qui garantissaient ses libertés

et ses pouvoirs. Il ne lutte pas contre la monarchie wurtembergeoise mais contre le modernisme qu'elle érige en principe, modernisme qui rogne les libertés, abolit les privilèges, coupe brutalement une tradition éprouvée, prétend remplacer par le pouvoir d'un seul les efforts conjugués de tous. List, cet apôtre de l'union douanière et de l'Allemagne unie et forte, est un régionaliste convaincu : jamais les concessions qu'il demande au nom de l'intérêt national intelligemment conçu n'iront à l'encontre des intérêts pratiques, des nécessités quotidiennes des habitants de chaque ville allemande. Le despotisme des rois et des roitelets est en opposition avec les deux principes fondamentaux de la doctrine nationale de List : d'une part, pour la protection d'égoïsmes excessifs, ce despotisme s'oppose à la collaboration qu'imposent les circonstances économiques, à cette collaboration dont dépend la grandeur du peuple allemand; d'autre part, il cherche à ruiner la prospérité des cités et des régions, de ces communautés spontanément créées qui permettent à la vie familiale de s'épanouir en vie professionnelle et en vie provinciale.

En janvier 1821, List voulut organiser sur des bases stables l'opposition au gouvernement wurtembergeois. Pour cela, il rédigea un programme comprenant une brève partie de doctrine générale et un long exposé de revendications contre les excès de l'administration. Ainsi le professeur List revient à ses premières amours : le parlementaire reprend à son compte les protestations du professeur à l'Université de Tubingen, qui lui-même ne faisait que se souvenir des tracasseries dont sa famille avait été victime. On a cherché parfois à excuser la vivacité des termes de cette proclamation de foi. List, sans aucun doute, a gardé tous ses défauts : il est coléreux, peut-être vindicatif, assurément mené par son orgueil démesuré. Mais souvent sa colère n'est que l'expression d'une amertume bien compréhensible, et son ambition témoigne d'un beau dévouement à la cause de sa patrie. List, nature inquiète et fière à la fois, a cependant trouvé dans son foyer de grands apaisements : il a épousé une jeune fille d'origine bourgeoise, sans grande fortune, — il s'interdit de toucher à sa dot —, et il est bientôt père

**Homme public
et homme privé**

de deux filles et d'un garçon. Mme List a pour son mari une grande admiration. Mais Mme List est tenue à l'écart de la vie professionnelle de son mari, et elle ne peut pas exercer sa douce influence sur ces questions qu'elle ignore. Elle sera beaucoup plus l'amie des mauvais jours que des bons jours, et List en est le seul responsable.

L'opposant

Le programme parlementaire rédigé par Frédéric List devait paraître d'abord en exemplaires lithographiés soumis à l'approbation des membres de l'opposition d'une façon confidentielle, et ensuite en exemplaires imprimés. List, faisant preuve d'une légèreté extraordinaire, distribua trop généreusement les exemplaires lithographiés. La place prépondérante qu'il prenait dans l'opposition n'était pas sans susciter des jalousies. C'est pour cela que fut remis au gouvernement un de ces exemplaires, et le gouvernement, heureux de cette occasion de museler le plus fougueux de ses détracteurs, ordonna des poursuites : en février 1821, la chambre des représentants, peu sensible à une défense passionnée, vota l'exclusion du député de Reutligen par 56 voix contre 36. C'était encore une ironie du sort : le défenseur des libertés constitutionnelles se voyait brimer par ceux-là mêmes qui en eussent été les bénéficiaires.

Le procès

Le procès exigé par le gouvernement fut un grand sujet de scandale. Richelot exagère certainement lorsqu'il dit que ce scandale fit impression dans toute l'Europe. Néanmoins la notoriété grandissante de Frédéric List, la sévérité intransigeante du gouvernement wurtembergeois, le caractère politique du procès et le conflit de doctrines qui en étaient la véritable cause, tout cela contribua à passionner l'opinion publique allemande et française. List fut condamné à dix mois de travail forcé « pour outrage et calomnie envers le gouvernement, les tribunaux et l'administration du Wurtemberg ». On essaya de justifier cette dureté en arguant de la violence avec laquelle List se défendit au cours du procès. On la qualifia d'insolence à l'égard de la magistrature. List député était encore plus malheureux que List professeur, mais, si excellentes qu'aient été ses intentions, il faut convenir qu'elles heurtaient violemment les volontés gouvernementales et que, condamnant List, la royauté wurtembergeoise pouvait espérer réduire le plus redoutable adversaire de sa politique.

List n'attendit pas que le jugement fut mis à exécution et se réfugia à Strasbourg. Il ne faut pas interpréter cette fuite d'une façon trop romanesque. List n'eut pas grand mal à s'enfuir, et il rencontra même toutes les complaisances administratives. Le Wurtemberg tenait non pas à en faire un martyr qui exciterait la pitié publique et renforcerait l'opposition, mais tout simplement à faire taire cette voix protestataire. C'était d'ailleurs une méthode très fréquente en Allemagne, et même en France où les condamnés politiques traversaient facilement la Manche. Mme List et ses enfants demeurèrent à Stuttgart où ils ne furent nullement inquiétés : List prévoyait, en effet, que la rancune de ses ennemis s'attacherait uniquement à sa personne, et c'est sans doute la raison qui lui dicta ce pénible éloignement. List fut très bien accueilli à Strasbourg : on vit en lui un « libéral persécuté ».

La fuite

La France était alors dans une situation politique et morale curieuse, complexe et indécise. Comme le dit M. Gabriel Hanotaux : « Louis XVIII n'est pas mort, mais le règne de Charles X est tout de bon commencé ». Le duc de Richelieu, cédant à l'opposition conjuguée des libéraux et des ultras, abandonne la place à Villèle. Le comte d'Artois, influenable, se contente de préconiser « une sorte d'opportunisme autoritaire » : nous sommes en plein paradoxe. L'homme du jour, bien entendu, est La Fayette, que M. Hanotaux appelle avec tant d'intelligente ironie « l'éternel illusionniste de toutes les révolutions ». Serre juge ainsi son état d'âme : « Il a dû éprouver, plus d'une fois, il a dû sentir, la mort dans l'âme et la rougeur sur le front, qu'après avoir ébranlé les masses populaires, non seulement on ne peut pas toujours les arrêter, mais que l'on est souvent forcé de les suivre et presque de les conduire ». La Fayette, député de la Sarthe, est l'homme des libéraux : il enthousiasme tout le monde et pourtant personne n'a confiance en lui. Il est changeant, contradictoire, d'une habileté que son apparence naïve facilite. Cet ami des bourgeois est très grand seigneur : il s'est fait toute une cour d'intellectuels, pratique la subvention, se pose en chef d'école et en prophète des temps nouveaux, quitte à revenir sur ses prophéties.

Mais surtout, en ces années troublées, la légende napoléonienne règne sur les esprits populaires : « La légende

La France en 1821

napoléonienne avait commencé dès la chute de l'empire. L'erreur des Cent Jours et l'exil de Sainte-Hélène lui avait donné je ne sais quel impressionnant essor et, maintenant, elle continuait à voler de clocher en clocher, retenant toujours l'attention. Le héros était devenu le martyr. La figure de sir Hudson Lowe personnifiait, en ses traits grimaçants, la tyrannie alliée accablant l'homme et la France. Le Prométhée enchaîné secouait le monde du bruit de ses chaînes ». Ainsi s'exprime M. Hanotaux qui constate que « l'Empereur, favori de la victoire, devient en même temps le héros de l'indépendance et le défenseur de la Révolution ». Napoléon apparaît maintenant comme celui qui aurait véritablement réalisé la paix universelle par la création d'un Empire des Nations. Tous les partis politiques essaient d'orienter vers eux ce courant d'enthousiasme populaire, et La Fayette, avec son habileté coutumière, adopte un programme bizarre exaltant une sorte de pacifisme napoléonien ! List, victime de l'autorité égoïste d'un état autarchique, ne pouvait être que bien accueilli en France. La bourgeoisie voyait en lui le sympathique condamné politique, mais les gens plus avertis saluaient en lui à la fois l'adversaire du despotisme allemand et des exigences britanniques : List prenait vraiment figure d'ami de la France.

J.-B. Say

Il ne reste pas inactif et profite de son exil pour compléter ses études économiques : il fait la connaissance de Jean-Baptiste Say et se propose de traduire en allemand le *Traité d'économie politique* de cet auteur. Il s'applique donc à bien lire et à bien comprendre l'ouvrage du disciple modéré d'Adam Smith. List est maintenant un lecteur averti, qui a classé ses idées : il perd cette indulgence sentimentale qu'il avait eue jusqu'alors pour Say et non pour Smith, et, s'il continue très normalement à considérer le second comme moins entier que le premier, il n'en fait pas moins un théoricien dangereux de cette « économie cosmopolite » qu'il s'efforcera de vaincre. Pourra-t-on l'accuser de manquer de bienveillance à l'égard de celui-là même, qui, par l'intermédiaire de son livre, l'initia aux généralités de la science économique ? List est devenu à son tour un véritable économiste : ses connaissances personnelles lui permettent d'exercer son esprit critique. Il n'accepte pas ce qu'il lit comme parole d'évangile, et il se rend à la raison en ne voyant en Say qu'un disciple d'Adam Smith dont il

doit par conséquent analyser l'œuvre avec la même rigueur.

Si le jugement de List est plus exercé, son caractère n'a pas changé : il sera cependant plus modéré envers Say qu'envers Smith, et il lui épargnera ces tirades puériles qu'il consacre volontiers à l'économiste anglais. Néanmoins, son désir d'anéantir l'influence de Jean-Baptiste Say, désir accru parce que Say fait figure d' « homme en place », le pousse à se chercher des alliés. Il en trouve un tout naturellement en la personne du propre frère de Jean-Baptiste Say, Louis-Auguste, auteur d'un ouvrage à peu près illisible intitulé *Principales causes de la richesse ou de la misère des peuples et des particuliers, et de Considérations sur l'industrie et la législation*. Mais List ne devait jamais avoir le temps de poursuivre la traduction annotée de Jean-Baptiste Say, et, de sa participation aux luttes doctrinales et familiales des frères Say, il ne devait rien rester d'autre dans l'œuvre de List que deux pages du *Système National*. Ainsi que le constate M. Rist, « sans List, il est probable que le nom de Louis Say fût resté oublié ».

L.-A. Say

En 1823 List fut présenté à La Fayette. Les deux hommes avaient des points communs, encore que leur « libéralisme » ne fut pas de même nature. La Fayette fut très honoré de la visite qui lui était faite et surtout des propos élogieux dont List, volontiers flatteur à ses jours, ne tarit point à son sujet. La Fayette pensa qu'il lui était aisé d'embrigader l'économiste allemand dans sa cour d'intellectuels libéraux : c'était là un personnage de marque, qui symboliserait le respect de la jeune Allemagne pour le libérateur de l'Amérique protecteur de la France. La Fayette préparait un voyage en Amérique, qui s'annonçait triomphal, assurément. Il proposa à List de l'emmener et de faire de lui un des constructeurs de l'économie politique des jeunes Etats. List envisagea ce projet avec sympathie, mais il songea qu'un tel voyage l'éloignerait encore de la chère Allemagne où il rêvait d'abord de rentrer en triomphateur, puis en fils pardonné. Ses ennemis ne lui laissaient cependant guère de répit : son activité politique, malgré la protection de La Fayette, n'était pas sans susciter des commentaires dans les sphères gouvernementales françaises. Lorsqu'il eut connaissance des interventions de personnalités allemandes auprès du ministère, il pensa que ses

La Fayette

adversaires usaient leurs dernières armes et prévoyaient son retour prochain. L'Angleterre, comprenant le danger des idées de List relativement à la renaissance de la prospérité allemande, avait intérêt à voir List demeurer en France et ne le persécuta donc pas dans son asile autant qu'il put le croire : néanmoins, elle eut sans doute plus d'une fois le désir de lui rendre la vie difficile dans tous ses lieux de refuge. List fut victime d'une grande dépression nerveuse, voyagea en Angleterre, dans le pays de Bade et en Suisse, tant pour se faire oublier du gouvernement français que pour oublier lui-même ses soucis. Mais, en Suisse, il fit figure d'indésirable, dû passer de canton en canton et finit par se résoudre à tenter de revenir en Wurtemberg.

Le retour
en Wurtemberg

Ses amis intervinrent auprès du gouvernement wurtembergeois. On ne leur fit aucune promesse ferme mais on leur laissa entendre que Wilhelm 1^{er}, en apparence plus respectueux de la constitution de 1819 et des principes élémentaires de liberté de pensée qu'elle comportait, laisserait le passé dans l'oubli et n'inquiéterait pas l'économiste : List, poussé par le désir de revoir sa famille et sa patrie, compta sur la clémence royale et, dès son retour, fut emprisonné dans la forteresse d'Asperg. L'Angleterre était-elle intervenue? Il est possible, en effet, qu'elle ait officieusement sollicité l'emprisonnement de l'écrivain nationaliste. Mais ce sont surtout les inimitiés de l'administration qui valurent à List un internement particulièrement pénible : on l'employa à des expéditions harassantes et, dit Richelot, on le traita en malfaiteur. Ses amis cependant finirent par obtenir son élargissement. Il en trouva d'assez dévoués pour se faire menaçants et arracher l'autorisation du gouvernement, sous peine de voir l'opposition prendre un caractère révolutionnaire. List fut libéré au mois de janvier 1825, mais sous la condition de s'expatrier définitivement. List pensa demeurer en Allemagne, pour suivre au sein d'un autre Etat sa campagne pour l'unité nationale. Ses amis se renseignèrent de tous côtés : personne ne voulait ou n'osait l'accueillir. List alors pensa à la France, mais les temps étaient changés depuis son dernier séjour. La Fayette avait été battu aux élections de 1824, et avec Louis XVIII mourait cette même année le régime de relative tolérance qu'il avait connu. Charles X, affirmant sa politique d'autorité, avait assez à se défendre

contre les mécontents de son royaume sans accueillir les mécontents venant de l'étranger. List était resté en relation de correspondance avec La Fayette : ce dernier, pour reprendre un peu de lustre et impressionner à la fois ses électeurs et le gouvernement, était parti en Amérique, non sans avoir avisé à nouveau Frédéric List qu'il y serait le très bien venu.

Il quitta le Wurtemberg le 15 avril 1825, en compagnie de sa femme et de ses enfants. Lui-même a raconté, en termes particulièrement touchants, comment ses tristes pensées furent dissipées par sa femme, qui le décida à chanter joyeusement avec ses enfants... Dans l'animation du voyage, List oublie un peu sa chère Allemagne : il passe par Metz, Paris et Rouen. Il arrive au Havre : il entre en relations avec quelques personnalités de la ville et cherche à les convaincre de l'utilité que présenterait pour leur port une jonction au Rhin par un système de canaux et de chemins de fer. L'homme d'action, l'homme d'affaires est toujours présent. Mais il faut partir en Amérique, dont il se voit déjà le chef économique. Il arrive à New-York dans les derniers jours de juin et rejoint La Fayette à Philadelphie. « Le héros des deux mondes le reçut avec bonté et l'invita obligeamment à l'accompagner dans sa marche triomphale au milieu du peuple américain » (Riche-lot). Le 4 juillet, il assiste à la fête de la déclaration d'indépendance. Et, à la vue de ce spectacle grandiose, l'économiste allemand, compagnon du grand général français, pense à tous les services qu'il pourra rendre au peuple américain.

**Le départ
en Amérique**

CHAPITRE II

De l'Exil au Retour

La présentation à Henry Clay. Le fermier de Harrisburg. Le journaliste de Reading. Ingersoll et la Société pennsylvanienne pour le progrès des Manufactures et des Arts. Découverte d'un gisement houiller. Construction d'un chemin de fer. Joseph de Baader. Consul des Etats-Unis à Hambourg. Voyage à Paris. Retour aux Etats-Unis. Consul à Leipzig. Le « Staatslexicon ». « Le Système de Chemins de fer saxon ».

Le « Journal des chemins de fer ». Révision du procès.

Devant un homme recommandé par La Fayette, toutes les portes des maîtres de la pensée américaine s'ouvraient. Frédéric List bénéficia du prestige immense et de l'incomparable popularité du général français. Alors que les dissensions politiques prenaient aux Etats-Unis une importance accrue, List pouvait converser tout à son aise avec les hommes d'Etat dont les idées s'opposaient le plus. Déjà existait en Amérique cette courtoisie politique, cette conception à la fois chevaleresque et sportive de la bataille doctrinale, et List fut plus d'une fois recommandé à un libéral par un protectionniste, et inversement. Il fit notamment la connaissance d'Andrew Jackson, qui lui témoigna une vive sympathie, et d'Henry Clay. Bien qu'absolument d'accord sur l'opposition aux prétentions anglaises, Jackson et Clay faisaient figure de rivaux. La rencontre de Clay et de List, qui fut suivie de plusieurs autres, a pour nous l'importance d'un fait historique : celui qui devait être le promoteur du nationalisme économique allemand se trouvait en face du promoteur du nationalisme américain, l'homme que Mac-Kinley saluera comme son maître.

Les échanges de vue qui eurent lieu entre les deux hommes furent du plus haut intérêt et confirmèrent List

La présentation
à Henry Clay

dans le bien-fondé de son programme. Il pouvait, en effet, tirer de l'exemple américain des conclusions comparables à celles qu'il tirait de l'exemple allemand. Les Etats-Unis, comme l'Allemagne d'alors, sont un type d'Etat composé. La Confédération germanique est un type de la confédération d'Etats. Les Etats-Unis, confédération d'Etats au terme de la constitution de 1777-1781, sont devenus par le Congrès de Philadelphie de 1787 un type d'Etat fédéral. Mais l'unification politique a encore bien des progrès à faire, et surtout en matière économique (1).

Autre point commun, et non négligeable : l'adversaire d'une renaissance économique est dans les deux cas, pour l'Amérique comme pour l'Allemagne, pour le succès des idées de Clay comme pour celui des idées de List, l'implacable Angleterre. Les deux hommes avaient donc un idéal commun, idéal politique d'unité nationale (Clay le prouva bien en 1850 lorsqu'il assura la prolongation de l'entente entre Etats du Nord et Etats du Sud), idéal économique à la fois constructif et défensif, s'opposant aux volontés conquérantes de ceux qui, grâce à la faiblesse d'autrui, avaient pendant longtemps agi en dominateurs.

Difficultés
financières

Un accueil enthousiaste ne signifie pas, aux Etats-Unis l'octroi d'une situation brillante. List écrira lui-même : « La politique et le métier d'écrivain sont, aux Etats-Unis, des occupations peu lucratives; celui qui veut s'y consacrer et qui n'a pas de fortune, cherche d'abord à assurer, au moyen de quelque entreprise, son existence et son avenir. Je jugeai à propos de me conformer à cette maxime. » List laissa sa famille à Philadelphie et partit à l'aventure. Son idée première, qui lui avait peut-être été suggérée par Henry Clay, était de créer une école des Arts-et-Métiers en Pennsylvanie : il aurait sans doute fait aboutir ce projet s'il ne s'était rendu compte du temps nécessaire pour obtenir l'appui financier et le consentement administratif indispensables.

Le fermier
de Harrisburg

Il acquit, pour une somme modeste, une petite ferme aux environs immédiats de la capitale de Pennsylvanie, Harrisburg. Il y fit venir sa famille, acheta une douzaine de vaches et se crut la vocation de gentleman-farmer. Avec

(1) Cf. Gidel, cours cité.

l'enthousiasme qu'il mettait toujours dans la réalisation de ses idées nouvelles, il se consacra avec ardeur à l'exercice de son nouveau métier. C'est ainsi que l'ancien député de Reutlingen apprit à traire ses vaches et à faire du beurre. Malheureusement, si l'économiste jouissait de hautes amitiés dans le monde politique américain, le fermier allemand ne fut que peu sympathique aux paysans ses voisins. Ils abusèrent de sa naïveté et firent à ses dépens d'assez fructueuses opérations qui réduisirent encore le petit patrimoine fort entamé par l'achat du terrain et du bétail. Il entra en procès avec un de ses fournisseurs : la justice était coûteuse et peu rapide. Deux vaches périrent empoisonnées. En outre, le terrain n'était pas sain : toute sa famille eut la fièvre et lui plus gravement que tous les autres. Ulcéré et à peu près ruiné, List vendit les bêtes qui lui restaient et essaya de revendre sa ferme : aucun acheteur ne se présenta. Mme List, d'ordinaire si résistante, commençait à devenir neurasthénique : elle fit de l'anémie générale, ce qui acheva de décourager son mari. Celui-ci se décida « à reprendre son bâton de juif-errant » et à parcourir la Pennsylvanie dans l'espoir de trouver une situation. Pas une fois, au milieu de ses difficultés terribles, il ne voulut écrire aux personnalités qui l'avaient toujours accueilli avec tant de bienveillance : à leurs yeux, il voulait demeurer « M. le professeur List », apparaître comme un maître de la pensée économique et non comme un solliciteur.

Il finit par faire la connaissance de Max Hautmann, journaliste allemand qui écrivait dans différents journaux de Reading et de Pittsburg. Celui-ci, sympathique aux idées de List, le présenta au directeur d'une feuille allemande de modeste importance paraissant à Reading, feuille qui s'occupait à la fois des questions économiques allemandes et américaines, et qui avait toujours soutenu la politique d'Henry Clay. La collaboration du professeur List y fut acceptée avec joie, d'autant plus que les Allemands de Reading n'avaient pas à craindre les foudres du royaume de Wurtemberg et, unis sur la terre étrangère, étaient très favorables aux idées d'union nationale. La grande question qui était à l'ordre du jour était celle de la liberté commerciale ou de la protection. Les articles de List furent l'objet de citations nombreuses dans des publications importantes, et des articles lui furent demandés non seulement par des

Journaliste
à Reading

— 43 —

journaux de langue allemande, mais encore par des journaux de langue anglaise. List, en pleine conformité avec le programme de Clay, défendit son point de vue ainsi résumé par lui-même : « Liberté à l'intérieur, défense contre l'extérieur ». C'étaient là des principes propres à enthousiasmer les citoyens américains qui, s'ils étaient attachés au respect de chaque état, comprenaient la nécessité d'une collaboration économique parfaite.

Ingersoll

Les articles de List attirèrent l'attention du président de la Société pennsylvanienne pour le progrès des Manufactures et des Arts, Charles Ingersoll, industriel descendant d'une famille canadienne ayant habité la ville d'Ingersoll et en ayant pris le nom, famille d'origine indécise mais peut-être française. Ingersoll était un défenseur acharné du protectionnisme et il pria List de rédiger pour la *Gazette Nationale de Philadelphie* douze lettres où il exposerait son programme économique. Ces douze lettres, dit List lui-même, « furent non seulement publiées dans la *Gazette Nationale de Philadelphie*, mais encore reproduites par plus de cinquante journaux des provinces et éditées en une brochure intitulée *Esquisse d'un nouveau système d'économie politique*, publiée par les soins de la Société pennsylvanienne pour le progrès des Manufactures et des Arts et répandue à plusieurs milliers d'exemplaires. »

Les douze lettres

Déjà, dans les douze lettres plus communément appelées *Lettres à Ingersoll*, se trouvent contenues quelques-unes des grandes idées de List qui serviront à la construction de son *Système National* (1). On a souvent cherché quels pouvaient être les inspirateurs principaux de ces lettres. On a prétendu, sans aucune preuve, que List s'était inspiré des œuvres du protectionniste Daniel Raymond, parues à Baltimore en 1821. Raymond n'était qu'un défenseur du protectionnisme parmi beaucoup d'autres et ses

(1) Cf. Rist, in *Histoire des Doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, par Gide et Rist (5^e édition, Sirey), p. 326. M. Rist donne Carey, père du grand économiste, comme président de la Société de Pennsylvanie, Ingersoll comme vice-président. Il nous apparaît en réalité que Matthieu Carey n'était qu'un des vice-présidents de cette association dont le président était bien Ingersoll et le secrétaire général Redwood Fischer (Cf. procès-verbaux de la Société, 1827. Citation par List dans le *Système National*).

œuvres n'impressionnèrent vraisemblablement pas plus List, s'il les connut, que toutes les publications plus ou moins directement inspirées par Henry Clay. Cette opinion, qui a les sympathies de M. Rist, a été répandue sans aucune preuve convaincante par Marguerite Hirst dans sa *Vie de Frédéric List* (édition anglaise de 1909, à Londres). M. Rist a néanmoins noté l'exagération de ceux qui comme M. Rambaud, font de List une sorte de disciple de Raymond, et il constate que les idées de Raymond n'ont rien de très original, que List n'y fait aucune allusion et qu'en définitive c'étaient lieux communs dans le milieu protectionniste américain.

Il constate par contre les fréquentes citations que List fait de deux auteurs français, le baron Dupin et le savant Chaptal. François-Charles Dupin, quelques fois appelé « Dupin le second », fils du grand magistrat Charles Dupin, frère du non moins grand magistrat, publiciste et canoniste André-Marie Dupin (dit Dupin aîné) et du grand avocat Simon-Philippe Dupin (dit Dupin cadet ou Dupin le jeune), cousin de Jean-Henri Dupin, auteur dramatique qui collabora avec Scribe et Dumanoir, eut en France son heure de célébrité. Il est notamment un des premiers à avoir allié les mathématiques à l'économie politique : il fit d'ailleurs « plus de problèmes que de théorie » (Fargues) et ses écrits économiques sont d'une lecture difficile qui ne devait guère convenir à la fougue littéraire d'un Frédéric List. Nous croyons plutôt que les idées du baron Dupin furent exposées à Frédéric List par quelque économiste de l'entourage de Clay, qui lui en donna les citations essentielles. Nous sommes poussés vers cette croyance par la lecture même du *Système National*, qui ne nous révèle qu'une connaissance superficielle de l'œuvre de Dupin, et qui semble prouver un grand désir de se revendiquer d'un auteur alors très estimé des milieux intellectuels.

Dupin

Il est probable par contre que ce fut aux Etats-Unis qu'il prit connaissance de l'œuvre économique du chimiste Chaptal. Les ressemblances entre Chaptal (1) et List étaient

Chaptal

(1) Nous devons à l'amabilité de M. Marcel Bouteron, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut de France, d'avoir pu consulter les ouvrages de Chaptal possédés par cette Bibliothèque en une collection unique.

assez nombreuses, bien que la pondération du chimiste fit contraste avec l'inégalité de caractère de l'économiste allemand. Ministre de l'intérieur de 1800 à 1804, Chaptal fit preuve d'une parfaite compréhension des problèmes économiques français. Il réalisa en France une des idées chères à Frédéric List : il créa la première grande école d'Arts-et-Métiers. Ce fut un grand constructeur de tunnels, de routes et de canaux. Il déclare que « toutes les villes de France doivent être voisines ». Son programme « manufacturier » s'inspire évidemment de l'exemple de Colbert, qui inspirera plus d'une fois Frédéric List. Enfin, les travaux scientifiques de Chaptal ont toujours été dirigés vers des résultats pratiques, facilitant, améliorant, accroissant la production française : on lui doit, dit Gaston Boucheny, d'avoir « *naturalisé* en France la teinture du coton par le rouge d'Andrinople, la culture du pastel et sa substitution à l'indigo; il a donné la plus grande extension au procédé de Bertholet pour le blanchiment, etc. ». Ce sont là travaux conformes à la doctrine nationaliste : assurer au pays le moyen de se passer de l'étranger par l'extension de ses possibilités productives. Chaptal n'emploie jamais ce ton purement scientifique qui rebuterait un lecteur comme List. C'est même une des raisons pour lesquelles il n'occupe dans la plupart des livres consacrés à l'étude générale des sciences chimiques qu'une place sans rapport avec l'importance de ses travaux (ainsi dans *l'Histoire de la Civilisation française*, de Rambaud et dans *l'Histoire de la Chimie*, de M. Albert Colson, Tome XIV de *l'Histoire de la Nation française*, de M. Hanotaux). Ce savant ami des réalisations utiles, ce vulgarisateur, ce créateur d'institutions commerciales et nationales, ce ministre intelligent et actif, cet écrivain simple et persuasif devait naturellement attirer la sympathie de List. En 1819, alors qu'il donne une nouvelle édition de *l'Art de faire les vins*, Chaptal s'adonne décidément à la chose économique et, cette même année, il écrit *De l'industrie française*. Cette œuvre importante, que la plupart des commentateurs de Chaptal ne citent même pas dans la liste de ses œuvres, parce qu'elle constitue une exception dans cette liste d'ouvrages de chimie, eut le retentissement qu'il était aisé de prévoir, étant donné à cette époque la notoriété tant scientifique que politique de son auteur. Chaptal y défendait des idées tout à fait conformes à

celles de List : il constate que les tentatives faites par un pays pour créer une industrie nouvelle se heurtent à la puissance des industries étrangères de même nature. Celles-ci ont pour elles leur propre passé, leurs méthodes éprouvées, leurs capitaux, les avantages commerciaux qu'elles ont su s'assurer. Or, le pays qui peut créer chez lui une industrie nouvelle ne doit pas rester ainsi soumis à l'étranger, notamment parce qu'une simple rupture diplomatique peut le priver de produits de première nécessité, et surtout parce que ce serait laisser au bénéfice de l'étranger l'emploi de la main-d'œuvre manufacturière et le bénéfice de la vente. En conséquence, il a le devoir de protéger son industrie naissante, et pour cela il doit faciliter à l'intérieur du pays, par un accroissement de la commodité des transports et la suppression de toute barrière commerciale intérieure, l'industrie en question et, au contraire, établir un système protecteur de tarif douanier limitant l'importation aux nécessités nationales et empêchant la concurrence étrangère de ruiner les efforts nationaux.

Certains auteurs prétendent que la lecture de Chaptal « convertit Frédéric List ». Marguerite Hirst, qui croit que List fut converti avant son voyage en Amérique, estime que List eut connaissance de l'œuvre de Chaptal avant son arrivée sur le continent américain et penche donc vers cette opinion.

Une conversion ?

L'ouvrage de Chaptal, s'il eut un certain succès en France, en eut un bien plus vif aux Etats-Unis, où les partisans de la protection, amis d'Henry Clay, ne manquaient pas de collectionner les ouvrages français confirmant leur thèse : il est probable que ce fut Ingersoll qui révéla Chaptal à List. Mais nous ne pouvons pas parler de conversion. On a cherché souvent à faire de List un libéral repentini qui, après avoir essayé de faire triompher en Allemagne les idées libérales, parcourut son chemin de Damas et renia ce qu'il avait adoré. Nous nous sommes attaché à démontrer qu'il n'y avait pas eu conversion mais logique évolution. Le libéralisme « intérieur » de List appelle son protectionnisme. A toutes les phases de son existence, notamment lors de la création de la Société de Commerce et de sa rivalité avec Elch, il spécifie qu'il n'adopte nullement les théories libre-échangistes. Il n'a jamais changé d'opinion. Les partisans de la conversion s'appuient sur une

phrase des *Lettres à Ingersoll* où il déclare que les résultats du blocus continental ont été pour lui une révélation. En effet, le blocus eut pour résultat une application obligatoire du régime de protection, puisqu'il interdisait tout commerce avec l'Angleterre, « ravitailleur du monde ». Mais quand List déclare que les effets du blocus ont été pour lui une révélation, gardons-nous de croire que cela le fit renoncer à une doctrine précédente. En effet, au moment de la déclaration de blocus, List a quinze ans. Il ne commence ses études économiques qu'en 1815, et on a vu que la lecture de Say lui révéla l'économie politique : à cette époque où ses idées sont encore mal classées, la lecture d'Adam Smith (personnalité pour laquelle la lecture de Say aurait dû pourtant lui donner quelque sympathie) le brouille déjà avec les libéraux. Qu'il ait été aidé par l'expérience du blocus, rien n'est plus normal de la part de ce réaliste. Mais il est alors à l'apprentissage de l'économie politique. C'est moins une conversion qu'un baptême. Dès 1815, List est anti-libéral. En 1819, il s'oppose au sein de la Société allemande pour le Commerce, aux libre-échangistes. Point n'est besoin de lui chercher ensuite des maîtres à penser.

La lecture de Chaptal, tout comme les conversations avec Clay et Ingersoll, le confirme dans son nationalisme économique, ainsi que les conversations qu'il eut avec l'écrivain Adam Müller, qu'on lui a gratuitement prêté parfois comme directeur de conscience (1).

Intérêt
des « Lettres »

L'intérêt des *Lettres à Ingersoll* est tout à fait contesté. En France, M. Rist est seul à y attacher quelque importance, importance secondaire d'ailleurs, ce qui est assez légitime. Publiées par la Société pennsylvanienne en un volume sous le titre : *Outlines of a new system of political economy*,

(1) Bien souvent, les commentateurs de Frédéric List ont été influencés par l'exemple d'Henry Carey qui, libre-échangiste jusqu'en 1838, fut converti, par la tentative de libertés commerciales américaines de cette même année, au protectionnisme qu'il affirme dans *Le Passé, le Présent et le Futur*. Il est tentant de voir également en List un libéral convaincu de son erreur par un exemple histotique, d'autant plus qu'on peut ainsi comparer les influences et conséquences de la politique américaine sur la pensée des deux maîtres du protectionnisme. Notons que l'idée d'une conversion de List comme de Carey est chère à la Jeune Ecole Historiste allemande.

elles ne sont pas citées par Häusser dans la liste des « ouvrages importants » de List, et elles ne figurent pas dans les *Œuvres complètes de List* publiées par Häusser. Marguerite Hirst les reproduit dans sa *Vie de Frédéric List*. Mais Richelot n'y attache aucune importance.

Les *Lettres à Ingersoll* présentent de grandes qualités que n'ont pas les travaux précédents de List : ce sont là œuvres d'économiste, surtout en ce temps où, Smith étant une exception d'ailleurs relative, le ton économique n'avait pas la sérénité au moins apparente des ouvrages modernes. Ce qui les anime, c'est non seulement une pensée clairvoyante et une doctrine en voie d'édification, mais c'est un enthousiasme de constructeur aux prises avec les réalités humaines et qui se sent capable de triompher des difficultés présentes. Richelot trouvait aux *Lettres* un ton pamphlétaire. Il est probable qu'il les a lues superficiellement. Ce ton est beaucoup moins acerbe que celui des pages de polémique du *Système National*. Ce qu'il a pris pour du pamphlet, c'est cet enthousiasme que le style de List, quelle que soit la langue qu'il utilise, exprime avec une sorte de passion qui, en l'occasion, ne l'égare pas : cette passion, qui fut pour lui l'amour du bien, est le premier serviteur de sa doctrine. C'est ce qu'a très bien discerné le professeur Georges Blondel quand il dit que List avait une âme d'homme d'Etat. Homme d'Etat réalisateur de grandes améliorations économiques et sociales, mais homme d'Etat aussi par la puissance de son verbe et la richesse de son style, qui lui assurent le prestige exceptionnel qu'il exerce sur tous les milieux auxquels il s'adresse.

A vrai dire, les *Lettres à Ingersoll* n'ont qu'un intérêt historique dans l'œuvre de List. Celui qui a livré au monde un chef-d'œuvre de l'importance du *Système National*, et qui, très justement, prétendit y avoir mis le meilleur de lui-même, ne pouvait que préparer alors, consciemment ou non, cette œuvre fondamentale. Si la vie de l'homme est troublée, fait preuve d'une activité qui parfois déconcerte, la vie de l'auteur est fort harmonieuse : le *Système National* est le pivot de cette production. Tout ce qui est paru avant l'a préparé, en a jeté les bases, en a tracé les plans. Tout ce qui a été publié après l'a complété, l'a adapté aux contingences, l'a expliqué, l'a concrétisé, l'a embelli. Les *Lettres* ne sont qu'un des efforts prépa-

Les prémices
d'une
grande œuvre

rant la construction du grand ouvrage. Elles intéressent le biographe beaucoup plus que le commentateur. M. Rist écrit qu'elles constituent « un résumé avant la lettre du *Système National* ». Nous en voyons surtout un projet. Le résultat est à peu près le même. Nous étudierons les grandes idées doctrinales de Frédéric List dans la deuxième partie de cet ouvrage, ayant la justice d'y réserver la place d'honneur au *Système National* : nous aurons alors à reparler des *Lettres à Ingersoll* en tant que contenant le germe de ces grandes idées. Bornons-nous présentement à relever leurs points essentiels : List se place d'un point de vue social plutôt qu'économique; alors que l'école libérale réduit l'économie politique au rang d'une science de l'échange, il l'élève au rang d'une science de la vie nationale. Il reproche à Smith de ne tenir compte que du gain réalisé par une nation à l'occasion d'un échange. C'est là une notion actuelle, temporaire du gain. (Notons ici que List énonce une théorie qui sera souvent reprise et contre laquelle Bastiat luttera sans répit.) Le véritable gain qu'une nation doit réaliser n'est pas ce bénéfice commercial immédiat et provisoire. La nation doit acquérir une juste conception des valeurs. Ce qui fait la grandeur d'un pays, ce n'est pas tant sa richesse matérielle que sa richesse morale et intellectuelle. Le peuple le plus grand est celui qui sait sacrifier un profit matériel immédiat pour s'assurer un accroissement définitif de ce qu'on pourrait appeler « son capital intellectuel ». Convenons qu'une telle idée inspire plus d'enthousiasme au lecteur qu'un discours sur l'échange. Mais gardons-nous de penser que List ait pu se laisser aller à de séduisants et vains exercices de littérature.

**Les devoirs
de l'Etat**

Il s'explique, et reprend maintenant un ton d'économiste plus classique. L'Etat a le devoir d'utiliser à la fois « son capital naturel et son capital intellectuel » et non exclusivement son « capital de matériaux productifs ». La richesse réelle d'un pays ne s'exprime pas tellement par les échanges qu'il pratique que par ceux auxquels il renonce. A cela, Bastiat répondra plus tard que le pays qui importe plus qu'il n'exporte s'enrichit évidemment. List a déjà prévu l'objection. Sans ériger malheureusement une théorie distinguant la vraie richesse nationale de la richesse apparente, il se contente d'opposer la notion de valeurs échangeables et celles de forces productives. Mais ces forces pro-

ductives serviront-elles à autre chose qu'à augmenter les possibilités d'échange du pays qui en bénéficie? Les forces productives ne vont-elles pas, comme simple résultat, accroître les valeurs échangeables? C'est la question que posent tous les libéraux, celle que posent ici la plupart des commentateurs de Frédéric List. Va-t-on dire que List n'a pas prévu l'aboutissement fatal de ses propres propositions? List lui-même donne dans les *Lettres à Ingersoll* un commencement l'explication qu'il complétera dans le *Système National*. Un pays qui jouit de richesses naturelles et de facteurs humains doit les utiliser : si tous les peuples partent des mêmes principes pour arriver aux mêmes résultats, ils se trouveront en harmonie. Or, au jour de la rédaction des *Lettres*, le monde économique donne le spectacle de la plus effrayante inégalité, les peuples forts devant leur succès à l'incurie des peuples faibles. Ces peuples faibles sont donc dans un état d'asservissement. Ils doivent, pour rétablir l'équilibre, se hausser au niveau de ceux qui les exploitent, et pour cela, ne pas hésiter à accepter de lourds sacrifices. Les avantages auxquels ils renonceront, les facilités dont ils se priveront, les efforts qu'ils exigeront d'eux-mêmes diminueront leur richesse apparente mais les prépareront à la richesse réelle. Fermant la porte aux propositions de l'étranger, s'imposant la création d'une industrie nouvelle, le pays va devenir « le producteur de sa propre richesse ». C'est à cela qu'il doit tendre, et non à reprendre la lutte des échanges en espérant cette fois en sortir vainqueur.

Ce ne sont pas là des idées qu'on découvre après coup dans la lecture de List. Dès les *Lettres à Ingersoll*, il s'exprime très clairement. Il condamne les procédés qu'utilise un Etat pour envahir l'économie d'un autre : c'est ainsi qu'il étudie, — et il est le premier à le faire, — le procédé, trop connu de nos temps modernes, du dumping : l'Angleterre, déjà assurée par sa vente impériale d'un bénéfice estimable, peut, en vendant ses produits à l'étranger avec un bénéfice tout à fait modique, ou même à perte, ruiner la concurrence locale et s'assurer le monopole des marchés. Ce sont là des procédés que List condamne, d'une façon générale. La résurrection économique d'un pays ne doit pas avoir pour but de permettre à ce pays de conquérir à son tour les autres marchés par des moyens déloyaux, mais

Le dumping

elle doit lui permettre d'être à l'abri de telles manœuvres.

L'œuvre d'un exilé

Pour expliquer la force de raisonnement et la grandeur morale dont List fait preuve, il est bon d'évoquer les circonstances historiques : List, exilé allemand sur la terre américaine, déclarant lui-même, tandis qu'il travaille à la grandeur américaine, qu'il n'a jamais cessé de penser à la grandeur de l'Allemagne, n'est pas un nationaliste obtus. Ce n'est pas un « impérialiste ». Ce qu'il juge bon pour une nation est bon pour toutes les autres. A la consécration d'inégalité internationale qu'impose en fait le libre-échange, il oppose la vraie justice internationale. Il a subi l'influence de son époque : son idéal moral est celui de tous ses grands contemporains. Son nationalisme convient à toutes les nations. Et List, dès maintenant, par ses relations et son action en Allemagne, en Amérique, en d'autres puissances encore (comme en France où ses idées ont trouvé leur écho), fait figure d'économiste international. La clé historique de son système demeure l'exemple anglais : il attaque moins l'idéal libre-échangiste que les conséquences de sa mise en pratique et surtout que son utilisation malhonnête. Ainsi les excès d'une nation, cherchant à s'abriter sous l'étiquette d'une doctrine, démasqués et expliqués, vont servir à la construction d'une doctrine contraire.

Succès
des « Lettres »

Le succès américain des *Outlines*, tirées à sept mille exemplaires, comblait une grande partie des vœux présents de l'économiste : il continuait à être, il redevenait plus intensément le grand économiste étranger patronné par La Fayette et veillant à l'éclosion d'une politique nationale du pays neuf. Il reçut non seulement les affectueuses félicitations d'Henry Clay, mais aussi celles du « vénérable James Madison », l'homme de la lutte commerciale et de la guerre contre l'Angleterre, et d'Edward Livingston, celui qui défendit la Louisiane contre les mêmes Anglais. La Société pennsylvanienne pour le Progrès des Manufactures et des Arts prit les résolutions suivantes :

« Elle déclare publiquement que le professeur Frédéric List, par ses distinctions basées sur la nature des choses entre l'économie politique et l'économie cosmopolite, et entre la théorie des forces productives et la théorie des valeurs, ainsi que par les arguments qui en découlent, a

fondé un système d'économie politique nouveau et vrai, et a rendu ainsi un éminent service aux Etats-Unis.

« Elle invite le professeur List à composer deux ouvrages, l'un savant, où la théorie sera complètement développée, l'autre populaire, destiné à la propager dans les écoles.

« La Société souscrit pour sa part à cinquante exemplaires de ces écrits; elle engage les législateurs des Etats intéressés au système américain à suivre son exemple, et elle emploiera tous les moyens pour répandre un tel ouvrage.

« Pour rendre hommage au professeur List de l'estime qu'elle lui porte, elle donnera en son honneur un repas à l'hôtel de M. Head, et elle y invitera les plus notables des concitoyens.

« Signé : le président, Charles Ingersoll; le secrétaire, Redwood Fischer. »

La notoriété de List ne l'avait pas tiré d'une situation matérielle médiocre. L'enthousiasme de la jeune République, le ton « quirite » des procès-verbaux de ses sociétés, toutes ces civilités et ces marques de reconnaissance qui sentent à la fois la politesse exquise et timide des jeunes Etats et leur désir de devancer leurs aînés, tout cela aurait été monnayable que List n'eût pas voulu le monnayer. Il se met au travail avec ardeur, il rédige l'introduction du premier des deux ouvrages commandés, la livre à l'imprimeur, lorsque Mme List, peut-être rongée par son anxiété devant la médiocrité matérielle de leur situation, tombe à nouveau malade. Il lui faut l'air de la montagne. List part à la recherche d'une maison montagnarde convenable.

Difficultés
matérielles
persistantes

Il se promène sur les monts voisins de Reading lorsque son attention est attirée par ce qu'il croit être « une couche de charbon de terre ». Il garde précieusement le secret pour lui pendant quelques jours, mais va visiter les mines voisines, se renseigne sur la façon scientifique par laquelle on reconnaît la houille. Il va tenter, en cachette, de petites expériences. Un beau jour, sa conviction est faite : il a découvert un gisement houiller. Mme List, d'abord sceptique, se rend bientôt à l'évidence. List achète le terrain à un propriétaire étonné sur lequel List ne veut d'ailleurs faire aucun bénéfice malhonnête, et qui n'aura par la suite qu'à se louer du bon fonctionnement de la mine dont il sera actionnaire privilégié.

Une promenade
en montagne

La mine

List est obligé de renoncer temporairement à ses travaux économiques : le voilà « grand mineur » et, bien entendu, le brasseur d'affaires se trouve en son élément. Une société au capital de sept cent mille dollars (trois millions sept cent quarante-cinq mille francs) est fondée. M. le professeur List, administrateur de la société, devient un personnage du monde industriel américain. Il est à son affaire lorsqu'il s'agit des questions financières de la Société, mais, et il a le courage de se l'avouer, il n'est, malgré ses efforts, qu'un novice dans l'art minier. Il a la prudence d'écouter de sages conseils. Cet homme, qui jusqu'alors s'est entouré de médiocres qu'il domine aisément, choisit maintenant ses collaborateurs avec le plus grand soin. Son personnel technique est d'une parfaite compétence. List n'est grisé que par sa situation toute nouvelle de « grand patron ». Il se révèle d'une bienveillance, d'une humanité parfaites à l'égard de tout son personnel. Il ose dire, en un temps où, même aux Etats-Unis, la conception des devoirs sociaux est assez élémentaire, que le devoir du patron ne s'arrête pas à l'attribution d'un salaire permettant aux ouvriers de vivre. Il fait pour eux un réel effort. On le sent prêt à étudier avec soin les rapports entre patronat et salariat.

Utiles réflexions

A vrai dire il n'en aura jamais le temps, mais son expérience des mines de Reading ne sera pas perdue. Il se met en tête, grâce à ses observations et à ses réflexions, quelques idées qui contribueront fortement à la construction de sa doctrine nationale : tout d'abord, le devoir d'une nation est d'embaucher sa propre main-d'œuvre, afin que le citoyen mette en valeur son propre sol et donne à sa patrie le fruit de son travail. La création d'une industrie nationale est une source de richesse réelle puisqu'elle donne du travail aux citoyens de la nation ; au contraire, l'importation des produits étrangers, laissant les nationaux sujets aux dangers du chômage, les prive de l'exercice d'un travail et soumet la collectivité nationale aux exigences de ses fournisseurs. Le bénéfice réalisé par ceux-ci, la nation importatrice s'en prive : le gain véritable est réalisé par le producteur étranger, il est perçu sur la nation importatrice, qui, payant son fournisseur, paie en même temps les frais indispensables de transport. Si la nation s'imposait

le sacrifice immédiat nécessaire à la création de l'industrie sur son propre sol, elle arriverait à garder pour les siens le bénéfice qu'elle donne à l'étranger, et l'opération qu'elle ferait ne manquerait pas d'être fructueuse, puisqu'une mise de fonds immédiate dispenserait du versement régulier du tribut versé au fournisseur étranger au moins en compensation des frais de transport.

L'homme qu'animent de telles pensées, qui illustreront ses écrits postérieurs, est un Allemand exilé : il raisonne d'une façon plus américaine que la plupart des citoyens de l'Etat fédéral.

Le gisement exploité se trouvait à quelque distance du canal de Fchuylkill. Frédéric List comprit tout ce qu'il pouvait gagner à être relié au canal par une voie ferrée. Il mit aussitôt à l'étude un projet de chemin de fer reliant Tamaqua à Port-Clinton, qui pouvait rendre les plus grands services à toutes les mines et entreprises de la région. On conçoit ce qu'un tel projet a de téméraire à cette époque où seule l'Angleterre a osé construire deux lignes de quelque importance. Mais List sait soulever l'enthousiasme de plusieurs hommes politiques, notamment d'Henry Clay qui comprend quel rôle le chemin de fer peut jouer dans l'unification de l'économie nationale. List et les principaux industriels intéressés par le projet versent les premières subventions. Sous le haut contrôle de List, la ligne se construit, les services qu'elle rendra seront unanimement appréciés et la mine de List sera la première à en bénéficier. Et List pense à l'intérêt que présenterait pour sa chère patrie allemande la construction d'un réseau de chemins de fer. Il dessine des voies ferrées sur la carte d'Allemagne. Il fait de longues listes des arguments qui pourraient convaincre l'opinion publique allemande. Il se remet en rapport avec d'anciens amis de la Société de Commerce et il écrit à un fonctionnaire bavarois, ingénieur fameux dont il a lu le grand ouvrage sur l'emploi des machines hydrauliques dans les mines, appartenant à une grande famille de savants et d'artistes, Joseph von Baader, plusieurs lettres que celui-ci fait paraître dans la *Gazette d'Augsbourg*. Ces lettres soulèvent un vif intérêt, sont passionnément discutées. Les partisans des chemins de fer en font état en Angleterre même. Des démarches sont faites par des groupements industriels auprès du roi de Bavière

Une voie ferrée

pour qu'un projet soit étudié. Les adversaires des chemins de fer s'agitent : à quoi bon risquer des sommes si importantes pour une entreprise plus que hasardeuse, déjà si discutée dans l'Angleterre qui l'a tentée? Les « particularistes » renforcent l'opposition : seule la nation entière peut faire les frais nécessaires, il faudra bousculer les volontés régionales, imposer une autorité arbitraire, accroître considérablement les charges publiques. List écrit au roi de Bavière, résumant en une lettre remarquable ses arguments déjà énoncés dans ses articles. On parvient à reconsidérer List dans l'esprit du roi, à le lui peindre comme un révolutionnaire doublé d'un fou, grisé par sa popularité aux Etats-Unis.

Conseiller
de
Jackson

De cette popularité, List ne fait presque aucun cas depuis que Joseph von Baader lui a signalé l'impression produite par ses articles en Allemagne. Il ne songe plus qu'à retourner dans sa patrie, à persuader le peuple allemand de prendre la résolution courageuse qu'il suggère. Les Etats-Unis font cependant tout pour le retenir : il est une des plus hautes personnalités non seulement de la Pennsylvanie mais de tout l'Etat fédéral. Quiconque a consulté les grands hommes politiques comme Jackson, Clay, Madison, Edward Livingston et le fougueux libre-échangiste et esclavagiste John Caldwell Calhoun, ne manque pas d'aller trouver le professeur List. Jackson sollicite souvent son avis, non seulement en matière d'économie intérieure, mais encore sur les questions de politique internationale : pourrait-il trouver meilleur conseiller que cet Allemand, ami de La Fayette?

La France
et La Fayette

La Fayette ne cesse pas en effet « de faire en France la pluie et le beau temps » ou tout au moins d'en donner l'impression. Quand les Ordonnances de Charles X ont soulevé la fureur populaire, soigneusement préparée et entretenue par le banquier Laffitte et tous ceux qui se savaient les futurs bénéficiaires d'une révolution, ce fut La Fayette qu'allèrent trouver les envoyés du roi. Et c'est lui qui prononce « le verdict de mort de la légitimité » (Hanotaux) en disant ces simples mots : « Il est trop tard », et en écrivant cette simple phrase : « Toute conciliation est impossible; la famille royale a cessé de régner ». Louis-Philippe d'Orléans vient le trouver à son tour : « Vous savez,

lui dit La Fayette, que je suis républicain et que je regarde la constitution des Etats-Unis comme la plus parfaite qui ait existé. — Je pense comme vous, répondit le duc d'Orléans; il est impossible d'avoir passé deux ans en Amérique et de n'être pas de cet avis; mais croyez-vous, dans la situation de la France et d'après l'opinion générale, qu'il nous convienne de l'adopter? — Non, répond La Fayette; ce qu'il faut aujourd'hui au peuple français, c'est un trône populaire entouré d'institutions républicaines, tout à fait républicaines. — C'est bien ainsi que je l'entends », reprit le prince. (Citation dans Hanotaux, *Histoire politique de 1804 à 1920*.) On a pu dire que le règne de Louis-Philippe était né de « l'embrassade de La Fayette ». Jamais les Etats-Unis n'avaient vu leur « libérateur » si puissant en France. Jamais les Etats-Unis n'avaient bénéficié en France d'un courant d'idées aussi favorable. Le président Jackson jugea le moment venu pour envoyer auprès du gouvernement français un délégué particulièrement compétent pour entamer des négociations concernant l'affirmation de l'amitié franco-américaine et préparer un terrain d'entente pour un remboursement retardé des dettes des Etats-Unis. Et l'idée lui vint d'envoyer en mission son ami allemand. Curieux fait historique, en vérité. L'ancien fermier de Harrisburg, ambassadeur des Etats-Unis, hésitait à accepter cette nouvelle charge. Son intérêt lui dictait de demeurer aux Etats-Unis, son cœur l'appelait en Allemagne.

Le président Jackson, pour le décider, eut recours aux grands moyens. Il lui offrit la possibilité d'un retour honorable dans sa chère patrie allemande. En effet, il le nomma consul des Etats-Unis à Hambourg, à charge par lui de passer d'abord par la France et d'y régler la question des relations franco-américaines. List, aussitôt, accepta. En décembre 1830, il arrive à Paris, voit La Fayette et les principales personnalités politiques du moment. Il est partout reçu avec discrétion, car il est un chargé de mission spéciale, mais avec déférence et amabilité. On a, sans aucune preuve, avancé que List s'entretint en France avec les principaux disciples de Saint-Simon, et notamment avec Leroux. On a également soutenu qu'il y avait entre la doctrine de List et celle des Saint-Simoniens de nombreux points communs. La vérité est que les Saint-Simoniens se revendiquèrent de la doctrine de l'économiste allemand, dont la célé-

Le Consul List

brité s'accroissait de jour en jour. Ils étaient en accord avec lui sur la nécessité d'une protection de la production nationale. Mais toute la partie collectiviste de leur programme s'oppose au sens traditionaliste et, en quelque sorte, corporatiste de List. List n'éprouva jamais qu'une antipathie profonde pour ceux qui, au lieu d'en faire le chef arbitral des forces économiques et l'instrument protecteur de cette économie dans les relations internationales, voulaient faire de l'Etat l'unique héritier des richesses nationales et leur répartiteur. Tous ceux qui ont étudié avec application la vie de List, Richelot comme Eheberg, ont nié l'existence de toute relation entre List et les Saint-Simoniens. Ce sont là des affirmations tendancieuses des principaux adversaires de Frédéric List, de ceux qui, comme Karl Marx, comprenant combien la doctrine de List s'opposait à la réalisation du programme collectiviste, ont tenté d'en faire un plagiaire et un adaptateur infidèle des théories de ceux-ci.

Entrevues
et articles

Les entrevues diplomatiques de Frédéric List lui prirent assez peu de temps et lui permirent de faire parvenir à Jackson un rapport enthousiaste sur l'avenir des relations entre la France et l'Amérique. Mais il n'eut guère le temps de fréquenter les cercles philosophiques et les écoles économiques. En effet il fit la connaissance à Paris de Jean-François Gendebien. Le vieux ministre patriote belge lui exposa la situation actuelle de son pays et lui fit faire la connaissance de son fils et de Charles Rogier, le grand animateur de l'insurrection belge de 1830, alors dans toute l'ardeur de ses trente ans, et éloigné des idées libérales qu'il devait défendre à la fin de sa carrière politique. L'un et l'autre, grands amis de la France, écoutèrent avec un intérêt particulier les idées générales que List développa concernant les avantages que présentait pour la Belgique un nationalisme économique tempéré par une collaboration commerciale soigneusement calculée avec les puissances voisines, et sa proposition de créer un chemin de fer joignant Anvers au Rhin. List néanmoins étudia quelques problèmes de la politique intérieure française et fit paraître des articles dans la *Revue encyclopédique* et dans le *Constitutionnel*. Dans la première, sous le titre un peu pompeux de *Réformes économiques, commerciales et politiques applicables à la France*, il fait surtout acte d'hôte aimable et

exprime son espoir de voir la grandeur française basée sur la modification nouvelle de son régime. Néanmoins, il insiste sur la nécessité d'une production accrue et défendue et ne se sert de l'exemple français que pour énoncer à nouveau quelques-unes de ses idées familières. C'est là un texte auquel les journalistes modernes préféreraient substituer une interview : on a voulu connaître l'opinion d'un maître étranger sur la question française, et il a commis un exposé hâtif, pénible et broussailleux sur lequel ni lui, ni ses biographes, ni ses commentateurs (à part Richelot qui se contente d'une mention) ne jugent bon d'attirer l'attention. Un seul passage est intéressant : c'est celui où il reprend ses chères idées sur la création d'un réseau de chemins de fer. Il y cite ses arguments classiques, mais ce sont là des arguments à peu près nouveaux pour le public français, même pour le public d'élite. Dans le *Constitutionnel*, List, à qui l'on avait demandé son sentiment sur la question brûlante d'actualité de l'expropriation pour cause d'utilité publique, donna son opinion avec simplicité et se prononça en faveur de l'expropriation. On a remarqué que sur ce point il se trouvait en accord avec les Saint-Simoniens. Mais il ne faut pas oublier que parmi les ennemis les plus acharnés des Saint-Simoniens se trouvaient de nombreux partisans de cette loi. Il est même intéressant de rappeler que le clergé de France était divisé sur la question et qu'il ne tarda pas à admettre en général la thèse de l'expropriation limitée à quelques cas certains d'utilité publique. C'est à cette opinion modérée que se rattache Frédéric List et, en fait, il se trouve fort éloigné de la version saint-simonienne, cette dernière ne cache pas l'espoir qu'elle met dans l'expropriation comme moyen de transmission de la propriété privée à l'Etat, avec charge pour celui-ci de répartir les instruments de travail. Au demeurant, avouons que ces articles de List ne contribuent pas à rehausser son prestige : ils sont en marge de son œuvre logique. De tels « papiers » sont la rançon de sa célébrité. A leur sujet, un économiste et historien français, qui connaît particulièrement bien la question du Zollverein et l'œuvre de Frédéric List, nous disait qu'aujourd'hui ils auraient été remplacés par la parution de sa photographie et la citation de trois ou quatre phrases banales dans un journal du soir ! A ce prix-là, les articles de List conservent une évidente valeur. List était en

droit d'espérer effectuer en Allemagne une rentrée glorieuse.

Nouveaux chagrins

Sa nomination au consulat américain de Hambourg faisait de lui un citoyen américain et le mettait à l'abri des tracasseries de ses adversaires allemands (1) mais List avait gardé en Wurtemberg des ennemis puissants et n'avait pas regagné la faveur royale. Le gouvernement wurtembergeois fit pression sur le gouvernement de Hambourg tandis que le Secret Service Money anglais s'appliquait à exciter l'opinion publique contre le nouveau consul. Devant ces difficultés, qui parvinrent aux oreilles du gouvernement fédéral des Etats-Unis, le Sénat américain, qui a pour mission de ratifier la nomination des hauts fonctionnaires et qui n'avait pas eu encore à se prononcer sur la décision de Jackson, n'accorda pas son assentiment. List fut le premier à prévenir Jackson et Madison des difficultés qu'il rencontrerait. L'idée d'une non-ratification par le Sénat américain fut vraisemblablement soumise à List avant son exécution. Elle n'a rien d'infamant pour lui, bien au contraire. Le Sénat américain ne désapprouve nullement le choix du président mais, constatant l'état de l'opinion hambourgeoise à l'égard de son consul, il renonce à sa nomination. Hambourg fut d'ailleurs privée de consul pendant un certain temps.

Retour
en Amérique
et départ

List repartit pour l'Amérique le 23 octobre 1831. Il rendit compte de sa mission au président Jackson en présence de Martin van Buren, devenu l'homme de confiance de ce dernier. Il est assez curieux de noter que Buren avait eu un sort comparable à celui de List puisque, nommé ambassadeur à Londres au début de 1831, vivement attaqué par l'opinion publique anglaise qui lui reprochait d'avoir été un des principaux animateurs de la guerre anglo-américaine, il vit sa nomination rejetée également par le Sénat américain.

(1) La question s'est posée de savoir si la nomination de List valait transfert de nationalité avant que le Sénat ne l'ait ratifiée. La coutume américaine pencherait vers l'affirmative. D'ailleurs, List étant chargé de mission officielle du gouvernement américain auprès du gouvernement français prend évidemment la nationalité américaine pendant la durée de son mandat. Ces questions ont toujours été délicates et exceptionnelles, soumises à la courtoisie internationale. Ce sont surtout des questions de fait.

Il devait d'ailleurs trouver en Amérique de grandes compensations politiques et, après avoir été le vice-président de Jackson, devenir son successeur à la présidence, mais l'Angleterre le poursuivra de sa haine tenace et contribuera aux futurs échecs de sa candidature.

List put constater avec plaisir que ses affaires avaient prospéré pendant son absence : il avait quitté l'Amérique quelques mois avant l'inauguration du chemin de fer dont il était l'auteur. Il retrouvait sa mine bien exploitée, servie par des moyens de transport pratiques, lui assurant un revenu annuel appréciable. Il plaça la majeure partie de sa fortune en actions industrielles. Il sollicita de Jackson un nouveau moyen de retourner en Allemagne. Il estimait qu'il serait bien accueilli comme consul dans certains Etats. Jackson, tenant à lui donner une preuve de la confiance du gouvernement américain et aussi à donner une leçon à Hambourg, n'hésita pas à confier à List le poste important de consul américain à Leipzig (1) et List, emmenant sa femme et ses enfants, repartit pour l'Europe dès juillet 1832. Il quittait les Etats-Unis qui lui avaient procuré fortune et célébrité, auxquels il avait rendu tant de services éminents. Il quittait des hommes qui l'aimaient et l'estimaient, croyaient en son génie, garderont précieusement son souvenir, transmettront sa doctrine. Il quittait un pays où il était unanimement respecté, un pays où la courtoisie politique avait charmé ce batailleur. Jackson pouvait espérer revoir List. List ne pensait guère revoir Jackson. Il règle ses affaires en vue d'une longue absence, ne conserve qu'un rôle de capitaliste et de chef moral. L'idée d'un départ définitif du professeur List se répandit. Il reçut les adieux non seulement de Buren mais de Caldwell Calhoun, adversaire de ses théories. Il alla saluer Henry Clay qui souhaita le revoir bientôt et s'efforça de lui montrer quel rôle il lui restait encore à jouer aux Etats-Unis. Mais List quittait le continent américain pour n'y jamais revenir.

Mme List fut gravement malade pendant le voyage et List dut s'arrêter à Hambourg avant de se rendre à Leipzig. Il y resta un an, trop inquiet sur la santé de sa femme pour

Hambourg

(1) L'attribution de la nationalité américaine à Frédéric List n'est ici plus douteuse. Richelot fait justement remarquer que les fonctions consulaires de List n'étaient pas rémunérées.

se résoudre à la quitter. Hambourg devait accueillir et héberger avec respect ce consul étranger qu'elle avait refusé pour elle-même. Leipzig n'avait fait aucune difficulté, bien au contraire, pour accueillir l'Allemand devenu grand citoyen américain. Pendant son séjour à Hambourg, List entreprit la composition d'une encyclopédie résumée des sciences politiques destinée à répandre les idées du nationalisme économique.

Le Staatslexicon

Cette encyclopédie, le *Staatslexicon*, ne présentait pas pour Frédéric List l'intérêt passionné que signale Richelot. Son projet initial avait été d'en faire une sorte de dictionnaire économique dont il eut été le premier rédacteur. Mais List était tellement accaparé par l'étude de son projet d'établissement des chemins de fer en Allemagne qu'il dut se contenter du rôle de chef de la publication, répartissant le travail entre ses principaux collaborateurs et s'occupant des conditions matérielles de la parution. Il réussit mieux dans cette seconde partie de sa tâche que dans la première. Le *Staatslexicon* devint en fait une encyclopédie d'histoire sociale et politique (1). Le principal rédacteur en fut Charles Venceslas von Rotteck, historien et économiste de Fribourg, célèbre par ses campagnes en vue de l'unité nationale. List n'ayant pas trouvé les commanditaires qu'il espérait fut le principal financier de l'affaire, et on peut dire que son rôle se borna à peu près à cela.

Mais ce rôle, pour limité qu'il fut, lui causa d'assez nombreux ennuis : l'ultime lecture des textes qu'il avait réunis lui révéla de nombreuses erreurs de doctrine et même des contradictions entre les différents collaborateurs. Il essaya

(1) Welcker, qui fut un des collaborateurs du *Staatslexicon*, lui reprocha une absence fâcheuse de plan général, les articles du dictionnaire qui tous « touchaient une matière de l'économie des États » ayant été choisis sans que fût précisé le développement de leur rédaction. On essaya de les répartir selon les « spécialités » des rédacteurs, et c'est ainsi que List traita des chemins de fer. Chaque rédacteur se trouvait maître de son article, et cette indépendance exagérée, due à la qualité même des collaborateurs, fut nuisible à l'ensemble de l'ouvrage. Notons d'ailleurs que c'est là le défaut courant des encyclopédies contemporaines du *Staatslexicon*, surtout en Allemagne où la formule du dictionnaire est particulièrement en vogue depuis 1750.

Hartmann a affirmé, sans grande preuve, que certains articles attribués à List ne furent pas rédigés par lui.

d'y remédier, mais c'était une tâche difficile qui lui valut immédiatement l'hostilité de certains rédacteurs. Joseph von Baader l'aida à calmer les conflits ainsi créés et aplanis tant bien que mal. Difficultés matérielles aussi : le libraire chargé de l'édition ne tint pas ses engagements, se fit plus exigeant. L'encyclopédie parut néanmoins. Elle n'eut qu'un succès médiocre, une manière de succès d'estime. Le *Staatslexicon* ne servait en rien la gloire de List mais avait été une opération très coûteuse.

Nous n'en retiendrons que l'article de List « *Canaux et chemins de fer* », dont il a reparlé dans la préface du *Système National*. Il y reprend ses arguments habituels, mais avec une fougue littéraire qui ne le servit qu'à moitié. On a parfois prétendu que List n'avait pas rédigé lui-même cet article, qu'il en avait chargé un homme de confiance connaissant ses écrits précédents sur cette question. C'est bien improbable : List se consacra corps et âme au succès de la cause qu'il défend, et on conçoit mal qu'il ait pu laisser à un autre le soin de lutter à sa place et sous son nom pour cette cause. List voulait faire du *Staatslexicon* un instrument de grande propagande : il employa volontairement un ton plus passionné que de coutume, voulant enthousiasmer ses lecteurs. Or, le *Staatslexicon* ne fut guère lu que dans les milieux avertis, qui virent dans cet enthousiasme un moyen de suppléer à l'absence d'arguments profonds, ou bien « une sorte de folie ». C'est à ce sujet que List écrit, avec une peine visible, qu'on a fait de lui « une espèce d'enthousiaste dont l'imagination échauffée grossit tout ». Mais il en est le premier responsable : n'est-ce pas la rançon de la sincérité, de la foi?

« Canaux
et chemins de fer »

List profita de son séjour à Hambourg pour essayer de convaincre les autorités locales de la nécessité d'établir au plus tôt un programme ferroviaire. Il ne rencontra aucun appui, ni même aucun avis favorable. Il ne vit pas dans cette opposition une opposition de principe, mais une marque nouvelle d'antipathie à l'égard de sa personne. Il ne se trompait pas.

Les chemins de fer

La santé de Mme List lui ayant permis de se rendre à Leipzig en août 1833, accompagné de toute sa famille, il reprit des relations suivies avec les personnalités du monde industriel et commercial. Ses projets furent écoutés avec

Leipzig

soin; les exemples américains qu'il citait firent sensation. Un petit groupement de fait (qu'on a parfois pris pour une société organisée et à qui on a été jusqu'à donner une raison sociale : la Société pour l'établissement des chemins de fer de Saxe) se forma, où se réunissaient sous la présidence de l'économiste non seulement des personnages éminents du monde économique, mais quelques-unes des plus hautes personnalités municipales de Leipzig et politiques de la Saxe. Sur leur invitation List se décida à publier une brochure pour la composition de laquelle les documents ne lui manquaient pas et qu'il intitula : *D'un système de chemins de fer saxon comme base d'un système allemand, et en particulier de l'établissement d'une voie ferrée de Leipzig à Dresde.*

Ici reparaît le List qui proposait la construction d'une ligne desservant sa mine américaine : il ne fait pas appel à l'enthousiasme de ses lecteurs mais se contente, en indiquant les principaux avantages qui résulteront de l'application de son projet, de tracer les lignes des voies à construire. Il les indique d'une façon si remarquable que, lorsque le projet sera mis à exécution, les plus petits détails de son projet seront obéis, et ceci par des hommes qui ne l'auront pas lu mais qui seront amenés logiquement aux mêmes conclusions savantes que lui. L'homme d'affaires a ici le pas sur l'économiste. L'homme de doctrine le cède au réalisateur. Le fait est assez rare pour qu'on le retienne, car peu nombreux sont ceux qui ont tracé de leur propre main les applications immédiates de leur doctrine d'une façon tellement précise que les réalisateurs futurs ne les contrediront jamais.

La voie ferrée
Leipzig-Dresde

La brochure eut un grand succès. List touchait les industriels et les commerçants au point sensible de leur intérêt immédiat. Ceux-ci le chargèrent auprès des autorités de démarches nombreuses qu'il avait déjà entamées en son nom personnel. Le gouvernement saxon exprima officiellement sa gratitude envers l'auteur du projet de chemins de fer. Les personnalités commerciales de Leipzig fondèrent une société commerciale pour la construction de la voie ferrée Leipzig-Dresde et List fut nommé membre du comité. Sur le conseil d'un haut magistrat municipal de Leipzig, il fut décidé qu'un « don honorifique » en argent serait remis à l'économiste. Mais les déboires ne devaient pas tarder à

énervé à nouveau un caractère pourtant bien radouci. La Société commerciale, étant en possession de la brochure fondamentale de List, n'aimait pas qu'il apparût comme la seule haute personnalité de l'entreprise. Simple membre d'un conseil qu'il eut dû logiquement présider, il se trouvait en butte aux jalousies de ceux qui désiraient le supplanter. Le gros argument de ses adversaires était le suivant : le consul List est un traceur de programme, il en est récompensé par sa participation à la Société et les manifestations de reconnaissance de la ville de Leipzig et du gouvernement de Saxe; il serait indiscret de sa part de prendre le pas sur ceux qui, par leur participation financière ou leur renommée locale, sont les vrais chefs de l'entreprise. Une véritable campagne fut dirigée contre lui par ses collègues de la Société (1) où on alla jusqu'à lui rappeler sa qualité de citoyen américain. Le don honorifique ne fut, en effet, qu'honorifique, car il rapporta deux mille thalers à l'économiste, soit sept mille cinq cent francs. Haüsser raconte que le promoteur de l'idée du don honorifique avait dit à List : « Les habitants de Leipzig ne sont pas des Yankees : ils se conduisent en hommes d'honneur. » Et Richelot de commenter avec mélancolie : « Les Yankee avaient fait sa fortune. »

List fait preuve d'une surprenante philosophie : il s'efface devant ceux qui le jalourent, ne riposte pas aux attaques dont il est l'objet, fait simplement remarquer qu'il n'a jamais rien demandé à personne, qu'il n'a mis aucune condition financière à sa participation aux travaux de la Société et décide de n'y plus prendre part qu'autant qu'on l'en priera. D'ailleurs ces vexations immédiates n'ont pas une grande importance. Elles n'empêchent pas que, pour le gouvernement saxon et pour toute l'Allemagne, List est l'auteur du projet et son réalisateur. Mais on ne peut s'interdire de comparer la situation du professeur allemand List en Amérique avec celle du consul américain List en Allemagne : les marques d'ingratitude de l'Allemagne à son égard le peinent mais ne le rebutent pas, et les bontés de l'Amérique n'ont pas su le retenir. Il ressemble au fils

(1) Il ne faut pas confondre cette Société commerciale avec la Société pour l'établissement des chemins de fer de Saxe, dont nous avons nié l'existence.

d'une marâtre qui préférerait, pour revenir chez elle, abandonner une bonne mère adoptive que trouver chez celle-ci la considération et le bonheur.

Au demeurant il peut compter sur un retournement de l'opinion allemande en sa faveur jusque dans les sphères officielles. Ses démarches répétées auprès de tous les gouvernements et notamment auprès des autorités berlinoises lui prouvent, par la déférence et l'attention avec lesquelles il est toujours reçu, que sa patrie commence à comprendre l'intérêt de son œuvre nationale. Les journaux allemands publient ses articles, qui ne sont guère qu'une traduction et une adaptation de tout ce qu'il écrivit déjà sur la question des transports. Mais il sent la nécessité de fonder une feuille consacrée uniquement à la question des chemins de fer. En effet, les gouvernements s'inquiètent plus que jamais de la question, et déjà les industriels s'équipent. C'est même sous la poussée de cette industrie que le projet entrera en voie de réalisation. Pour achever de persuader les gouvernements, pour coordonner les efforts des industriels, surtout pour coordonner l'action des Etats, List fonde à la fin de 1835 le *Journal des Chemins de Fer*.

« Le Journal
des
Chemins de fer »

Un historien a déclaré que l'Allemagne ne croit jamais que ce qu'elle lit. Le *Journal des Chemins de Fer*, dès ses débuts, fit plus de besogne que toutes les démarches de List. Les dirigeants de tous les Etats allemands, les personnalités de toutes les provinces et de toutes les villes le lisent, le commentent. Ses idées sont presque unanimement approuvées. List peut lire dans les journaux qu'il est « le génial serviteur de la cause commerciale allemande » et que « l'Allemagne doit se féliciter du retour du professeur List qui consacre à sa grandeur toute son activité désintéressée ». List est sans cesse en voyage : Berlin, Magdebourg, Sondershausen, Giessen. Il séjourne un moment à Francfort-sur-le-Mein où avait eu lieu la Foire si utile à Schnell ! Il alla à Mannheim, à Heidelberg, à Karlsruhe. Le pays de Bade l'accueillit à bras ouverts. Dès lors il n'eut plus qu'une idée : rentrer en Wurtemberg. Il se fit renseigner sur l'état d'esprit du gouvernement : on le lui garantit favorable. C'était beaucoup dire : la réputation de List, les honneurs qu'il recevait partout, obligeaient le Wurtemberg à accueillir honnêtement List. L'état d'esprit de la population lui

était d'ailleurs nettement favorable, trop sans doute, car les gouvernements n'apprécient pas le prestige qu'exerce un homme sur leurs administrés, surtout quand cet homme est un ancien exilé qui rentre en triomphateur. L'arrivée de List à Stuttgart fut une des rares pages joyeuses de la vie de List : la foule l'acclama, les personnalités officielles le reçurent avec le plus grand respect. Mais dans leurs discours, il n'était question que de « Monsieur le consul List », et List résolut d'en finir avec ce titre qui consacrait sa nationalité américaine, et de reprendre enfin la nationalité allemande. Il avait été très bien conseillé par le fidèle Joseph von Baader qui, avant de mourir en 1835, lui avait recommandé de faire annuler son procès avant de solliciter la reconnaissance de sa qualité de citoyen wurtembergeois, ceci afin d'apparaître devant les autorités wurtembergeoises fort d'un jugement et non pas implorant une faveur.

La Faculté de Droit de Fribourg examina les pièces du procès qui avait opposé List au gouvernement wurtembergeois et en prononça la nullité. List, fou de joie, écrivit à sa femme, demeurée à Leipzig : « Ce sont de braves gens que les Souabes ! » Il décida de solliciter dès maintenant la reconnaissance de sa qualité de citoyen wurtembergeois et voulut se réinstaller avec sa famille à Reutlingen. Ainsi, après douze ans d'exil, List, riche et considéré, se préparait à rentrer dans cette ville au service de laquelle il s'était tant dévoué et qui avait gardé une telle place dans son cœur.

Révision du procès

CHAPITRE III

Du Retour à la Fondation du Journal du Zollverein

Déboires en Wurtemberg. Ruine aux Etats-Unis. Séjour en Belgique. Séjour en France. Candidat au prix de l'Académie des Sciences morales et politiques. Louis-Philippe. Heine. « La liberté et les restrictions ». De l'importance d'une industrie manufacturière nationale. Deuil douloureux. Retour en Allemagne. La ligne de chemins de fer Halle-Cassel. Docteur en Droit de l'Université d'Iéna. Séjour à Augsbourg. Marwitz. « Le Système national ». List reconnu citoyen du Wurtemberg. Le Congrès douanier de 1842. « Zollvereinsblatt ».

La décision de la Faculté de Fribourg n'obligeait aucunement le gouvernement wurtembergeois à redonner à Frédéric List sa qualité de citoyen. Néanmoins l'Allemagne entière était persuadée qu'il n'y aurait aucune difficulté à cet égard, tant ce geste apparaissait comme la conclusion normale de la décision de l'Université. Mais la rancune des ennemis de List fut assez tenace pour que cette légitime faveur lui fut refusée. On eut d'ailleurs une façon raffinée de lui signifier ce refus. En effet, en réponse à sa requête, on lui fit savoir qu'il serait très bien reçu en Wurtemberg en qualité d'étranger autorisé à séjourner à l'intérieur du royaume. List, dès que cette décision ignoble lui fut communiquée, repartit à Leipzig où on lui fit fête. De nouveaux ennuis l'y attendaient. Alors que le *Journal des Chemins de Fer* semblait faire la conquête de tous les esprits et abattre toutes les difficultés, le gouvernement autrichien interdit l'entrée du territoire impérial à cette feuille. La décision est assez difficilement explicable. Sans doute y avait-il en Autriche, comme dans tous les autres

Déboires
en Wurtemberg

pays, une opposition agissante aux partisans sans cesse plus nombreux du réseau ferroviaire. Mais cela ne justifiait aucunement l'interdit qui frappait le *Journal des Chemins de Fer*, dont la modération de ton ne pouvait choquer aucune puissance. La thèse d'une intervention anglaise est donc infiniment plus vraisemblable, surtout en ces temps troublés de la politique autrichienne, que les succès de List auprès des capitales allemandes (et notamment de Berlin) avaient indisposée.

Ruine aux Etats-Unis

Mais de plus tristes nouvelles attendaient encore Frédéric List. Une grave crise financière, aux Etats-Unis, avait à peu près complètement ruiné le grand capitaliste qu'il était devenu. Le coup fut terrible pour Mme List, qui craignait de voir à nouveau les siens dans le dénûment. Devant sa ruine brutale et la peine de sa femme, List pour la première fois chancela. Le sort le frappait avec une brutalité qui, maintenant, lui semblait au-dessus de ses forces. Lutteur jusqu'à présent capable de surmonter les plus rudes obstacles, il tomba dans un désespoir profond qui inquiéta gravement les siens. Il demeura plusieurs jours presque sans parler, en proie à une agitation à laquelle succédait un abattement complet. Mme List, comprenant les raisons de cette « tempête sous un crâne », eut la force de surmonter sa propre affliction et de consoler son mari, de lui rendre son courage, sa confiance. Elle y parvint, mais List avait eu le temps de comprendre que ses forces étaient limitées.

En Belgique

C'est sur le conseil de Mme List qu'il entreprit, avec une de ses filles connaissant parfaitement la langue française et dont il avait fait sa secrétaire, un voyage en Belgique et en France. Il allait encore une fois trouver à l'étranger des compensations à l'ingratitude persévérante de ses concitoyens, de ceux qui, légalement, n'étaient plus que ses anciens concitoyens.

List retrouva en Belgique Gendebien, devenu président du Tribunal de Mons et qui devait mourir quelques mois après le séjour de List. Il revit Alexandre Gendebien, fils du vieux ministre, non moins ardent patriote que son père mais d'opinions moins assurées quant aux questions économiques. Il revit également Charles Rogier et eut avec

lui de longs entretiens : cet homme ardent et habile inquiétait un peu List qui le croyait, à juste titre, hésitant dans ses principes économiques non point sur la partie intérieure du programme nationaliste, mais sur la question des rapports commerciaux avec les puissances étrangères. C'est par Rogier qu'il fit la connaissance d'un homme politique éminent avec lequel il devait conserver d'excellents rapports, Jean-Baptiste Nothomb. Chaque fois que List noue d'intéressantes relations avec un homme d'Etat, ou subit l'influence de cet homme sans le connaître, on peut assurer que son passé présente avec le passé de cet homme de nombreux points communs. Nothomb eut avec le roi Wilhelm I^{er} de Hollande des difficultés comparables à celles que List eut avec le roi Wilhelm I^{er} de Wurtemberg. Il attaqua notamment le manque de respect du souverain, respect exigé par le Traité de Vienne, pour les institutions régionales belges. Il reprocha à l'administration ses excès tyranniques mais, après la révolution belge de 1830, il est le champion de la monarchie qu'il conçoit comme une institution à la fois de commandement politique et d'arbitrage économique. Lorsque List arrive en Belgique, Nothomb est ministre des Travaux Publics et son premier soin est de mettre à l'étude le problème des canaux et des chemins de fer. Profondément national, Nothomb, grand ami de la France, est également un admirateur de l'Allemagne et, rêve non moins cher à Frédéric List, son idéal politique est l'alliance entre ces deux puissances, et avec la Belgique, évidemment.

Par l'intermédiaire de Nothomb, List est présenté au Président du Conseil, le comte Theux de Meylandt, et au roi Léopold : les deux hommes furent vivement impressionnés par l'exposé de sa doctrine et de ses applications pratiques. Le roi Léopold l'invita à s'établir en Belgique d'une façon définitive. List recevait ici un accueil charmant, comparable à celui qu'il avait reçu aux Etats-Unis. La Belgique, maintenant séparée des Pays-Bas est, elle aussi, Etat neuf, et List y aurait pu jouer un grand rôle. List déclina l'offre du roi et lui demanda de vouloir bien le recommander au bon accueil du « roi des Français » Louis-Philippe 1^{er}.

Le roi Léopold

Enfin, c'est, selon Richelot, au cours d'une promenade à Ostende que List rencontra le docteur Kolb. Celui-ci avait

Le docteur Kolb

été des amis de Joseph von Baader et ne tarda pas à être uni à List par les liens d'une vive amitié. C'est grâce à lui que s'ouvrirent à nouveau pour List les colonnes de la *Gazette d'Augsbourg*, à laquelle il adressa de nombreux articles pendant tout son séjour hors d'Allemagne.

**

Un concours de
l'Académie
des
Sciences Morales
et Politiques

En 1834, l'Académie française des Sciences Morales et Politiques mettait au concours le sujet suivant : « Lorsqu'une nation se propose d'établir la liberté du commerce, ou de modifier sa législation sur les douanes, quels sont les faits qu'elle doit prendre en considération pour concilier, de la manière la plus équitable, les intérêts des producteurs nationaux et ceux de la masse des consommateurs? »

Ce sujet brûlant d'actualité avait été proposé par le baron Dupin, celui-là même qu'on a cité comme un précurseur de List. Ce fut Dupin qui fut chargé du rapport sur les réponses au concours : son rapport fut négatif et le sujet fut présenté à nouveau en 1837, au moment même où List arrivait de Belgique en France. Un tel sujet ne pouvait manquer d'intéresser l'économiste. Mais le temps lui faisait défaut car le travail devait être prêt dans les quarante jours qui suivirent le moment où List eut connaissance, tout à fait par hasard, du sujet.

Le texte de List

Il serait exagéré et de voir en ce travail une « composition d'écolier » et d'y voir « la révélation pour List des principes du commerce international ». Nous nous rallions pour notre part à l'opinion modérée d'Eugène d'Eichthal dans son rapport intitulé « L'économiste Frédéric List candidat à l'un des concours de l'Académie des Sciences morales et politiques en 1837 », rapport lu à la séance du 15 mars 1913 de la dite académie et paru dans la *Revue Politique et Littéraire* (1) du 29 mars 1913.

De la composition d'écolier, le texte de List tient cependant par « l'exquise maladresse » avec laquelle il encense ceux qui seront ses juges, et notamment par la façon très

(1) La *Revue Politique et Littéraire* est devenue depuis la *Revue Bleue*. La communication d'Eichthal est parue en une brochure éditée par les soins de la *Revue Politique et Littéraire* et de la *Revue Scientifique*, 41 bis, rue de Chateaudun à Paris.

honnête, mais très naïve, avec laquelle il avoue la rapidité de son travail. Lisons ceci : ses juges sont « des hommes qui, habitués eux-mêmes à produire des ouvrages remarquables, en exigent autant des autres » ; son but « est d'obtenir les suffrages d'un corps savant qui, étant le premier du monde dans la partie à laquelle il consacre ses forces et ses efforts, peut à son gré dispenser ou retirer la valeur et la réputation littéraire ». Lisons surtout cette perle : « s'il est pardonnable à un concurrent académique de supposer qu'il pourrait être l'heureux vainqueur qui emporterait le prix promis, il sera également permis à l'auteur d'observer que dans le cas où, malgré les défauts de son œuvre, celle-ci par bonheur obtiendrait le prix, il se sent capable de la compléter et de la perfectionner comme il sent qu'il eut dû le faire, pour justifier la décision de l'Institut. »

Vingt-sept mémoires furent adressés à l'académie. Celui de List portait pour devise celle qui devait figurer en exergue du *Système National d'Economie Politique* : « Et la patrie et l'humanité ! ». Celui de List bénéficia d'un rapport favorable du baron Dupin, rapport qui néanmoins considérait que tous « les concurrents se sont mépris sur la position de la question. Ils se sont proposés surtout de décider laquelle des deux doctrines est préférable, celle de la liberté commerciale ou celle des restrictions ». (Rapport du 30 juin 1838.) List, constatant que la commission de l'Académie avait rangé son mémoire parmi les trois premiers, se prétendit satisfait (1). Mais en réalité sa désillusion fut grande.

Résultats
du concours

Les membres de la commission étaient, outre Dupin, Rossi, La Borde, Villermé, Passy. List, commentant les résultats du concours, pour lequel aucun prix ne fut délivré,

List juge son jury

(1) List écrit dans la préface du *Système National* : « Pour rétablir une santé altérée par le travail et par des chagrins inouïs, je fis au printemps de 1837 un voyage à Paris. J'y appris par hasard qu'une question relative à la liberté et aux restrictions en matière de commerce, déjà une fois proposée, avait été remise au concours par l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Là-dessus, je me décidai à mettre par écrit la substance de mon système. Mais, réduit, faute d'avoir avec moi mes travaux antérieurs, aux seules ressources de ma mémoire... mon œuvre dut être très imparfaite. Néanmoins... j'eus lieu d'être satisfait du résultat, pour un travail fait si rapidement... les juges appartenant tous par leur foi scientifique à l'école cosmopolite. »

plaide les circonstances atténuantes pour le comte Rossi; il écrit : « M. Rossi, homme d'un rare mérite dans les sciences politiques en général, et en particulier dans l'économie politique, dont il a élaboré plusieurs points particuliers, mais ayant vécu dans de petites cités d'Italie et de Suisse où il était impossible de comprendre et d'apprécier l'industrie et le commerce dans des proportions nationales, où l'on est obligé, par conséquent, de fonder toutes ses espérances sur la mise en pratique de la liberté générale du commerce, comme ceux qui ne trouvent plus de consolations ici-bas ont coutume de mettre toute leur espérance dans les joies de l'autre monde; M. Rossi n'a pas hésité à adopter le principe cosmopolite, et l'idée ne lui est pas venue que l'histoire pouvait fournir sur cette question des lumières inconnues de l'œuvre d'Adam Smith ». On a cherché différentes raisons à cette réelle sympathie de List pour un de ses adversaires. Il est probable qu'il a été beaucoup plus impressionné, et il est coutumier du fait, par la vie de Rossi que par son œuvre : cet Italien obligé de fuir à Genève, y devenant homme politique important, acceptant une chaire au Collège de France, et celle de Droit Constitutionnel à la Faculté de Droit de Paris (dont il sera le doyen en 1843), membre de l'académie des Sciences morales politiques avant d'être chargé par le gouvernement français de missions diplomatiques (et de devenir ministre du Pape), un tel homme avait une vie internationale comparable à celle de List. Et List comprenait bien vers quelle solution étaient dirigés les hommes des petites cités que n'animait pas encore l'idéal du patriotisme unificateur. — Il n'a pas cette indulgence pour Blanqui, dont il a sans doute lu d'assez nombreuses pages, et qui d'ailleurs ne cessera jamais de le combattre : Jérôme-Adolphe Blanqui, disciple de Say, directeur de l'Ecole du Commerce, est sérieusement pris à parti par List au sujet du concours : List déclare que cet économiste (1) a « borné son ambition à délayer J.-B. Say, qui lui-même avait délayer Adam Smith ». Il ajoute : « Quiconque a jeté un coup d'œil impartial et réfléchi sur l'histoire du commerce et de l'industrie trouvera dans ses ouvrages un déluge de choses insipides. » Et List de conclure, parlant de Rossi et de Blanqui : « Ce n'est pas de ces deux

(1) Frère du fameux révolutionnaire collectiviste.

hommes, assurément, qu'émane le jugement favorable porté sur mon mémoire. » Or, au moment où List fut jugé par l'Académie des Sciences Morales, Blanqui ne faisait pas partie de cette illustre compagnie ! Son irritation fut très grande lorsqu'il se vit ainsi pris à parti dans la préface du *Système National* : son ire se reporta surtout sur le traducteur Richelot, qui avait été prié auparavant par Blanqui de supprimer le passage l'attaquant. Richelot s'était contenté d'écrire en note : « Le bon sens des lecteurs reconnaîtra aisément ce qu'il y a d'injuste et de passionné dans ces jugements et dans quelques autres. » La polémique s'exaspéra et occupa les colonnes du *Moniteur Industriel*, du *Journal des Economistes*, de la *Patrie*, et fit l'objet d'une longue note dans la deuxième édition du *Système National* par Richelot.

List ne dit rien d'Alexandre de La Borde, de Villermé et de Passy. Il ignorait vraisemblablement jusqu'à leur participation aux travaux de la commission. La Borde y avait joué un rôle passif. Villermé avait été très intéressé par les idées énoncées. Hippolyte Passy critiquait et les idées émises et la façon dont elles étaient énoncées : il affirmait par la suite qu'il avait reconnu là le style d'un étranger et ne fut pas surpris quand le nom de l'auteur fut révélé.

Contentons-nous d'analyser rapidement la composition de List, dont toutes les propositions seront reprises à loisir au sein du *Système National*. List signale le danger du rêve en matière économique, qui pousse à oublier les réalités immédiates au profit de constructions chimériques. C'est une occasion pour lui de distinguer les principes théoriques des principes en accord avec les nécessités des Etats. Et il rend hommage au réalisme de Colbert. Pour que le libre-échange règne d'une façon équitable, il faudrait avoir réalisé une « république du globe ». Nous n'en sommes pas là et il convient de prendre pour point de départ « la sécurité de la nation ». Cette sécurité, elle ne sera assurée que par le développement des manufactures : une nation arriérée importe des objets fabriqués en plus grande quantité qu'une nation évoluée. C'est par l'amélioration des conditions économiques de chaque nation que le véritable équilibre s'instaurera. En effet, les échanges ne porteront que sur des spécialités naturellement propres au pays. Un système de

**La composition
de List**

protection douanière permet de limiter les dangers de l'importation, de la faire égale aux besoins du pays importateur. De cette plus grande égalité entre les pays échangistes naissent de nombreuses facilités aux échanges commerciaux. List va jusqu'à écrire : « La protection des douanes doit servir à amener la liberté commerciale. » Il n'insiste pas assez pour qu'on puisse voir là autre chose qu'une formule.

L'Etat
père de famille

Ensuite, il fait une comparaison qu'il reprendra souvent : un père de famille a le choix entre jouir de sa fortune sans se soucier de l'avenir, ou sacrifier cette fortune pour élever son fils. On comprend aisément la parabole, que List explique non sans quelque lourdeur : le pays libre-échangiste est prêt à s'adresser à l'importation pour la satisfaction immédiate de ses besoins. Le protectionniste s'impose d'actuelles privations pour faire naître chez lui des industries nouvelles qui feront sa richesse future. Et List insiste sur la nécessité de protéger plus que toutes autres les industries lucratives. Il admet quelques dérogations au protectionnisme : quand un pays a gagné la primauté industrielle en une matière, il peut compenser ce succès, cette certitude, par un jeu relatif de liberté commerciale. Cette petite concession n'est ni très claire ni très convaincante : il faudra attendre la lecture du *Système National* pour comprendre alors ce que List voulait dire. Enfin, List affirme la primauté économique de l'industrie : c'est elle qui procure au pays les richesses agricoles. Et il n'est partisan, par voie de conséquence, d'aucun protectionnisme agricole. C'est là une nouveauté dans la doctrine multiple de ce qu'on pourrait appeler l'économie nationale autoritaire, idée nettement opposée à celles de Colbert, idée qui ressemble de loin à celles des moins ardents des économistes partisans du despotisme éclairé, idée sur laquelle nous aurons à revenir et qui constitue, selon nous, une des graves faiblesses du système.

Visite
à Louis-Philippe

Peu de temps après la rédaction de sa réponse au concours académique, Frédéric List, usant de la lettre de recommandation qu'il tenait du roi Léopold de Belgique, rendit visite au roi Louis-Philippe. Le « roi-bourgeois », le « roi libéral », n'avait aucune hostilité, malgré les apparences, pour les idées nationales de Frédéric List. La France est alors en pleine période d'hésitation et d'incertitude, mais le

roi des Français fait tout ce qu'il peut pour devenir roi de France. Le moment était bien choisi de venir lui parler d'unité nationale, de renaissance de l'autorité au moyen de la prospérité économique. List et Louis-Philippe conversèrent pendant trois heures. Ils parlèrent de leurs voyages... et de leurs exils. Louis-Philippe connaissait fort bien l'Allemagne et les Etats-Unis. Les deux hommes s'amuserent à converser tantôt en français, tantôt en anglais, tantôt en allemand. Louis-Philippe, affable et spirituel, invita List « à venir apprendre avec lui l'espagnol ».

List ne revint pas voir le roi pendant le reste de son séjour. En effet, il résolut de se consacrer tout entier à la rédaction d'un livre où toute sa doctrine sera énoncée. On peut dire cependant que la visite de List au roi eut sa petite importance historique, car Louis-Philippe reprit devant ses ministres les principaux arguments de List avant l'ouverture du débat de mai 1838 sur les chemins de fer.

Les rares visites que List fit à Paris furent pour quelques-uns de ses illustres compatriotes. Il se lia d'amitié avec Henri Heine. Heine, après avoir attaqué violemment toutes les formes du despotisme de l'Allemagne contemporaine, a dû se réfugier en France dès 1841. Flegenhheimer le représente à tendance saint-simonienne, et, plus encore que Saint-Simon, aristocrate. Au moment où List le rencontre, il est en pleine inquiétude : tous les révolutionnaires allemands sont opposés à Heine, qui, de son côté, s'apaise et n'est pas hostile à un nationalisme autoritaire mais non tracassier. Il n'échange avec List que peu d'idées économiques. Il l'entretient de son grand idéal d'entente intellectuelle entre France et Allemagne, entente dont il écrit lui-même qu'il attend « les plus grandes choses de l'humanité ».

Heine

Chez Heine, List voit un autre promoteur de « la jeune Allemagne », Henri Laube, qui ne s'occupe plus que de littérature et rêve d'aller reprendre à Leipzig la direction de son journal *La Gazette du monde élégant*, rêve qu'il finira par réaliser. A cela se limitent à peu près ses relations. Tout le reste de son temps est consacré à la rédaction de son livre et à « la préparation de l'état d'esprit du public allemand ». Au lieu de livrer au public ses nouveaux écrits avec brutalité ou enthousiasme, List, cette fois-ci, éprouve le besoin « d'interroger l'opinion publique, en Allemagne, sur

**La préparation
du
Système National**

le point de savoir s'il est permis, s'il n'est pas scandaleux d'exposer des idées et des principes qui diffèrent essentiellement de ceux de l'école régnante en économie politique ». Il sent qu'il doit préparer le terrain, que son œuvre fondamentale nécessite des travaux d'approche. Ces précautions, ces scrupules jusqu'à présent inconnus de notre auteur, sont preuve de l'évolution qu'a subie son caractère, et de l'importance que lui-même prête à son testament doctrinal. C'est pour lui une méthode toute nouvelle, qu'il se complait à employer. Il exagère à plaisir ses scrupules : « Je voulais ainsi, écrit-il, donner aux adeptes de l'école (de Smith) une occasion de me ramener dans la bonne voie si je m'étais égaré dans le sentier de l'erreur. » Il veut faire, en quelque sorte, un travail de déblaiement et de mise au point, montrer la force de sa position et pousser ses adversaires à prendre position eux-mêmes, ce qui sera d'ailleurs pour lui une source de documents intéressants pour la rédaction de son livre.

La
Vierteljahrschrift

Il adresse à la *Revue trimestrielle (Vierteljahrschrift)*, sur le conseil de Jean-Georges von Cotta von Cottendorf (fils du baron Jean-Frédéric von Cotta qui avait autrefois présenté List à Schnell, qui était comme son père directeur de la plus grande maison d'édition allemande), une étude intitulée « *La liberté et les restrictions en matière de commerce extérieur, envisagées du point de vue historique* ». Il y reprend les arguments de sa composition pour l'Académie des Sciences morales, insistant sur le côté moral des sacrifices nécessaires à assurer l'avenir d'un pays. Il se trouve (et lui-même le dit) en accord avec les principales données de l'école mercantile. Mais, ici comme dans le *Système National*, il peut dire qu'il ne s'est pas contenté de « réchauffer le système mercantile », parce qu'il s'appuie sur une expérience historique et sur une doctrine réaliste, et qu'au lieu de suivre une politique dirigée par les circonstances elles-mêmes, il doit s'opposer au « cosmopolitisme vague » d'une doctrine dont il démontre les imperfections, et adapter ses principes aux contingences de l'économie allemande qui l'ont inspirée. Ce premier article ayant pour but de proposer à nouveau au public allemand, d'une façon générale et concrète, la question du nationalisme économique considéré du point de vue international, List est plus précis encore dans un second article

intitulé « *De l'importance d'une industrie manufacturière nationale* ». Il y reprend (lui-même dira l'avoir repris pour lui autant que pour les autres) son exposé de l'importance que présente pour un Etat la force industrielle, considérée comme la productrice de tous les autres biens. Il met en relief la nécessité pour les industriels d'être unis par et dans le service national et d'être défendus contre la concurrence étrangère par les soins de l'Etat. D'où la nécessité pour les petits Etats d'une grande nation, composant pour List l'Etat par excellence, de s'unir sous une discipline unique.

Cette étude eut en Allemagne un assez grand retentissement. Rotteck qui avait été le collaborateur de List pour le *Staatslexicon*, prit nettement position contre lui. Il lui reprocha, dit List, « d'avoir pris pour texte de mes plaintes la détresse des fabricants, et non l'écoulement des espèces et l'appauvrissement de l'Etat ». Il l'accusa d'inventer un système qui favoriserait les industriels allemands au détriment de toutes les autres forces de la nation. La vérité est que Rotteck évoluait dans le sens libéral et en même temps s'éloignait de la doctrine d'union nationale. List lui répondit sèchement. La querelle ne cessa de s'envenimer; Rotteck finit par se brouiller avec List, et voici le jugement que List portera sur lui : « il eut fait plus sagement d'avouer franchement dans ses écrits comme dans ses discours parlementaires qu'il ne possédait pas la moindre notion pratique en matière de commerce international et de politique commerciale, et que le domaine de l'économie politique lui était entièrement étranger, au lieu de s'exprimer dans les uns et les autres de manière à diminuer son autorité en d'autres domaines ».

Il envoie également des articles à la *Gazette d'Augsbourg*, que dirige toujours le Docteur Kolb, avec lequel il échange une correspondance affectueuse. Le compte rendu que List donne, dans cette Gazette, de l'Exposition industrielle de Paris de 1839, où il reprend ses arguments nationalistes, lui vaut, dans les colonnes du même journal, une réponse du professeur Rau, de l'Université d'Heidelberg, qui lui reproche surtout de ne citer que Smith et Say comme représentants de l'idée libérale, et de ne pas mentionner les principaux membres allemands de l'école cosmopolite. List répondit qu'il l'avait fait dans le

Rotteck

« La Gazette
d'Augsbourg »

but d'éviter de nouvelles polémiques. En effet List se prépare plus sagement que jamais à sa besogne de rénovateur national et, pour cela, il fait effort sur lui-même pour ne point risquer de nouvelles querelles de doctrine. Peut-être aussi est-il guidé dans cette nouvelle voie et par son désir d'apaiser ses contradicteurs éventuels, et par son désir de ne pas signaler à l'attention du public allemand ceux de ses compatriotes qui s'opposent à sa doctrine. Mais ce qui le guide est essentiellement la volonté d'éviter de nouvelles attaques : ne nommant que les maîtres étrangers de la doctrine cosmopolite, il sait fort bien que les partisans allemands de cette doctrine ne se tiendront pas pour battus et manifesteront leur activité, mais il met ainsi le combat sur un terrain moins brûlant et, en ces temps de luttes intérieures, il faut convenir qu'il avait pratiquement raison.

Un deuil cruel

C'est donc ce List assagi qui entame la rédaction du *Système National*. Sa famille l'a rejoint à Paris. Seul son fils est loin de lui : c'est un sujet brillant et qui lui donne les plus grandes satisfactions. Frédéric avait voulu faire de lui un ingénieur, et il avait espéré lui confier la direction d'une entreprise minière, puis l'intéresser aux travaux des constructions ferroviaires : ainsi List associe toujours à ses préoccupations actuelles tous ceux qui l'entourent. Mais son fils lui avoue son penchant très net pour la carrière des armes, et List s'incline devant cette vocation : le jeune List est officier dans l'armée française d'Algérie, et paraît destiné à un avancement rapide. La vie de List à Paris redevient calme, laborieuse, heureuse. Mme List, après une convalescence assez longue, a recouvré une bonne santé. Lorsque, tout à coup, on apprend la mort du jeune List, emporté par la fièvre chaude. Mme List, terrassée, fut pendant deux mois entre la vie et la mort. List fut encore plus gravement atteint qu'elle : ne pouvant plus se livrer à aucun travail, sujet à des évanouissements rapprochés et prolongés, il donna des signes inquiétants d'aliénation mentale. Des colères subites et d'une extrême violence, dont il gardait un souvenir confus dans les heures de calme, étaient suivies de phases de torpeur dont rien ne pouvait le faire sortir. Sa mémoire, jusque-là excellente, le trahit fréquemment. Physiquement il changea du tout au tout, amaigri, le visage fatigué et les cheveux blanchis.

Heine lui reprocha de « se laisser devenir un vieillard », et, devinant quel était le seul remède, lui conseilla de regagner au plus vite la terre allemande.

Le 1^{er} mars 1840 est constitué en France le Cabinet La France de 1840
Thiers. M. Pinon dans son *Histoire Diplomatique* et M. Hanotaux dans son *Histoire Politique* ont fort bien raconté comment Thiers, ayant su s'imposer au roi qui néanmoins se mêle de lui, réveille par tous les moyens, « patriotiques et patriotards », la flamme nationale. M. Hanotaux écrit : « Le cabinet Thiers était constitué. Le petit grand homme remplit à lui seul tout le cadre de ses compétences variées et de ses universelles prétentions. Dès la première discussion, Lamartine, qui s'était planté carrément dans l'opposition, avait défini l'espèce de risque que la présidence de Thiers faisait courir au pays : « Vous secouerez devant les peuples ces mots sonores, ces vieux drapeaux, pour l'animer et l'appeler à vous... » Mais que valent ces démonstrations? Où est le point d'appui? La France, encombrée déjà de la rude conquête de l'Algérie, n'a pas les ressources nécessaires pour soutenir une vigoureuse campagne diplomatique et militaire ailleurs. L'ambition ne fait pas l'homme d'Etat. Thiers, jouant de la corde patriote, travaille à obtenir de l'opinion les appuis qui lui manquent à la cour et dans le Parlement. Ce jeu, il l'étale en demandant aux Chambres la translation à Paris des cendres de Napoléon. Autre coup de clairon. Entraîné par la littérature et par la presse, les Chambres, l'opinion emboîtent le pas. L'émotion est indescriptible ».

Telle est l'atmosphère de la France au moment où Frédéric List se prépare à la quitter. Ce dernier fut vraisemblablement présenté à Thiers par Washington de La Fayette, fils du célèbre protecteur de List mort en 1834. Thiers recevait beaucoup, et ne dédaignait pas la conversation des journalistes étrangers (surtout lorsqu'ils étaient aussi célèbres que l'ancien délégué des Etats-Unis) dont il espérait toujours quelque compte rendu publicitaire le représentant comme un héros national. List, lui, se faisait un devoir de souligner à Thiers l'importance des principes du nationalisme économique qui concordaient si bien avec le programme politique du ministre. On ne sait rien de leur entrevue. Haüsser raconte que Thiers insista pour décider

Thiers

List à demeurer en France et qu'il proposa de le nantir d'une situation officielle lui permettant de continuer ses études et de se consacrer à l'examen des conditions économiques françaises. Lorsque le temps eut passé, Thiers jugea que de tels propos le desservaient, et il obtint de Richelot une note réparatrice dans sa deuxième édition du *Système National*. Il est bien possible que Thiers, aussi peu chic en réceptions qu'en paroles et qu'en promesses, ait fait quelques propositions à Frédéric List que celui-ci rapporta à son biographe allemand. Mais List aurait peut-être eu tort d'y attacher une grosse importance car, de la part du ministre français il n'y eut peut-être que des louanges qu'il interpréta comme des promesses.

Leipzig

Dans l'été de 1840, le consul List regagne Leipzig. Lui-même ne pouvait pas s'attendre à y être accueilli avec tant de déférence et de sympathie. La décision du roi de Wurtemberg a été tellement désapprouvée par toute l'Allemagne que Wilhelm I^{er} en éprouve des remords. Les articles de List, qu'on sait bien accueilli par la Belgique et par la France, ont considérablement accru son prestige. « Chaque fois qu'une voie ferrée est tracée en Allemagne, on invoque le nom de Frédéric List ».

La ligne Halle-Cassel

Précisément, une grande discussion a lieu au sujet de la ligne de chemins de fer de Halle à Cassel. Deux thèses s'affrontent : l'une prétend qu'on doit conserver la vieille voie commerciale Halle - Mersebourg - Rosbach - Weimar - Erfurt-Gotha-Eisenach-Cassel. C'est la thèse selon laquelle les voies ferrées doivent épouser la direction des voies commerciales éprouvées. Mais à cette thèse s'oppose celle qui prétend que la voie ferrée doit toujours chercher à relier les centres principaux le plus directement et le plus rapidement possible. Les partisans de cette version proposent un parcours Halle - Mersebourg - Sondershausen - Mühlhausen-Cassel. Il y a enfin des partisans d'une modification accidentelle de ce second projet, qui souhaitent un passage par Eisleben, ou Nordhausen, parfois même Göttingen, et Münden : ces derniers sont évidemment plus près des partisans de la ligne directe Halle-Cassel que des défenseurs de la vieille voie commerciale. List est consulté. Mais il n'est pas homme à considérer son devoir rempli quand il a donné une consultation. Il écrit, fait des démarches, et

fait triompher son point de vue, qui est la conservation par le chemin de fer de l'itinéraire commercial que la routine a adopté pour les transports terrestres précédents. Ses arguments sont simples et convaincants. Les uns touchent l'intérêt immédiat des producteurs et industriels de la région : la voie Halle-Gotha-Cassel desservira la Thüringer-Wald, se prolongera vers Leipzig, et, par une ramification partant d'Eisenach, vers Francfort et Darmstadt. C'est Leipzig qui paraît à List le futur point de rencontre des lignes, qui ne manquera pas d'être raccordé à Berlin. D'autre part une ligne Hanovre-Berlin s'imposera parallèlement à la ligne Cassel-Halle et desservira les contrées se trouvant au nord de cette seconde ligne. A ces arguments techniques, List joint l'éloge de l'habitude et il montre les raisons de cette habitude. Les résultats ne se firent pas attendre, et le duc de Saxe-Cobourg-Gotha déclara : « C'est à un seul homme que nous sommes redevables de ce résultat. Et cet homme est le consul List, que l'ingratitude dont on a payé son patriotisme n'a pas empêché de nous consacrer son temps et ses efforts pour nous éclairer sur nos véritables intérêts. » (1)

Le dévouement de List à la cause des chemins de fer allemands, si noblement et si habilement démontré à l'occasion de cette ligne nouvelle, impressionna toute l'Allemagne. L'Université d'Iéna, en une séance solennelle, décerna le diplôme de docteur en droit « en témoignage de reconnaissance au professeur List pour ses services dans la cause de la Société allemande de Commerce et d'Industrie et dans la cause des chemins de fer allemands ». Ainsi l'activité de List pour la Société allemande devenait sujet de louanges. Des lettres de sympathie lui arrivèrent du

Docteur
de l'Université
d'Iéna

(1) On peut se rendre compte aujourd'hui de l'intelligence du raisonnement de Frédéric List : Leipzig est reliée à Berlin par deux voies principales, l'une se raccrochant à la ligne qui part de Dresde parallèlement à l'Elbe, l'autre passant par Wittenberg et Luckenwalde. La ligne Hanovre-Stendal-Spandau-Berlin fait partie de la grande ligne Liège-Berlin-Königsberg. Halle et Cassel ne sont reliées directement que par des voies secondaires, mais Halle est reliée à Leipzig et à Rosbach, et Cassel est reliée à Eisenach. Les voies Halle-Rosbach et Cassel-Eisenach font partie de la voie approuvée par List. Toute la partie Eisenach-Rosbach (par Gotha, Erfurt et Weimar) fait partie de la ligne Francfort-Leipzig. Francfort est évidemment en communication directe avec Darmstadt, par la ligne Strasbourg-Francfort.

Wurtemberg, de ministres qui jusqu'alors l'avaient combattu ou ignoré. Décidément, les esprits évoluaient. List séjourna quelque temps à Iéna et à Weimar, puis se rendit à Augsbourg où il avait hâte de revoir le cher docteur Kolb. Les colonnes de la *Gazette* lui étaient restées toujours ouvertes. Mais il ne s'en servit qu'avec modération, tout entier consacré à la rédaction du *Système National*.

**Rédaction
du
Système National**

Cet ouvrage s'avancait, mais List, inquiet sur la santé des siens, encore mal remis de ses propres émotions et sujet à des troubles nerveux et cardiaques, travaillait avec moins d'ordre qu'il ne l'avait fait en France. Certaines pages du *Système National* ont été écrites entre minuit et trois heures du matin, et elles s'en ressentent. Jean-Georges von Cotta était résolu à éditer l'ouvrage et laissait donc à List une absolue tranquillité sur les questions matérielles. Il ne restait plus à composer que la préface de l'ouvrage. Cette préface de quarante pages fut écrite en moins d'une semaine, son auteur ne travaillant que quelques heures chaque nuit. List est alors sous le coup d'une nouvelle imprévue : on vient d'apprendre qu'il se négociait entre la Confédération Germanique et l'Angleterre un traité de commerce profondément libre-échangiste malgré quelques déguisements hypocrites, confirmant et aggravant la soumission économique de l'Allemagne à l'Angleterre.

Marwitz

List venait de lire le recueil des conversations et correspondances de Rachel Varnhagen von Ense. Celle qui, alors qu'elle n'était que Rachel Levin, avait été l'inspiratrice du prince Louis-Ferdinand de Prusse, et qui fut la première à révéler le génie de Goethe aux salons littéraires, avait entretenu une correspondance suivie avec un étudiant en Droit d'intelligence vive, Alexandre von Marwitz. Ce jeune homme, à l'occasion d'un examen, étudia l'influence des théories d'Adam Smith en Allemagne; il communiqua ses impressions d'études à Rachel Varnhagen : le mari de celle-ci, diplomate réputé et écrivain d'une élégance raffinée, publia la correspondance de sa femme. Voici les passages d'Alexandre von Marwitz que List crut devoir transmettre à la postérité : « (les disciples allemands de Smith) ont pris toute leur science dans Adam Smith, esprit étroit, mais plein de finesse dans son étroite sphère, dont ils citent les formules à tous propos, avec

des développements insipides et en les récitant comme des écoliers. Sa science est très commode, car, indépendamment de toute idée, abstraction faite de toutes les autres directions de la vie humaine, il construit un système commercial libertaire, qui convient également à tous les peuples et à toutes les circonstances, et où l'art consiste à laisser faire aux gens tout ce qu'ils voudront. Son point de vue est celui de l'intérêt privé; que l'Etat doive en avoir un autre plus élevé, et qu'en vertu de celui-là l'industrie nationale doive suivre une direction tout autre que ne le désire celui qui ne poursuit que des satisfactions faciles, il ne s'en doute même pas. Comme une telle doctrine, développée avec une inlassable science de la déduction, avec une application laborieuse et érudite, doit séduire un siècle qui la pratique déjà! (1). Je le lis (Adam Smith) et je le critique. Il ne se lit que lentement, car il ne développe ses idées que par un labyrinthe d'abstractions stériles au milieu de l'enchevêtrement artificiel de ses forces productives où il est encore plus fatigant que difficile de le suivre. — Je viens d'en finir avec Adam Smith à ma grande satisfaction, car, vers la fin, quand il vient à parler des grandes affaires d'Etat, Guerre, Justice, Education, il devient tout à fait stupide... Il faudra que j'écrive sur lui avec détails : cela en vaut la peine, car, avec Napoléon, c'est actuellement le monarque le plus puissant en Europe. (Ici List note : littéralement vrai.) — J'en suis à ma sixième feuille sur Adam Smith et j'aurai fini demain. J'emporterai à Berlin mon travail. — L'économiste Krause copie Adam Smith de la façon la plus inepte et la plus impertinente, si platement qu'il va jusqu'à employer les mêmes exemples; seulement, lorsqu'Adam Smith parle d'un fabricant de drap, lui parle d'un fabricant de toile, et à la place de Calcutta et de Londres, il met Tranquebar et Copenhague. (List note : littéralement exact.) »

Tous les lecteurs de List, ses contemporains comme les lecteurs actuels, sont stupéfaits de voir List porter quelque attention à ce déluge de clichés, d'exagérations, d'impertinences. On voudrait que List ait eu le bon sens de

Une erreur

(1) Notre traduction est évidemment assez libre, mais c'est là le seul moyen de rendre intelligible le texte de Marwitz, dont le style est lourd et qui emploie dans la même phrase des synonymes inutiles.

laisser sous silence les écrits de cet étudiant au style de collégien précomptueux. Hélas, il n'en est rien. Et voici ce que List écrit après avoir cité ces malheureux exemples : « Marwitz porta ce jugement, qui, en vingt lignes, renferme tout ce qu'on peut dire sur Smith et sur son école, la première fois qu'il lut Smith. Lui, jeune homme de vingt-quatre ans, entouré de savants qui professent pour Adam Smith un respect superstitieux, seul, il renverse l'idole d'une main forte et sûre, la met en pièces et rit de la folie de ses adorateurs. Et ce jeune homme appelé à ouvrir les yeux à son pays et au monde, on l'abrutit de questions stupides dans un examen dont il se félicite d'avoir su se tirer. Et il devait mourir avant d'avoir compris sa grande mission ! Le plus grand économiste de l'Allemagne, son seul économiste a un certain point de vue, devait mourir sur la terre étrangère ; vainement vous cherchez son tombeau. Rachel (von Varnhagen) seule fut son public, et trois notes écrites au hasard de ses lettres intimes furent tous ses ouvrages. Que dis-je ? Marwitz n'a-t-il pas envoyé à Rachel six feuilles entières sur Adam Smith ? Puissent-elles se retrouver dans les papiers que Rachel a laissés ! Puisse M. von Varnhagen vouloir bien les communiquer au public allemand ! En vérité, je ne me suis jamais trouvé si petit qu'en lisant ces lettres de Marwitz. Cet imberbe était arrivé dans l'espace de quinze jours à soulever le voile de l'idole de l'école cosmopolite, et pour cela, il m'a fallu, à moi, de longues années dans l'âge mûr. »

Explication

Comment expliquer cette explosion d'enthousiasme où l'on trouve l'expression, à l'égard d'Adam Smith, de ce que Richelot lui-même sera obligé d'appeler « une animosité d'une exagération puérile » ? Il faut pour cela se représenter List au milieu des inquiétudes et des tourments, List fatigué, travaillant la nuit, victime de ses inégalités d'humeur et, il faut bien dire le mot, du choc cérébral qu'il a subi. List, heureux de trouver au cours de ses lectures une opinion à peu près conforme à la sienne, heureux par conséquent de pouvoir citer un auteur allemand de son école, fait de lui une sorte de héros national qu'il oppose aux menaces anglaises redevenues d'actualité. Ses sentiments dominent sa raison. Et ces sentiments sont ceux d'un exalté qui, au cours de véritables crises, n'en est plus le maître. List, au moment où il achève son chef-d'œuvre,

où il y atteint le sommet de l'art de l'économiste et de l'écrivain, revient pour un moment aux erreurs de ses jeunes années, avec plus de nervosité et de partialité encore. Ce qu'il exprime là, c'est sa fureur contre les intentions anglaises et contre la veulerie des éventuels signataires allemands du traité proposé par la Grande-Bretagne. Mais ce n'est pas là une attitude digne d'un aussi grand économiste : un tel manque de discernement sont le fait d'un malade.

Dans une période de calme, lorsqu'il relira à tête reposée la préface de son *Système National*, List écrira à un ami que son ton amer et passionné était dû à la crainte de voir réussir le projet commercial anglais. Il écrit : « Sans cela, comment me serais-je avisé de porter aux nues, comme je l'ai fait, le jeune Marwitz? ». Richelot insiste sur ce document. Mais il est gêné lui-même par le passage de la préface qui suit les citations de Marwitz, et où List, vraiment hors de lui, emprunte le ton orgueilleux et insolent de Marwitz pour dire que Smith a fait pénétrer dans la science économique « le sophisme, la scolastique, l'obscurité, le mensonge et l'hypocrisie », et qu'une telle théorie répugnait « aux hommes d'intelligence, d'expérience, de bon sens et de rectitude d'esprit ».

Nous n'avons insisté sur cette « question Marwitz » que pour remplir honnêtement notre tâche de biographe. Nous n'en parlerons même pas dans la partie du présent ouvrage consacrée à l'étude de la doctrine de List. En effet, l'influence de Marwitz sur la doctrine de List est nulle. Un simple appel aux faits chronologiques permet de s'en rendre compte : la préface a été rédigée après le livre, et List venait seulement de lire Marwitz lorsqu'il rédigea la préface. Les ennemis de List qui cherchèrent à en faire un fou, disciple d'un étourdi, sont mal fondés à développer cette thèse qu'une simple lecture attentive de la préface les eût empêché d'énoncer. Encore aujourd'hui cependant les louanges adressées par List à Marwitz, les citations faites, le ton agressif utilisé font tort à List et à sa doctrine. Il ne faut pas selon nous y attacher une grande importance. Mais on ne peut pas penser sans peine réelle que tout cela indique chez List un dérangement intellectuel heureusement passager; mais ses manifestations quasi périodiques permettent déjà de prévoir une triste fin d'existence.

Il ne nous appartient pas d'analyser ici le *Système National*, dont nous avons déjà dit qu'il était l'œuvre cruciale de List, et que par conséquent nous étudierons complètement dans l'exposé de sa doctrine. Mais il faut comprendre les motifs historiques qui guidèrent l'économiste dans son travail, et ceci nous oblige à examiner brièvement l'évolution de l'Allemagne en matière douanière. List, dans les réclamations de la Société de Commerce, demande déjà l'abolition des douanes intérieures. On peut même dire que c'était le but essentiel de la Société. Par ses écrits d'exil, List était demeuré l'un des principaux partisans et théoriciens de l'union douanière. Il est certain d'ailleurs que ses préoccupations principales depuis son départ pour l'Amérique s'étaient portées sur d'autres points de son programme, à savoir le développement des voies ferrées.

Néanmoins il est en Allemagne lorsque, le 1^{er} janvier 1834, est constituée l'*Union Douanière Allemande (Deutscher Zollverein)*. Il n'a pas eu une action directe sur la constitution de cette union : il est alors en plein travail pour l'établissement de la ligne de chemins de fer Leipzig-Dresde. Mais son activité passée reste dans toutes les mémoires, on le cite et l'on tire profit de tous ses arguments. Il y a également un précédent historique qu'on utilise : la Prusse, le 26 mai 1818, a réalisé l'union douanière entre ses différents territoires. Ces territoires ne sont pas tous voisins les uns des autres : la région de Magdebourg est séparée de la région de Minden par le Hanovre et le Landgraviat de Hesse-Cassel coupe en deux la Prusse occidentale. L'expérience de l'union douanière prussienne était donc d'une grande hardiesse : un tel exemple devait servir à toute la confédération (1).

Dès 1834, la plupart des Etats allemands adhèrent au Zollverein, qu'ils fussent prédisposés en faveur de la prépondérance de l'Autriche ou en faveur de la prépondérance de la Prusse, ces derniers adhérant toutefois avec plus d'empressement que les seconds. Bade, Brunswick, Francfort, Hanovre, Lippe, Luxembourg, Nassau, Oldenburg

(1) Certains historiens, comme Delavaud, ont été tellement impressionnés par l'exemple prussien qu'ils font commencer le Zollverein allemand en 1828, date où la Prusse offrit aux Etats voisins une base d'entente.

furent les principaux non-signataires. Notons que jusqu'en 1836 le Zollverein fonctionne d'une manière incomplète, un grand nombre de signataires appliquant le principe des « produits spécifiés » (c'est-à-dire des marchandises spécialement désignées) et les tracasseries administratives, fléau de l'Allemagne d'alors, n'arrangeant rien. Mais en 1836, les avantages de la suppression des douanes intérieures sont nettement ressenties par leurs bénéficiaires, et Bade, Francfort et Nassau adhèrent au Zollverein à leur tour.

Lorsque List fait paraître le *Système National*, il reste Ce qui reste à faire donc une double tâche à accomplir, la première, et c'est au fond la plus facile, consiste à persuader les Etats non encore adhérents à l'union douanière qu'il est de leur intérêt d'y adhérer. La seconde est de décider le Zollverein à adopter une politique nationale. L'extension du Zollverein est fatale. List le comprend et il porte donc tout son effort sur l'orientation économique du Zollverein : devant le fait accompli, l'Angleterre avait été la première à faire contre mauvaise fortune bon cœur et, félicitant les Etats allemands du resserrement de leur amitié, elle devenait plus pressante encore pour faire adopter par cette association des règles de politique commerciale, qui, consacrant le libre-échange, consacraient également l'esclavage de l'Allemagne.

Pour convaincre les Etats allemands, List, au moment où le *Système National* va paraître, utilise dans ses articles de la *Gazette d'Augsbourg* des exemples qui sont déjà de belles illustrations de son système, des exemples qui fixent l'économie politique sur une base historique, associent intimement les deux disciplines, et sont particulièrement propres à impressionner « le peuple avide de liberté et effervescent » qu'est l'Allemagne. C'est ainsi que, dans le but de convaincre Brunswick et Luxembourg, il cite en exemple l'enceinte des cinq grosses fermes réalisée par Colbert, laquelle réforme reportait à la périphérie tous les droits existant dans les provinces centrales du royaume. Cet exemple lui permet de reprendre son idée nationale qui ne veut voir dans les Etats multiples de l'Allemagne que les provinces d'un grand Etat, et de leur démontrer qu'ils n'ont rien à perdre à l'union douanière puisque celle-ci n'implique pas une suppression des droits de douanes, mais leur report aux nouvelles limites de l'association. De

tels arguments devaient toucher particulièrement les pays auxquels ils s'adressaient, pays qui souffraient quotidiennement de ce « report à la périphérie » effectué en pratique par les Etats déjà adhérents au Zollverein, et qui par conséquent comprenaient « que mieux vaut être au dedans qu'au dehors » (Eichhorn).

Vue générale
du
Système National

Uniquement pour nous permettre de concevoir sous son véritable aspect l'activité de List après la publication du Zollverein, il est nécessaire d'indiquer à grands traits l'essentiel des idées qui sont contenues dans le *Système National*. C'est à cet effet que nous citerons le résumé remarquable qu'en fait M. Gaëtan Pirou dans son cours d'économie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. Pour M. Pirou le *Système National* est avant tout un plaidoyer opportuniste en faveur du protectionnisme, plaidoyer devant empêcher le Zollverein de s'engager dans la voie libre-échangiste. Mais, au cours de ce plaidoyer, List « est amené à dégager deux notions nouvelles : celle de *nationalisme économique* et celle de *force productive nationale* ».

Citons M. Pirou : « *Le nationalisme économique s'oppose à l'universalisme des classiques*. Préoccupés de formuler des lois générales ayant une portée universelle, les classiques avaient relégué à l'arrière-plan la division du monde en nations. Turgot donnait de cette idée une formule expressive : « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des Etats politiques séparés les uns des autres et constitués diversement ne traitera jamais bien une question d'économie politique ».

La nation complexe

« List s'élève contre cette thèse et développe au contraire l'idée qu'entre l'homme et l'humanité, Dieu a mis les nations. *Les nations sont des unités naturelles* dont il est impossible de faire abstraction. Ces nations ont des forces très inégales, des aptitudes très variées. Ce n'est donc pas la même politique qui peut convenir à toutes. Certaines ont en elles suffisamment de richesses, d'éléments productifs, pour arriver à ce qui est, d'après List, l'idéal, le type de la *nation complexe normale*, c'est-à-dire de la nation qui développe à la fois harmonieusement, son industrie, son agriculture et son commerce. Toutes les nations ne peuvent pas en arriver là ; il en est de déshéritées par la nature, dont le sous-sol est pauvre, dont le climat est défavorable. Mais

quand une nation (et List pense ici à l'Allemagne) a en elle-même des ressources suffisantes pour développer toutes les branches de la production, il est de son devoir d'arriver à cet état complexe de la nation normale.

« Or, il peut être nécessaire, pour y parvenir, d'adopter au moins temporairement une *politique protectionniste*. Supposons, en effet, qu'une nation ait un sous-sol riche, elle peut prétendre à se donner une industrie. Mais si elle essaie de constituer du jour au lendemain cette industrie, sans s'entourer préalablement de barrières douanières, l'industrie naissante ne pourra pas lutter contre les industries déjà développées depuis longtemps dans d'autres pays. L'industrie allemande naissante ne pourra pas lutter contre l'industrie anglaise. Pour éviter ce risque, il faut, pour un certain temps, élever des barrières douanières à l'abri desquelles l'industrie va se développer, quitte, le jour où elle aura atteint sa maturité, à rétablir la liberté.

Une politique
protectionniste

« La deuxième idée apportée par List, *celle de force productive nationale s'oppose à l'idée classique de valeur d'échange*. Si l'on considère les choses économiques du point de vue de l'individu, il apparaît que l'idéal est d'accroître ses jouissances. L'économie individualiste, construite tout entière sur la base de l'intérêt personnel, mettra donc au premier plan le souci des jouissances actuelles et de la possession des valeurs immédiatement échangeables. Si, au contraire, on adopte le point de vue de List qui est celui de l'intérêt national, comme la nation a une durée d'existence indéfinie ou au moins très longue, *le souci de l'avenir va devenir prépondérant*. On comprendra que parfois le sacrifice du présent s'impose pour ménager et sauvegarder l'avenir. On n'hésitera pas à renoncer à des jouissances immédiates, à des valeurs actuelles si de cette renonciation les forces productives futures de la nation doivent bénéficier.

Les
forces productives

« Quand on met ainsi au premier plan l'essor des forces productives nationales, on est encore amené à *légitimer le protectionnisme*. Du point de vue des jouissances immédiates la protection douanière est condamnable, puisqu'elle nuit à l'ensemble des consommateurs, en entraînant l'élévation des prix à l'intérieur. Du point de vue de l'intérêt actuel, c'est donc la solution libre-échangiste qui devrait l'emporter. Mais si, avec List, nous considérons l'intérêt

futur, il se peut que cette considération conduise à légitimer l'établissement d'une barrière douanière, quand, grâce à elle, sera rendu possible le développement d'une industrie encore dans l'enfance et qui plus tard deviendra une des forces productives essentielles de la nation. »

Le succès

Le *Système National*, dès sa parution, connut un succès immense. On a pu dire avec raison que « jamais écrit économique, ni même écrit politique, n'avait connu en Allemagne un succès comparable à celui du *Système National d'Economie Politique*, de M. le professeur List ». Car List, dans l'esprit de tous les Allemands, est redevenu « le professeur List » dont l'Allemagne est fière. Souvent, faisant allusion à son titre de l'Université d'Iéna, on l'appelle « le docteur List » et, comme l'Allemagne n'a jamais été chiche en titres on lui donne aisément du « *Herr professor doctor Friedrich List* ». On ajoute quelquefois la mention de son titre consulaire, mais le défenseur des chemins de fer allemands et de l'union douanière allemande, le théoricien du nationalisme économique allemand est maintenant, même aux yeux de ses pires ennemis, un Allemand convaincu et incontestable. Son livre est âprement critiqué : les uns en font leur livre de chevet. On emploie les mots de « Bible de l'économie allemande ». On compare List à Luther, cependant que des catholiques nationalistes allemands parlent d'un nouveau saint Georges ! Les adversaires de List le taxent d'enthousiasme agressif, font grand cas des citations de Marwitz, sont réduits à de petits arguments. Un fait est à noter : en général, ils attaquent la méthode proposée mais épargnent (on pourrait dire : respectent) la personnalité de l'auteur.

List, citoyen allemand

L'Allemagne nationale reconnaît en List un grand Allemand. Les rares critiques qui ont osé rappeler sa nationalité américaine, sont rabroués. Pour toute l'Allemagne, List est victime d'une cruauté intolérable et inexplicable. Il y a des courants tels qu'ils entraînent l'opinion des gouvernants eux-mêmes, ou qu'au moins ceux-ci ont l'habileté de se rallier à l'opinion publique, dans leur propre intérêt ; quelques mois après la publication du *Système National*, Frédéric List, qui n'a pourtant fait aucune démarche, est convoqué par Wilhelm I^{er} de Wurtemberg.

List, plein d'espérance, se rend à l'invitation. L'au-

dience dure plus de deux heures. Elle restera mystérieuse, Wilhelm se contentant de dire « qu'il approuvait la décision de l'Université de Fribourg et jugeait bon, en conséquence, de ne plus traiter Frédéric List en consul étranger mais en citoyen wurtembergeois ». Et List se contentant, de son côté, de dire « qu'il était appelé à nouveau à servir sa patrie plus efficacement qu'auparavant et avec le bienveillant appui du plus grand prince de l'Allemagne ».

Quinze jours après, on apprenait officiellement que la nationalité wurtembergeoise était accordée au consul List, natif de Reutlingen.

Ainsi List arrivait à la réalisation complète d'un de ses plus chers désirs, sinon de son plus cher désir. C'était la compensation de ses douleurs familiales, compensation qu'Henri Heine avait espérée et prévue.

Alors que List semblait entrer dans une nouvelle phase de bonheur, pouvant se féliciter du calme enfin revenu dans son foyer, un accident stupide, une chute où il se cassa la jambe, lui valut plusieurs semaines d'alitement et d'interruption de ses travaux. Il souffrit beaucoup et garda de cet accident une claudication assez accentuée, surtout parce qu'il se leva trop tôt. Cette infirmité, lorsqu'il en réalisa l'importance, l'affecta beaucoup. Il disait au docteur Kolb que ce qui faisait son esprit était sans doute sa claudication, ajoutant que chacun sait que les boiteux sont les gens les plus intelligents au monde après les bossus. List désormais aura une tendance à se considérer comme un infirme et, dans ses jours d'amertume, cette idée-là accroîtra encore son penchant sans cesse plus accentué à la neurasthénie.

En 1842 devait avoir lieu le congrès du Zollverein. Ce congrès présentait une importance incontestable car les deux thèses du protectionnisme et du libre-échange se heurtaient violemment. De l'opinion de tous, c'est toute la politique douanière et commerciale de l'Allemagne qui se joue. Dans l'opinion de List, l'Allemagne décide de sa liberté ou de son asservissement. Il redouble d'activité : ce sont lettres sur lettres, démarches sur démarches. Ses avis sont écoutés attentivement : on sait combien il a contribué à la participation de Bade, Nassau et Francfort en 1836 rien que par le souvenir, réveillé dans ces Etats, des travaux de la Société de Commerce. On sait surtout quel

Le congrès
du Zollverein

est son rôle dans la récente adhésion au Zollverein de Brunswick, Lippe, Luxembourg. Au cours du congrès son nom sera prononcé sans cesse. Un des amis de List a pu dire : « Ce congrès, il le présida ». Néanmoins les débats furent à peu près inconclusifs, et List sentit la nécessité de redoubler d'efforts en faveur du système protecteur. C'est alors qu'il essaie d'établir une distinction subtile entre « système protecteur » et « système protectionniste ». Il déclare que le système protectionniste part d'un point de vue doctrinal plus qu'historique et qu'il est un parti-pris en faveur d'un principe plus ou moins arbitraire. Au contraire, selon lui, le système protecteur s'appuie sur des réalités historiques, n'est pas un principe systématique mais une application de données concordantes poussant à la réalisation de sacrifices actuels en vue d'un enrichissement futur. Ce qu'on peut retenir de ce distinguo, c'est que dans l'idée protectionniste il s'agit d'un système général, permanent, définitif, tandis que dans le système protecteur il s'agit d'abord d'une mise à égalité avec les autres Etats, d'un développement industriel permettant ensuite, une fois assurée la sécurité nationale, non pas une renaissance immédiate de la liberté commerciale mais de *certaines* libertés commerciales préparant l'avènement de la liberté générale.

Pour défendre le système protectionniste, quelle était la meilleure méthode? List se souvint du rôle joué par le *Journal des Chemins de fer*. Cet homme, qui a toujours fait preuve d'un étonnant talent de journaliste (nous avons entendu M. Georges Blondel le comparer au talent de Frédéric Bastiat), sait que seule la presse touche les milieux les plus divers, permet l'expansion des idées et les échanges de vue.

Le
« Zollvereinsblatt »

Jean-Georges von Cotta, déjà directeur du *Morgenblatt*, envisagea avec sympathie la création d'un nouvel organe. C'est ainsi que le 1^{er} janvier 1843 paraissait le premier numéro de la *Feuille du Zollverein* (*Zollvereinsblatt*), dont le directeur était M. Jean-Georges von Cotta von Cottendorf et le rédacteur en chef M. le professeur docteur Frédéric List.

CHAPITRE IV

De la fondation du Journal du Zollverein à la Mort

Difficultés avec l'Angleterre. Souffrances physiques et morales. « Ambassadeur douanier » de l'Allemagne. « Des rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce ». Voyage en Autriche et en Hongrie. Voyage en Angleterre. Colden. Mémoire sur les avantages d'une alliance anglo-allemande. Grave maladie. Retour en Allemagne. Dernière lettre au docteur Kolb. Mort tragique. Honneurs funèbres.
Principales éditions.

Le *Zollvereinsblatt* eut dès sa parution une grande influence. List ne le concevait pas du tout comme une sorte de « gazette officielle de l'union douanière », ainsi qu'on l'a prétendu à tort, ni même comme un organe destiné uniquement à influencer les chefs du gouvernement. Son idée, ainsi que Cotta l'a dit, était de fonder un journal d'éducation économique et nationale. En effet, le *Zollvereinsblatt*, s'il fut essentiellement consacré à l'étude de la politique douanière allemande, fut un instrument naturel de propagande en faveur de toutes les idées du nationalisme économique. Il fut par conséquent un grand organe de vulgarisation de l'économie politique, en même temps qu'un organe technique. On conçoit combien il était difficile de parvenir à ce résultat dans un même journal. Pour se rendre compte de cette difficulté, qu'il suffise de se représenter la tâche que nécessiterait aujourd'hui la rédaction d'une feuille exposant à la fois au gouvernement les règles nécessaires à son commerce extérieur, et au public tous les principes d'une économie nationale.

L'influence du
« *Zollvereinsblatt* »

List, journaliste étonnamment doué, réussit assez bien

ce tour de force, parvenant même à rendre compréhensible au lecteur le moins informé les chroniques destinées aux ministres pressés par l'actualité politique. Mais la qualité du *Zollvereinsblatt*, et celle des articles de List en particulier, est très inégale. Cette inégalité s'explique par la fréquence des absences de Frédéric List, obligé par ses voyages à délaisser sa collaboration personnelle et sa surveillance générale de la publication, mais surtout par sa fatigue qui ira maintenant en s'accroissant.

Troubles mentaux

C'est l'année même de la fondation du *Zollvereinsblatt* qu'il faut noter un changement définitif dans le caractère de List. Le coléreux, qui dominait tous ces mois derniers, a disparu. Mais le pessimiste, sujet à des abattements neurasthéniques, est de plus en plus fréquent. Quand il a fini un travail nécessitant toute son attention, il est en proie à une grande fatigue l'obligeant à s'aliter. Et surtout, les troubles mentaux sont sans cesse plus nombreux. List, non sans effroi, s'en rend compte et cherche à se dominer. Il y a là toute une lutte atroce dont seul le docteur Kolb est le confident. La santé de Mme List est toujours chancelante, et on ne peut pas lui révéler l'état moral de Frédéric List. List, qui n'a jamais rien caché à sa confidente naturelle, souffre de ne pas lui avouer son inquiétude justifiée. Ce sont des angoisses insurmontables qui l'étreignent. Un instant, il a cru que son cas présentait quelque ressemblance avec celui de Luther, et il se croit poursuivi par le diable qui veut l'empêcher d'achever son œuvre. Mais les angoisses ne sont rien par rapport aux crises de désespoir qui s'emparent de lui. C'est au moment où il est redevenu citoyen du Wurtemberg et devenu « le citoyen le plus illustre de l'Allemagne », que Frédéric List semble prêt à sombrer dans un renoncement désespéré.

Il est aisé de taxer List de folie, de faire de cette constatation une arme contre toute son œuvre et de ne faire de sa doctrine qu'une doctrine d'insensé. C'est là la plus lâche des armes, et certains n'ont pas hésité à s'en servir. Cependant, d'autre part, les enthousiastes partisans de Frédéric List ont voulu voir dans l'anomalie de son cas les manifestations brutales et nécessaires d'un génie surhumain. Ce sont là des opinions passionnées qu'un observateur impartial ne doit pas retenir davantage.

Que la vie de List ait été différente de celle de l'homme moyen de son siècle, cela ne fait aucun doute. Et on doit reconnaître que le goût de List pour l'action économique et politique, qui fit de lui (sans attacher à ce mot un sens péjoratif) un agitateur, cette insurmontable volonté d'arriver au but par tous les moyens, cet enthousiasme communicatif qui préside à tous ses discours et à tous ses écrits, cette activité qu'on a pu qualifier de phénoménale, cette faculté de compréhension de problèmes divers, mais qui tous doivent être compris par le véritable homme d'Etat, tous ces composants naturels de l'esprit de List faisaient de lui ce que la terminologie moderne appellerait un « cas ».

Le « cas » List

Mais ne faut-il pas tenir compte des circonstances historiques elles-mêmes? Les circonstances générales d'abord : ce siècle du romantisme allemand qui trouvera en Henri Heine son expression finale et maladive. Cette ère de conquêtes, de chutes, de révolutions, de transformations so-Heine son expression finale et maladive; cette ère de concurrence entre Etats, où les idées politiques s'entre-choquent sans cesse : libre-échangistes, protectionnistes, fédéralistes, séparatistes, étatistes, individualistes, réactionnaires, conservateurs, révolutionnaires.

Le siècle

Il faut tenir compte aussi des circonstances particulières à List : un de ses biographes a dit que son renom n'aurait pas dépassé sensiblement les limites du Wurtemberg si le roi Wilhelm ne s'était pas formalisé de l'attitude du professeur à l'école de Tübingen. Exil, emprisonnement, véritable bannissement, tout cela force List à mener une vie aventureuse. Il n'a qu'un but : revenir. Et, finissant par surmonter toutes ces difficultés, il revient. Mais on comprend quelle a pu être l'angoisse permanente de celui qui n'a chéri qu'un seul rêve, celui tant chanté par les poètes allemands du retour au pays natal. Cette angoisse que les circonstances ont exigée, elle laissera des traces profondes dans le cœur de List. Tant que la force de l'âge a permis à List de lutter, de s'étourdir lui-même par une activité fébrile et harassante, il pouvait méconnaître son mal. Mais, arrivé aux confins de la vieillesse, de cette vieillesse qui se révèle à lui par un deuil familial et une souffrance physique qu'il se sent incapable de surmonter tout à fait, le mal apparaît,

La vie

Ainsi, sans nier la douloureuse tragédie des dernières années de Frédéric List, nous devons nous efforcer d'en connaître les causes. Prédispositions naturelles, soit, mais aussi conséquences d'une vie laborieuse, extraordinaire.

Réveil de
l'hostilité anglaise

Si List ne se sent plus l'ardeur combattive de ses jeunes années, ses ennemis ne désarment pas tous. En Allemagne, il est évidemment très combattu, mais de moins en moins, car le respect de sa doctrine s'impose petit à petit d'une façon à peu près unanime, au moins au sein de l'union douanière. Mais le succès nouveau et incontesté de List réveille l'hostilité de l'Angleterre. Le triomphe de List en Allemagne est pour elle un rude échec : elle croyait avoir anéanti le danger du nationalisme économique allemand incarné par List, et elle craignait d'en avoir seulement reculé la victoire. La création du *Zollvereinsblatt* mit le comble à sa fureur. List ne se gênait pas pour écrire que le premier devoir de ce qu'il se plaît à appeler « la nouvelle Allemagne » est de soustraire complètement l'Allemagne « au monopole manufacturier de l'Angleterre ». Des journaux anglais se montrent à l'égard de List d'une violence inouïe. On va jusqu'à écrire que cet homme n'a jamais eu d'autre inspiration qu'une haine constante du peuple anglais. D'une part on essaie de rabaisser sa doctrine en en faisant celle d'un exalté, à qui la passion haineuse a fait perdre tout jugement, et d'un journaliste devant sa carrière à la protection d'industriels allemands résolus à obtenir de l'Etat un appui coûteux sous le prétexte qu'ainsi l'Allemagne pourrait se passer d'achats massifs à l'étranger. D'autre part, on s'efforce de démontrer l'hostilité systématique de List en interprétant les différents faits de sa vie : n'a-t-il pas été, partout où il est passé, sur le nouveau continent comme sur l'ancien, l'inspirateur de manifestations anti-anglaises ?

On doit observer tout d'abord que les deux thèses se nuisent l'une à l'autre : si List a été le serviteur salarié des industriels allemands, il est bien extraordinaire qu'il se soit livré hors d'Allemagne aux mêmes démonstrations d'animosité à l'égard de l'Angleterre. Mais on pourrait répondre que c'était là le moyen de s'attirer les bonnes grâces de tous les anti-Anglais de la terre, ou bien que c'était l'exercice d'une simple manie, ou bien encore qu'il s'agit là d'une déformation professionnelle !

List a cru bon de répondre aux reproches d'un Anglais l'accusant d'espérer la ruine prochaine de la puissance anglaise. Et voici la réponse de List : « Bien loin de partager les sentiments ridicules des Français qui, à chaque désastre que les Anglais éprouvent aux Indes orientales ou en Chine, à chaque mauvaise nouvelle des Antilles ou du Canada, à chaque naufrage d'une frégate anglaise, prédisent d'un air triomphant la chute de la Grande-Bretagne, nous avons toujours pensé que l'Angleterre n'est qu'au début de sa grandeur. Non, nous n'irons pas de gaité de cœur compromettre notre réputation de publiciste en annonçant un événement qui ne saurait arriver que si l'Angleterre continuait à abêtir systématiquement une grande partie de sa population, et à gouverner ses cent millions de sujets dans l'Inde plus mal que le Pacha d'Egypte ne gouverne ses fellahs. Peut-être aucun écrivain n'a exalté l'Angleterre autant que nous, et, loin de haïr les Anglais, nous sympathisons avec eux plus qu'avec aucun autre peuple. Ce que nous détestons de toute notre âme, c'est cette tyrannie commerciale de John Bull qui veut tout absorber, qui ne veut laisser s'élever aucune autre nation, et qui cherche à nous faire avaler les pilules fabriquées par sa cupidité comme un pur produit de la science ou de la philanthropie ».

Une tentative
de justification

Faisons la part du feu : quand List parle de sa vive sympathie pour les Anglais, il s'agit sans aucun doute d'une sympathie toute idéale ou plutôt d'une formule fort courtoise pour faire passer sans trop de heurt les formules finales qui, si elles ont l'avantage de bien fixer la pensée de Frédéric List en réponse aux accusations des publicistes anglais, ne font appel pour cela à aucun artifice littéraire. List, en réalité, a été toute sa vie avant tout un Allemand. Ensuite c'est un grand ami de la France : Richelot signale très justement qu'il a toujours remarqué les mesquineries du caractère français. Elles l'agacent comme elles agacent d'ordinaire tous les Allemands qui les constatent. Dans ces mesquineries, List voit un défaut de caractère et le résultat d'une histoire trop heureuse. N'est-ce pas notre conservatisme et ses expressions, quelquefois risibles pour un étranger, que List, à la fois traditionaliste et novateur, prend, un peu à la légère, pour des futilités assez ridicules ? Il n'y a là d'ailleurs qu'une expres-

sion nouvelle des différences fondamentales de mentalité entre le Français et l'Allemand. Mais Janaco a pu parler d'une véritable jalousie de l'Angleterre pour la faveur très nette que List accorde à la France. L'Angleterre, maintenant que le succès de List est affirmé, commence, non sans peine, à se faire une raison sur la renaissance économique de l'Allemagne, mais ce qu'elle craint le plus c'est que List n'use de son influence pour que le commerce allemand réduit, indispensable encore dans cette période de transition, soit fait avec la France par préférence à l'Angleterre. Et c'est pourquoi, dès 1844, les autorités souabes suggèrent au Zollverein la possibilité de charger List d'une mission en Angleterre ayant pour but d'assurer l'indépendance totale de l'Union et son absence complète d'antipathie à l'égard de l'Angleterre. Mais l'union douanière réservait à List une mission plus urgente encore : il s'agissait de négocier avec la Belgique un traité de commerce. Les relations de List avec les hommes d'Etat belges étaient connues de toute l'Allemagne, et on savait de quelle notoriété jouissait en Belgique l'économiste allemand.

Honneurs
et pauvreté

List hésita à accomplir cette mission, et c'est bien la première fois qu'on voit List sujet à une pareille hésitation. Non seulement List souffrait physiquement des suites de l'accident où sa jambe fut cassée, mais encore les sujets d'inquiétude matérielle ne lui sont pas épargnés. Malgré la situation prépondérante qu'occupe le rédacteur en chef du *Zollvereinsblatt*, il n'est pas devenu riche. L'Allemagne, en l'occurrence, est un peu comparable à l'Amérique; elle honore ses chefs spirituels plus qu'elle ne les rétribue. List ne pourra jamais surmonter les méfaits de la crise financière des Etats-Unis qui entraîna sa ruine, non seulement parce que sa situation de journaliste est toujours hasardeuse, mais encore parce que son dévouement aux causes qu'il défend le pousse à mettre tous ses fonds au service de son action. Au moment où sa gloire est le plus grande, sa situation de fortune est d'une navrante médiocrité. Mme List est la première à en souffrir. List en est venu à se priver des soins médicaux qu'exige son état de santé. Personne ne soupçonne cette détresse, et le baron von Cotta moins que tout autre : il admire la générosité, le dévouement de Frédéric List, sur lesquels il prend modèle, mais il ne voit pas que List, orgueilleusement, lui cache la mo-

dicité de ses revenus et la détresse de son âme. Il y a sans aucun doute dans le silence de List une preuve nouvelle de son état maladif : il se complait sans bien s'en rendre compte dans son amertume, et se crée de nouvelles raisons d'être un méconnu.

Il finit cependant par céder aux instances de l'Union, lorsque les offres de celle-ci lui sont répétées par le roi de Wurtemberg lui-même. Celui-ci, esprit excessif, accorde maintenant à List une véritable confiance affectueuse par laquelle il veut marquer son complet oubli du passé. List accepte : l'ancien banni devient ambassadeur du pays qui refusait de l'accueillir en cette qualité.

L'activité de List dès lors recommencera à être multiple : il sert avec amour son pays natal. Il ira non seulement dans toutes les régions de l'Allemagne, mais il sera le négociateur habituel du Zollverein auprès de toutes les puissances européennes avec lesquelles cette Union devra entreprendre des négociations. On dit de lui qu'il est « l'ambassadeur douanier de l'Allemagne » ou bien encore « l'agent général de l'Allemagne » (*der allgemeine deutsche Consulent*). Richelot écrit : « List était à l'apogée de son influence ; il répandait partout la vie autour de lui ; il était comme le centre auquel tous les grands intérêts du pays aboutissaient. » Mais il doit ajouter : « En remerciant des industriels qui lui avaient adressé un présent, il écrivait avec tristesse : « Lorsqu'en 1818 je me mis à la tête de cette Société de Commerce d'où est né le Zollverein, j'avais une belle fortune, et de plus une place qui me donnait un honnête revenu et m'assurait un avenir administratif. Mes efforts dans l'intérêt de l'industrie allemande ont eu pour conséquence la perte, non seulement d'une grande partie de ma fortune, mais encore de mon emploi, de ma carrière, enfin de mon pays. A mon retour d'Amérique, en 1831, j'étais redevenu riche. En travaillant pour les chemins de fer, et pour une politique commerciale allemande, j'espérais avoir bien mérité de mon pays et conserver au moins ma fortune. Pour prix de mon zèle, j'ai été persécuté et j'ai perdu une grande partie de ce que j'avais. Aujourd'hui, près de la soixantaine, et affligé d'infirmités physiques, je ne vois l'avenir qu'avec inquiétude ; je ne me crois pas même assez de force pour émigrer une seconde

Der allgemeine
deutsche Consulent

fois aux Etats-Unis où des amis m'appellent et où je me rétablirais facilement en quelques années. »

Missions et articles

List disait vrai. Il avait conservé en Amérique des amitiés fidèles, qui, comprenant mieux encore, s'il se peut, le rôle qu'un homme de sa valeur est capable de jouer dans l'histoire d'un peuple, devenaient plus pressantes. Clay notamment écrit lui-même à List et lui fait écrire. Ses réponses ne laissent aucun espoir. Il part en Belgique et, aussitôt revenu, se prépare à repartir en Autriche. Entre ces deux missions, il assiste à l'important congrès agricole de Munich en 1844. Pendant le voyage, et pendant les instants de répit que lui laissent les travaux du congrès, il rédige un important article pour le *Zollvereinsblatt* où il expose ses idées quant à l'instauration d'un système général des chemins de fer allemands. Haüsser pense avec raison que cet article était destiné à convertir à l'union non seulement tous les Etats déjà adhérant au Zollverein, mais ceux qui, comme le Hanovre, demeuraient en leur indécision. Le congrès agricole de Munich est pour List une occasion d'approfondir sa doctrine sur les questions rurales. C'est ce qu'il fait dans son article intitulé : « *Des rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce* ». Il distingue, plus fortement qu'il ne l'avait fait dans le *Système National*, les pays purement agriculteurs (dont le type est pour lui la Pologne) des pays à la fois agricoles et manufacturiers. Il remarque fort justement que dans les pays purement agricoles, toutes les forces naturelles ne sont pas utilisées. Il ne nie pas que l'agriculture soit la dispensatrice des produits immédiatement nécessaires à la vie humaine, mais ce lui est une occasion de reprendre son idée fondamentale, à savoir que l'Etat prévoyant ne se contente pas d'assouvir ses besoins immédiats. Il constate, avec des exemples historiques nombreux, que le pays purement agricole n'utilise pas toutes ses forces intellectuelles, qu'il est généralement utilitaire, fruste, élémentaire. Le pays agricole, en raison même du caractère immédiatement consommptif de ses récoltes, « ne peut point accumuler de capital », donc ne peut pas s'élever au niveau des peuples industriels. Au contraire, le pays manufacturier, qui crée du capital, l'utilise à des fins d'intérêt public dont l'agriculture est le premier bénéficiaire, ne s'agirait-il que du perfectionnement des moyens de transport. Créant des ma-

chines, le pays manufacturier facilite la tâche de l'agriculteur, l'industrialise en quelque sorte, accroît le rendement de son travail, s'enrichit par conséquent.

On a prétendu que List émettait là pour la première fois des idées contraires à celles du *Système National*. Il suffit, pour rejeter cette accusation qui fut faite du temps même de Frédéric List, et contre laquelle, fait étrange, il ne réagit pas, de relire cette page du *Système National* : « Dans un pays purement agricole, la plus faible partie seulement des forces intellectuelles et corporelles dont il dispose est employée, il ne s'accumule que peu ou point de capital. Comparez la Pologne avec l'Angleterre; les deux pays ont été autrefois au même degré de culture. Aujourd'hui, quelle différence! Les manufactures et les fabriques sont les mères et les filles de la liberté civile, des lumières, des arts et des sciences, du commerce intérieur et extérieur, de la navigation et des voies de transports perfectionnées, de la civilisation et de la puissance politique. *Elles sont le principal moyen d'affranchir l'agriculture*, de l'élever au rang d'industrie, d'art, de science, d'augmenter la rente de la terre, les profits agricoles, le salaire du manouvrier, et de donner au sol de la valeur. L'école (libérale) a attribué cette puissance civilisatrice au commerce extérieur; en cela elle a pris l'intermédiaire pour la cause. Ce sont les manufactures étrangères qui fournissent au commerce étranger les marchandises qu'il nous apporte, et qui consomment les produits agricoles et les matières brutes que nous livrons en échange. Si les relations avec les manufactures éloignées exercent une action si bienfaisante sur notre agriculture, combien doit être plus féconde l'influence des manufactures qui sont avec nous dans une intimité à la fois locale, commerciale et politique, qui nous demandent non pas seulement une faible partie, mais la majeure partie des denrées alimentaires et des matières brutes qui leur sont nécessaires, dont les produits ne sont pas renchériss pour nous par des frais de transports considérables, dont les relations avec nous ne peuvent être interrompues ni par l'ouverture de nouveaux marchés aux manufactures étrangères, ni par la guerre, ni par les prohibitions! »

Contradiction?

Ainsi est une fois de plus prouvée l'observation que nous avons déjà eu l'occasion de faire, constatant que si le

Continuité

Système National est l'expression la meilleure des idées de Frédéric List, il est aussi le programme succinct qu'il développera dans ses ouvrages postérieurs. List insiste maintenant sur la collaboration qui s'impose entre l'agriculture et l'industrie, collaboration double puisque d'une part l'agriculture fournit à l'industrie les produits initiaux dont elle a besoin (ces produits dont List dira qu'elle s'en nourrit ou qu'elle les transforme), mais puisqu'encore l'industrie, source quasi-unique de l'accroissement du capital national, permet à l'agriculture des facilités nouvelles, non seulement quant à son rendement immédiat, mais aussi grâce à l'amélioration du machinisme spécialisé et des moyens de transport.

En Autriche

List fut bien accueilli en Autriche, mais une partie de la presse ne put dissimuler une certaine prévention contre celui en qui elle voyait un défenseur de l'hégémonie prussienne. Il fut mieux accueilli encore en Hongrie. Il désapprouvait la politique excessive de Metternich, créatrice de ce que M. Raoul Chelard appelle « un régime policier ». La sympathie de List pour la Hongrie et sa conception indépendante et loyale des nécessités nationales d'un pays menacé d'attirer à List de nouvelles difficultés. En effet, ce partisan de l'unification allemande comprend les raisons du particularisme hongrois. Les prétentions de l'empereur François I^{er} d'Autriche (qui, en 1806 avait renoncé à être l'empereur François II d'Allemagne) lui semblent excessives dans tout ce qu'elles ont de vexatoire à l'égard de la légitime indépendance du royaume de Hongrie. Il a le courage de le dire, et ce courage risque de lui jouer de nouveaux tours. Metternich, prenant une attitude qui lui est familière, n'intervient pas personnellement mais une protestation officieuse est faite auprès de Wilhlem I^{er} de Wurtemberg, qui éconduit rudement le chargé de missions. Que les temps sont changés!

En Hongrie

De son voyage en Hongrie, List ramènera une étude très perspicace de *la réforme économique du royaume de Hongrie*. Richelot en traduit ces lignes en partie prophétiques : « Quand même nous n'aurions en perspective ni révolution, ni guerre européenne, il existe en France trop de mécontentement et d'irritation pour qu'il n'y ait pas lieu de craindre du moins des troubles sérieux à la mort du roi. Ces troubles tourneraient soudainement du côté de l'Ouest toute

l'attention de l'Autriche et de la Prusse. Supposons que la plaie de la Hongrie reste encore ouverte, rien ne serait plus naturel que de voir l'opposition hongroise saisir cette occasion favorable d'élever les plus hautes prétentions vis-à-vis du gouvernement autrichien réduit aux abois. Ce serait alors pour la Russie le moment propice d'intervenir entre l'Autriche et la Hongrie. »

Aussitôt revenu en Allemagne, List fut prié de se rendre à Berlin, où il eût de fréquentes entrevues avec le ministre Heinrich von Bülow, qui devait mourir peu de temps après. Avant de devenir ministre des Affaires étrangères de Prusse, Bülow avait été ministre plénipotentiaire de Prusse à Londres. Esprit subtil, nature rusée et malicieuse, il fit part à Frédéric List de ses espoirs quant à une alliance anglo-allemande permettant à l'Allemagne de faire admettre par la Grande-Bretagne son protectionnisme. C'était là un rêve de ministre prenant pour réalisable la politique qu'il n'avait jamais pu réaliser lui-même. Il eut la finesse nécessaire pour faire envisager à List un voyage prochain en Angleterre.

Bülow

L'Angleterre semblait être à un tournant de son histoire. Robert Peel, premier ministre conservateur, était violemment attaqué de tous côtés. Non seulement les libéraux et les amis de Cobden le combattaient, mais les tories ne lui avaient pas tous pardonné les lois sur l'émancipation des catholiques que la presse remettait en vedette. Richard Cobden et sa Ligue contre les droits de douane remuaient avec habileté et persévérance l'opinion publique. La question du libre-échange, agitée à propos de la législation des céréales, étaient âprement discutée. Les uns prétendaient que Peel allait céder aux réclamations de Cobden, « le pauvre et vénérable Cobden », et consentir à renier tout d'un coup sa politique de protection. Les autres affirmaient qu'il se retirerait plutôt que de prendre pareille responsabilité. D'autres encore, plus perspicaces, prophétisaient un départ provisoire préparant un glorieux retour au pouvoir.

L'Angleterre
en 1846

L'état d'esprit de List est, en l'occasion, assez difficile à définir. D'abord, il est peu prédisposé à acclamer la politique extérieure de Peel, qui admet pour l'Angleterre ce qu'il refuse aux autres pays, et qui s'est toujours montré

Cobden

défavorable à la renaissance industrielle de l'Allemagne. Mais il se sent tout de même plus près de Peel, leader tory, que de Richard Cobden, leur adversaire commun. Cobden, qui a sans cesse combattu en Angleterre les idées du nationalisme économique, qui a lu List et ne lui a jamais épargné ses critiques, est sans aucun doute l'homme dont l'action s'oppose le plus à celle de List. Mais List a toujours éprouvé pour lui, qu'il ne connaît pas encore personnellement, une réelle sympathie. Cobden n'est-il pas lui aussi l'enthousiaste serviteur d'une cause à laquelle il offrira sa fortune et sa vie? Et il est important de remarquer que sur la question actuelle des céréales, il n'y a aucune opposition de principe entre Cobden et List, puisque List s'est toujours prononcé contre tout protectionnisme agricole, originalité de son système sur laquelle nous aurons à revenir. D'un court voyage en Angleterre lors de son premier exil avant le retour qui lui valut l'emprisonnement à Asperg, List a sans doute conservé quelques impressions sur la situation agricole de l'Angleterre, et il est même probable que ces impressions-là ont influencé son attitude à l'égard de la liberté agricole. M. Georges Michel écrit : « Cobden était un homme plutôt d'action que de principes, et c'est à tort qu'on le représente, en France, comme l'incarnation du libre-échange (?). C'était avant tout un démocrate et un humanitaire. Sa gloire n'est pas d'avoir fait triompher une doctrine scientifique, mais d'avoir brisé la coalition de quelques grands détenteurs du sol anglais, qui, protégés par un monopole de fait, vendaient à des prix excessifs les denrées de première nécessité. »

List, toujours humain dans sa doctrine, partage sur ce point la pensée de Cobden, auquel il s'oppose sur tous les autres points.

La chute
du ministère Peel

L'actualité politique de l'Angleterre était donc de nature à séduire le journaliste et l'économiste qu'il était. Il arriva à Londres la veille du débat sur les céréales à la Chambre des Lords. Il y assista, ayant pour cicerone Lord Monteagle. Il y vit « la législation des céréales décéder aux acclamations de leurs seigneuries ». Immédiatement il va assister à la séance de la Chambre Basse, où il est piloté par un grand ami de Cobden, disciple éminent de Bentham, celui-là même qui devait créer le motif de la guerre

de Chine, sir John Bowring, alors membre de la Chambre des Communes. Il assiste à la démission du ministère Peel, consacrant le triomphe de Cobden. Aussitôt, Bowring annonce à List que deux hommes demandent à faire sa connaissance. L'un est « le duc de fer » (Iron duke), « le seul homme dont la gloire fut comparée de son vivant à celle de Napoléon », « l'homme qui était investi de tous les titres d'honneur qu'un pays peut accorder à ceux qui l'honorent », celui qui avait été le maître de la politique commerciale anglaise, farouchement opposé à la régénération de l'Allemagne, celui qui était intervenu plus d'une fois dans le but de faire chasser List par ses concitoyens. Wellington voit List, lui serre la main et s'en va sans avoir dit un mot. List, dit Hartmann, fut froissé au fond de lui-même par cette attitude, pourtant bien conforme aux habitudes du vieux duc, et ne cita pas cette présentation dans ses lettres, se contentant de dire que Bowring lui avait désigné dans la salle le duc de Wellington somnolent. L'autre était le libre-échangiste Mac-Gregor, l'un des journalistes anglais ayant le plus vigoureusement lutté contre la doctrine de List.

Mais Richard Cobden lui-même voulut voir l'économiste allemand. Et List a raconté comment une conversation sympathique s'engagea entre lui, Bowring, Mac-Gregor et Cobden « homme encore jeune à la physionomie heureuse, qui tendit la main vers moi en me demandant : « Vous êtes donc venu ici pour vous convertir? — Oui, répondis-je, et pour demander l'absolution de mes péchés. » Je restai ainsi un quart d'heure à plaisanter avec mes trois grands adversaires. Quelle vie politique dans ce pays-ci! On y voit l'histoire pousser. »

List, n'oubliant pas les conseils de Bülow, se mit en rapport avec l'ambassadeur de Prusse à Londres, l'archéologue Chrétien von Bunsen. Il eut avec cet ambassadeur de longues et intéressantes conversations. Bunsen le persuada d'aller à une occasion prochaine visiter l'Italie et Rome, sur laquelle il avait écrit de nombreuses études. List, qui éprouva rapidement les malheureux effets du climat anglais sur sa santé, se promit d'aller en Italie dès qu'il estimerait achevée sa mission en Angleterre. Bunsen, qui était plus un érudit et un savant qu'un grand diplomate, fit en sorte que le gouvernement prussien chargea List d'une

Bunsen

étude sur la possibilité d'une alliance entre l'Angleterre et l'Allemagne. List fut invité d'une part à négocier avec les hommes d'Etat anglais une entente commerciale avec l'Angleterre respectant le protectionnisme allemand, et d'autre part à dresser un rapport relatif à l'entente politique et commerciale. Tout cela était la mise en pratique des désirs de Bülow.

Le négociateur

List, jusqu'à présent, n'a pas cessé d'être le défenseur de « l'alliance continentale ». Il va consentir à renier ses idées politiques, à adopter une politique absolument anti-française dans ses conclusions. Richelot, le fidèle Richelot, ne peut taire son douloureux étonnement. En effet, la publication dans la *Gazette d'Augsbourg* d'un article où List réitère les propositions qu'il fit aux hommes d'Etat anglais contredit toutes les opinions politiques affichées jusqu'à présent par l'économiste. Il va jusqu'à conseiller à l'Angleterre et à l'Allemagne une alliance politique leur permettant de se défendre ensemble contre les autres Etats. Comment expliquer cette attitude condamnable? List s'est donné un but : obtenir de l'Angleterre la reconnaissance du protectionnisme allemand, de ses tarifs douaniers, de sa renaissance industrielle, et mettre fin à tous les conflits que l'égoïsme anglais a jusque-là créés. Pour cela, il n'hésite pas assez sur les moyens, et ce champion de l'amitié franco-allemande trahit au moins en partie cette amitié dans l'espoir de mieux servir les intérêts de sa patrie. Il semble cependant qu'il eût pu présenter les mêmes requêtes sans commettre cette action déplorable, dont il ne faut pas augmenter hors de toutes proportions l'importance réelle; c'est là une faiblesse, qui étonne et même indigne un peu de la part d'un homme tel que List. Mais il faut se représenter le List vieillissant, malade, d'esprit tourmenté, qui, croyant servir à la consécration de son *Système économique*, s'abaisse à trahir plus en apparence qu'en fait les idées qui jusqu'à présent lui ont toujours été chères.

Une étrange illusion

Les démarches de List furent particulièrement pressantes auprès de Robert Peel, tout puissant sous le ministère John Russell qui avait succédé au sien, et du ministre des Affaires Etrangères Henry John Temple de Palmerston, qui le reçut avec ces manières aristocratiques et pédantesques qui le rendaient odieux à presque tous ceux qui

l'approchaient. Le moment était vraiment mal choisi : l'Angleterre vient de voir triompher une politique qui s'oppose à celle qu'elle a pratiquée avec tant d'entêtement. Les hommes d'Etat sont indécis, incertains du lendemain et de leur propre situation politique. Enfin, le libre-échange a partout marqué des points au moment où List se présente pour mettre comme condition à une alliance anglo-allemande la reconnaissance par l'Angleterre de tout le système protecteur allemand, qui s'oppose inexorablement à la possibilité matérielle d'un libre-échange entre les deux pays (1). List en vain multiplie ses démonstrations de politesse à l'égard de l'Angleterre, allant jusqu'à dire que la reconnaissance du nationalisme économique allemand servirait les intérêts anglais. Richelot, judicieusement, écrivait dès 1847 : « List n'avait... pas été avare de politesse envers l'Angleterre; il lui prodiguait, au contraire, les éloges les plus vifs, et il ne la priait de permettre à l'Allemagne de devenir riche et puissante que pour servir un jour d'instrument à la grandeur britannique. On s'étonne... de ce changement soudain de langage; on se demande si c'est bien là le même homme, si c'est bien là le patriote ardent qui ne cessait d'exciter ses concitoyens à secouer le joug des Anglais, à les expulser du littoral de la mer du Nord, sans épargner au besoin l'invective à ces orgueilleux dominateurs. Si l'on regarde de plus près, c'est toujours en effet le même homme, invariablement appliqué à la poursuite du même but : l'émancipation de son pays; il a seulement changé de moyens. Au milieu d'une lutte persévérante dont les résultats effectifs ont été jusque-là des plus minces, List s'était figuré qu'il pourrait obtenir du bon sens et de l'intérêt bien entendu de ses adversaires ce qu'il n'avait pu leur arracher en les combattant. C'était la plus étrange des illusions. »

On est très exactement renseigné sur l'état d'esprit des hommes d'Etat anglais que Frédéric List consulta, car les

La réponse de Peel

(1) Richelot écrit : « Venir dans un pareil moment proposer une alliance à l'Angleterre, en lui demandant pour condition de cette alliance de ne pas mettre obstacle à l'affermissement du système protecteur en Allemagne, était une démarche hardie, paradoxale, et d'un succès impossible. »

journaux allemands publièrent non seulement le mémoire de List mais les réponses de Peel et de Palmerston. List ne fut vraiment pas récompensé de l'entorse qu'il faisait subir à ses idées profondes. Peel répondit, avec une clarté sévère et intransigeante, que l'idée d'une alliance étroite entre Allemagne et Angleterre lui était particulièrement chère. Mais quel est le moyen d'assurer l'efficacité de cette alliance? « Le docteur List » peut-il croire que la reconnaissance par l'Angleterre d'un protectionnisme contraire aux pensées profondes du peuple anglais permettrait une amitié féconde? L'Angleterre ne peut pas accepter des mesures vexatoires comme ces droits exorbitants qui frappent les produits anglais pénétrant en Allemagne. L'idéal anglais n'est pas un idéal égoïste : les principes dont il se revendique, il les préconise pour les autres pays. Il ne peut admettre de voir opposer à la liberté qu'il pratique (!) une protection qu'il bannit. A la liberté anglaise doit répondre la liberté allemande. Et Peel d'exprimer son scepticisme à l'égard de l'affirmation de List prétendant que l'Allemagne est désormais convertie au système protecteur. Et de conclure que le devoir des hommes d'Etat et des écrivains allemands est, en tous cas, de lutter contre cette erreur et de répandre les sages principes qui permettront l'alliance anglo-allemande tant désirée de part et d'autre.

Appréciation

Cette réponse constitue un document unique pour ceux qui veulent comprendre la politique économique traditionnelle de l'Angleterre, avec tout ce qu'elle a d'égoïste et d'opportunisme. L'égoïsme demeure, l'opportunisme est de façade et n'est là que pour servir l'égoïsme. L'Angleterre est fermement résolue à ne pas changer un iota de son programme de domination économique : voilà pour l'égoïsme. Mais elle le fait, bien entendu, non pas pour exercer comme par le passé une véritable tyrannie, mais au contraire pour persuader l'Allemagne de son véritable intérêt, qui est, sans aucun doute, de laisser l'Angleterre l'inonder de ses bienfaits onéreux : voilà pour l'opportunisme, qui n'est d'ailleurs que de l'hypocrisie. Où cette hypocrisie atteint son maximum, c'est lorsque Peel reproche à l'Allemagne d'opposer à la généreuse liberté de l'Angleterre un régime méchamment protecteur. Est-ce ainsi que l'Allemagne peut espérer une alliance? Au fond,

sir Robert Peel se livre tout simplement au chantage (1).

La réponse de Palmerston est copiée sur celle de Robert Peel, avec, note Richelot, « cette différence qu'au lieu d'être convenable et polie, elle est dogmatique et pédantesque ».

En définitive, l'échec diplomatique de List avait été complet. Il en éprouva une véritable souffrance. L'Angleterre perséverait donc dans « cette tyrannie commerciale qui ne veut laisser s'élever aucune autre nation ». L'imagination de List s'échauffe : il se prend pour un persécuté symbolisant l'Allemagne et poursuivi par la haine anglaise. Le découragement s'empare de lui d'une façon presque

Un échec

(1) Nous ne pouvons résister à la tentation de comparer la politique anglaise du milieu du xix^e siècle, ainsi exprimée par Robert Peel, avec celle de l'Angleterre d'après guerre. Cette comparaison ne manquera pas d'être instructive. A cet effet, nous aurons recours au remarquable ouvrage du grand voyageur et observateur qu'est le professeur Georges Blondel, intitulé *Tempête sur l'Europe* (Plon, éditeur) :

« Le président d'un des principaux groupements de l'Angleterre me disait au moment où la guerre prit fin : Oui, pendant la guerre, j'ai été fidèle à la règle qui fut adoptée : pas de commerce avec l'ennemi. La guerre est terminée, il faut que je reprenne mes affaires interrompues. Nous avons eu aussi nos régions dévastées; notre commerce a tant pâti. (Ici, M. Blondel met en note : « L'amiral anglais Consett, dans le livre qui a été traduit sous ce titre : *Le Triomphe des Forces économiques*, a montré que beaucoup d'Anglais ont fait pendant la guerre d'énormes bénéfices, et que la guerre, si ces commerçants n'avaient pas approvisionné l'Allemagne, aurait fini beaucoup plus tôt. ») Les Anglais n'ont pas fait preuve de désintéressement quand on a demandé une répartition équitable des matières premières dont les nouveaux Etats étaient dépourvus. Ils n'ont pas voulu maintenir, pendant quelques temps au moins, la parité qui existait alors entre la livre et le franc. »

« Matières premières, ont dit les Anglais, mais nous pourrons, avec nos colonies, fournir tout ce qu'on nous demandera... en payant bien entendu. Quant à la parité monétaire! C'était bon quand on se battait. Aujourd'hui, en présence de la puissance acquise par les Etats-Unis qui ont attiré à eux la moitié de tout l'or du monde, notre devoir est d'empêcher la livre sterling de fléchir par rapport au dollar » (pp. 6 et 7).

« J'ai souvent demandé, pendant mes courses à travers l'Europe, ce qu'on pensait de l'Angleterre. On rend hommage aux qualités des Anglais : on ne les aime pas. Ils ne s'occupent, m'a-t-on dit, de l'Europe centrale que dans la mesure de leur intérêt; ce qui les préoccupe, on l'a bien vu dans la conférence impériale de Londres, c'est le *british Commonwealth*. Il est certain que l'Angleterre n'a pas témoigné à l'Europe centrale, depuis la fin de la guerre, beaucoup d'intérêt. Lloyd George, hostile au catholicisme, tenait avant tout à démolir la monar-

complète. Bunsen en vain s'efforce de le reconforter : List prend pour des paroles de pitié ces paroles d'amitié. Il parle de « sa mission achevée » et prévoit sa fin prochaine. Le climat de l'Angleterre ne lui vaut rien. Il écrit que les brouillards de Londres l'oppressent. Jamais il n'a été plus près de la folie. Voici quels propos tenus par List à ces moments tragiques sont notés par Häusser et Richelot : « Je dois me hâter de terminer mes affaires, et de me mettre en route, car il me semble que je porte en moi une maladie mortelle et que je mourrai bientôt; or je voudrais mourir et être inhumé dans mon pays. » — « On dit que le Zollverein, pour me récompenser de ce que j'ai fait pour lui, me

chie des Habsbourg. Il a soutenu l'Allemagne, craignant que la France, dont le prestige au moment de l'armistice était si grand, ne devint trop forte. Il a refusé de maintenir l'entente monétaire qui aurait été si utile. Commerçants dans l'âme, comme l'avait dit J. Chamberlain, les Anglais ont été surtout préoccupés de reprendre leur commerce. Ils estimaient, étant donné l'épuisement de l'Allemagne et le travail que la France avait à faire pour remettre en état ses départements dévastés, qu'ils seraient en excellente posture, avec l'aide de leurs Dominions, pour fournir aux états successeurs les matières premières dont ceux-ci avaient besoin » (pp. 61 et 62).

« Les Anglais, me disait M. L. Renault, après une conversation avec lord Grey (pour lequel il avait de l'estime), ont de grandes qualités, mais ils ont « la vue courte »; ils connaissent mal l'Europe et ne voient pas le péril allemand. C'est seulement le 30 juillet 1935 que M. Baldwin se décida à déclarer à la Chambre de Commerce que la frontière de la Grande-Bretagne est « sur le Rhin »... Il faut remarquer aussi que l'Angleterre étant avec ses Dominions un grand réservoir de capitaux et de matières premières, les Allemands cherchent inlassablement, malgré une certaine tension, à s'entendre avec les Anglais qui disposent de tant de choses dont ils ont besoin. » Et pourtant « le protectionnisme s'impose actuellement aux pays pauvres pour un temps qu'il n'est pas possible de déterminer. C'est aussi à l'abri du protectionnisme, j'ai pu le constater en visitant l'Exposition de Düsseldorf, que l'Allemagne fait surgir du sol et de l'activité de sa population un grand nombre de produits... L'adoption presque universelle de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée a aggravé le protectionnisme. Chaque Etat a établi ses droits de douanes de manière à limiter efficacement l'entrée sur son territoire des marchandises que cherchaient à vendre les Etats rivaux. Les droits de douanes, même minimes, sont devenus presque prohibitifs pour un grand nombre de marchandises. Les problèmes économiques restent subordonnés aux problèmes politiques. Ils sont dominés d'ailleurs par le désir qu'éprouvent tous les peuples d'être complètement indépendants dans tous les domaines. Ce désir qui a conduit à la création d'industries qui ne sont pas viables, rend très laborieux les réajustements dont les peuples sentent pourtant la nécessité » (pp. 62, 63, 64, 65, 103 et 104).

mettra une couronne sur la tête. Si c'est son intention, il faut qu'il se hâte : aujourd'hui il trouverait encore quelques cheveux gris à couronner. Qui sait si l'an prochain il trouvera autre chose qu'un cadavre? »

Le fidèle et compréhensif Richelot explique ces phrases amères : « Tant d'entreprises, tant d'études et tant de combats, où il avait mis non seulement toutes ses forces, mais tout son cœur, n'avaient pu manquer d'entamer cette vigoureuse nature. Toutefois il y avait bien autre chose chez lui que de la lassitude; le mal qui le dévorait était celui des novateurs, des hommes de désir, qui s'irritent contre les obstacles opposés par les préjugés ou par des intérêts individuels au succès des plans généreux; c'était le chagrin et le dégoût que lui causait l'ingratitude de ses concitoyens. Lui qui avait tout fait pour son pays, lui dont les conceptions avaient enfanté autour de lui la richesse, lui dont les idées étaient devenues celles de tout un peuple, pour prix du dévouement exalté de toute sa vie, il n'avait recueilli que des mécomptes, des inimitiés, des humiliations. Cette coupable indifférence l'avait blessé profondément et lui avait brisé le cœur; c'était la maladie mortelle dont il était atteint et à laquelle il a succombé. »

Les tristes résultats de sa mission en Angleterre avaient influencé défavorablement la plupart de ceux qui, en Allemagne, avaient attaché de gros espoirs à son succès éventuel et follement admis comme certain. Quand on pense que des hommes comme Bülow et Bunsen s'étaient illusionnés sur le résultat d'une telle requête, on ne peut s'empêcher d'être stupéfaits d'un tel manque de réalisme politique. Néanmoins, List (et Richelot avec lui) s'illusionnent à leur tour lorsqu'ils croient que cet insuccès avait ruiné presque entièrement le prestige de l'économiste. Toujours est-il que cette impression acheva d'anéantir le peu de forces qu'il restait à List et devait favoriser la réalisation de sa sombre prophétie disant que l'Angleterre le tuerait.

Cédant aux vives instances de Bunsen, List se décida à regagner l'Allemagne, où d'ailleurs de nouvelles activités l'attendaient. Gravement malade, il avait cependant conçu l'audacieux projet de former en Bavière une société groupant les gros industriels et commerçants du royaume, particulièrement bien placé pour convertir à un nationalisme

**Retour
en Allemagne**

économique vraiment digne de ce nom les deux puissances rivales prussienne et autrichienne. Sa situation en fortune était désespérée : seule la dot de Madame List, qu'il avait religieusement respectée, était intacte.

Se rendant à Munich, il fut obligé de s'arrêter à Schwatz et de revenir à Kufstein. Il descendit dans un hôtel de second ordre. Il avait sur lui quelque argent, mais il demanda « la plus mauvaise chambre de la maison ». Il resta sept jours couché.

La lettre à Kolb

Le septième jour « d'une main tremblante » il écrivit au docteur Kolb la lettre suivante « chargée de ratures » (Richelot) :

« Mon cher Kolb, j'ai essayé dix fois d'écrire aux miens, à mon excellente femme, à mes charmantes enfants, mais ma tête, ma main, ma plume m'ont refusé ce service. Que le ciel les soutienne !

« J'espérais que le mouvement et une courte résidence dans un pays plus chaud m'auraient rendu la force de travailler ; mais chaque jour augmentait mes douleurs de tête et mon oppression.

« Et ce temps effroyable ! A Schwatz j'ai dû rebrousser chemin, mais je n'ai pu aller au-delà de Kufstein, où je suis resté gisant dans un état affreux, tout mon sang se précipitant vers mon cerveau, surtout le matin.

« Et l'avenir ! Sans revenus de ma plume, je serais obligé, pour vivre, de dévorer la fortune de ma femme, qui est loin de suffire à ses besoins et à ceux de ses enfants. Je suis comme désespéré !

« Dieu ait pitié de ma famille ! Chaque soir, depuis quatre jours, et aujourd'hui pour la cinquième fois, je projette de partir pour Augsbourg, et chaque matin j'y renonce. Dieu vous récompensera de ce que vous ou d'autres amis feront pour les miens.

« Adieu !

Fr. List. »

La mort

List n'envoya pas cette lettre mais la mit en évidence sur la table de sa chambre d'hôtel. Après quoi il s'en alla, disant à l'hôtelier qu'il faisait une promenade dans les environs, tout couverts de neige. Il ne rentra pas le soir, et l'hôtelier, étonné, fit faire des recherches. Le lendemain fut

découvert à quelques kilomètres de la ville un cadavre à moitié recouvert de neige.

Le médecin de Kufstein procéda à l'autopsie et conclut à un empoisonnement occasionnant l'arrêt des fonctions digestives. Il ajouta que lors de l'absorption du poison, List avait été privé de toutes ses facultés mentales.

Ainsi mourut Frédéric List, âgé de cinquante-sept ans.

Honneurs funèbres

Les habitants de Kufstein, qui connaissaient le renom de leur hôte illustre, lui firent des obsèques solennelles. List était protestant : il fut enterré dans un cimetière catholique. La *Gazette d'Augsbourg* annonça sa mort avec cette citation de Sénèque : « *Non afferam mihi manus propter dolorem; sic mori, vinci est. Hunc tamen si sciero perpetuo mihi esse patiendum, exibo non propter ipsum, sed quia impedimento mihi futurus est ad omne propter quod vivitur* (1). »

« Lorsque la nouvelle de cette mort inopinée se répandit, écrit Richelot, les compatriotes de List éprouvèrent une vive douleur; ils sentaient qu'ils avaient fait une perte immense, et alors on put répéter ce mot qui s'est vérifié à l'égard de tant d'autres grands hommes : *divus dum ne sit vivus*. Ce fut un vaste concert de regrets et d'éloges, concert que n'ont troublé, depuis, qu'un petit nombre de voix discordantes; les témoignages furent les mêmes dans le Nord et dans le Midi, sur les bords de l'Isar et du Rhin, et sur ceux de l'Elbe et du Weser; en présence d'un froid cadavre, les inimitiés s'éteignirent et l'indifférence se passionna. On célébra à l'envi les belles qualités, les éclatants services de celui qui n'était plus; la chaleur d'âme et la haute intelligence, l'originalité du penseur, la vigueur de l'écrivain, la fougue et la persévérance de l'agitateur, et en même temps les vertus simples et touchantes de l'homme privé. Cet homme qui, dans une condition modeste, était devenu une puissance, et qui n'avait eu qu'une pensée, l'émancipation politique et industrielle de son pays, fut rangé, par la reconnaissance tardive de ses concitoyens parmi ces grands esprits et parmi ces grands cœurs qui font

(1) « Je ne porterai pas la main sur moi à cause de ma douleur; mourir ainsi, c'est être vaincu. Cependant si je sais que je dois la supporter toujours, je m'en irai non à cause d'elle, mais parce qu'elle serait un obstacle à tout ce pourquoi il faut vivre. »

l'orgueil d'une nation et marquent dans l'histoire une ère nouvelle; on alla jusqu'à le comparer à Luther ».

« Mais cette admiration était mêlée d'un sentiment pénible, celui du remords : l'Allemagne avait eu de grands torts envers son plus noble et son plus intrépide athlète; devant cette fosse, que ses criminels oublis avaient creusée, elle devait se voiler la tête de honte et de confusion. Tout autre eut été la destinée de List s'il fut né en Angleterre et qu'il y eut rendu les mêmes services à son pays; l'Angleterre l'eut comblé d'honneurs, elle l'eut élevé aux premières dignités de l'Etat. Ce n'est point ainsi que l'Allemagne traite ses enfants les plus glorieux; elle réserve toutes ses munificences pour les artistes qui l'amuse, elle laisse mourir les hommes qui l'éclairent et qui l'affranchissent. Si du moins un jour le peuple allemand régénéré construit un temple de la gloire, un Walhalla, à la mémoire de ceux qui auront travaillé à sa régénération, il devra ériger sur le seuil une colonne d'honneur à Frédéric List ». Le peuple allemand a construit plusieurs temples de gloire : la colonne d'honneur de Frédéric List n'y est point élevée.

Honneurs
posthumes

Envers l'homme qu'elle avait laissé pauvre toute sa vie, l'Allemagne jugea bon de s'acquitter, après sa mort, de sa dette de reconnaissance. Grâce à l'initiative du roi Wurtemberg, de celui-là qui l'avait poursuivi de sa haine pendant plus de la moitié de sa vie, et d'un comité d'industriels de Stuttgart, la famille de List fut à l'abri du besoin : les principaux donateurs furent la ville de Munich, celle de Reutlingen, l'Université de Tubingen, le roi de Bavière et le Grand-Duc de Bade. Le Zollverein se déclara en deuil, et célébra sa mémoire. La Société industrielle de Prague vota l'érection d'un monument à la gloire du « régénérateur de l'Allemagne ».

Enfin une locomotive d'un chemin de fer wurtembergeois reçut le nom du grand défenseur des chemins de fer allemands (1) et la ville de Reutlingen érigea un monument à la mémoire de son célèbre enfant.

On peut dire que la mort de List fut un sujet de deuil dans tous les pays du monde. Les nombreux amis que List

(1) Richelot, à qui l'enthousiasme fait parfois perdre le sens du ridicule, écrit : « List était bien, en effet, la locomotive ardente, entraînant ses concitoyens vers l'avenir. »

s'était faits en France, aux Etats-Unis, en Belgique, en Autriche, en Hongrie, en Angleterre même, célébrèrent sa mémoire. Donnons simplement quelques noms, ceux des hommes qui manifestèrent le plus simplement leur émotion à la famille de Frédéric List : Henri Richelot, chef de bureau au Ministère du Commerce de France, Henry Clay, membre du Sénat américain, Jean-Baptiste Nothomb, ministre de Belgique à Berlin (1), etc...



Ami et disciple immédiat de Frédéric List, Haüsser, professeur d'histoire à l'Université de Heidelberg, a publié en 1850 et 1851 plusieurs œuvres de Frédéric List sous le titre d'*Œuvres complètes*. Le *Système National* eut six éditions entre 1841 et 1883. La septième édition, annotée par Eheberg, date de 1883.

Rappel
des
principales éditions

Les *Lettres à Ingersoll* ont été reproduites en 1909 par Marguerite Hirstz dans la *Vie de Frédéric List*. Une traduction en langue anglaise du *Système National* fut faite en 1854 par Matile, annotée par Colwell. Il y a deux éditions en langue française du *Système National*, toutes deux faites par Richelot, l'une en 1851 et l'autre en 1857 (Capelle, 18, rue Soufflot; aujourd'hui Librairie Edouard Duchemin (2)).



Malgré ces succès d'édition assez rares pour un ouvrage économique, l'œuvre de Frédéric List ne lui a pas valu de la postérité la place à laquelle il avait droit. Nous verrons en étudiant son influence que l'Allemagne a fait preuve à

Conclusion au récit
de la vie de List

(1) Ainsi que List l'avait toujours prévu, Nothomb, président du conseil belge en 1843, s'était bientôt heurté à l'opposition du libéral Rogier. Ce fut même Rogier qui, en 1845, fut cause de la chute du ministère Nothomb.

(2) La première édition est absolument introuvable dans le commerce. La seconde ne peut plus se trouver qu'après recherches de librairie : elle s'épuise de plus en plus, et on ne peut pas se procurer le livre aujourd'hui pour moins d'une centaine de francs,

son endroit d'autant d'ingratitude après sa mort que durant sa vie, et quand nous disons l'Allemagne, nous devrions dire les pays de langue allemande.

Quand on pense au rôle joué par List dans l'histoire des Etats-Unis et dans celle de l'Allemagne, quand on sait qu'il fut considéré comme le premier diplomate de son temps, que la flegmatique Angleterre le désigna au monde comme son plus indomptable ennemi, qu'il fut le maître à penser des amis de Clay, que l'Allemagne lui doit les premières réalisations de son unité, et quand on voit l'oubli où il est tombé, le silence dans lequel demeure son nom, on ne peut s'empêcher de philosopher sur le destin des héros et l'ingratitude des peuples.

Devisant avec notre regretté ami Charles Bouvet, nous fûmes amenés par les hasards de la conversation à parler de Frédéric List... après avoir parlé du musicien Spontini. Et Bouvet de conclure très justement en faisant un parallèle entre la vie si différente et si comparable de ces deux hommes qui, chacun dans son temps, furent considérés l'un comme le rénovateur de la science économique, l'autre comme le rénovateur de la pensée artistique, et qui, l'un et l'autre, ne sont plus aujourd'hui que l'objet de citations accidentelles.

Celui qui contempera leur œuvre et ses conséquences comprendra que le suffrage des peuples n'avait rien à ajouter à leur mérite et à leur génie.

List avait pour généreuse devise : « Et la patrie, et l'humanité ! » Il aurait pu prendre celle d'un autre grand théoricien du nationalisme, le marquis de la Tour du Pin : « *Durum iter peregi* ».

DEUXIÈME PARTIE

SON ŒUVRE

CHAPITRE PREMIER

L'Histoire économique

Importance de l'histoire économique selon Frédéric List. List est-il un véritable historien? Originalité de sa méthode. L'histoire économique des Italiens, des Hanséates, des Flamands et des Hollandais, des Anglais, des Espagnols et des Portugais, des Français, des Allemands, des Russes, des Américains du Nord. Les leçons de l'histoire.

Principes et contradictions.

De toute son œuvre, la partie que List lui-même jugeait être la plus importante est celle qui traite de l'histoire économique. Et c'en est aujourd'hui la plus oubliée.

Importance
de l'histoire
économique

List explique les raisons de sa préférence : il veut démontrer qu'une nation aussi grande que la nation allemande peut parvenir à la prospérité en adoptant une politique qu'il va définir. Il lui faut tout d'abord se justifier, justifier cette politique qu'il propose, et pour cela il entend trouver dans l'histoire les exemples convaincants. Mais il n'aborde donc pas les études historiques avec cette « impartialité curieuse » qui caractérise le véritable historien. Il ne fait pas de « l'histoire pour l'histoire », mais il s'attache à la connaissance de faits historiques dans un but de démonstration économique. Sa position, dès lors, est peu scientifique : réduite à un rôle purement illustratif, l'histoire n'est qu'une science auxiliaire de l'économie politique, à supposer qu'ainsi conçue elle puisse encore être considérée comme une science.

Et List ne sera, au fond, qu'un mauvais historien. Il regarde les phénomènes historiques au travers des verres déformants de la doctrine. Il ne peut pas réagir contre les idées préconçues qui le poussent à éliminer certains faits

List
est un
mauvais historien

et à s'étendre sur certains autres. Il n'a pas d'impartialité scientifique : il n'est qu'un homme de doctrine se servant de l'histoire à des fins doctrinales.

Il ne prétend d'ailleurs pas être absolument un historien, mais il limite sa tâche à l'étude historique des faits économiques.

« Aucune branche de l'économie politique ne présente une aussi grande diversité de vues entre les théoriciens et les praticiens que celle qui traite du commerce international et de la politique commerciale. Il n'existe cependant pas, dans le domaine de cette science, de question qui, sous le rapport du bien-être et de la civilisation des peuples en même temps que de leur indépendance, de leur puissance et de leur durée, offre le même degré d'importance. Des pays pauvres, faibles et barbares, ont dû principalement à la sagesse de leur système commercial d'être devenus riches et puissants, et d'autres, qui avaient jeté un grand éclat, se sont éclipsés faute d'un bon système; on a vu même des nations privées de leur indépendance et de leur existence politique, surtout parce que leur régime commercial n'était pas venu en aide au développement et à l'affermissement de leur nationalité. »

Ainsi commence le *Système National d'Economie Politique*. Et ainsi est posé, dès le début, le principe essentiel de la méthode du grand économiste, à savoir que le système économique, et plus spécialement le système commercial des différents peuples, régit leur activité et commande à leur destin. List n'est pas et ne sera jamais de ceux qui confondent l'histoire et l'économie politique : une bataille gagnée ou perdue, un ministère renversé ou constitué, une révolte de palais ou ce que sous Louis XIII on appelait un « changement de bouchon », tout cela n'influe pas nécessairement sur l'état et l'avenir économiques d'un peuple. Le bouchon changé, le taverne peut rester la même. L'histoire économique sélectionne les faits qu'enregistre la discipline historique générale. Ces faits seront générateurs de faits nouveaux en même temps qu'aboutissement de faits anciens. Et c'est ainsi qu'au sein de la grande discipline se dessine le réseau d'une étude plus spécialisée qui, par son importance vitale, apparaîtra comme la branche principale de l'histoire.

Donc, dans l'esprit de List, l'histoire économique est

L'histoire
économique
distincte
de

l'histoire générale

à la fois distincte de l'histoire générale et de l'économie politique conçue comme une science autonome, mais elle est à la fois la clé de voûte de la science historique et la pierre de touche du raisonnement économique. D'où son importance primordiale.

C'est une grande nouveauté que cette association de l'histoire et de l'économie : Adam Smith et ses disciples sont avant tout des théoriciens, et pour List le théoricien n'est qu'un apprenti prophète. Les exemples historiques ont une forme plus anecdotique que scientifique ou même qu'illustrative. On a pu dire qu'avant Frédéric List, l'histoire, pour l'économie, jouait plus un rôle de récréation que de collaboration. List n'a pas une conception doctrinale de l'histoire économique : ses commentaires sont très succints, et il considère que les faits contiennent en eux-mêmes leur explication. Il ne recherche pas profondément les raisons des faits qui modifient l'orientation politique d'un peuple : il signale ces faits et en enregistre les conséquences. Ce sont ces conséquences qu'il utilise comme matériaux de base de son système économique. Ainsi, il faut constater dès le début l'insuffisance de sa méthode. Chez lui, l'historien reste malgré ses louables efforts très nettement distinct de l'économiste : il ne pouvait se confondre avec lui qu'au jour où, à l'enregistrement des faits et leur influence serait ajoutée une étude des causes donnant à l'histoire économique, outre son caractère de science d'observation un caractère de science pure, avec sa partie d'observation des faits et sa partie d'étude approfondie de ces faits par induction et déduction.

Mais, telle qu'il la propose, sa méthode est d'une grande nouveauté et étonnamment en avance sur son siècle. C'est cette avance qui lui vaudra son relatif insuccès et son temporaire oubli. On verra encore, au xx^e siècle, des économistes protester contre l'aspect doctrinal et statique de l'économie officielle et demander qu'il soit fait une part à l'histoire (1).

Originalité
de la méthode

(1) Le professeur Louis Baudin disait à la Faculté de Droit de Paris : « L'économie politique n'est pas une juxtaposition de dogmes, elle est la science de la vie... L'histoire des faits et des doctrines... anime l'économie politique... C'est pourquoi les traités et les cours d'économie politique mêlent l'histoire à la description des faits contemporains et à l'énumération des théories en vigueur aujourd'hui. La

L'originalité courageuse de Frédéric List s'explique non seulement par son génie propre, mais par les circonstances de sa vie. En effet, il est peut-être le premier à ne voir dans son travail d'écrivain, d'économiste, que le moyen d'action lui permettant d'espérer obtenir des résultats pratiques. Il écrit non pas dans un but unique de vulgarisation, mais dans le but de préparer sa propre tâche. Citoyen allemand imbu d'idées nationales et unificatrices, il ne peut en justifier les sources que par la confrontation de données historiques, et si son but est de révéler à l'Allemagne de demain la voie de sa grandeur, comment le ferait-il s'il ne retraçait son histoire jusqu'alors et s'il ne replaçait le problème allemand dans le grand problème de l'histoire humaine? On ne doit pas voir en List le promoteur d'une théorie nouvelle qui s'appuie sur l'histoire, mais l'artisan d'une économie nouvelle qui cherche dans l'histoire les principes dont il a besoin. Il n'est pas, en définitive, un historien économique par principe, par idéal, mais par nécessité et comme à son insu : c'est de l'intérêt documentaire que présentent pour lui-même les faits historiques que naîtra, ipso facto, une méthode nouvelle aux nombreux adeptes. Ces adeptes feront par raison, par nécessité d'école, ce que List fit par sentiment, par nécessité d'action.

L'histoire
économique
dans
le plan général
de l'œuvre de List

Il ne réalise pas, disions-nous, la fusion de l'histoire économique et de l'économie politique. Cela est dû aux circonstances que nous venons d'énoncer : l'appel à l'histoire, la morale qu'il en tire, tout cela n'est encore pour lui qu'un préambule (Mertens disait : un justificatif). His dictis, il passe à la doctrine et de la doctrine il passera aux projets d'application. Ainsi sont répartis les livres du

limite entre les deux disciplines est fuyante, vague, et cette indétermination, volontairement accentuée par les auteurs, est profitable à leurs œuvres. »

Un économiste libéral nous a reproché ces lignes : « L'économie mérite son qualificatif de *politique* : ce mot *politique* vient nous rappeler que, sans l'histoire, il n'y a que raisonnements chimériques. L'homme a des besoins : les institutions qu'il crée pour les satisfaire sont les seules réalités de l'économie. » (*La doctrine corporative*, Si-rey, éditeur.)

De tels reproches ne sont pas nouveaux et ont été adressés à plus éminents que nous. On a fait grand bruit, il y a quelques années, autour de cette forte expression du professeur Perreau : « Sans l'histoire, il n'y a pas d'études économiques. »

Système National qui, commençant après une Introduction magistrale que Richelot comparait à l'ouverture d'un opéra où le compositeur réunit les motifs les plus remarquables de son œuvre, sont successivement intitulés : l'Histoire, la Théorie, les Systèmes, la Politique.

Mais, pour reprendre l'expression de Mertens, cette conception de l'histoire économique comme un instrument de justification d'une thèse, ne peut pas conduire List à une démonstration par l'exemple hors de toute contestation possible. L'historien ne cherche pas à démontrer plus qu'à justifier : la démonstration d'une vérité économique ou autre se trouve en son œuvre sans qu'il ait songé à l'y mettre. Elle découle de son exposé impartial et désintéressé, sans qu'il l'ait su peut-être. List diffère de l'historien par l'attitude d'abord, par la méthode ensuite, par la volonté enfin.

List est un mauvais historien. Nous avons montré l'importance de son innovation, et ceci nous permet de condamner plus délibérément encore le novateur. Sa méthode féconde, révélatrice, ne pouvait atteindre du premier coup à la perfection. List, révélant au monde l'importance de la méthode historique, ne sut pas s'en servir lui-même. « Son rôle, disait Mertens, n'était pas d'utiliser lui-même les outils qu'il donnait aux autres. Son œuvre que je crois providentielle, était simplement d'indiquer ces outils. Sa main, pour s'en servir, fut maladroite, souvent. Mais, quand je compare l'importance de la découverte à celle de l'utilisation de l'instrument, je crois que List a la plus belle part, était destiné à rendre le plus important service ».

Grâces lui soient ainsi rendues. Et ces éloges, qui ne constituent peut-être qu'une très exacte appréciation de son rôle, nous aideront à démontrer combien fragile est l'histoire économique que List propose à ses lecteurs, et qu'il considère comme son œuvre capitale.

Pour cela, et quel que soit notre ennui de nous plier à cette discipline, le moyen le meilleur nous semble être de suivre pas à pas List dans son exposé historique, et de commenter chacune des étapes de l'histoire économique auxquelles il s'arrête, desquelles il prétend tirer les fondements scientifiques de sa doctrine, et qu'en réalité il n'utilise, plus ou moins déformées par sa propre interprétation,

qu'à des fins illustratives de cette doctrine. Ne pouvant en admirer la science, nous en admirerons au moins l'habileté.



L'Italie

« Lors de la renaissance de la civilisation en Europe, aucune contrée ne se trouvait, sous le rapport commercial et industriel, aussi favorisée que l'Italie. » C'est en cette Italie que commencera pour List l'histoire économique.

Richesse

Il constate que, pour la première fois depuis la chute des villes libres de l'antiquité, les cités italiennes donnent au monde le spectacle de communes libres et riches. Il souligne l'importance économique des croisades provoquant l'établissement de fréquentes relations commerciales avec l'Orient. La ville type est Florence, cité des manufactures et du commerce de l'argent où la république se constitue sous l'influence des corporations. L'Italie du XII^e siècle « est en possession de tous les éléments de la prospérité nationale ». Elle est en avance sur les autres pays, et ceci grâce à son système de chemins et de canaux, à ses institutions bancaires et administratives, à sa marine par qui elle tient entre ses mains le commerce du globe. Elle approvisionne les autres pays en articles manufacturés et en reçoit des matières premières. Est-ce là le type parfait de l'Etat économique selon le *Système National*? Non : « Il lui manque l'unité nationale et la puissance que donne cette unité ».

Pas d'unité nationale

Les villes sont rivales; seule une ligue des puissances maritimes de l'Italie aurait pu maintenir la prépondérance italienne dans la Méditerranée et défendre l'indépendance de l'Italie : or, il n'y eut en 1526 qu'une ligue tentée « dans un moment de danger et seulement dans un but de défense temporaire. » La notion espagnole de dérogeance, opposant aux privilèges de la noblesse la privation pour celle-ci des droits commerciaux, affaiblit moralement la puissance italienne. D'autre part, l'Italie, et surtout Venise, ne sut pas se servir de ses conquêtes : elle les exploita au lieu de collaborer avec elles. Venise mourut victime de la routine : elle n'eut pas « l'idée de tirer partie des découvertes des autres », ne sachant pas adopter les nouvelles routes maritimes, et étant amenée, faute d'avoir conservé d'utiles moyens d'enrichissement, à faire confiance à l'alchimie!

« L'énervement et la lâcheté d'une aristocratie dégénérée », « l'apathie d'un peuple tombé dans la servitude », telles sont les causes sociales de la chute italienne. La cause économique est, pour List, la conservation funeste de restrictions qui avaient cessé d'être nécessaires. List ne s'étend guère que sur ce dernier point : « La liberté illimitée du commerce fut utile à la République dans la première période de son élévation. Car comment un hameau de pêcheurs eut-il pu autrement devenir une puissance commerçante ? Mais les restrictions lui furent avantageuses aussi, lorsqu'elle eut atteint un certain degré de puissance et de richesse ; car c'est par elles qu'elle conquit la suprématie manufacturière et commerciale. Les restrictions ne lui devinrent funestes que lorsqu'elle fut venue à son apogée, car elles bannirent l'émulation entre ses citoyens et l'étranger et elles entretenirent l'indolence. Ce ne fut donc pas l'établissement de ces restrictions, mais leur maintien alors qu'elles avaient cessé d'avoir une raison d'être, qui fut préjudiciable aux Vénitiens. »

En cet exposé de l'histoire économique italienne, List a mis quelques-unes des idées qui lui sont le plus chères et qu'il importe de souligner plus qu'il ne l'a fait lui-même : l'Italie aurait atteint la vraie grandeur économique si elle avait été une nation unie. Cela apparaît aujourd'hui comme une vérité première. List ne pouvait pas trouver un meilleur point de comparaison avec l'Allemagne désunie du début du XIX^e siècle. Il montre qu'une ligue temporaire et défensive ne peut pas assurer la richesse d'un peuple. Il signale les dangers d'une lutte des classes dans un Etat : aristocratie et plèbe ne doivent être que des instruments destinés au service social commun. L'exploitation des uns par les autres (1), conduit fatalement à la ruine du pays, et tout d'abord en l'empêchant de s'inspirer des exemples voisins : arrivée au faite de sa puissance économique, une nation ne doit pas s'endormir sur ses lauriers et accorder une confiance exclusive aux méthodes qu'elle a pratiquées : elle doit avoir les yeux fixés sur les méthodes des puissances voisines et adopter ce qu'elle approuve.

List utilise
cet exemple

(1) List a toujours condamné également l'exploitation du peuple par une aristocratie sans mérite, et l'exploitation désordonnée des richesses nationales par une démocratie sans chef et sans âme.

La solution
protectionniste
n'est pas définitive

Ce qui est fort important, c'est que List ne donne pas le système protecteur comme une méthode unique et définitive : initialement, l'Italie avait intérêt à se procurer à l'étranger les moyens de vivre, à prendre ainsi contact avec la richesse. Cette phase d'importation, donc de liberté économique car elle adopte un *modus vivendi* analogue, quant à ses résultats, à celui des grandes puissances importatrices. Mais cette phase de liberté n'est que le prélude de la phase de protection, destinée à persuader le peuple que son intérêt est de produire par lui-même sa richesse actuelle, et d'assurer son avenir en créant des possibilités de plus grande production. Une fois arrivé à cette grandeur, l'Etat doit-il admettre comme définitive la solution protectrice ? Des douanes le protègent de la concurrence étrangère. Sa marine est supérieure à celle des peuples voisins. C'est alors que, dans l'esprit de List, il doit revenir progressivement à la liberté : la nation est devenue forte ; les restrictions qui lui ont permis d'acquérir cette force contribueraient maintenant à la ruiner. La concurrence étrangère doit nécessairement exercer son action stimulante, éviter que l'indolence ne succède au travail des industries prospères.

List utilise
l'histoire italienne
à
des fins doctrinales

Il semble bien que List ait été plus théoricien qu'historien : peut-être la ruine de la puissance italienne est-elle due en grande partie à la conservation de mesures restrictives. L'abandon de ces mesures l'aurait-elle sauvée ? List l'affirme sans grands arguments. Peut-on concevoir, dans la réalité historique, un peuple renonçant tout à coup, par une compréhension sublime de ses intérêts, aux protections qui ont fait sa force ? Une nation va-t-elle reconnaître qu'il lui faut absolument laisser s'exprimer la concurrence étrangère dans le seul but d'acquérir ainsi le stimulant nécessaire à sa propre activité ? D'après l'exposé de List lui-même, on conçoit mieux une politique persévérant dans le protectionnisme mais demeurant stimulée par son propre gain. Une aristocratie intelligente n'aurait pas commis la double faute de risquer sa propre ruine en laissant s'instaurer une lutte de classes et en s'ancrant dans une économie routinière qui ne voulait pas profiter des leçons des autres pays. Il semble bien que là soit la vérité, la seule vérité qui compte. Dans un régime protecteur tout comme

dans un régime de liberté, une telle politique se conçoit. Pratiquée sous le régime protecteur continué, elle présenterait même l'avantage de n'être pas le fruit d'une véritable révolution économique de nature à dérouter les esprits naturellement attachés à la protection de leur intérêt. Au demeurant, la grande loi qui condamne les peuples prospères à la décadence qui les prépare à une nouvelle prospérité, reste ici, malgré les efforts de List et de tous ceux qui se sont attachés à l'étude de l'Italie, une sorte de mystère : on le constate, et lorsqu'on cherche à l'expliquer, c'est encore le moraliste qui trouve les arguments les plus convaincants.

* *

Après avoir examiné l'histoire économique des Italiens, List examine celle des Hanséates.

Les Hanséates

Il faut convenir qu'il n'y fait pas preuve de grandes qualités d'historien. C'est là un des chapitres les plus confus et les plus pénibles de tout son *Système National*. Hartmann pensait qu'il avait été écrit avec une grande hâte, et c'est fort vraisemblable. List, connaissant parfaitement son sujet, ne s'est malheureusement pas donné la peine de fixer pour son lecteur les points principaux de l'évolution historique de la Hanse, des phases successives de son accroissement et de sa décadence. Il s'est attaché surtout à l'étude des rapports entre Hanse et souverains anglais, d'où il tirera les leçons les plus utiles à son système, mais cette application à traiter d'un des aspects du grand problème historique déroute le lecteur peu averti.

Une étude hâtive

List, traitant de la Ligue hanséatique, l'a fait moins dans un but d'information que de discussion : sa conclusion prouve qu'il voulait surtout affirmer que si Adam Smith avait (relativement) méconnu le problème hanséatique, il avait éludé cette question parce qu'elle le gênait et contredisait son système. List s'est appuyé sur les travaux d'Anderson (*Origine du Commerce*) et de Hume (*Histoire d'Angleterre*) et surtout, bien qu'il les cite moins complaisamment, sur ceux de Georges Sartorius von Waltershausen, qu'il avait personnellement connu, et dont *l'Histoire de la Ligue Hanséatique et l'Histoire des origines de la Hanse* l'avaient initié à la connaissance de cette question.

Les sources

Résumé
de l'histoire
hanséatique

L'exposé incomplet, incertain, mal fait de Frédéric List ne permet pas de comprendre le vrai sens du mouvement hanséatique. Il convient donc de retracer à grands traits l'histoire de ce mouvement : à la fin du *xⁱ* siècle les efforts successifs des chefs de la maison de Franconie n'avaient pas réussi à donner aux villes commerciales allemandes l'importance qu'elles auraient dû avoir. Ces villes avaient été nanties de privilèges importants par Henri l'Oiseleur, mais ces privilèges, quelquefois menacés, n'étaient pas suffisants et ils n'empêchaient pas les cités qui en étaient pourvues de se faire entre elles une concurrence qui, en fin de compte, leur était nuisible à toutes. Les Hohenstauffen s'efforcèrent d'unir les villes commerçantes, de protéger ainsi les grandes routes commerciales du Nord, et ils défendirent énergiquement les villes privilégiées contre les entreprises de la féodalité. On voit tout ce que List aurait pu trouver d'intéressant dans ces préliminaires de l'organisation hanséatique, qui permettaient d'heureuses comparaisons avec les observations précédemment faites au sujet de l'Italie. C'est en 1241 seulement que Lubeck et Hambourg comprennent la nécessité d'une union plus complète. De là le départ d'un grand mouvement confédéral auquel s'associeront successivement Brême, Bruges, Stralsund, Stettin, Riga, Novgorod, Cologne, Dantzig, Dunkerque, Anvers, Ostende, Amsterdam, Dordrecht. Jamais pareille association commerciale n'avait été constituée. Dans la Méditerranée même, Livourne, Marseille, Naples, Messine, d'autres encore, adhèrent à la confédération. M. Georges Treffel écrit : « Maîtresse de comptoirs établis depuis Nantes jusqu'à Novgorod, en passant par les Flandres et par l'Angleterre, ayant ses règlements et sa législation particulière, une flotte, un trésor alimenté par les contributions des villes, des assemblées régulières de représentants des cités, tenues tous les trois ans, à Hambourg, à Lubeck ou à Cologne, elle fut un Etat véritable, signant ses traités particuliers avec les princes, obtenant partout des privilèges spéciaux pour ses établissements et pour ses membres. Aussi longtemps que dura le morcellement féodal de l'Europe, la puissance de la Hanse subsista. Elle s'affaiblit naturellement lorsque la découverte du nouveau monde attira vers des directions nouvelles l'activité commerciale des Etats de l'Ouest de l'Europe, et surtout que se fortifièrent

les grands Etats : France, Espagne, Angleterre, intéressés à réserver à leurs propres sujets et à l'industrie nationale les privilèges d'abord accordés aux Hanséates ».

Le déclin de la Hanse date du règne d'Edouard VI d'Angleterre, qui ferma l'Angleterre à la Hanse par l'établissement de droits protecteurs. Il est accentué et précipité par la fermeture des Pays-Bas, de telle sorte qu'au début du xvii^e siècle, il ne reste que douze villes hanséatiques. Brunswick à son tour se sépare de la Ligue, qui finit comme elle a commencé et redevient une simple association entre Lubeck et Hambourg.

Voyons maintenant ce que List pense d'une aussi curieuse association. Il observe que les villes hanséatiques ont d'abord subi la nécessaire expérience de la liberté : c'est cette liberté qui leur a fait comprendre la nécessité de s'unir, et cette union commerciale est devenue une union politique. Ici List observe la répétition des faits économiques, constatant que l'acte de navigation anglais prendra pour modèle l'acte hanséatique, lui-même imité de l'acte vénitien. De même, il observera qu'au temps de la grandeur de la Hanse, l'Angleterre était pour les Hanséates ce que l'Allemagne sera plus tard pour l'Angleterre. Il approuve la politique anglaise débarrassant l'Angleterre du despotisme commercial des Hanséates, et il essaie d'expliquer les causes de l'échec de ces derniers ; tout d'abord, il écrit : « Le commerce des villes hanséatiques n'était *point national* ; il n'était ni établi sur l'équilibre et sur le complet développement des forces productives du pays, ni soutenu par une puissance politique suffisante. Les liens qui unissaient les membres de la confédération étaient trop faibles ;... l'esprit de canton, l'esprit d'Etat étaient trop puissants et bannissaient le patriotisme fédéral qui seul eut pu faire prévaloir les intérêts généraux de l'association sur ceux de chaque cité... les villes hanséatiques ne fondèrent pas leur commerce sur la production et la consommation, sur l'industrie agricole et manufacturière de la contrée à laquelle elles appartenaient ». Et il insiste sur ce fait que la ligue hanséatique se contenta de poursuivre la richesse matérielle immédiate : au lieu de chercher à créer elle-même des industries qui eussent été garantes de son avenir, la Hanse « acheta les marchandises là où elles étaient au meilleur marché. » Aussi, lorsque les pays qui avaient fait sa fortune

Observations
de List

en lui abandonnant leur commerce se fermèrent à elle, elle se trouva ruinée : elle avait contribué à la prospérité des pays vis-à-vis desquels elle agissait en qualité d'agent commercial, et, en fin de compte, elle était leur dupe.

**

Les Flamands
et les Hollandais

List consacre quelques lignes aux Flamands : ils étaient favorisés par la nature pour l'agriculture et pour l'industrie, cependant que la Hollande était naturellement favorisée pour l'élevage du bétail et le commerce. La Flandre fut redevable de sa prépondérance à une aristocratie intelligente assurant la police du territoire et favorisant l'industrie lainière. Les comtes de Flandre eurent soin d'éviter l'application de toute mesure de restriction douanière alors que la Flandre exerçait une véritable souveraineté industrielle incontestée. Ainsi est une fois de plus prouvé l'intérêt que présente la liberté commerciale pour un pays très évolué. List montre ensuite comment les Hollandais surent tirer profit des leçons économiques flamandes, améliorer l'art de la pêche, avoir une marine puissante, bénéficier de leur unité nationale. Mais Charles-Quint et Philippe II entreprirent d'hispaniser les Pays-Bas : ainsi la Hollande perdit un grand nombre de ses meilleurs sujets, qui s'expatrièrent, mais consacra toutes ses forces à la lutte d'indépendance. A la Hollande régénérée s'opposa l'orgueil anglais, et l'acte de navigation mit fin à la suprématie hollandaise : ainsi recommençait la lutte d'une nation courageuse contre celles qui suppléaient à ses activités manquantes. L'échec de la Hollande s'explique pour List parce que la Hollande ne put pas se confédérer avec les pays qui eussent constitué avec elle un ensemble géographique satisfaisant, et de ce qu'« une activité particulière est impuissante à conserver le commerce, l'industrie, la richesse des Etats, si les conditions générales de la société ne sont pas favorables. »

L'Histoire est ici
au service
du pangermanisme

Ici réapparaît le théoricien du Zollverein doublé de ce qu'un de ses adversaires appelait l'Allemand conquérant : « La Hollande, dit-il en conclusion, vit actuellement de ses colonies et de son commerce intermédiaire avec l'Allemagne. Mais la première guerre peut la dépouiller de ses possessions, et, à mesure que le Zollverein allemand compren-

dra mieux ses intérêts et saura mieux faire usage de ses forces, il sentira davantage la nécessité de s'incorporer la Hollande ».

•
**

List consacre maintenant un chapitre essentiel du *Système National* aux Anglais. Il s'appuie surtout sur les ouvrages déjà cités d'Anderson et de Hume, ainsi que sur l'*Histoire du Commerce* de Macpherson et sur la *Théorie du Commerce* d'Ustaritz. Nous profiterons logiquement de cette étude historique du *Système National* sur l'Angleterre pour traiter de toutes les considérations historiques émises par List sur la Grande-Bretagne non seulement dans ce *Système National* mais encore dans toutes ses œuvres antérieures (notamment les *Lettres à Ingersoll*) et postérieures (notamment le *Mémoire* rédigé sur la demande de Bunsen). Nous aurons ainsi un exposé plus complet des leçons que List, tout au cours de sa vie, a cru pouvoir tirer de l'exemple anglais.

Les Anglais

List constate l'excellente situation de l'Angleterre qui, entourée des mers, semble devoir être par la volonté de la nature la citadelle du nationalisme protégé. C'est cette position unique qui lui a valu sa grandeur impériale. On pouvait s'étonner, logiquement, qu'une île, par définition séparée de tous les continents, puisse prétendre à la grandeur coloniale alors qu'un pays continental, comme l'Italie antique, y semble mieux prédisposée : en réalité, le pays qui conquiert les terres voisines est fatalement appelé à l'association (et il s'agit d'association à égalité de pouvoirs) plutôt qu'à la collaboration par partage du travail économique, ou qu'à l'exploitation coloniale quelles que soient ses formes. Un pays entouré de mers sera fatalement enclin aux longs voyages maritimes, à la monopolisation du commerce.

Situation
géographique

L'Angleterre n'a pas réalisé tout de suite l'importance de sa position et la multitude de ses possibilités économiques : à l'inverse des puissances antiques, elle s'est longtemps complue dans une facilité qui la maintint à l'état de barbarie. « Quand les Hanséates abordèrent dans ce pays, l'agriculture y était mal comprise et l'élevage insignifiant. On ne savait pas s'assurer le fourrage nécessaire aux hivers, et il fallait tuer dès l'automne une grande partie des

animaux domestiques. Bref, il n'y avait ni engrais ni fonds de bétail. Comme dans tous les pays primitifs, comme l'Allemagne d'autrefois et les solitudes américaines d'aujourd'hui, il était fatal qu'on se rabattît sur la nourriture facile qu'accordait l'élevage des porcs, qui, ne nécessitant que peu de surveillance, se nourrissant eux-mêmes dans les forêts et sur les landes, se reproduisaient en troupeaux considérables si l'on se contentait de garder pendant l'hiver un petit nombre de laies ».

Influence
des Hanséates

Ce sont les Hanséates qui ont révélé à l'Angleterre sa vocation commerciale, la poussant à remplacer l'élevage des porcs par celui des moutons, et par là lui révélant le commerce de la laine. Des rois intelligents comme Jacques 1^{er} et Charles 1^{er} intensifièrent l'industrie lainière : non seulement l'Angleterre renonça à l'importation des draps, mais elle en exporta.

Le théoricien gêné
par
le fait historique

Ici, une note du *Système National* exprime toute la gêne que ressent Frédéric List, gêne qu'à notre sens il aurait déjà dû ressentir lorsqu'il étudiait les causes de la décadence italienne. En effet, au moment où il admet que l'Angleterre est arrivée au maximum de ses possibilités industrielles lainières, qu'elle a définitivement supplanté les puissances concurrentes, que, par conséquent, elle devrait renoncer aux mesures protectrices qui ont favorisé l'éclosion de cette industrie, pour s'adonner à la liberté qui lui permettrait de stimuler son propre zèle et de conserver les avantages de sa supériorité, List doit constater qu'à ce moment précis l'Angleterre accroît sa politique protectrice. Elle interdit la sortie des laines afin que l'Angleterre soit la première bénéficiaire de son industrie nationale, et elle interdit l'entrée des laines étrangères. Ce sont là, selon List, « des mesures vexatoires et injustes », mais il doit bien avouer, dans la même note, que ces mesures « ne contribuèrent pas moins au progrès de l'industrie anglaise et à l'abaissement de l'industrie flamande ».

On le sent gêné dans toute son étude du protectionnisme de Jacques 1^{er} : il trouve ridicule (il emploie le mot) les exhortations du roi à manger le poisson pêché sur les côtes anglaises. Aurait-il donc voulu qu'il conseillât à ses sujets d'acheter les harengs hollandais? Peut-être est-ce l'animosité naturelle de List à l'égard de l'Angleterre qui lui dicte ici ces restrictions. Peut-être aussi est-il ému par cette con-

currence acharnée des grandes puissances commerciales qu'il constate comme malgré lui et sur laquelle il glisse volontiers. Qu'il soit dans le *Système national* ou dans ses articles de la *Gazette d'Augsbourg*, il renonce à traiter à propos de l'Angleterre d'une des questions sur laquelle son silence est particulièrement regrettable parce qu'il prouve la faiblesse, sur ce point, de sa méthode. C'est pourquoi il a soin de séparer sa tâche d'historien de sa tâche d'économiste : l'économiste était ennuyé par cette concurrence même que l'histoire révélait entre les grandes puissances économiques qu'il prenait en exemple.

La réalité historique prouve que la grandeur d'un peuple s'établit toujours au détriment d'un autre. Or, pour List, le peuple arrivé aux succès économiques doit pratiquer la liberté. Cette liberté va fatalement servir le peuple voisin, accélérer ses progrès. Peut-être est-ce là l'idéal de List, qui prétend qu'un protectionnisme généralisé dans les périodes d'élévation va permettre une liberté généralisée lorsque les peuples seront parvenus à l'égalité économique. Mais cette égalité économique n'est qu'une absolue chimère. Nous entendons bien que List parle d'une égalité relative, les prix d'exportation et d'importation dépendant de la rareté pour un peuple du produit qui est abondant chez un autre. Mais dans la réalité économique, verra-t-on jamais deux peuples comprendre qu'ils ont atteint une sorte de « suprématie partagée » leur dictant un retour à la libre concurrence ? Les Anglais, arrivés à surpasser les Hanséates, auraient dû, à ce compte-là, revenir aux principes de liberté le jour précis où leur supériorité était acquise. Or ils ne le firent point parce qu'ils prévirent l'avenir et poussèrent leur avantage. Donc List, qui, officiellement, condamne cette persévérance dans la protection, doit s'avouer qu'historiquement cette persévérance assure aux peuples qui la pratiquent un bonheur prolongé. Lui qui déclare que le plus grand bonheur de l'humanité dépend du plus grand bonheur de chaque peuple se trouve dans une situation difficile : pour un peu, il lui serait nécessaire de pratiquer les méthodes de l'école libérale, d'avoir recours à l'appui d'idéals lointains, de soumettre la politique des nations à des principes doctrinaux assez comparables à ceux de l'ordre naturel. Et voilà pourquoi il n'insiste pas sur cette épineuse question.

Réalité nationale
et
moralité
internationale

Il admire l'Angleterre d'avoir emprunté à tous les pays du continent leurs arts particuliers, et de les avoir acclimatés chez elle à l'abri de son système douanier. C'est ainsi qu'il s'émerveille de voir Venise céder à l'Angleterre les secrets de l'industrie du cristal, et la Perse ceux de l'industrie des fapis. Ses idées furent âprement combattues de son temps même : l'Angleterre n'avait-elle pas ainsi créé sur son propre sol des industries qui n'étaient aucunement viables sans efforts démesurés ? List, à notre sens, eût gagné à ne pas exprimer avec tant d'enthousiasme son admiration pour des adaptations anglaises d'industries de luxe venues de l'étranger : en effet, peut-on considérer comme capitale pour un pays l'importation de recettes étrangères n'ayant pas pour but la création de productions de premier intérêt (ce qui est un des principes essentiels du nationalisme économique), mais systématisant ce principe jusqu'à copier, et au prix de quels sacrifices, des industries somptuaires ? Si l'on adaptait le raisonnement de List aux phénomènes contemporains, on féliciterait les Américains d'avoir inventé aux Etats-Unis une ville de Limoges fabriquant de la porcelaine (« porcelaine de Limoges ») et de s'appliquer à fabriquer des « pastilles américaines de Vichy ».

List étudie consciencieusement l'Acte de Navigation et ses conséquences : extension du commerce avec les Etats du Nord et l'Allemagne, développement du commerce de contrebande avec l'Espagne et le Portugal, accroissement de la pêche du hareng et de la baleine dont les Hollandais avaient jusqu'à présent le monopole, conquête des Indes occidentales et de la Jamaïque, conclusion du traité de Méthuen faisant perdre aux Allemands et aux Hollandais le commerce avec le Portugal et ses colonies.

Politique coloniale

Dans le *Système National*, List examine la politique de l'Angleterre à l'égard de l'Inde : il constate que l'Inde avait pour elle le bas prix de la matière première et de la main-d'œuvre, sans compter une longue pratique. Il n'hésite pas à déclarer qu'en régime de concurrence, l'avantage était à l'Inde, et List de dire : « Mais l'Angleterre ne voulait pas fonder des établissements en Asie pour tomber sous leur joug manufacturier. Elle aspirait à la domination commerciale, et elle comprenait que, de deux pays qui trafiquent librement l'un avec l'autre, celui qui vend des

produits fabriqués domine, tandis que celui qui ne peut offrir que des produits agricoles obéit. »

Ainsi List admire l'Angleterre d'avoir su empêcher ses colonies de lui faire concurrence, de s'être assurée la grandeur commerciale en les maintenant dans un état d'infériorité qui faisait d'elles de simples pays agricoles et exportateurs de matières premières. A l'égard de l'Inde, cette politique ne reçoit de lui que des approbations : il se demande comment l'Angleterre « aurait pu livrer à un peuple aussi heureusement doué pour une industrie séculaire, à un peuple aussi nombreux et aussi frugal que les Indous, sa consommation intérieure, le fondement de sa grandeur à venir ».

Nous sommes là en pleine contradiction avec ce que List a dit avant d'écrire le *Système National* et a redit après : si au lieu de prendre l'exemple de l'Inde on prend celui des Etats-Unis, la question se pose ainsi : l'Angleterre a intérêt à maintenir les Etats-Unis en infériorité pour s'assurer sa propre puissance. Donc, selon la méthode nationale, elle doit bien se garder de laisser sa colonie s'élever jusqu'à lui faire concurrence. Or, on sait avec quelle passion List défendit les Etats-Unis contre les méthodes anglaises. Il a essayé de justifier son point de vue par cette conclusion trop hâtive sur la politique anglaise : « Longtemps, par sa loi sur les brevets, l'Angleterre s'est fait un monopole du génie inventif de tous les pays. Il est juste qu'aujourd'hui, maintenant qu'elle atteint l'apogée de son développement industriel, elle restitue aux peuples du continent une portion des forces productives qu'elle leur a empruntées. » On pourrait appliquer les principes qui semblent découler de cette phrase non seulement aux peuples du continent cités, mais aussi aux colonies. On en viendrait donc à considérer qu'une nation a le droit d'exploiter, au sens sévère du terme, une autre nation, de la maintenir sciemment en état d'infériorité, jusqu'au jour où elle atteint son apogée, jour où elle doit changer de tactique et aider ceux à qui elle a nuï. C'est là l'idée très exacte de List, idée qu'il s'est peut-être forgée autant par raison désintéressée que pour justifier sa propre attitude : il admet la tyrannie commerciale sur l'Inde, mais il n'admet pas au xix^e siècle les prétentions monopolisatrices de l'Angleterre à l'égard des Etats-Unis. Il faudrait donc qu'un

Une contradiction
absolue

pays pratiquant le *Système National* sache régir sa politique au cours de ces deux phases totalement différentes : c'est faire à l'idéal de la théorie une part qui s'accommode mal avec les exigences de l'histoire. Les considérations de politique coloniale de List, que nous aurons à étudier, ne justifient pas, en tous cas, l'attitude de l'Angleterre à l'égard de l'Inde (1) étant donné l'état évolué de celle-ci qui, de l'aveu de List, eût triomphé dans une bataille économique.

Les Espagnols et les Portugais

Etudiant l'histoire économique des Espagnols et des Portugais, List constate : « Tandis que les Anglais mirent des siècles à construire sur les fondements les plus solides l'édifice de leur prospérité nationale, les Espagnols et les Portugais durent à leurs découvertes une rapide fortune et parvinrent en peu de temps à une grande richesse. Mais ce n'était que la richesse du dissipateur qui a gagné le gros lot à la loterie, alors que la richesse des Anglais ressemble à celle du père de famille laborieux et économe. Par ses dépenses et par son luxe, le premier fera peut-être envie pendant quelque temps plus que le second ; mais, entre ses mains, la richesse ne sert qu'à des prodigalités, à des jouissances du moment, tandis que l'autre y voit surtout un moyen d'assurer l'existence morale et matérielle de sa plus lointaine postérité. » Il oppose la politique coloniale du Portugal et de l'Espagne « achetant les articles fabriqués à l'étranger avec l'or et l'argent qu'ils avaient extorqués dans leurs colonies » à celle de l'Angleterre. Et il étudie longuement, s'opposant point par point à l'argumentation d'Adam Smith, le traité de Methuen qui inonda le Portugal des produits manufacturés de l'Angleterre en échange d'avantages illusoires accordés au Portugal. Il condamne fortement le système anglais, disant que lorsque le roi d'Angleterre appelle le roi de Portugal « son plus ancien ami et allié » : il faut entendre cela « dans le même sens que le Sénat romain conférait ses titres aux

(1) L'Amérique n'était, elle aussi, qu'une colonie anglaise. Son émancipation pourrait-elle être justifiable quand celle de l'Inde ne l'est pas ?

souverains qui avaient eu le malheur de se trouver en rapports intimes avec lui ».

Il conclut : « Ainsi tous les traités de commerce de l'Angleterre nous présentent une tendance constante à conquérir par son industrie manufacturière les pays avec lesquels elle négocie, en leur offrant des avantages apparents pour leurs produits agricoles et pour leurs matières brutes. Partout elle vise à ruiner leurs fabriques par le bon marché de ses articles et par la longueur de ses crédits. » Hartmann était particulièrement consterné par cette conclusion. En effet, si l'Angleterre a vu tout à l'heure sa politique commerciale approuvée par Frédéric List, qui se gardait bien de se lancer dans de longues distinctions entre les puissances coloniales et les puissances métropolitaines, comment s'étonner maintenant de la façon dont l'Angleterre agit vis-à-vis de ceux qui pourraient être des concurrents et qu'elle soumet à son autorité économique? Faut-il admettre qu'une sorte de courtoisie internationale s'impose, interdisant, en échange d'avantages réels, l'octroi d'avantages purement illusoires? Cette courtoisie n'empêcherait pas les peuples de pouvoir librement disposer d'eux-mêmes. Doit-on donc admettre qu'un peuple puisse pratiquer le nationalisme économique dans une certaine limite seulement, encore que Frédéric List en ait vanté l'application intégrale? List ne se prononce pas. Mais, ici, il semble qu'on peut comprendre plus clairement que par les exemples précédents sa pensée profonde : chaque Etat, au moins jusqu'au stade de l'apogée économique, doit pratiquer une politique de nationalisme protecteur; ensuite, il doit chercher par tous les moyens à dominer les puissances voisines, à s'approvisionner chez elles en matières premières cependant qu'il exportera chez elle des produits manufacturés, à conclure avec elles des traités qui lui soient avantageux. Les autres pays ont un intérêt évidemment contraire : c'est à eux de se défendre. D'abord ils doivent chercher à tirer leurs bénéfices des volontés exportatrices mêmes du pays riche : c'est ainsi qu'ils bénéficieront des progrès réalisés par ce pays et qu'ils pratiqueront cette phase d'éducation qui précède l'ère des sacrifices. List reconnaît donc une véritable « lutte pour la vie » entre les différents Etats. Mais, si l'on voit la chose sous cet angle, on enlève aux économistes impartiaux le droit de pronon-

List
interprète les leçons
de l'histoire
d'une façon
qui varie
selon les nécessités
de sa théorie

cer des jugements sévères à l'égard des pays qui, ne faisant que leur devoir (qui est de maintenir leur suprématie), s'efforcent de maintenir en infériorité les autres pays. A ce compte-là, List n'apparaît à ses propres yeux que comme un économiste ayant pris parti pour des pays faibles, que ce soit l'Allemagne ou les Etats-Unis, et dès lors son opposition à l'Angleterre n'est plus qu'une opposition politique de principe. C'est peut-être ce qui pourrait justifier en partie, mais en partie seulement, son attitude imprévue à l'égard de l'Angleterre lors du dernier voyage qu'il y fit.

**

Les Français

Et List en vient maintenant à l'étude économique des Français. Il rend hommage aux monastères auxquels la France, de même que le reste de l'Europe, « doit la meilleure part de ses progrès en agriculture durant le moyen âge » (1). Il constate : « Les Croisades, la fondation par saint Louis des Communes et des Corporations (2) et le voisinage de l'Italie et de la Flandre aidèrent de bonne heure au développement des arts et des métiers en France. »

Ignorance complète
de l'histoire
de France
avant Colbert

Pour lui néanmoins la période brillante de l'industrie française ne commence qu'avec Colbert. List semble ignorer à peu près tout de l'importance de la Renaissance pour la France, et il connaît assurément mal l'œuvre économique de Sully, de Richelieu et de Mazarin. C'est même à l'égard de la France qu'il manque le plus de cet esprit de synthèse qui seul permet aux historiens de comprendre l'évolution tant intellectuelle qu'économique d'un peuple.

Son ignorance de la grandeur de la France avant l'arrivée au pouvoir de Colbert est complète : dans le *Système National*, c'est à Colbert qu'il attribue le mérite d'avoir le premier attiré en France des artistes et des ouvriers étran-

(1) List est protestant, et, souvent, il ne peut s'interdire une pointe à l'endroit des institutions catholiques. Il pratique toujours la restriction dans ses louanges. C'est ainsi que rendant hommage à l'œuvre économique des monastères, il ne peut s'empêcher d'écrire : « C'est aux monastères, qui, dans la suite, devinrent un si grand obstacle à la civilisation... »

(2) On sait que c'est là une erreur historique. La corporation, subordonnée aux seigneurs, apparaît en France aux environs de 1060.

gers (1). Pendant son séjour en France en qualité d'envoyé des Etats-Unis, on le rapprocha des théoriciens étatistes lorsqu'il émit une opinion favorable aux subventions et aides matérielles accordées par l'Etat aux représentants de l'élite intellectuelle d'un pays. Pour la France, il citait l'œuvre accomplie dans ce sens par Louis XIV. Il a donc, dès le point de départ, une vue très erronée de notre histoire nationale. Il a été séduit par l'œuvre et la personnalité de Colbert, et il n'a pas compris que Colbert est plus un génial continuateur qu'un innovateur. Il a présidé à l'évolution de l'économie française, mais n'a point fait de révolution. Cela, List ne le voit pas, on pourrait même dire qu'il ne veut pas le voir tellement il se plaît à faire de Colbert un lutteur dans son genre, en opposition avec toute la politique précédente. Cette injustice est typiquement exprimée lorsqu'il fait partir de Colbert la protection par l'Etat des grandes valeurs intellectuelles, et la puissance impériale de la France. Il est curieux de constater que sur ce point List a subi l'influence des théoriciens de son époque, de ces théoriciens qui, dans un esprit de

(1) Pour ne citer que quelques exemples, apprécions l'attitude de Louis XIII à l'égard des artistes peintres : Louis XIII loge au Luxembourg et charge de la décoration du dôme de la Sorbonne le Belge Philippe de Champaigne et pensionne le Flamand Rubens. Mieux encore, il fait quérir à Rome le Français Nicolas Poussin qui y résidait et le loge au Louvre. Louis XIV n'a fait que continuer la politique de son père. Si, toujours à titre d'exemple, on dresse la liste des écrivains, artistes et savants matériellement soutenus par Louis XIII, nous trouvons les noms des premiers académiciens Conrart, Maleville, Chapelain, Cerisey, Gombauld, Godeau, Habert, Ménage, Gomberville, Bois-Robert, d'Urfé, Vaugelas Corneille lui-même; le médecin Bouvard, l'anatomiste Héroard, l'ingénieur Desargues, les mathématiciens Roberval, Dubreuil et Fermat, l'abbé Bouilliaud, l'astronome Fabri de Peiresc, le géographe Picard, le botaniste Cornut, le chirurgien Guy Patin, le juriste Julien Lebreu (et l'internationaliste Grotius, Hollandais qui fut pensionné), les peintres Le Nain, Bourdon, Le Sueur, Vouet, les architectes Le Roy et Le Mercier, les sculpteurs Bourdin, Guillaing, Anguier, le jardinier Boyceau, le miniaturiste Nicolas Robert, les graveurs Callot et Bosse, le calligraphe Jarry, les musiciens Hervelois, Mauduit, Gaurroy, Guédron, Boësset, Lambert, Danican-Philidor, Bourbonville. L'injustice de List à l'égard de tout ce qui précède Louis XIV et Colbert, et notamment à l'égard de Louis XIII et de Richelieu, est particulièrement caractéristique de la conception de l'histoire économique française en Allemagne, et même en France. List a été très loin dans cette erreur, puisqu'il oublie complètement les antécédents immédiats des actes de Colbert qu'il croit originaux et dont nos exemples veulent prouver qu'ils n'étaient que la continuation d'une méthode ayant déjà donné de beaux résultats.

simplification purement doctrinale, font succéder à une ère de demi-sommeil l'ère resplendissante du mercantilisme colbertien. Cette séparation arbitraire que List fait entre les temps pré-colbertiens et les temps colbertiens, la Renaissance n'apparaissant pour lui que comme une sorte d'heureux accident, prouve, de sa part, une insuffisance grave dans sa compréhension de la mentalité nationale française. L'économiste, ici encore, s'est servi de l'histoire plus qu'il ne l'a servie.

Ainsi Colbert va le premier, au dire de List, comprendre la nécessité d'attirer en France ceux qui, par leur industrie, font la fortune de l'étranger, et celle de supprimer ou tout au moins d'amoindrir les douanes intérieures (enceinte des cinq grosses fermes), de protéger les industries naissantes et de multiplier le nombre des manufactures, d'améliorer les moyens intérieurs de transports. Enfin, il l'admire d'avoir tenté de diminuer le taux de l'intérêt et d'avoir humanisé les impôts.

La politique
agricole de Colbert

Il examine maintenant la politique agricole de Colbert. Dans son esprit, il n'y avait pas de politique systématique du blé : Colbert se serait contenté de faire obstacle à l'exportation des grains lorsque ceux-ci étaient chers. Il se contredit un peu lui-même, admirant parfois cette mesure pour la déplorer un peu plus loin. Il cherche en tous cas à justifier Colbert, écrivant dans le *Système National* que le développement de l'industrie manufacturière et la demande des produits agricoles indemniseront largement l'agriculture du tort que lui causaient les restrictions. A dire vrai, List élude la question et, lorsqu'on étudiera sa théorie en matière agricole, on comprendra très bien les raisons de sa gêne.

Il déforme
la vérité historique

Demeurant ici, comme List, dans les considérations d'histoire économique, il convient sans doute de redresser les faits que déforme notre auteur. Le roi, bien avant l'arrivée de Colbert au pouvoir, pratique une politique du pain à bon marché. « Dans ce but, la culture des céréales est considérée comme la culture fondamentale, et il est interdit de lui substituer sans autorisation des cultures jugées plus rémunératrices... La constitution des stocks est interdite; le producteur doit amener ses grains au marché public, où les particuliers sont admis à vendre aux marchands et où les transactions s'effectuent sous la surveillance des au-

torités de police. Chaque région doit normalement se suffire et consommer ses grains. L'exportation de province à province et, à plus forte raison, l'exportation hors du royaume n'est permise qu'aux années d'abondance. » (Olivier-Martin.) Ce n'est qu'en mai 1763 que, sous la poussée physiocratique, le roi rend libre le commerce intérieur des grains, permettant même en 1764 une liberté relative de l'exportation. L'argument des physiocrates est que le produit net de l'agriculture se relèvera si on laisse monter le prix du blé, ce qui stimulera la culture en permettant une plus grande pratique des soins agricoles coûteux. « Le consommateur paiera plus cher, mais ne manquera pas de grains, car le commerce, libéré de toute entrave, encouragé par une certaine marge de gain, saura bien répartir la récolte dans tout le pays ou en faire venir de l'étranger. » (Olivier-Martin.) Tout cela conduisit Turgot à établir la liberté absolue des grains en 1774. De mauvaises années de récolte, l'augmentation terrible du coût de la vie furent parmi les causes de la chute de Turgot et imposèrent le retour à la réglementation traditionnelle, qui, un peu atténuée, régnera jusqu'en plein xix^e siècle. Tels sont les faits, et il est bon de les connaître pour être en mesure non seulement de comprendre l'erreur commise par List dans ses études historiques, mais pour pouvoir commenter avec des bases historiques les affirmations doctrinales que nous aurons à étudier.

Pour List, qui raisonne ici d'une façon peu mesurée, toute la chute du système colbertien vient de la révocation de l'Edit de Nantes! Non seulement il n'y a pas alors de chute de ce système, mais encore le jugement de List est ici visiblement déformé par une crise d'anticléricalisme. Il se plaît à dire que l'œuvre de Colbert fut ruinée « en trois ans par les intrigues d'une maîtresse bigote, qui firent retomber la France dans son apathie » (1). Il aurait gagné à plus de modération, ne s'étendant que sur l'erreur commise par la France en se privant d'éléments actifs qui, chassés du territoire natal, allaient faire profiter de leur science et de leur habileté les puissances concurrentes.

(1) Opinion absolument contraire de M. Jacques Boulenger dans *Le Grand Siècle*.

Le traité d'Eden

Avec beaucoup plus de sens critique, il signale les désastres occasionnés par les « rééditions avec la France du traité de Méthuen », où l'Angleterre pratique à l'égard de la France les mêmes procédés qu'elle avait pratiqués à l'égard du Portugal, obtenant par le traité de Versailles de 1785 (que List appelle, de même qu'il parle du « traité de Méthuen » pour le Portugal, « traité d'Eden », du nom de son signataire anglais, William Eden, d'ailleurs plus connu sous le nom de Lord Auckland). Ce traité, aboutissait pour la France à favoriser en partie son exportation des vins et des objets de luxe cependant que l'Angleterre pouvait exercer sa concurrence sur tous les grands domaines de la production industrielle française, et List observe très justement : « La concurrence anglaise avait fait naître en France un goût pour les articles anglais qui entretenaient longtemps après l'abandon du traité une contrebande étendue et difficile à réprimer, cependant que les Anglais n'eurent pas autant de mal à accoutumer de nouveau leur palais aux vins de la péninsule. »

Bien-fondé
du protectionnisme
en France

Observant les avantages de la production des fabriques sous la période impériale, il constate que la concurrence anglaise, réduite jusque-là à la contrebande, reprit un caractère officiel après la chute de Napoléon, l'Angleterre condamnant pour la première fois le protectionnisme et vantant le libre-échange d'Adam Smith. « Le libre commerce avec l'Angleterre causa de si terribles convulsions dans une industrie qui avait grandi sous le système continental, qu'il fallut chercher un prompt refuge dans le système prohibitif, sous l'égide duquel, au témoignage de M. Dupin, l'industrie manufacturière de la France doubla de 1815 à 1827. »



Les Allemands

Et List étudie l'histoire économique des Allemands. Il ne nous est pas utile de nous étendre sur ces commentaires, car nous ne ferions que reprendre les opinions de List déjà signalées en retraçant l'histoire de sa vie.

Lente évolution

Il constate que l'agriculture des Allemands demeura longtemps barbare, malgré l'influence des villes et des monastères. Les associations entre villes furent « fortes pendant quelque temps grâce à l'esprit de liberté qui les ani-

mait au début, mais il leur manquait la garantie de la durée et le ciment du principe d'unité ». Il constate que « les villes n'auraient pu parvenir à l'unité qu'à l'aide de la monarchie héréditaire » opposée au principe d'élection impériale. Voici pour lui les grandes causes du « malheur de la nation allemande » : « l'invention de la poudre et de l'imprimerie, la prépondérance du droit romain, la réformation, la découverte de l'Amérique et de la nouvelle route de l'Inde » (1).

List déclare que : « L'Allemagne a suivi dans sa civilisation une marche différente des autres pays. Alors que partout ailleurs, les progrès intellectuels ont été la conséquence des progrès matériels, en Allemagne, les progrès matériels ont été la conséquence de la culture morale. » C'est pourquoi il observe que la civilisation des Allemands est « pour ainsi dire théorique » et c'est par cela qu'il explique le succès en Allemagne des systèmes idéalistes et notamment du système libéral. Avec un peu d'exagération, il fait partir les progrès manufacturiers en Allemagne de l'arrivée sur le sol allemand des Français expatriés par la Révocation de l'édit de Nantes. Il admire sans restrictions le génie de Joseph II dont les procédés lui semblent compa-

(1) On a parlé de la « haine » de List pour le droit romain. Nous la retrouvons exprimée dans ce paragraphe constatant la faiblesse de l'Allemagne au commencement du XVIII^e siècle :

« L'adoption du droit romain n'affaiblit aucun pays autant que l'Allemagne. L'incroyable confusion qu'elle apporta dans les relations privées n'en fut pas la pire conséquence. Elle causa plus de mal encore en créant une caste de lettrés et de juristes séparée du peuple par l'esprit et par le langage, qui traita le peuple comme un ignorant, comme un mineur, refusa toute valeur au sens commun, substitua partout le secret à la publicité, et, placée sous une étroite dépendance de l'autorité, fut partout l'organe et le champion de celle-ci, s'opposant partout à la liberté. C'est ainsi qu'au commencement du XVIII^e siècle, nous ne voyons encore en Allemagne que la barbarie; barbarie dans la littérature et dans la langue; barbarie dans l'administration et dans la justice; barbarie dans l'agriculture; disparition de l'industrie manufacturière et du grand commerce; absence d'unité et de force nationales; partout impuissance et infériorité par rapport l'étranger. Les Allemands n'avaient conservé pour eux qu'une seule chose : leur caractère primitif, source de leur goût pour le travail, pour l'ordre, pour l'économie, pour la modération, de leur courage persévérant dans l'étude et les affaires, de leur sincère désir du mieux. Ils avaient gardé leur grand fond naturel de moralité, de mesure et de réflexion. »

De telles opinions sont fréquemment émises en Allemagne de nos jours. M. Sombart et M. Othmar Spann, notamment, ne sont pas éloignés de la pensée de List à l'égard du Droit Romain,

rables à ceux de Colbert. Surtout, il constate les effets du blocus continental, exigeant l'essor des manufactures tant allemandes que françaises. Mais au retour de la paix, la concurrence anglaise menace de ruiner la prospérité commençante de l'Allemagne. Le tarif douanier prussien de 1818 marque le commencement d'une ère nouvelle et la Foire de Francfort-sur-le-Mein de 1819 consacrant une association pour la suppression des douanes intérieures, va révéler à l'Allemagne son propre avenir.

*
**

Les Russes

Pour la Russie, c'est à Pierre le Grand que va l'admiration de List, mais il constate l'influence néfaste des libre-échangistes qui dominèrent jusqu'à la réaction du comte Nesselrode.

*
**

Les Américains du Nord

List va étudier longuement l'histoire économique des Américains du Nord.

Les méthodes anglaises

« Les colonies de l'Amérique du Nord furent tenues par la métropole (anglaise), sous le rapport des arts industriels, dans un si complet asservissement, qu'en dehors de la fabrication domestique et des métiers usuels, on n'y toléra aucune espèce de fabrique. » Il cite des faits précis : « En 1750, une fabrique de chapeaux établie dans le Massachusetts provoqua l'attention et la jalousie du Parlement, qui déclara toutes les fabriques coloniales dommageables au pays (*Common nuisances*), sans en excepter les forges, dans une contrée qui possédait en abondance tous les éléments de la fabrication du fer. En 1778 le grand Chatham, alarmé par les premiers essais manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre, soutint qu'on ne devait pas permettre qu'il se fabriquât dans les colonies un fer à cheval. »

Il ne prononce pas une condamnation à l'égard de l'Angleterre, mais il observe que sa tentative de monopolisation de l'industrie manufacturière fut la principale cause de la révolte de la colonie. Et ceci confirme ce que nous disions précédemment, à savoir que, dans l'esprit de List, les peuples doivent défendre chacun leurs intérêts propres, les uns cherchant à assurer la pérennité de leur domination, les

autres consacrant tous leurs efforts à parvenir à l'émancipation. Nous entendons bien qu'on peut s'appuyer sur cette idée pour prétendre que le système de Frédéric List est profondément inhumain, qu'il consacre la nécessité d'une lutte permanente entre des pays d'évolution différente et dont les intérêts sont en opposition. Mais cette idée, au fond, n'est pas inhumaine. Elle présente le défaut de se réfugier dans des considérations chimériques. List croit que de cette lutte nécessaire jaillira l'égalité future des peuples. Et nous avons déjà dit que cet idéal lointain d'une égalité garantie par la liberté commerciale est une négation théorique des différences techniques et géographiques qui s'imposent entre les nations.

List constate que la politique des Etats-Unis ne s'orienta vers la protection que sur la demande expresse du peuple américain aidé par Washington « vêtu d'un habit en drap indigène ». List ne cite même pas, dans le *Système National* son illustre ami Henry Clay. Mais il signale l'œuvre accomplie par Madison pour ruiner la concurrence anglaise. Il remarque qu'aucun pays n'a été si mal jugé par les auteurs libéraux que cette Amérique « vouée par Smith et par Say à l'agriculture, tout comme la Pologne », condamnée à servir la métropole, à lui fournir des matières essentiellement nécessaires à son industrie qu'elle lui restituera en partie et avec bénéfice sous forme d'objets manufacturés.

Washington

List montre l'opposition entre les espérances fondées par l'école libérale sur la jeune nation américaine et le bon sens de celle-ci, la conduisant à renier cette doctrine. L'Amérique a compris que « l'agriculture d'un pays ne peut parvenir à un haut degré de prospérité qu'autant que l'échange des produits fabriqués est garanti pour l'avenir; que si l'agriculteur demeure dans l'Amérique du Nord et le manufacturier en Angleterre, cet échange sera fréquemment interrompu par la guerre, par des crises commerciales ou par des mesures restrictives adoptées à l'étranger; que, par conséquent, pour asseoir sur une base solide la prospérité du pays, le manufacturier, selon l'expression de Jefferson, doit s'établir à côté de l'agriculteur. Les Américains du Nord comprenaient enfin qu'une grande nation ne doit pas poursuivre exclusivement des avantages matériels immédiats, que la civilisation et la puissance, qui, comme

List
est moins historien
que contradicteur
de Smith

Adam Smith le reconnaît, sont des biens plus précieux et plus désirables que la richesse matérielle, ne sauraient être acquises et maintenues qu'à l'aide de l'industrie manufacturière; une nation qui se sent appelée à prendre place parmi les plus cultivées et les plus puissantes, ne doit reculer devant aucun sacrifice pour posséder la condition de ces biens alors que cette condition, les Etats voisins de l'Atlantique la possédaient... Si les Etats de l'Atlantique n'étaient pas manufacturiers, ils ne pourraient pas se maintenir au même degré de civilisation, ils déclinaient sous tous les rapports... C'est cet exemple qui a amené les Etats-Unis à restreindre l'importation des articles fabriqués à l'étranger et à protéger leurs propres fabriques. » Ainsi l'Amérique apparaît à List comme le meilleur exemple de son système.



Les leçons
de l'Histoire

Quelles leçons générales List tirera-t-il de ces données historiques? La lecture du chapitre du *Système National* consacré à l'exposé de ces leçons (1) déçoit.

On n'en peut retenir, à côté de redites inutiles, que quelques formules. Il remarque notamment qu'un peuple ne parvient à la grandeur économique que s'il jouit de la liberté politique. Mais cette liberté, dans son esprit, est bien différente de celle que prêchent aujourd'hui les grands démocrates. Prenant ce thème de la liberté, il insiste judicieusement sur la nécessité de la liberté intérieure qui seule permet pour lui l'établissement du nationalisme économique et justifie son bien fondé international. Il éprouve le besoin de revenir sur le cas de Colbert. C'est, cette fois, pour trouver au mercantilisme colbertien des antécédents anglais. Il donne là une opinion basée sur quelques faits mais n'autorisant pas une telle généralisation. Une vue plus impartiale de l'histoire économique l'aurait conduit à étudier les précédents espagnols et à constater au contraire combien les Anglais se servirent chez eux de l'expérience colbertienne : c'est ce qu'a très logiquement démontré dans son cours le professeur Perreau, en montrant que le système colbertien réalise la perfection du

(1) Première Partie, chapitre X.

mercantilisme, l'Espagne n'en donnant qu'un exemple incomplet, accidentel, et l'Angleterre n'exploitant à son tour ces principes économiques que pour justifier les faits et gestes d'une politique d'opportunisme conquérant. List conclut enfin en reprenant son idée fondamentale, la grande leçon qu'il tire de son exposé historique, à savoir qu'un peuple doit subir tour à tour trois phases de son évolution économique : liberté initiatrice, protection sacrificielle, liberté émulatrice.



Telle est l'œuvre historique de Frédéric List. Qu'en doit-on penser, en définitive? On remarque évidemment une grande absence de méthode : List passe en revue certains faits à l'exclusion de certains autres, et le tri auquel il se livre n'a pas d'autre but que de soumettre l'histoire au service de sa doctrine. On ne peut pas parler d'une étude scientifique des faits historiques du point de vue de l'économie : c'est au contraire un exposé littéraire, celui d'un journaliste particulièrement érudit, sachant discerner dans l'histoire humaine les exemples caractéristiques qui orneront, tant d'une façon positive que d'une façon négative, les principes que sa théorie se réserve d'exposer.

Ce que l'on peut encore condamner, c'est cette séparation faite entre l'histoire économique et la doctrine proprement dite. L'histoire n'apparaît, dans ces conditions, que comme une imagerie servant de préambule. Cet avant-propos ne prend pas ainsi la force d'une démonstration. Au contraire, si List, ayant au besoin écrit pour lui-même ce résumé non pas de l'histoire économique des peuples, mais de certains faits de cette histoire observés en fonction du système national, avait ensuite utilisé ses matériaux au fur et à mesure que l'exigeait le développement de sa doctrine, il eut été beaucoup plus convaincant.

Ainsi on peut dire que la faiblesse de son exposé historique vient de ce que d'une part il ne s'en est pas servi pour tirer en conclusion les leçons fondamentales qui seront à la base de sa doctrine et que, d'autre part, il n'a pas fait un exposé assez complet pour que les exemples illustrant cette doctrine s'imposent avec force à l'attention du lecteur. Son exposé historique est cependant surtout

Que penser
de l'œuvre
historique
de List?

Une division
arbitraire

Un exposé
illustratif
et non démonstratif

illustratif, mais il ne s'agit que d'une sorte de préambule et l'on sent que ce préambule n'est pas scientifique.

Les excuses de List

List a d'ailleurs bien des excuses : il est vraiment le premier à avoir cherché dans l'histoire des leçons utiles au raisonnement économique. Qu'il ait cherché ces leçons après coup, encore qu'il ait eu la prudence de les signaler avant d'exposer sa théorie, cela n'est pas douteux. Son procédé n'est pas scientifique, mais il indique à la science économique un domaine que jusqu'alors elle n'a pas abordé. Par ces faiblesses mêmes, par ces erreurs d'application, il compose un procédé tout nouveau d'études économiques, étant entendu que ceux qui se serviront de ces exemples tireront de ces faiblesses la prudence dont ils auront besoin.

On peut dire, malgré l'opinion personnelle de List, que dans le *Système National* et dans toute son œuvre, la partie historique est assurément la moins importante. On comprend, à ce point de vue, le peu de cas qu'en fait M. Rist dans son *Histoire des doctrines économiques*. Mais on ne peut pas considérer comme un accident ce qui en réalité est une révélation : que List se soit servi avec insuffisance et avec gaucherie de l'histoire, cela n'empêche pas qu'il est le premier à avoir joint à une étude de doctrine une étude historique. Nous verrons d'ailleurs, en étudiant l'influence de Frédéric List, que cette leçon servit à de nombreux économistes postérieurs.

Si List n'a pas su faire un tout de sa doctrine et des leçons historiques qui ont présidé à son élaboration, il faut penser que cela lui était difficile, pour ne pas dire impossible, en cette époque où la doctrine est maîtresse et où l'histoire ne joue dans l'économie politique qu'un rôle anecdotique ou récréatif. Il y a donc bien là la révélation d'une méthode nouvelle, qui aura pour premier résultat de contraindre l'économie politique à respecter les réalités sociales.

Ce qu'on doit
retenir

De l'initiative de List nous retiendrons trois choses essentielles, plus vraies pour Frédéric List que pour aucun autre :

Premièrement, l'économie politique n'est pas une science abstraite, mais elle est la science maîtresse des peuples s'appuyant sur leur expérience vitale.

Deuxièmement, les principes de l'économie politique ne se découvrent pas par un simple travail de raisonnement

d'où ne sourdent que des propositions idéologiques, mais s'appuient sur les réalités de l'histoire et président aux modifications des destinées historiques des peuples.

Troisièmement, il n'y a pas de cloison étanche entre la discipline historique et la discipline économique. Elles s'interpénètrent, influent l'une sur l'autre, ne s'expliquent que l'une par l'autre. On pourrait presque dire que List est l'inspirateur de cette belle formule de Roger Sémichon : « L'histoire est mère et fille de l'économie, pourrait-on dire si l'on ne pouvait également prétendre que l'économie est mère et fille de l'histoire. Disons tout simplement qu'elles sont sœurs ».

CHAPITRE II

La Doctrine : Les Idées générales de Frédéric List en Economie politique

List distingue l'économie politique de l'économie cosmopolite. Les richesses et le pouvoir de créer des richesses : théorie des forces productives. Division du travail. De l'économie privée à l'économie nationale. Essai d'une définition d'une économie politique.

Economiste, et qui plus est économiste allemand, List n'attache pas moins d'importance à l'exposé de ses idées générales en matière économique qu'à celui de sa théorie constructive. Son programme repose sur des bases philosophiques et scientifiques qui en sont à ses yeux la plus haute justification. Lorsqu'il précise sa pensée, dans ce vaste domaine des idées générales de l'économie politique, il affirme son originalité, qui autorisera l'originalité de son système constructif, et s'oppose aux conceptions habituelles à ses prédécesseurs. Ce nous sera donc l'occasion, en suivant la pensée de List, en la confrontant avec celle d'économistes éminents, en la commentant avec impartialité, de pénétrer à la fois au cœur même de sa doctrine et dans le domaine complexe des querelles de méthodes, des luttes d'idées auxquelles il a pris part avec ardeur.

Ce ne sont là, disions-nous, que des idées générales; ce n'est là qu'un travail préparatoire, et c'est bien ainsi que l'entendait List. Pour se convaincre de l'intérêt éminent que List lui portait, il suffit de signaler que List y consacre

Intérêt porté
par List
à l'élaboration
de ses idées
générales

113 pages des 467 pages du *Système National* (1) et, selon Eichhorn, les 2/5 de ses autres écrits.

List va d'abord s'efforcer de distinguer sa conception personnelle de l'économie politique de la conception classique admise par l'école libérale.

Economie
cosmopolite
et
économie politique

Les libéraux, dans l'esprit de List, n'ont jamais étudié l'économie politique proprement dite. En effet, l'économie politique est pour lui la science qui enseigne comment une *nation* arrive à la *prospérité*. Or, Quesnay, Smith et Say, pris en exemple, pratiquent la science qui enseigne comment le *genre humain* peut arriver au *bien-être*. C'est là une formule fréquemment reprise par List et qui dénote une méconnaissance absolue de l'œuvre des physiocrates français, ceux-ci ayant toujours prétendu que la prospérité du monde dépend de celle des Etats, et réciproquement, et n'ayant par conséquent rien écrit qui permet de distinguer entre deux sciences économiques. Mais List considère au fond que celui qui subordonne la prospérité d'une nation à celle de l'univers ne relève pas de la même discipline que celui qui se contente d'étudier les modes d'acquisition de la prospérité par une seule nation. Il y a donc une première division qui s'impose dans les études économiques : d'une part, l'*économie cosmopolite*, c'est-à-dire l'étude de l'économie universelle; d'autre part l'*économie politique*, c'est-à-dire l'étude de l'économie de la nation. Tant que List reste sur le plan didactique, cette division méthodique de la science économique ne peut pas surprendre : lorsque List, journaliste à Reading, propose ainsi un nouveau plan pour l'étude de l'économie humaine, il est dans la logique même des choses, et son plan d'étude confirme la division chère à tous les manuels d'économie politique entre, par exemple, le commerce intérieur et le commerce international. Mais où List s'égare, c'est lorsqu'il distingue deux sciences, dont l'une, qu'il intitule *économie nationale*, serait la seule qui pourrait vraiment prétendre au caractère scientifique parce que seule elle présenterait un champ complet d'études, études pratiques s'entend, cependant que l'autre, *économie universelle* ne serait qu'une confronta-

(1) Dont 85 sont constituées par les six premiers chapitres du Livre II.

tion de théories. Ainsi Say, lorsqu'il présente les avantages de la liberté du commerce, admet l'existence d'une république universelle qui n'existe pas; il prend pour base de ses études une vue de son esprit; il raisonne sur des suppositions; il expose un idéal et soumet l'efficacité de sa méthode à la réalisation de cet idéal qu'il considère néanmoins comme pratiquement obtenu pour placer son raisonnement : il y a là un véritable cercle vicieux. List note que Say distingue une économie publique, celle qui s'attache à l'étude d'une économie nationale, et une économie politique qui correspond sensiblement à ce que lui, List, appelle l'économie cosmopolite.

Chacun pose les définitions qui favorisent sa doctrine : si les libéraux ont défini l'économie politique au sens cosmopolite, c'est que cette définition permettait l'échafaudage d'un raisonnement sur le libre-commerce et l'ordre naturel des choses du monde. Il y a là pour List un postulat inadmissible parce que non réalisé. Ce postulat, List l'appelle : « l'idée d'une confédération de tous les peuples dans la paix perpétuelle ». C'est d'ailleurs une idée que notre auteur ne rejette pas; il a confiance dans les progrès de la civilisation et de la fraternité internationale : il signale le télégraphe comme facilitant les relations entre hommes de pays différents, et il déclare, avec un optimisme que les temps modernes ont démenti, que plus l'industrie avance, moins la guerre devient possible. Mais l'école libre-échangiste a, selon lui, commis une faute impardonnable en soumettant ses études aux vues chimériques d'un idéal lointain. Elle a défiguré la science économique par ses raisonnements sur des choses inexistantes, par sa conception d'un ordre naturel, qui, dans l'état présent du monde, ne peut pas exister. « L'école a négligé de tenir compte des nationalités, de leurs intérêts, de leur état particulier, et de les concilier avec l'idée de l'union individuelle et de la paix perpétuelle. L'école a admis comme réalisé un état de choses à venir. Présupposant l'existence de l'association universelle et de la paix perpétuelle, elle conclut par les avantages de la liberté du commerce : ainsi elle confond l'effet avec la cause. »

La conception
libérale
suppose la paix
perpétuelle

List est un réaliste : la liberté du commerce, dit-il, ne peut s'étendre que par le développement graduel de l'union entre peuples. Et ce lui est une occasion de s'opposer aux

Réalisme de List

théories de Malthus : en effet, il déclare que si les libéraux appliquent à la situation des différents pays les principes de leurs théories cosmopolites, ils oublient par ailleurs « la tendance cosmopolite des forces productives ». Sous prétexte que l'ordre naturel des choses doit s'instaurer par la seule suppression des entraves à la liberté du commerce, ils omettent les avantages que présenterait la mise en valeur des pays actuellement en état d'infériorité. Or, List observe judicieusement que si toute l'humanité était composée encore de primitifs se nourrissant des produits de leur pêche et de leur chasse, la terre entière ne permettrait pas l'existence de plus d'un million d'hommes. Si l'humanité entière en était réduite à l'état pastoral, peut-être y aurait-il place pour dix millions. Mais qui pourrait assigner des bornes au découvertes? La chimie agricole par exemple est encore dans son enfance. Ainsi, la théorie de Malthus conseille un renoncement à l'effort et sous-entend un manque de confiance injustifiable à l'égard des possibilités productives du sol et de l'intelligence humaine. Si la théorie cosmopolite était admise universellement, elle assurerait l'impérissable grandeur de l'Angleterre, celle-ci deviendrait la banque et l'usine du monde. L'ordre naturel des choses conduirait à la grandeur et à la puissance d'un pays cependant qu'il maintiendrait les autres dans l'obscurité et sous la dépendance de ce pays privilégié. Au contraire, c'est la nécessité pour les autres pays d'acclimater chez eux des industries nouvelles qui permet l'emploi imprévu d'une main-d'œuvre abondante et, enrichissant la production mondiale, faisant espérer en un progrès infini de cette production, relègue la doctrine de Malthus au rang des théories le plus arbitraires.

Division
de l'économie
politique,
ou division pratique
des études
économiques?

Au milieu de ces développements il est assez difficile de saisir exactement la pensée de Frédéric List quant à la définition de l'économie politique. Il faut faire appel aux articles de la *Gazette d'Augsbourg* pour retenir l'idée essentielle qui a présidé à cet exposé riche et même trop riche. Richelot lui-même ne nous semble pas avoir bien compris la pensée de List : il admet vaguement quelques points de méthode, mais il affirme que la science est nécessairement cosmopolite, parce qu'il n'y a pas de science vraie si les limites en sont circonscrites. En réalité, List constate qu'il peut y avoir une réelle opposition entre l'économie poli-

tique internationale, qu'il appelle l'économie cosmopolite, et l'économie politique nationale, qu'il appelle tout simplement l'économie politique. Prenons un exemple bien simple : une économie protectionniste peut convenir à un Etat (ainsi à l'Allemagne qui a besoin de se protéger contre les volontés impériales de l'Angleterre), cependant qu'à la société des Etats idéalement conçue, une économie libre-échangiste peut sembler préférable. Il y a donc là conflit entre les deux conceptions de l'économie politique. C'est pourquoi List se prononce initialement pour la division des *études* en économie politique : d'abord, l'étude nationale qui examine les conditions nécessaires à la prospérité d'un Etat, quel que soit cet Etat, et ensuite l'étude des rapports entre les différents Etats. Il ne s'en tient pas là; mais c'est moins pour des raisons scientifiques que pour des motifs d'opportunisme politique : l'Angleterre, patrie d'Adam Smith, qui bénéficierait le plus du libre-échange généralisé. C'est pourquoi il nie à l'économie cosmopolite un caractère scientifique. Notons que, à son insu peut-être, il lui reconnaît un caractère artistique, puisqu'il en conçoit la possibilité, mais seulement lorsque les principes scientifiques de l'économie nationale auront régi le développement de toutes les nations.

List se demande sur quoi se mesure la richesse véritable d'un Etat. L'Etat, comme un individu, « peut posséder de la richesse », la richesse étant en l'occurrence définie comme l'ensemble des valeurs échangeables (nous dirions quant à nous : des richesses consommables et échangeables). Mais si le pays ne peut pas produire plus qu'il ne consomme, il s'appauvrira tandis qu'un Etat qui peut produire plus qu'il ne consomme va s'enrichir. Conclusion : « le *pouvoir de créer les richesses* est infiniment plus important que la richesse elle-même ». List prend un exemple typique : l'Espagne qui, de la richesse et de la puissance, est tombée tout à coup dans la misère. Et pourtant elle se trouvait apparemment dans les mêmes conditions lors de sa pauvreté que lors de sa fortune : ce peuple, victime de son oisiveté, avait perdu « sa puissance productive ».

Comment se mesure
la richesse
nationale?

Et List va condamner sévèrement la méconnaissance des vraies forces productives dont est coupable l'école d'Adam Smith, méconnaissance qui ira jusqu'à considérer

Théorie des forces
productives

comme improductif le travail intellectuel. Et List va échauffer une théorie des forces productives qu'il oppose à celle des valeurs échangeables. Fixons bien nos idées : pour List, la valeur échangeable est la richesse dont on peut se priver grâce au mécanisme de l'échange pour assouvir la satisfaction d'un désir. La force productive, c'est la possibilité de produire des richesses ainsi conçues. L'échange de valeurs conduit à l'appauvrissement, tandis que la création de moyens nouveaux de production conduit à l'enrichissement en assurant au pays des richesses nouvelles.

List prend un exemple dans l'économie privée : « Si, de deux pères de famille pareillement propriétaires, économisant chacun la même somme de mille thalers par an, et ayant chacun cinq fils, l'un place ses épargnes et retient ses fils au travail manuel, tandis que l'autre emploie les siennes à faire de deux de ses fils des agriculteurs intelligents et à préparer les trois autres à des professions conformes à leurs aptitudes, le premier agit selon la théorie des valeurs, et le second selon celle des forces productives. »

Les principales
forces productives

Quelles sont les plus abondantes sources de la force productive d'un Etat? L'histoire les révèle à List : « Le christianisme, la monogamie, l'abolition de l'esclavage et du servage, l'hérédité du trône, les inventions de l'imprimerie, de la presse, de la poste, de la monnaie, des poids et mesures, du calendrier et des montres, la police de sûreté, l'affranchissement de la propriété territoriale et les moyens de transport. » Ces forces initiales sont constitutives de la véritable richesse car, s'il fallait considérer le travail corporel comme l'unique cause de la richesse, on n'arriverait pas à expliquer que les nations modernes, qui y font moins appel, soient plus riches que les nations antiques. « L'état actuel des peuples est le résultat de l'accumulation des découvertes, des inventions, des améliorations, des perfectionnements, des efforts de toutes les générations qui nous ont précédés. C'est là ce qui constitue le capital intellectuel de l'humanité vivante, et chaque nation n'est productive que dans la mesure où elle a su s'assimiler cette conquête des générations antérieures et l'accroître par ses acquisitions particulières. » List distingue deux sortes de patrimoines collectifs des hommes : d'abord il y a ce capital humain qu'est l'ensemble des progrès révélés au monde entier par

les hommes de génie et par les différentes traditions. List ne prétend pas que ce capital soit également réparti, et il note lui-même la supériorité de l'Europe sur l'Asie. Ensuite, il y a le patrimoine national, c'est-à-dire le fruit de l'expérience ancestrale, du génie spécifique d'un peuple. L'école libérale, selon lui, les confond, et c'est une de ses principales erreurs. D'autre part, elle les conçoit mal car elle n'en saisit que l'aspect matériel : exemple caractéristique en ce qui concerne le patrimoine national, List cite le cas du médecin qui sauve un homme. Au sens libéral, ce médecin n'appartient pas à la classe productive. Et cependant, il a peut-être sauvé un Colbert ou un Watt... Il y a là un vrai paradoxe que List se plaît à relever et qu'au demeurant sa théorie répare fort bien : médecin, juge, administrateur, ne sont pas des producteurs de valeurs échangeables, donc ils ne peuvent être pris en considération par l'économie libérale, mais ces fournisseurs de services participent aux forces productives du pays, sont agents actifs de l'économie nationale.

Or, List spécifie : « La prospérité d'un peuple ne dépend pas de la quantité de richesses, de valeurs échangeables qu'il possède, mais du degré de développement de ses forces productives. Ainsi, si les lois et les institutions ne produisent pas directement des valeurs, elles produisent du moins de la force productive. » Elles produisent des moyens de produire des valeurs. D'où leur intérêt économique. M. Rist remarque très justement l'importance de cette conception vivante de l'Etat que sous-entend cette conception des forces productives et de leurs propres agents de production : à la notion de l'Etat économique détenteur de richesses s'oppose la notion de l'Etat économique producteur de richesses. L'Etat n'est plus considéré comme un agent du commerce international au service de l'idéale société des Etats, mais comme une personne active, vivante, ayant un passé qui lui livre des richesses acquises, un présent destiné à préparer un meilleur futur. En un temps où ces expressions sont particulièrement à la mode, on peut dire que List oppose à toute conception théorique de l'Etat statique la plus haute notion de l'Etat dynamique, vivant, responsable. En cela, peut-être plus qu'en toute autre chose, List est un novateur, un précurseur,

Le développement
des forces
productives

Conception
« familiale »
et défensive
de l'économie
nationale

On a pu dire qu'il appliquait aux Etats les principes élémentaires de l'économie privée. Il ne l'aurait pas nié. Il a de l'Etat une conception qu'on s'est plu à dire « familiale ». La nation n'est pas pour lui l'agglomération d'individus aux hasards des faits politiques, car l'Etat est un cadre institutionnel aussi incontestable que celui de la famille. Et de même que le père de famille doit s'imposer des privations parfois pénibles pour assurer l'avenir de ses enfants, l'Etat « doit faire le sacrifice et supporter la privation de richesses matérielles pour acquérir des forces intellectuelles et sociales ». Ainsi, les droits protecteurs entraînent pour le pays qui les applique un « sacrifice de valeurs », mais ce sacrifice est compensé par l'acquisition d'une force productive, qui non seulement assure à la nation pour l'avenir une quantité très supérieure de richesses matérielles, mais encore lui assure l'indépendance industrielle en cas de guerre. De même qu'un homme doit se méfier du voisin qui l'approvisionne et qui peut cesser de l'approvisionner au jour de la discorde, l'Etat doit être prémuni contre les dangers de la guerre. List raisonne ici avec une sagesse comparable à celle du fabuliste de la *Cigale et la Fourmi*.

Le dumping

C'est à cette occasion que, dans le *Système National*, List examine un cas très curieux de dumping provenant de l'overtrading, montrant que si la guerre justifie l'économie nationale, souvent l'amitié (au moins l'amitié apparente) d'un peuple justifie elle aussi des mesures protectrices de la part des autres peuples. Cet exemple mérite d'être cité : « Souvent les Anglais sont appelés à faire des cadeaux aux étrangers, sans qu'on puisse dire, étant donné les contingences, qu'ils soient appelés à se montrer généreux. Les étrangers devraient bien se demander s'ils doivent accepter ces cadeaux. Maîtres mondiaux du monopole manufacturier commercial, il leur arrive que leurs fabriques se trouvent dans un véritable cas d'engorgement venant de l'excès de la spéculation... Alors, chacun jette sur les bateaux à vapeur tout ce qu'il a de marchandises en magasin. En huit jours elles sont arrivées à Hambourg, à Berlin et à Francfort, en trois semaines à New-York, où elles sont offertes à 50 % de leur valeur réelle. Les fabricants anglais éprouvent une souffrance temporaire, mais ils sont sauvés et s'indemnisent plus tard par de meilleurs prix. Les fabri-

cants allemands et américains sont punis des fautes des Anglais : ils sont ruinés (1). » C'est un cas très curieux et d'ailleurs très classique, où l'on voit un peuple puissant s'attacher à la conquête de marchés étrangers non pas pour accroître sa propre puissance, mais uniquement pour écouler à tout prix ses marchandises. C'est une sorte de dumping de liquidation. Les résultats, quels qu'aient été les motifs, sont les mêmes que ceux de dumping de conquête.

C'est contre tous ces périls qu'un Etat doit se protéger. Pour cela, il doit veiller à ce que ses forces productives atteignent un rendement maximum et la division du travail en est le principal moyen. List constate qu'il y a deux sortes de division du travail, qu'il appelle : *objective* et *subjective*, qu'on appellerait mieux : *dans le temps* et *dans l'espace*; la première est « celle du sauvage qui va à la chasse ou à la pêche, coupe du bois, répare sa cabane et fabrique des flèches, des filets et des vêtements, dans la même journée ». La seconde existe lorsque « dix personnes se partagent les différentes opérations nécessaires pour la fabrication d'une aiguille ». La première est nuisible à la production tandis que la seconde lui est favorable. Frédéric List écrit très justement que la puissance productive des opérations économiques ainsi exécutées « ne tient pas uniquement à la *division*, mais dépend essentiellement de l'*association* ».

A la division du travail, pour qu'elle soit efficace, doit présider l'association des forces productives dans un but commun. Première nécessité: celle d'un groupement des individus naturellement unis par l'exercice de leur travail. Ainsi, pour la fabrication d'un objet déterminé, on conçoit l'avantage qu'il y a à ce que les ouvriers travaillant successivement à la fabrication de cet objet coopèrent dans le même atelier. List montre combien la dispersion en différents pays des ouvriers requis pour un même travail est cause de difficultés et d'enchérissement, sans tenir compte des troubles que peuvent amener dans la fabrication les ruptures internationales. List relève cette déclaration de

La division
du travail

(1) List emploie pour conclure une de ces formules brillamment littéraires dont il a le secret et qui constituent le charme principal de son style : « Le peuple anglais entend le bruit de l'explosion; c'est dans d'autres pays que le désastre éclate. »

Smith disant que la division du travail est moins applicable à l'agriculture qu'à l'industrie manufacturière. A cette occasion il fait dans le *Système National* profession de foi de régionalisme, un régionalisme mitigé s'accordant fort bien avec son attitude aux Etats du Wurtemberg : chaque homme sert d'abord sa province, mais celle-ci doit se consacrer essentiellement, par la spécialisation, au service de la nation tout entière. Ce n'est pas un renoncement aux principes traditionnels du régionalisme mais c'en est une habile et naturelle exploitation : la région garde son caractère, son importance, sa raison d'être, son autonomie relative, mais elle n'est une cellule économique qu'autant qu'elle sert les intérêts supérieurs de la nation. Si cette idée est particulièrement chère à List, au point qu'il s'y étend longuement dans ses articles sur l'agriculture de 1842, c'est qu'il voit là une façon de révéler aux différents Etats allemands l'importance de leur rôle dans l'association : chacun garde une indépendance nécessaire. Mais ce sera ce qu'Eichhorn appelle une indépendance-devoir et non pas une indépendance-droit. La province, à la différence de l'Etat, ne doit pas rechercher l'autonomie économique. Elle doit tirer son importance et sa richesse des services qu'elle rend à la communauté nationale, et pour cela soumettre ses intérêts apparents à ceux de l'Etat, trouvant ainsi son intérêt réel. On a pu tirer un argument supplémentaire de cette conception de la province pour redire que List n'est qu'un protectionniste temporaire ne demandant qu'à voir, au jour où l'égalité entre les différents Etats sera atteinte, se généraliser la pratique de la liberté commerciale.

Rapports
entre agriculture
et industrie

List constate que, surtout en matière agricole, le partage des tâches ne peut se réaliser qu'en un pays parvenu à un haut degré de développement dans toutes les branches de fabrication. Et c'est à cette occasion qu'il aborde pour la première fois un point capital de sa conception de l'économie politique touchant aux rapports entre agriculture et industrie. Voici le postulat : la fabrique est d'autant plus prospère que les tâches y sont plus divisées, que les ouvriers y sont plus intimement unis et que la coopération de chacun est plus assurée. La force productive de chaque fabrique est d'autant plus grande que l'ensemble de l'industrie manufacturière du pays est plus développée dans toutes ses ramifications et qu'elle est plus étroitement rat-

lachée elle-même aux autres branches de fabrication. De même la force productive agricole est d'autant plus grande que l'agriculture est plus étroitement unie par des relations à la fois locales, commerciales et politiques à une industrie manufacturière perfectionnée dans toutes ses branches. *A mesure que l'industrie manufacturière se développe, le partage des opérations et la combinaison des forces productives se dessinent dans l'agriculture, et elles s'élèvent au plus haut degré de perfection.* Cette association entre l'agriculture et l'industrie manufacturière est la condition *sine qua non* de la prospérité nationale : « La nation la mieux pourvue en forces productives, et par conséquent la plus riche, sera celle qui, sur son territoire, aura porté les fabrications de toute espèce au plus haut point d'avancement, et où l'agriculture pourra fournir à la population des fabriques la majeure partie des denrées alimentaires et des matières brutes dont elle a besoin. »

Dans ses écrits de 1842 et de 1844, plus et mieux encore que dans le *Système National*, List développe son opinion : le pays qui ne vit que de son agriculture se condamne à l'impuissance, d'abord parce que, pour ce pays, la seule richesse nationale est le sol cultivable. Or, les familles, de plus en plus nombreuses, vont se partager ce sol en lots de plus en plus petits. Les besoins de la consommation augmentent avec la natalité, les exportations, qui ne peuvent porter que sur l'excédent des productions agricoles, seront de plus en plus réduites. D'autre part, l'absence d'industrie manufacturière nationale poussera ceux qui veulent s'y consacrer, ou qui sont obligés de le faire par l'insuffisance de l'emploi manouvrier sur le sol national, à s'expatrier, à faire bénéficier les industries étrangères de leur habileté. Nous relevons dans List une remarque datant de 1842 et qui reste brûlante d'actualité puisque nous retrouvons les mêmes expressions dans le livre du professeur Blondel, *Tempête sur l'Europe*, paru en 1937, au point qu'une citation des constatations actuelles du professeur Blondel nous semble le meilleur exposé qu'on puisse faire de celles de List (1) : Aucune tâche n'est pour l'homme

Actualité
des remarques
de List

(1) Nous n'avons pas besoin de signaler qu'il s'agit là d'une pure coïncidence, le professeur Blondel ne s'étant pas le moins du monde soucié, en l'occurrence, des observations faites par Frédéric List, mais ayant tout simplement raconté ce qu'il a vu.

plus importante que la mise en valeur du sol sur lequel il est appelé à vivre. La chasse, la pêche, la cueillette des fruits ont eu sans doute pour l'humanité primitive une importance prépondérante, mais à mesure que la population s'est développée, il a fallu demander au sol la plus grande partie des moyens d'existence et la terre a été pendant longtemps la source principale de la richesse. C'est à une époque récente que les valeurs mobilières ont pris plus d'importance, et que les progrès de l'industrie ont fait perdre peu à peu à la terre une partie de sa valeur. L'évolution s'est faite au détriment des cultivateurs. Tous ceux qui travaillent la terre, qu'ils soient propriétaires, fermiers, métayers ou simples ouvriers, sont unanimes à déclarer que les produits du sol se vendent à des prix qui ont cessé d'être rémunérateurs. *Les économistes sont d'accord pour reconnaître que la valeur vénale de ces produits est inférieure à la valeur vénale des produits d'industrie.* Un ouvrier d'usine crée, dans le même laps de temps, une valeur plus grande que celle à laquelle un cultivateur peut parvenir (1). »

Le progrès agricole
dépend
du progrès
industriel

Ce sont ces considérations qui incitent List à chercher le moyen de valoriser la production agricole en elle-même et d'établir les règles d'une étroite collaboration entre agriculture et manufacture. L'agriculture, dit List, doit bénéficier pour elle-même des méthodes manufacturières, ce qui signifie qu'elle doit s'industrialiser. Elle ne le peut qu'aujourd'hui où l'exploitation agricole sera soumise aux mêmes règles de gestion que l'entreprise manufacturière, qui sont essentiellement : la disposition d'un important capital (List évite de parler de crédit), le perfectionnement continu des procédés techniques du point de vue humain (division du travail, spécification des tâches) et du point de vue matériel (engrais, irrigation, etc.). Mais un vrai développement de la production agricole n'est possible que dans certaines conditions, qui sont également nécessaires au développement industriel, notamment de bons moyens de transport, permettant le trafic des engrais et des produits,

(1) Le professeur Blondel note : « Il y a des exceptions, mais elles ne sont pas nombreuses. On ne peut guère citer que les cultures maraîchères dans le voisinage des grandes villes et certaines cultures industrielles, »

des places commerciales, des débouchés maritimes, etc. Ce sont là des nécessités communes à l'agriculture et à l'industrie, et c'est d'elles que List tire son idée d'une collaboration économique complète entre ces deux activités. Le pays purement agricole ne se soucie d'ordinaire point d'accroître son réseau routier et de perfectionner ses institutions commerciales, parce qu'il ne saurait prétendre à l'activité économique d'une grande nation et qu'il limite son commerce à l'excédent de sa consommation. Au contraire, le pays manufacturier est constamment sollicité par les questions d'approvisionnement et d'écoulement, et le progrès de ses méthodes de transport et de commerce a pour lui un intérêt primordial. C'est donc du développement que l'industrie fait subir à l'économie nationale que l'agriculture tirera son propre bénéfice. Ces facilités commerciales que la manufacture exige vont bénéficier en effet de l'agriculture qui ne pouvait pas les créer elle-même.

Un pays doit donc s'assurer une prospérité manufacturière : les manufactures vont exiger une main-d'œuvre abondante qui utilisera les individus inutiles à l'agriculture, ce qui évitera le morcellement continu des propriétés rurales. La population manufacturière est naturellement consommatrice des produits agricoles : s'il n'y avait pas d'agriculture nationale, seule l'importation pourrait la satisfaire. Au contraire, le problème des débouchés se trouve résolu pour l'agriculture par la présence voisine de l'industrie manufacturière et, par réciproque, l'industrie manufacturière va fournir à la population agricole les objets dont elle a besoin. Non seulement il y aura échange à l'intérieur du pays, mais encore il y aura, du fait de cet échange et de cette collaboration, un progrès général, surtout pour l'agriculture à qui l'industrie révélera sans cesse des méthodes nouvelles accroissant le rendement des terres. « Peu à peu, l'accroissement de la population est attiré dans les fabriques, et une plus grande demande de produits agricoles est créée. Donc les grandes exploitations deviennent plus profitables, et le fermier est encouragé à tirer de son champ le plus grand surplus de produits possibles. » Ainsi, au sein de ces premières données de la théorie des forces productives est échafaudée une théorie qu'on a trop souvent négligée et qui pourtant est capitale dans l'œuvre de List : celle de *l'harmonie des forces productives*,

Théorie de
l'harmonie des
forces productives

Hierarchie
des travaux
nationaux

List, concluant sur la division du travail, établit une sorte de hiérarchie des travaux nationaux (1) : au faite, les travaux intellectuels, les plus importants de tous (2); ensuite, les travaux matériels dont la division générale est celle entre agriculture et industrie manufacturière. Le pays « harmonieux » est celui qui possède l'une et l'autre, car « une nation adonnée exclusivement à l'agriculture est comme un individu qui, dans sa production matérielle, est privé d'un bras. Le commerce n'est que l'intermédiaire entre l'agriculture et la manufacture et entre leurs branches particulières. Une nation qui échange ses produits agricoles contre des articles des manufactures étrangères est un individu qui n'a qu'un bras, et qui s'appuie sur un bras étranger. Cet appui lui est utile mais il ne lui remplace pas le bras qui lui manque, par cela seul que son activité est soumise aux caprices de l'étranger. En possession d'une industrie manufacturière, elle peut produire autant de denrées alimentaires et de matières brutes que ses propres manufactures en consomment; dépendante des manufactures étrangères, elle ne peut produire en excédent que ce que les peuples étrangers ne peuvent pas produire eux-mêmes et ce qu'ils sont obligés d'acheter au dehors. »

Limites
de la production
nationale

List constate que si la division internationale du travail est un idéal philosophique, par contre il n'est pas possible qu'une nation puisse produire utilement des articles pour lesquels elle n'est pas douée par la nature. On ne peut pas produire le thé en Allemagne comme en Chine.

(1) Cette division est assez mal exposée dans le *Système National*, surtout en raison d'une fâcheuse expression de List qui, d'une part, indique comme « division supérieure des travaux dans la nation » celle entre travaux intellectuels et travaux matériels et, ensuite, comme « la plus haute division des travaux dans la production matérielle » celle entre agriculture et industrie manufacturière. Il est au contraire beaucoup plus net dans ses *Rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce*, où il déclare qu'il y a un ordre supérieur des travaux intellectuels, présidant à la seule grande division du travail qui soit, celle entre agriculture et industrie, le commerce n'étant qu'un agent général de liaison aux fins d'importation, d'exportation, et surtout de communication à l'intérieur. Bien loin de conclure par l'infériorité du commerce, il en fait le premier serviteur de l'économie nationale, celui-ci ayant, en effet, la tâche essentielle de servir les autres serviteurs de cette économie.

(2) List n'est pas le premier à avoir exalté le travail intellectuel, mais il est le premier à lui avoir assigné une place dans l'économie politique.

Néanmoins les pays de la zone tempérée sont les plus favorisés par la nature; ils doivent s'employer d'abord à satisfaire leurs propres besoins par les produits de leur sol et ensuite à s'assurer, par leur excédent de production, les produits étrangers qui leur sont nécessaires. Il est bien certain que List glisse autant qu'il peut sur cette question. Il conseille à la nation d'acclimater le plus de production possible sur son territoire, mais il se rend compte qu'il y a des limites à ces possibilités, que la France ne pourra pas produire des épices comme l'île de Java, que par conséquent le nationalisme économique intégral est, lui aussi, un idéal philosophique. Il s'en tient pour l'instant, il est vrai, à de larges exposés définissant sa conception de l'économie politique. Plus tard, nous verrons avec lui comment il cherche à compléter sa doctrine, et sur la question des rapports entre agriculture et manufacture, et sur la question de la division du travail qu'impose la nature dans le cadre international.

Toujours est-il que « l'unité de la nation est la condition essentielle d'une prospérité durable ». Il aborde sans grand bonheur une question délicate : celle de la distinction entre économie privée et économie nationale. Il y consacre une douzaine de pages du *Système National* qui sont assurément parmi les moins bonnes et où nous voyons reparaître les arguments du jeune journaliste allemand, à défaut de ceux du sage économiste. Adam Smith a dit (1) que l'Etat doit agir comme un père de famille, s'appuyant sur ce principe-maître du libéralisme si fréquemment contesté : « Tout en ne poursuivant que son propre intérêt, chaque individu travaille nécessairement pour l'intérêt de la société. » Aussi Smith ne conçoit pas que l'Etat puisse « diriger les particuliers dans l'emploi de leurs capitaux », devant leur laisser la liberté qu'il doit pratiquer lui-même. Le List économiste a déjà répondu à cette objection par son exemple du vrai devoir du père de famille, s'imposant des sacrifices pour la formation de ses enfants. Le List journaliste se noie dans la polémique (2). Il y a cependant

Economie privée
et
économie politique

(1) *Richesse des nations*, livre IV, chapitre 2.

(2) Pour montrer la différence entre l'intérêt de l'individu et celui de la nation, List va chercher comme exemple le cas du brigand et du contrebandier, pour pouvoir donner en conclusion : « Il ne s'en suit

quelques idées importantes à relever : il ne rejette pas les faits de la vie privée hors du domaine économique, mais il trouve une différence de principes entre l'économie privée et l'économie publique, parce que l'économie privée est une économie élémentaire, égoïste, à vue courte, basée sur la recherche du plus grand intérêt immédiat, tandis que l'économie publique, soucieuse de la défense du pays et de la sûreté publique, est une économie supérieure, prévoyante, basée sur la recherche de la plus grande richesse future. En commentaire, on peut dire que, pour List, l'économie privée est celle qui reste soumise aux impondérables psychologiques, tandis que l'économie publique est guidée par de hauts préceptes de morale. On voit qu'il n'y a là qu'une distinction de philosophe. Mais cette distinction va conduire à un programme complet : le gouvernement a le devoir de limiter les méfaits qui peuvent être l'œuvre de l'économie privée, et surtout de guider l'économie privée conformément aux intérêts nationaux. Comment parviendra-t-il à faire naître une industrie utile à l'Etat mais trop coûteuse pour que les entrepreneurs privés soient dirigés vers elle ? Pour leur assurer une protection efficace qui les mettra à l'abri de la concurrence étrangère, List s'efforce de démontrer qu'il n'y aura pas à proprement parler de *monopole* accordé aux entrepreneurs, mais simplement un *privilege*. C'est une argumentation littéraire, si le *privilege* a pour résultat d'assurer le *monopole* de fait.

Reproches
à
l'économie libérale

Aux conceptions économiques de l'école libérale, List reproche trois choses principalement : premièrement « un cosmopolitisme chimérique, qui ne comprend pas la nationalité et qui ne se préoccupe pas des intérêts nationaux » ; deuxièmement « un matérialisme sans vie, qui ne tient compte que de la valeur échangeable des choses » ; troisièmement « un individualisme désorganisateur qui méconnaît l'association des forces ». C'est surtout ce troisième reproche que List développe : le système de l'école libérale, dit-il, « ne représente au fond l'industrie privée que telle qu'elle se développerait dans de libres rapports avec la société, c'est-à-dire avec le genre humain tout entier,

nullement que la société soit d'autant plus prospère que de pareils individus soient moins entravés dans l'exercice de leur industrie privée ! ».

comme s'il n'était pas partagé entre différentes nations. Mais entre l'individu et le genre humain existe la nation, avec son langage particulier et sa littérature, avec son origine et son histoire propres, avec ses mœurs et ses habitudes, ses lois et ses institutions, avec ses prétentions à l'existence, à l'indépendance, au progrès, à la durée, et avec son territoire distinct; association devenue, par la solidarité des intelligences et des intérêts, un tout existant par lui-même, qui reconnaît chez elle l'autorité de la loi, mais vis-à-vis des sociétés semblables possède encore sa liberté naturelle et, par conséquent, dans l'état actuel du monde, ne peut maintenir son indépendance que par ses propres forces et par ses ressources naturelles... Il existe d'ailleurs actuellement entre les nations d'énormes différences; nous trouvons parmi elles des géants et des nains, des corps bien constitués et des avortons, des civilisés, des demi-barbares et des barbares. Mais toutes, aussi bien que les individus, ont reçu de la nature l'instinct de conservation et le désir du progrès. C'est la mission de la politique de civiliser les nations barbares, d'agrandir les petites et de fortifier les faibles, et, avant tout, d'assurer leur existence et leur durée. La mission de l'économie politique est de faire l'éducation économique de la nation et de préparer celle-ci à entrer dans la société universelle de l'avenir. »

Nous aurons, étudiant l'influence de Frédéric List, Le postulat national l'occasion de voir comment de semblables idées, aussi applicables aux problèmes internationaux contemporains qu'à ceux de son époque, ont été reprises par ceux qui, aux temps modernes, sont à leur tour devenus des « maîtres à penser » de la jeunesse économique. List, partant du postulat national, la nation étant conçue comme une sorte de groupement de droit divin entre l'individu et l'humanité, va donc définir la « nation normale » : il nous dit qu'« elle possède une langue et une littérature, un territoire pourvu de nombreuses ressources étendu, bien arrondi », et qu'elle doit contenir « une population considérable ». Il précise : « l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce et la navigation y sont harmonieusement développés; les arts et les sciences, les moyens d'instruction et la culture générale y sont à la hauteur de la production matérielle. La constitution politique, les lois et les insti-

tutions y garantissent aux citoyens une véritable sécurité et des libertés, y entretiennent le sentiment religieux, la moralité et l'aisance, ont pour but, en un mot, le bien de tous. Elle possède des forces de terre et de mer suffisantes pour défendre son indépendance et pour protéger son commerce extérieur. Elle exerce de l'influence sur le développement des nations moins avancées qu'elle, et, avec le trop-plein de sa population et de ses capitaux intellectuels et matériels, elle fonde des colonies et enfante des nations nouvelles. »

List surenchérit : « Une population considérable et un territoire vaste pourvu de ressources variées sont les éléments essentiels d'une nationalité normale, les conditions fondamentales de la culture morale comme du développement matériel et de la puissance politique... Une nation qui ne possède ni littoral ni navigation marchande ni forces navales ou qui n'a pas dans sa puissance les embouchures de ses fleuves dépend des autres peuples pour son commerce extérieur; elle ne peut ni établir de colonies ni enfanter des nations nouvelles; le trop-plein de sa population... profite à d'autres nationalités. »

Ainsi List considère qu'une nation n'est suffisamment évoluée pour la pratique des principes économiques qu'il préconise qu'au jour où elle a des frontières naturelles éprouvées. C'est là son « politique d'abord ». Et cela souligne bien le caractère « défensif » de son système : « Une nation dont le territoire n'est pas arrondi par des mers et par des chaînes de montagnes, est exposée aux attaques de l'étranger et ne peut qu'à l'aide de sacrifices, et d'ailleurs d'une façon insuffisante, établir pour elle un système protecteur de douanes » (1).

Les quatre phases
de l'évolution
économique

Non seulement ces conditions géographiques sont requises des pays qui pourront pratiquer le nationalisme économique, mais List distingue dans l'évolution écono-

(1) C'est à la suite de ces lignes du *Système National* que List expose brièvement un vrai programme de pangermanisme sous le couvert des nécessités douanières de la Confédération germanique, demandant que celle-ci s'étende « des embouchures du Rhin aux frontières de la Pologne, en comprenant la Hollande et le Danemark... ce qui permettrait à la nation allemande d'obtenir ce qui lui manque présentement, c'est-à-dire des pêcheries, des forces de mer, un commerce maritime et des colonies. » Il est intéressant de comparer cette proposition de List à celle des porte-paroles du gouvernement hitlérien.

mique des nations quatre phases : l'état sauvage, l'état pastoral, l'état purement agricole, l'état complexe agricole-manufacturier-commerçant. Nous observerons que cette idée tant combattue des quatre états de l'évolution des nations, idée trop large pour prétendre à la rigueur scientifique mais tirant sa force de ce caractère général, rattache sur ce point List à l'école positiviste. Il y a là un effort de synthèse sociologique et de classement méthodique qui s'apparente évidemment à la loi des trois états, plus absolue dans son principe, d'Auguste Comte (1). — La nation ne peut pratiquer le nationalisme économique que lorsqu'elle est arrivée au quatrième stade de son évolution. Le nationalisme économique lui-même est une méthode, et on peut en décomposer l'évolution en quatre phases : d'abord, une phase de liberté dont nous avons déjà vu la nécessité et qui a pour but de révéler à la nation les richesses produites par les nations évoluées. Ensuite une phase de transifion entre la liberté initiale et la protection : « Lorsque l'industrie manufacturière est encore dans la première phase de son développement, les droits protecteurs doivent être très modérés; ils doivent s'élever peu à peu, à mesure que s'accroissent dans le pays les capitaux intellectuels et matériels, l'habileté technique et l'esprit d'entreprise. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que toutes les branches d'industrie soient protégées également.

(1) Faut-il rappeler que l'humanité, selon Auguste Comte, passe nécessairement par trois états successifs : l'état théologique, l'état métaphysique, l'état positif, cette évolution ne se faisant pas simultanément dans toutes les nations. Au sujet de ce qu'on pourrait appeler la « loi des quatre états du développement économique » proposée par List, Richelot déclare qu'elle ne s'applique qu'aux pays de la zone tempérée, ce qui est évidemment conforme à la pensée de List; il ajoute que cette loi « a eu un grand succès, qu'elle méritait à beaucoup d'égards. Elle a cependant été attaquée par quelques-uns, qui y cherchaient une rigoureuse précision scientifique, à laquelle, dans ses grandes lignes, elle ne prétendait pas. Elle n'implique nullement que le développement de toutes les nations soit le même, qu'elles aient été toutes destinées à parcourir les mêmes phases et à les parcourir dans le même ordre. Le quatrième degré, en particulier, comporte bien des inégalités et bien des diversités. » Les réflexions de Richelot seraient pertinentes s'il ne violait pas la pensée de List en prétendant que selon celui-ci cet ordre d'évolution ne s'impose pas d'une façon générale. Il s'agit, selon List, d'une évolution commune à toutes les nations, au moins dans ses grandes lignes, et les quelques variantes qui peuvent se produire ne prennent pas, toujours dans l'esprit de List, figure d'exceptions.

Les plus importantes, celles dont l'exploitation exige un grand capital fixe et circulant, beaucoup de machines, donc beaucoup de connaissances techniques, d'habileté et d'expérience, et une abondante main-d'œuvre, celles dont les produits sont immédiatement nécessaires à la vie et présentent, par conséquent, une importance considérable sous le rapport de leur valeur totale ainsi qu'au point de vue de l'indépendance du pays, telle que la fabrication de la laine, du coton et du lin, celles-là seules ont droit à une protection spéciale. Lorsqu'elles sont convenablement appréciées et développées, toutes les autres branches de moindre importance grandissent autour d'elles, même avec une protection moindre. »

Troisième phase : celle de la protection, cette protection que Clay veut à la fois « systématique et prévoyante », parachevant l'œuvre de la phase précédente, préparant le retour à la liberté. C'est la phase délicate, et List s'y étend assez peu. Elle nécessite un gouvernement particulièrement éclairé, capable de maintenir les forces acquises et de prévoir les domaines où la concurrence étrangère pourra servir de stimulant.

Quatrième phase enfin, celle du retour à la liberté lorsque le pays a acquis le maximum de la prospérité économique et que la concurrence étrangère est redevenue nécessaire pour stimuler la production.

Dangers
du protectionnisme
intermittent

List met en garde contre les systèmes protecteurs occasionnels, notamment ceux causés par les guerres. Il constate que l'école libérale tolère la protection dans ces cas exceptionnels. Ainsi, dit List, elle condamne « les peuples du continent à rouler perpétuellement le rocher de Sisyphe, à élever toujours des fabriques pendant la guerre pour les laisser tomber au retour de la paix » (1). Dans le *Système National*, qui évidemment ne contient pas à lui seul tous les développements dont nous avons donné le commentaire, notamment quant à la question de l'agriculture et quant à celle de la loi des quatre états, mais qui est le plan le plus sûr de la doctrine de List, notre auteur revient à la ques-

(1) A la suite de ces réflexions, List examine à nouveau le cas de l'Angleterre et déclare qu'elle gagnerait à renoncer à ses privilèges commerciaux au Brésil, qui devaient d'ailleurs lui échapper peu de temps après.

tion initiale de son exposé théorique, à savoir sa conception de l'économie politique. Ainsi il veut rappeler lui-même que les considérations qui l'ont préoccupé ne font pas partie à proprement parler de sa théorie constructive, mais constituent des matériaux nécessaires à l'édification de cette théorie, rentrant dans les définitions et exposés préliminaires.

Il fait une distinction entre l'économie financière et l'économie publique. L'économie financière est l'étude de « ce qui se rapporte à la perception, à l'emploi et à l'administration des moyens matériels du gouvernement d'une société ». L'économie publique est l'étude des institutions et méthodes de réglementation de la vie économique. List fait une différence entre l'économie publique et l'économie nationale, disant que l'économie nationale est une économie publique appliquée à une nation définie comme il l'a fait précédemment, c'est-à-dire à une nation de population considérable, s'épanouissant au sein de frontières naturelles, etc... L'économie financière et l'économie nationale constituent l'économie politique de la nation. List est à ce sujet très bref, trop même, et d'une précision plus apparente que réelle, plus littéraire que scientifique.

Il importe cependant, à l'aide de ces propositions nombreuses, de savoir quelle est sa véritable conception de l'économie politique. C'est ainsi que nous discernons en sa doctrine un élément particulièrement original.

On a soutenu que List divisait, fragmentait l'économie politique, et qu'ainsi il compliquait la méthode la plus utile à sa bonne compréhension. En réalité, List ne s'oppose pas autant qu'il le croit lui-même à la conception traditionnelle de l'économie politique. On dira qu'il est de ceux qui ont opposé l'économie privée à l'économie politique, l'économie publique à l'économie financière, et on s'efforcera de faire de lui un désorganisateur. En fait, List n'a jamais opposé l'économie privée à l'économie politique, et on a pu seulement croire qu'il avait consacré cette opposition parce qu'il n'a pas toujours eu des expressions d'une absolue clarté. Il distingue l'économie privée non pas de l'économie politique, mais de l'économie publique, qui est pour lui tout autre chose. De même, il n'oppose pas l'économie financière à l'économie publique : il les distingue l'une de l'autre.

Distinctions
au sein
de l'économie
politique

Domaine de
l'économie publique
et domaine de
l'économie privée

Expliquons-nous : l'économie politique est la science générale de la prospérité des Etats. Elle englobe par conséquent l'économie financière, étude des moyens matériels de gouvernement, l'économie publique, étude des institutions et méthodes, l'économie privée, étude du comportement individuel. L'économie privée rentre dans la discipline de l'économie politique, parce que celle-ci en est une résultante, que des influences nombreuses et souvent contraires s'y manifestent, en sont même les composants. Aussi, des faits d'économie privée peuvent contrarier des volontés d'économie publique : l'économie politique enregistre le résultat de ce conflit, comme elle aurait enregistré le résultat favorable d'une collaboration entre économie privée et économie publique. Evidemment, pour rester fidèle à ses propositions initiales, List aurait dû rappeler, au chapitre VI du deuxième livre du *Système National*, la place de l'économie privée au sein de l'économie politique. Mais il serait faux de prétendre qu'il l'en rejette, car il spécifie, dans les chapitres précédents, que l'économie publique doit guider l'économie privée (notamment par la protection douanière) pour le plus grand bien de l'économie nationale : ainsi, il montre le rôle politique de l'économie privée et l'associe aux autres formes économiques.

L'économie
nationale

Ce qui est évidemment moins justifiable, c'est cette distinction entre économie publique et économie nationale. On aurait tort d'y attacher trop d'importance : il faut tout simplement conclure que l'économie nationale est l'économie publique de l'Etat arrivé à ses conditions idéales. L'économie publique de la Hollande n'est donc pas, pour List, une économie nationale, parce que la Hollande n'est pas un Etat complet, mais un morceau isolé de la nation allemande. Nous avons retrouvé des propositions analogues dans les œuvres des économistes allemands contemporains, notamment à propos de l'Autriche. C'étaient des considérations philosophiques, des arguments tirés de définitions, qui permettaient à ceux-ci de conclure par la nécessité de l'Anschluss. Ce genre de méthode est fréquent en Allemagne.

En résumé, l'économie politique se divise en trois études : Economie financière et Economie publique qui

constituent l'économie de l'Etat (1) et enfin : Economie privée.

Ainsi celui dont on a voulu faire un désorganisateur est au contraire un « classificateur ». Ses propositions sont sans aucun doute sujettes à caution. Mais il y a un immense effort de clarté, de méthode. En définitive, l'enseignement économique des Facultés a bien évolué selon cette loi pédagogique de spécialisation qui ne brise pas une science, mais qui en enrichit au contraire le domaine général de tous les travaux qu'ont nécessité les études particulières. Remarquons aussi quelles observations on pourrait faire au sujet de cette distinction établie entre économie publique et économie nationale : l'économie publique, c'est la science, c'est l'étude de ce qui est, des institutions présentes de l'Etat. L'économie nationale, c'est l'art, c'est l'étude de l'économie de l'Etat telle que cette économie et tel que cet Etat devraient être. Là encore il y a une division rationnelle au sein de l'économie politique, qui a été reprise avec moins d'étroitesse que par List, mais dont List a tout de même été le promoteur. Cet homme dont on fait trop facilement un littérateur sans connaissances techniques a fortement contribué à faire des études économiques ce qu'elles sont devenues aujourd'hui, une discipline aux contours bien définis, au domaine large et clairement divisé.

Reste évidemment une question grave : celle de la distinction entre économie politique et économie cosmopolite, car jusqu'à présent, lorsque nous avons parlé d'économie politique, c'est au sens où l'entend Frédéric List, au sens national. List a-t-il prétendu que l'économie cosmopolite était à rejeter hors de la connaissance? Lui-même a trop bien observé les conséquences des rapports commerciaux entre les peuples, quant à l'application du libre-échange ou des protections, pour nier qu'il y ait une économie internationale. Mais il se place à l'opposé des libéraux : ceux-ci sont partis de l'économie internationale telle qu'ils eus-

Place
de l'économie
internationale
dans la science
économique

(1) C'est à notre point de vue ce que List a voulu dire au chapitre VI du deuxième livre du *Système National* lorsqu'il dit que l'économie publique et l'économie financière de l'Etat « composent l'économie politique de la nation ». Sinon, il y aurait une inconcevable opposition entre les données confuses de ce chapitre VI et les essais de définition contenus dans les chapitres précédents.

sent voulu qu'elle fût. List remarque que cette économie n'a aucun mode direct d'expression : elle n'est que le résultat des faits et gestes des économies nationales. Cette économie internationale n'a donc à ses yeux aucune réalité, puisqu'elle est sous la dépendance complète de l'économie des différentes nations. Aussi quand List ne veut voir dans l'économie cosmopolite qu'une autre branche de la connaissance, presque extérieure à l'économie politique, son enthousiasme de doctrinaire l'a incontestablement poussé beaucoup trop loin. Lui-même ne peut pas établir de cloisons étanches entre l'économie politique telle qu'il la conçoit et l'économie cosmopolite. Il est évident que du fait même du nombre des nations, la science économique est bien la même qui s'occupe de chaque nation et de la vie internationale. Il n'y a qu'une simple différence de degré. L'économie politique, et c'est chose généralement admise, comprend l'économie politique internationale et l'économie politique nationale. List est le premier à dire que les nations, qui ont leur vie propre, sont des groupements entre l'individu et l'humanité. Il admet une économie privée et une économie nationale qu'il fait rentrer dans la même discipline. C'est donc une erreur grave de méthode que de rejeter hors de cette discipline l'étude des rapports entre ces groupements d'individus que sont les nations.

Définition
de l'économie
politique

Il convient encore d'observer l'originalité de List dans sa définition interne de l'économie politique. Rappelons son expression : « l'économie politique enseigne comment une nation, dans des circonstances données, parvient, au moyen de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et du commerce, à la prospérité, à la civilisation et à la puissance. »

Essai
d'une correction
de cette définition

Pour corriger l'erreur de List rejetant l'économie cosmopolite hors de l'économie politique, on pourrait compléter ainsi cette formule : « L'économie politique enseigne comment *les nations*, chacune dans des circonstances données, parviennent, à la puissance, et étudie les rapports entre ces nations ».

Avant List quelles sont les définitions proposées par les auteurs? List examine l'opinion de Jean-Baptiste Say qui distingue l'économie publique (économie nationale) de l'économie politique (économie internationale), celle de Sismondi qui appelle l'économie politique « la science qui se charge du bonheur de l'espèce humaine ». Mais il insiste

surtout sur les définitions classiques des disciples de Smith : science des valeurs (Mac-Culloch) et surtout science de l'échange. List n'insiste vraiment que sur l'erreur de la définition « science des valeurs » qui ne tient pas compte des forces productives et notamment des forces productives intellectuelles. L'erreur de la définition « science de l'échange » vient de l'erreur même de la définition « science des valeurs », puisque dans celle-ci il s'agit incontestablement des seules valeurs échangeables.

List a compris que l'économie politique se devait de ne pas prendre pour point de départ l'élément « valeurs » ou « richesses » de l'économie politique. Il part de l'élément humain, de cet élément humain qui a sa plus haute expression pratique dans le groupement national. Il est le premier à rompre avec une économie qui, quelles que soient ses prétentions idéologiques, était matérialiste à son point de départ, et à lui substituer une économie humaine (1).

Cette économie humaine s'appuie sur l'histoire, en tire des leçons qui présideront aux réalisations nouvelles, l'histoire de demain sourdant de l'histoire d'hier. C'est ainsi qu'il unit intimement science économique et art économique : la science examine les faits, étudie les causes et les conséquences. L'art s'empare de ces données et construit les propositions d'une économie nouvelle. Il est regrettable que List n'ait pas adopté une formule condensée définissant l'économie politique telle qu'il la concevait. Il aurait pu dire que l'économie politique est l'étude de l'activité nationale dans tous ses efforts d'autrefois, d'aujourd'hui et de demain en vue de la conquête de la prospérité.

Cette définition serait celle qu'aurait sans doute formulé List. Elle est incomplète, gênée par les limites que lui impose la théorie limitative de List. Si l'économie politique renferme à la fois l'économie privée, l'économie nationale et l'économie internationale, elle est évidemment dans chacune de ces trois sphères le composé d'efforts tendant à la conquête de la fortune. Le caractère scientifique de l'économie politique impose une vue moins étroite que celle de List, et c'est pourquoi nous avons eu l'occasion de proposer une définition plus large, disant que l'économie politique

(1) Cf. Gaston Boivin et Maurice Bouvier-Ajam : *Vers une économie politique morale* (Sirey, éditeur, 1938).

est l'étude de l'activité humaine dans tous ses rapports passés, présents et possibles avec la richesse.

C'est à List que revient l'honneur d'avoir associé dans une saine conception de l'économie politique, qu'il appartenait aux économistes postérieurs de perfectionner, l'histoire et l'économie politique et, au sein de celle-ci, la science et l'art, l'observation, la déduction, la doctrine, la construction. L'effort de List, définissant l'économie politique et classant les branches de cette discipline, est un des plus nobles et des plus féconds de tous ceux des serviteurs de la science économique.

CHAPITRE III

La Doctrine : Théorie du Nationalisme économique

D'un exposé synthétique du nationalisme économique. Les forces productives naturelles : le pays agricole-manufacturier, libre-échangeisme agricole. Les forces instrumentales, la rente foncière, le commerce et la colonisation. Le rôle de la monnaie et du crédit dans l'économie des nations. Les « stimulants » à la production et à la consommation, et en particulier la douane.

En économie politique, si important que soit l'apport de Frédéric List à la méthodologie, tant par l'utilisation de l'histoire que par l'élaboration d'une conception nouvelle de l'économie, il ne saurait être comparé à son apport théorique. Pour exposer cette théorie du nationalisme économique, on est naturellement tenté de suivre le plan du *Système National* et de compléter chaque chapitre de ce grand ouvrage par les données correspondantes des différentes autres œuvres. En effet, le plan d'exposition adopté par List est d'une construction solide, logique, harmonieuse. Toutefois, le suivre pas à pas risquerait de nous priver de la vue générale que nous voulons avoir de son œuvre, nous entraînant avec lui à accorder une attention trop grande aux développements que l'actualité et l'inspiration du moment le poussaient à faire sur des questions d'une importance secondaire à nos yeux. Nous nous efforcerons donc de concilier les deux méthodes, donnant un exposé synthétique de la théorie nationale et nous attachant cependant à nous écarter le moins possible du plan général de l'auteur.

Grosso modo, la théorie du nationalisme économique

D'un exposé
synthétique
du nationalisme
économique

s'échafaude en quatre phases : List n'en a pas expliqué la raison, et peut-être n'a-t-il pas lui-même réalisé l'intérêt de son plan. La société primitive ne peut utiliser que les dons immédiats de la nature; puis, elle crée des instruments qui facilitent sa production et sa consommation; les faits monétaires et les phénomènes de crédit prennent une importance vitale et accentuent l'autorité du fait national; enfin, la nation s'équipe pour atteindre l'indépendance et la prospérité. List étudiera donc les forces productives naturelles, les forces instrumentales, les forces financières, les forces nationales, ces dernières étant comprises d'une façon à la fois défensive et constructive.

Section première

LES FORCES PRODUCTIVES NATURELLES

Bibliographie particulière à cette question : Chapitres VII et VIII du Livre II du *Système National*; pages 14 à 21 de l'Introduction du *Système National*. *Lettres à Ingersoll*, différents passages, notamment Lettre 3. Dans les ouvrages secondaires : *Concours pour l'Académie des Sciences Morales* (1837), paragraphe consacré à la liberté agricole (résumé partiel dans le rapport d'Eichthal); *De l'importance d'une industrie manufacturière nationale*, surtout la deuxième partie (Vierteljahrschrift, 1839). *La constitution agraire, l'agriculture rabougrie et l'émigration* (Augsbourg, 1842). *La collaboration de l'industrie manufacturière et de l'agriculture* (Zollvereinsblatt, 1843). *Des rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce*, surtout la première partie (Munich, 1844).

Distinction
des forces
naturelles

Les forces naturelles d'un pays sont, pour List, l'ensemble des données de la nature avant leur transformation par l'homme. Trois grandes divisions pourraient être établies (List ne le fait jamais avec précision) : les forces élémentaires (climat, hydrographie, géologie, relief), les forces produites (on devrait dire : produites ou cachées, car il s'agit non seulement de la flore et de la faune, mais des richesses à extraire du sol), enfin les forces humaines. Ainsi conçues, les forces naturelles s'identifient donc purement et simplement aux données naturelles, aux « moyens » naturels et aux « agents » humains. Ce sont les *vires* latines. List les conçoit comme les facteurs de la prospérité naturelle, grâce à leur collaboration au sein de l'Etat, aussi rend-il au mot « force » son sens dynamique, « énergétique », vivant.

Ces forces naturelles, moyens et agents, se présentent bien différemment dans le pays agricole et dans le pays manufacturier. List, qui se lance dans une longue comparaison entre ces deux pays, ne voit pas qu'il lui faudrait, pour l'expliquer scientifiquement, étudier d'ores et déjà les forces instrumentales, qui sont pour lui les produits des travaux antérieurs des êtres humains. Selon la méthode d'utilisation des forces naturelles qu'emploiera tel ou tel peuple, il s'orientera vers tel ou tel avenir, avenir agricole ou avenir manufacturier. Il s'en tient à un examen des différences actuelles, et il compare avec beaucoup d'intelligence la condition des agriculteurs au *modus vivendi* des manufacturiers : « Les agriculteurs vivent dispersés sur toute la surface du pays et n'entretiennent les uns avec les autres que des rapports éloignés... Le cultivateur s'adresse moins aux hommes qu'à la nature inanimée... Les exemples d'une prospérité éclatante due à des effets extraordinaires frappent rarement ses regards. La propriété, comme la misère, se transmet sous ce régime de génération en génération, et presque toute la force productive que crée l'émulation est annihilée. » Au contraire, les manufacturiers sont « rapprochés les uns des autres par leurs occupations » et « ne peuvent vivre qu'en société et par la société, dans le commerce et par le commerce ». Le manufacturier « ne vit que par sa clientèle. Les cours des matières brutes, des denrées alimentaires, de la main-d'œuvre, des marchandises fabriquées et de l'argent variant sans cesse, le manufacturier ne sait jamais avec exactitude quel sera le montant de ses profits. Les faveurs de la nature et un travail ordinaire ne lui assurent pas l'existence et l'aise comme à l'agriculteur. C'est son intelligence et son activité seules qui la lui donneront. ... Partout il est aux prises avec les hommes, avec des contingences variables, avec les lois et les institutions... » Ici, List reproche à Adam Smith ce qu'il appelle un paradoxe, à savoir cette prétention que « l'agriculture exige plus d'habileté que les arts industriels ». Evidemment, si on prend comme exemple d'art industriel celui de l'artisan, la proposition de Smith est peu soutenable. Mais ni Smith ni List ne pensent à l'artisan. Dès qu'il s'agit de la manufacture, disons de l'industrie, tout dépend de la façon dont on envisage l'art industriel. S'agit-il de l'art industriel en lui-même, intégralement conçu

Pays agricole
et pays
manufacturier

comme activité économique, comme branche de la production unissant les efforts de l'inventeur à ceux du patronat, des techniciens et des ouvriers? Selon cette conception, on donnerait raison à List. Mais s'agit-il de l'art de l'ouvrier industriel, soumis aux principes de la division du travail et de la spécialisation? Dès lors il est évident que le travail indifférencié de l'agriculteur exige par sa variété même plus d'habileté que le travail industriel. Or, le contexte du *Système National* (1) indique bien que c'est à cet art industriel individuel que pense Frédéric List, et ainsi, bien involontairement, il donne raison à Adam Smith.

Avantages sociaux
et moraux
du régime
manufacturier

Les avantages sociaux des manufactures sont nombreux : d'abord, l'industrie offre à la vocation de l'homme un domaine varié et riche. Elle permet une moindre déperdition des forces humaines, selon List qui écrit que la faiblesse de l'enfant, de la femme, de l'impotent et du vieillard va trouver dans les manufactures « emploi et rémunération ». Il conviendrait sans doute de n'admettre pas cette affirmation sans quelques restrictions : l'agriculture n'offre-t-elle pas, au contraire, sous la direction de l'autorité paternelle ou patronale, les meilleurs emplois notamment à l'enfant et à la femme? Il est vrai qu'elle n'offre pas, en général, la meilleure rémunération.

Nous voulons signaler une réflexion de List sur les « masses ». La notion de masse n'apparaît qu'à l'aurore de l'industrie, l'agriculture, domestique et dispersée, ne pouvant connaître un tel phénomène. Or, l'industrie est fille de la science. Donc la pratique de l'industrie éduquera naturellement les masses et les élèvera dans le domaine de la connaissance. Ce progrès de l'intelligence ouvrière se communiquera aux agriculteurs amenés à approvisionner les manufactures et à bénéficier du perfectionnement de la production.

List se leurre bien un peu sur les conséquences morales du progrès manufacturier. Il affirme : « Les manufactures n'agissent pas moins sur le développement de la puissance de travail physique que sur celui des forces morales de la nation ; elles offrent aux ouvriers des jouissances et des sti-

(1) Edition Richelot de 1857 (2^e éd. en langue française), p. 311, § 1.

mulants qui les excitent à déployer toutes leurs forces et elles leur donnent l'occasion d'employer ces forces. »

Alors que « le sauvage reste des jours entiers oisif dans sa cabane », List estime que « le zèle que met le manufacturier à tirer de son temps le meilleur parti possible se communique à l'agriculteur. » Il se voit obligé, pour faire comprendre sa pensée, de signaler rapidement un des points de sa théorie sur lequel il devra par la suite longuement revenir : les manufactures vont accroître la demande de produits agricoles, en conséquence la rente du sol et la valeur du sol vont s'élever. Les manufactures vont proposer aux bénéficiaires de cette rente (1) un placement profitable de leur capital. Et List déclare que le propriétaire foncier, qui « dans le triste produit de la corvée trouvait à peine le moyen de mener une vie grossière à la campagne, » sera maintenant « en état de passer une partie de l'année dans les villes. Là le spectacle et la musique, le culte des arts et la lecture adoucissent les mœurs. Là, dans la société des artistes et des hommes instruits, ils apprennent à estimer l'esprit et le talent... Au lieu de courre les cerfs et les lièvres, ils poursuivent l'instruction et les idées. De retour à la campagne, ils offrent aux moyens et aux petits fermiers des exemples utiles à suivre, et ils obtiennent leur estime au lieu de leurs malédictions. » Sans contester la part de vérité que contiennent ces propos, on peut s'amuser de ce tableau idéal et quasi-romanesque. Si les excès de la routine agricole dictaient à List ces optimistes pensées, les excès de ce qu'on appelle « l'industrialisme » dictent aux moralistes contemporains des idées parfaitement opposées, stigmatisant l'immoralité des villes et prêchant le salvateur retour aux champs. Le spectacle et la musique n'ont pas adouci les mœurs autant que List l'avait souhaité, ou, s'ils les ont adoucies pendant un certain temps, le désir de satisfaire plus aisément des individus souvent exténués par les complications de la vie industrielle, les faits tendre vers un but opposé à l'idéal de List.

Le pays agricole sans manufacture est, en conclusion,

L'agriculture

(1) List ne conteste pas que l'agriculture, sans cesse perfectionnée (grâce à l'exemple manufacturier) offre elle aussi de fructueuses possibilités de placement de capitaux. Nous reviendrons sur ce sujet.

condamné par List à vivre « dans l'esclavage ou du moins sous le joug du despotisme, de la féodalité ou de la théocratie ». Par des exemples empruntés notamment aux Etats Centraux, on pourrait montrer l'exagération d'une telle formule; mais aucun Etat n'est aujourd'hui, à proprement parler, un pays exclusivement agricole. List dit que le pays agricole nanti de manufactures peut atteindre au faite de la civilisation, les progrès manufacturiers étant cause des progrès de l'agriculture elle-même, et la vie nationale imposant à ces deux activités une collaboration indispensable à l'une et à l'autre.

La collaboration

Où l'importance de cette collaboration va se prouver de la façon la plus certaine, c'est dans l'utilisation des forces productives naturelles du pays. Non seulement le pays purement agricole ne va pas utiliser les forces motrices de l'eau et du vent, ni s'approprier les minéraux et les combustibles que la terre recèle, mais il ne va même pas savoir se protéger efficacement contre les forces naturelles opposées à son intérêt : il ne peut pas résoudre par ses propres moyens les problèmes des crues, des ensablements, des assèchements, etc... (1) « La principale force naturelle même, autrement dit la puissance productive de la terre, n'est utilisée que dans une faible proportion tant que l'agriculture n'est pas épaulée par l'industrie manufacturière... Lorsque celle-ci vient à naître dans un pays agricole, on établit des routes, on construit des chemins de fer, on creuse des canaux, on rend les fleuves navigables, on organise des lignes de bateaux à vapeur. » Et dès lors « des matières qui n'étaient précédemment transportables qu'à une distance de quelques milles, comme le sel, le charbon de terre,... peuvent alors se distribuer sur toute la surface d'un empire... Alors, il n'y a pas un pouce-cube de chute d'eau qui n'ait son utilité pratique, et, jusque dans les parties les plus reculées du pays, le bois et divers combustibles, dont on n'avait su jusqu'alors faire aucun usage, acquièrent un prix. »

(1) Notons que Frédéric List fait preuve là encore d'une très grande exagération. « Les pays exclusivement agricoles ont tout de même des moulins à eau, des moulins à vent, et même des procédés techniques de défense contre les forces naturelles contraires. La prospérité industrielle du pays fait progresser ces modes d'utilisation des forces naturelles ou de défense contre ces forces naturelles, mais elle ne les crée pas. » (François Germain).

En définitive, « une nation purement agricole, sous un climat tempéré, laisse par conséquent sans emploi la meilleure partie de ses ressources naturelles. » Est-ce à dire que la nation agricole et manufacturière doit appliquer à la production agricole les mêmes règles économiques qu'à sa production industrielle? List prétend que non, et ici se pose un des plus graves problèmes de sa doctrine.

List ne disconvient pas de la grande utilité que peut présenter pour un Etat « la naturalisation des végétaux » et de l'élevage. Il prend en exemple l'importation par la France des pommes de terre, et des chèvres du Thibet. Mais il affirme que le protectionnisme ne peut pas convenir à la production agricole. Il s'explique : si la France établit des mesures douanières la protégeant contre l'importation des blés et des bestiaux allemands, la diminution du pouvoir d'achat de l'Allemagne résultant de cette prohibition l'empêchera d'accueillir les vins français. Le résultat sera que la France, se voyant privée d'un utile débouché quant à la vente de ses vins, devra acclimater sur le sol qu'elle destinait jusqu'alors à la culture de la vigne une culture moins naturelle dont l'adaptation sera peut-être très coûteuse. La plupart des économistes qui ont examiné ce point de la doctrine de Frédéric List n'ont pas caché leur stupéfaction. Henri Richelot lui-même exprime son étonnement et nous apprend que, l'ayant exprimé à List, celui-ci avait répondu qu'à cette règle générale de la liberté agricole il admettait des exceptions qu'il avait omises dans le *Système National*.

Mais le principe lui-même n'est-il pas en contradiction complète avec le programme de List? Tout l'essentiel de ce programme est établi, ainsi que nous croyons l'avoir démontré, sur des considérations défensives. Admettra-t-on qu'en cas de guerre internationale un Etat puisse moins souffrir d'une privation de produits alimentaires que d'une privation d'objets manufacturés? List n'hésite pas à se déclarer sur la question agricole, « en complet accord avec l'école régnante ». On a cherché à expliquer son attitude par une concession aux théories libérales. Cela semble bien contraire non seulement à la doctrine générale de List mais encore à son tempérament. La vérité nous paraît être que lorsqu'il étudia les questions agricoles, List examina de plus près les conséquences du système mercantiliste tel qu'il avait été appliqué en Espagne, en France et en Angle-

Libre-échangeisme
agricole

terre, et il semble bien que l'exemple français l'ait impressionné plus que les autres.

L'exemple
colbertien

Les trois systèmes mercantilistes que la doctrine traditionnelle distingue (mercantilisme métalliste-espagnol, mercantilisme industrialiste-français, mercantilisme commercialiste-anglais) poursuivent tous les trois le même but, qui est l'accroissement du stock d'or de l'Etat. Pour ce, Colbert entend que les manufactures permettent à la France d'exporter un grand nombre d'objets fabriqués, et il encourage l'importation de matières premières, réservant ainsi à la France le bénéfice de la transformation, source de l'accroissement du stock d'or (1). Colbert ne fait pas subir le même régime à l'agriculture en général. Son but est de maintenir la vie à bon marché, ce qui est la condition des bas salaires. Pour réaliser cette vie à bon marché, il encourage les agriculteurs français en les protégeant contre la concurrence étrangère. Mais, en contre-partie, il ne consent pas à ce que la nation s'adresse à l'étranger pour être fournie en produits agricoles : il s'oppose à la fois à l'importation de produits agricoles, pour protéger les paysans français, et à l'exportation de ces produits, pour imposer une politique des produits agricoles à bon marché. Or, cette politique, que les traditionnalistes eux-mêmes ont souvent reniée, avait pour résultat de priver la France des productions agricoles qui florissaient sur les sols voisins et qu'elle ne connaissait même pas. D'autre part, la vente des produits agricoles, et notamment celle des grains, est très surveillée. La production elle-même est soumise à un contrôle sévère : la culture des céréales étant considérée comme fondamentale, une autorisation est nécessaire pour qu'on

(1) L'Espagne veut exercer une action directe sur le recouvrement des métaux précieux : ainsi, elle exige que les navires exportateurs rapportent en numéraire l'équivalent de leur cargaison cependant que les navires importateurs doivent remporter en marchandises une partie au moins de l'équivalent de leur cargaison. Un tel système se heurte à la contrebande, diminue la puissance de travail d'un peuple et menace de ruiner sa grandeur industrielle et commerciale. Aussi Colbert, selon l'expression de M. Pirou « veut augmenter le stock monétaire par l'intermédiaire de l'essor de l'industrie », tandis que Cromwell s'attache au développement du stock monétaire par l'intermédiaire du commerce, le commerce pour autrui étant l'idéal. Les trois systèmes mercantilistes poursuivent le même but, et si le moyen change, c'est que Colbert et Cromwell comprennent les dangers du bullionisme, dont la réalisation est de plus en plus difficile.

lui substitue des cultures jugées plus rémunératrices. Les difficultés du système sont sensibles surtout dans les années de mauvaises récoltes (1).

Ce qui frappe List, c'est que le protectionnisme agricole a pour résultat de limiter les possibilités productives de la nation : en effet, on peut supposer qu'encouragée par la liberté, stimulée par la concurrence, la culture, et notamment celle des grains, se trouvera encouragée par la possibilité de réaliser un bénéfice, bénéfice qui permettrait au paysan de consacrer un nouveau capital à l'amélioration du sol. C'est là l'idée des physiocrates, idée qui rompt avec la tradition française et qui aboutit à la terrible querelle des grains, querelle qui ramena près un essai de liberté, le principe de la protection, auquel, sous des formes différentes, doivent encore revenir tous les gouvernements français.

D'autre part, List est frappé par ce fait qu'une industrie, dépendant d'éléments mécaniques et d'éléments humains, est beaucoup plus facilement adaptable dans un pays quelconque qu'une culture, en raison même des conditions naturelles du pays, et notamment du climat. Ainsi, puisqu'un pays est capable de créer toutes les manufactures possibles, il a intérêt, dans l'esprit de List, à importer non seulement les matières premières mais encore tous les produits agricoles que lui propose l'étranger, pour se réserver le bénéfice de leur transformation.

Ce sont ces motifs, compréhensibles en eux-mêmes, qui ont poussé List à une généralisation hâtive. Il pose en principe « que les peuples sont d'autant plus riches et d'autant plus puissants qu'ils exportent plus d'articles fabriqués et qu'ils importent plus de denrées alimentaires et de matières brutes ». Il y a là une erreur évidente. Un pays qui produirait lui-même toutes les denrées alimentaires dont il a besoin serait, si l'on admet l'exactitude du programme général du *Système National*, incontestablement plus riche

Ce qu'en retient
List

(1) Les professeurs Camille Perreau (*Manuel d'économie politique*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, éditeur) et Germain-Martin (*Histoire économique et financière*, in *Histoire de la nation française* de Gabriel Hanotaux, Plon, éditeur) ont insisté d'une façon très intéressante sur le fait que le *mercantilisme industriel de Colbert*, seul pris en considération par la majorité des économistes et des historiens de l'économie politique, en tous cas seul pris en considération par List, a été précédé par le *mercantilisme agricole de Sully*. Voir dans le présent ouvrage, 2^e partie, chapitre IV.

que celui qui serait obligé de s'approvisionner à l'étranger. Un pays qui aurait su garantir chez lui de la concurrence extérieure une culture particulièrement rémunératrice se serait aussi bien enrichi de ce fait qu'en acclimatant une industrie. Il y a donc là chez List un point faible qui lui a parfois valu la sympathie de ceux qui, comme le baron d'Eichthal, ont eu à porter un jugement sur son œuvre tout en restant fidèles disciples d'Adam Smith et de l'école libérale.

Anti-racisme

Nous voulons relever une idée de Frédéric List qui nous aidera par la suite à comprendre les causes de l'ingratitude de l'Allemagne contemporaine à l'égard de ce grand théoricien du nationalisme. List, en effet, est absolument opposé à la philosophie raciste : un pays purement agricole se complait dans des coutumes régionales qui le maintiennent dans la routine et l'ignorance. Au contraire le pays manufacturier, toujours disposé à accueillir de l'étranger une innovation profitable, doit étudier les pays voisins pour bénéficier de leur expérience, et ceci rend plus aisé le mélange des races. D'autre part, et plus immédiatement, le pays manufacturier va avoir un grand réseau routier, des voies de communication aisées, et cela va faciliter les mariages entre gens du même pays mais de régions différentes. Enfin, par la prospérité de ses industries, il va attirer l'étranger en même temps que, par la colonisation, il ira civiliser le sauvage. List écrit : « On ne peut nier que du mélange de deux races différentes il résulte, presque sans exception, une postérité robuste et belle, et cette remarque s'étend jusqu'au mélange des blancs et des noirs à la troisième et à la quatrième génération. C'est surtout pour cette raison, à ce qu'il semble, que les peuples sortis de mélanges fréquemment répétés et embrassant la nation entière surpassent tous les autres par la puissance de l'esprit et du caractère, par la vigueur et par la beauté du corps ».



Section deuxième

LES FORCES INSTRUMENTALES

Bibliographie particulière à cette question : Chapitres IX, X, XI et XII de la deuxième partie du *Système National*; *Lettres à Ingersoll*,

différents passages, notamment Lettre 4. Dans les ouvrages secondaires : *Concours pour l'Académie* (1837), paragraphe consacré à la primauté économique de l'industrie; *De l'importance d'une industrie manufacturière nationale*, surtout la première et la troisième parties (*Vierteljahrschrift*, 1839). *Articles du Zollverinsblatt* (1843 et 1844). *Des rapports de l'agriculture avec l'industrie et le commerce*, surtout la deuxième partie (Munich, 1844). Fragments de *De la réforme du royaume de Hongrie* (passage consacré à l'utilité d'une activité industrielle) (Stuttgart, 1845).

List ayant examiné les forces productives naturelles va les distinguer des *forces instrumentales* ou *capitiaux matériels* du pays. Ces instruments sont « les produits matériels d'efforts antérieurs du corps et de l'esprit ». A ce sujet, il déclare que le capital d'un pays comprend non seulement le capital matériel (moyens matériels actuels de la production), mais aussi le capital intellectuel (facultés de création et d'amélioration de la production). Il reproche à Adam Smith de considérer que le revenu annuel du capital d'un Etat n'est pas autre chose que la valeur échangeable du produit annuel de l'industrie nationale, de ne pas comprendre dans sa conception du capital le capital intellectuel sous prétexte qu'il ne va pas fournir une valeur échangeable. List revient encore à ce sujet sur la question de la liberté agricole : Adam Smith, dit-il, a voulu démontrer la nécessité de laisser le capital national chercher son emploi naturel en montrant la folie qu'il y aurait à vouloir produire du vin en Ecosse. Or List est d'accord avec lui sur les leçons qu'impose cet exemple qu'il trouve mal choisi. Mais on répondrait à List qu'en cas de guerre internationale, l'Ecosse est évidemment condamnée à boire de l'eau...

Capital
et force
productive

List aurait gagné à établir une différence plus nette entre la notion de capital et la notion de force productive. On le sent gêné en ce sens que parfois il rapproche ces deux notions jusqu'à chercher à les confondre, et que parfois au contraire il tend à les dissocier. S'il les avait séparées d'une façon définitive, il n'aurait pas eu à critiquer aussi longuement les définitions de l'école libérale, et il se serait contenté de dire qu'à la conception libérale du capital proprement dit doit s'ajouter la conception d'une force productive, force qu'il aurait eu alors la prudence de ne pas confondre avec le capital lui-même, mais de présenter comme un instrument de production capitaliste.



Rente foncière
et forces
instrumentales

« On s'étonne notamment de voir List étudier après cet exposé des forces instrumentales et de leur nature propre le caractère spécifique de la rente foncière », dit Hartmann. Cet étonnement, partagé par la plupart des commentateurs de List, ne nous semble pas très logique : évidemment, et nous l'avons dit déjà, List aurait du tenir compte de l'élément instrumental lorsqu'il distingue les pays manufacturiers des pays agricoles. Mais cette négligence, que son plan justifiait sans doute à ses yeux, contribue à expliquer son attitude : la rente foncière, il le spécifie, est non pas le bénéfice direct de l'exploitant tiré du revenu du sol, mais, en quelque sorte, l'appréciation de ce bénéfice en vertu des contingences économiques générales. La rente foncière n'est pas une simple utilisation, de nature plus ou moins instrumentale, du capital naturel, mais une mesure du bénéfice de l'agriculteur en fonction non seulement de ses efforts instrumentaux personnels, mais de l'évolution nationale accrue, dans tous les domaines de l'activité nationale, par une utilisation meilleure des facteurs instrumentaux, conçus dans le sens le plus large du terme.

« Si la protection en faveur des manufactures indigènes portait préjudice aux consommateurs de produits fabriqués et ne servait qu'à enrichir les fabricants, les propriétaires fonciers et les agriculteurs, qui constituent parmi ces consommateurs la classe la plus nombreuse et la plus importante, seraient particulièrement atteints. Mais on peut établir que cette classe retire des manufactures de plus grands avantages que les fabricants eux-mêmes; car les manufactures créent une demande pour une plus grande variété et pour une plus grande quantité de produits ruraux, augmentent la valeur échangeable de ces produits, et permettent à l'agriculteur de tirer un meilleur parti de sa terre et de son travail. » Cette amélioration sera progressive, selon List : une hausse de la rente du sol aura pour conséquence une augmentation des profits et des salaires, d'où une augmentation de capital donnant un pouvoir d'achat et de placement accru; l'accroissement de la rente a pour conséquence l'accroissement de la valeur du sol, cependant que l'accroissement des capitaux occasionne un accroissement de « la valeur échangeable du travail ».

List pose en postulat que la valeur échangeable des biens de campagne n'est rien d'autre que leur rente capitalisée, et qu'elle est soumise d'une part à la valeur de cette rente et, d'autre part, à « la masse de capitaux moraux et matériels du pays », toutes idées qu'il va développer.

Ce que List entend par « rente territoriale », « rente de la terre », « rente de la propriété foncière », n'est rien d'autre que le « produit net » des physiocrates et la « rente foncière » de Ricardo. Le produit net des physiocrates est dû à la générosité de la nature, la rente foncière de Ricardo est due à l'avarice de la nature, à la rareté des terres fertiles, mais dans les deux cas cette rente peut être définie comme « l'excédent de la récolte sur ce que l'agriculteur a dépensé » (Gaëtan Pirou).

Dans un pays agricole peu cultivé et peu peuplé (List prend pour exemple la Pologne), la rente foncière peut atteindre jusqu'à la moitié du produit brut. Dans un pays avancé et peuplé (List prend pour exemple l'Angleterre), la rente n'est souvent que du quart ou du cinquième du produit brut. Un examen superficiel permettrait donc de rendre hommage à l'économie sommaire de la Pologne. Mais il faut considérer le produit brut en lui-même : or, dans les pays avancés, le produit brut est tellement plus considérable que dans les pays purement agricoles, que la rente, diminuée en quotité, est supérieure en quantité. List appuie cette théorie d'une éclatante démonstration par les chiffres, par les faits. C'est un des plus beaux exemples d'utilisation des données historiques : ici, il n'y a pas de théorie à construire, la leçon des faits s'impose d'elle-même. Il reste à l'homme de doctrine à l'enregistrer.

Autre constatation : « De même que la valeur en argent de la rente de la terre est plus élevée chez la nation manufacturière et commerçante que chez la nation agricole, la valeur en argent des terres est aussi plus considérable. A égale fertilité naturelle, la valeur des terres est 10 ou 20 fois plus élevée en Angleterre qu'en Pologne. » C'est une observation qu'Adam Smith a déjà faite, mais List lui reproche de ne pas s'être étendu assez longuement sur cette remarque et surtout de n'avoir pas tenu suffisamment compte de l'importance des manufactures à cet égard car, pour List, les manufactures « sont la cause principale de l'élévation de la rente ainsi que de la valeur de la terre ».

plus importantes que les « causes directes de l'élévation de la rente » citées par Smith (1), à savoir les améliorations agricoles et l'augmentation du bétail en quantité et en valeur échangeable.

Dans son étude de 1844, List va expliquer comment il se fait que la rente foncière et la valeur du sol augmentent sous l'influence manufacturière, tandis que dans le *Système National* il s'attache surtout à démontrer que l'agriculture ne peut pas souffrir du protectionnisme manufacturier. La rente foncière s'élève d'abord parce que l'industrie manufacturière assure une large demande, directement pour la transformation industrielle, indirectement pour l'alimentation de la main-d'œuvre qu'elle réunit; ainsi l'agriculteur, assuré de l'écoulement de ses produits, est poussé à étendre à son maximum sa production, et réalisera de ce fait un plus grand bénéfice. La rente foncière s'élève en second lieu parce que l'exemple donné par la manufacture, le stimulant donné aux sciences par l'industrie manufacturière vont proposer au paysan des procédés techniques nouveaux lui permettant d'accroître sa production. Comme la demande est abondante, le paysan n'hésitera pas à faire des frais qui lui permettront de réaliser ensuite un plus grand bénéfice. Signalons en passant que c'est là un véritable exemple domestique de la théorie du sacrifice, le paysan se privant d'une jouissance immédiate pour s'assurer un meilleur avenir. La rente foncière est accrue enfin grâce à la facilité des transports et à tous les travaux de défense contre les forces naturelles et d'utilisation de ces forces que peut entreprendre un pays manufacturier : en effet, ces travaux facilitent l'écoulement des produits agricoles, la communication entre le paysan et ceux qui l'approvisionnent (notamment en engrais), diminuent ses dangers de mauvaise récolte et ses frais d'exploitation, lui permettent par conséquent de faire moins de frais pour une plus grande vente, élèvent en un mot la rente foncière.

La valeur du sol

La valeur du sol est pour List accrue de ce fait, puisqu'il déclare qu'elle n'est autre chose que « la rente capitalisée ». Son élévation dépend donc des mêmes causes. Mais, en outre, la loi de l'offre et de la demande fixe ce qu'on

(1) *Richesse des nations*, livre I, chapitre 2.

pourrait appeler le cours de la terre. Dans le pays manufacturier, la demande est plus grande non seulement parce que la rente foncière est plus élevée, et donc le paysan plus encouragé, mais encore parce que l'industrie est créatrice de villes, nécessite des terrains pour son exploitation, et que la science permet d'utiliser toutes les richesses jusqu'alors inconnues du sol et du sous-sol. List remarque que « les terrains qui produisent les plus fortes rentes sont ceux dont la fertilité naturelle a été complètement anéantie et dont toute l'utilité consiste en ce que les hommes y boivent et y mangent, s'y asseyent, y dorment et s'y promènent, y travaillent ou s'y amusent, y enseignent ou y reçoivent des leçons, c'est-à-dire les terrains sur lesquels sont construits des édifices ». Et ceci est pour List une preuve de plus que la valeur du sol vient moins du sol lui-même que des conditions générales de l'économie de l'Etat.

On a craint que le protectionnisme manufacturier nuise à l'agriculture, qu'il accorde des privilèges aux industriels au détriment des paysans. C'est selon List un reproche injuste puisque ce protectionnisme est nécessaire pour que l'agriculture bénéficie d'une demande accrue, d'améliorations et de facilités techniques. D'autre part, les entreprises industrielles font un appel aux capitaux, qu'elles doivent rémunérer, et l'agriculture va bénéficier, pour les raisons que nous avons citées, de l'existence des manufactures, sans avoir à participer à cette rémunération du capital. En outre, elle peut bénéficier aussi de cette possibilité que crée pour elle l'existence de capitaux nombreux, l'entreprise agricole pouvant être le domaine de bons placements qui ne sauraient y être faits sous le régime sommaire de l'agriculture pure, qui n'attire pas le capital.

Les privilèges

List estime que l'agriculture bénéficie donc du protectionnisme manufacturier, et il faut reconnaître que ses observations à ce sujet constituent des pages remarquables. Il va maintenant s'attacher à prouver que le commerce en profite aussi. Malheureusement, et la chose est fréquente chez List, tous les passages consacrés au commerce, tant dans le *Système National* que dans l'étude de 1844, sont très inférieurs à ceux consacrés à l'agriculture. On va même retrouver dans le *Système National* le journaliste, presque le pamphlétaire, et, à défaut de belles pages d'économie politique, nous trouverons de remarquables pages de litté-

rature, au point que certains enthousiastes ont prétendu que List avait volontairement cherché à reposer, à distraire son lecteur. Nous croyons être plus près de la vérité en expliquant ceci par le caractère même de List et les conditions de son travail, et, pour récréatifs que soient certains paragraphes, nous ne voyons pas moins en elles des erreurs.

List étudie la rente foncière après son exposé des forces instrumentales parce qu'il considère, disions-nous, que cette rente est fonction non seulement de l'utilisation par l'agriculteur intéressé des forces instrumentales, mais encore de leur utilisation par tous les éléments actifs de la nation.

Le commerce

Le commerce, lui, est essentiellement l'œuvre de « l'agent » sur le « moyen » matériel. Il ne nécessite pas de transformation du produit, mais c'est à ce travail de transformation que List assimile le plus volontiers le travail commercial, travail d'approvisionnement sans lequel le travail de transformation est inutile. Avouons que c'est là une assimilation bien facile, bien sommaire, bien hâtive et assez peu justifiée. Mais, tout entier consacré à la poursuite de son raisonnement, voulant prouver que le commerce bénéficie lui aussi des avantages accordés à l'industrie manufacturière, List ne s'arrête pas à de telles considérations.

Caractère productif

List reprend sa définition du commerce, qui n'est que « l'intermédiaire de l'échange des marchandises entre les agriculteurs et les manufacturiers, entre les producteurs et les consommateurs. » Conclusion : « Le commerce doit être réglé selon les intérêts et les besoins de l'agriculture et de l'industrie manufacturière qui doivent être réglés selon les intérêts et les besoins du commerce ». A ce sujet, List a été, de son temps, vivement pris à partie par ceux qui prétendaient que sa théorie ne rangeait pas le commerce parmi les activités productives. C'est une objection qui ne tient pas en elle-même, et qui tient moins encore lorsqu'elle lui est adressée. List n'a-t-il pas rangé le travail intellectuel apparemment le plus désintéressé parmi les forces productives de la nation? Dès lors comment pourrait-il nier le caractère productif du commerce, qui, lui, se prouve matériellement, sans même qu'on ait besoin de citer cet exemple typique qu'offre la politique du mercantilisme commercial de Cromwell? List a d'ailleurs soin d'insister

sur le caractère productif du commerce dans son étude de 1844, où il spécifie que ce caractère productif vient du travail effectué, par exemple, par le navigateur qui amène à la métropole les denrées coloniales, travail absolument comparable à celui de l'exploitant qui, sur le sol colonial, récolte ces denrées. L'un et l'autre sont, à des degrés différents, préparateurs de la transformation industrielle (ou de la consommation), puisqu'ils amènent le produit récolté à la manufacture (ou au marché). Si le travail du récoltant est productif, celui du commerçant l'est donc aussi. Le commerce est, au sens latin, une industrie, l'industrie qui transporte et distribue les marchandises : elle ajoute à la valeur de celles-ci (1) : elle est par conséquent productive (2).

List considère que l'école libre-échangiste veut soumettre l'agriculture et l'industrie aux exigences du commerce, ce qui est donner au commerce un rôle tout différent de son rôle naturel d'intermédiaire entre ces deux activités économiques. Le responsable en est « le vieux Gournay », dont la devise « *laissez-faire, laissez-passer* » n'est pas moins agréable aux brigands, aux fourbes et aux fripons qu'aux commerçants et qui, par cela seul, est déjà suspecte ». List est lancé dans la tirade pamphlétaire. L'école de Smith « considère le monde entier comme une république de marchands une et indivisible » et ne s'inquiète pas de ce que le marchand peut s'enrichir « aux dépens des agriculteurs et des manufacturiers, aux dépens des forces productives, que dis-je?, de l'indépendance de la nation. » Sous un tel régime, « le commerçant... ne s'inquiète nullement, et la nature de ses opérations et de son but l'en dispense, de rechercher l'influence que les marchandises qu'il importe ou qu'il exporte peuvent exercer sur la moralité, sur la prospérité et la puissance du pays. Il importe des poisons tout aussi bien que des remèdes. Il énerve des nations entières au moyen de l'opium et de l'eau-de-vie. Que, par l'importation légale ou par la contrebande, il procure à des centaines de milliers d'individus de l'occupation et du pain, ou qu'il les réduise à la mendicité, cela lui importe peu pourvu qu'il réalise un profit. Si ses compatriotes affamés essayent

Un pamphlet

(1) « L'inaccessible n'a pas de valeur pour l'homme » (Corra).

(2) Cf. 2^e édition Richelot, note 1 de la p. 372 du *Système National*.

d'échapper par l'émigration à la misère qu'ils endurent dans leur patrie, il gagne encore des valeurs échangeables en les transportant (!). En temps de guerre il approvisionne l'ennemi d'armes et de munitions. Il vendrait à l'étranger, si c'était possible, jusqu'aux champs labourables et aux prairies, et, après avoir fait argent du dernier morceau de terre, il s'embarquerait sur son navire et s'exporterait lui-même » !

Il ne paraît pas utile de commenter ces lignes qui sont un échantillon des colères de List aussi curieux qu'involontairement amusant. Le bon Richelot, bien décontenancé, fait remarquer qu'évidemment List a obéi à « un mouvement de mauvaise humeur à l'égard du commerce des ports anséates et des grandes places de foire de l'Allemagne. Les reproches qu'il adresse aux négociants pourraient tout aussi bien être adressés aux agriculteurs et aux manufacturiers; il accuse les premiers, par exemple, de fournir à l'ennemi en temps de guerre des armes et des munitions; mais ceux qui produisent ces munitions et ces armes sont-ils moins coupables envers leur pays? » Richelot nous dit encore qu'il ne faut pas oublier que la maxime physiocratique « laissez-faire... » a été réclamée dans l'intérêt du paysan (1). Et il rappelle que Quesnay a écrit que l'intérêt particulier du commerçant et l'intérêt de la nation sont opposés.

Avantages
du régime
manufacturier
pour le commerce

Quels avantages le commerce va-t-il retirer de la protection des manufactures? List insiste sur la primauté du commerce intérieur sur le commerce extérieur (2). Ce commerce intérieur va bénéficier de toutes les interdictions que subit le commerce extérieur, de même que la production nationale va bénéficier de la non-concurrence ou de la moindre concurrence qu'assurent les droits d'entrée.

Commerce
et colonisation

Mais, surtout, le commerce entre pays de la zone tempérée et pays coloniaux va être considérablement accru par

(1) Cf. Olivier-Martin : *Précis d'Histoire du Droit Français* (Dalloz éditeur) § 1.038 et 1.039; et Gaëtan Pirou : *Cours d'Economie Politique*, 1934-35, p. 58.

(2) Son protectionnisme diffère donc en partie de celui de Colbert et totalement de celui de Cromwell. Colbert, tout en encourageant le commerce intérieur, considère le commerce extérieur comme le principal aliment de la richesse nationale. Cromwell fait du commerce en lui-même, et notamment du commerce pour autrui, l'agent de cette richesse : List sur ce point, est donc parfaitement opposé aux méthodes mercantilistes.

le régime protectionniste (1). L'échange des denrées coloniales contre les objets manufacturés est profitable aux forces productives des pays de la zone tempérée (2). Et ceci pose par conséquent le problème de la colonisation. List, dans le chapitre XII du livre 2 du *Système National*, pourtant consacré en grande partie au problème colonial, traite ce problème d'une façon beaucoup trop brève et nullement convaincante. Si nous voulons avoir son opinion exacte, il nous faut nous reporter aux longs passages qu'il y consacre dans son Introduction du *Système National*.

Après avoir constaté que le régime libre-échangiste consacre la monopolisation de la vie manufacturière du globe par un Etat particulièrement évolué (List pense à l'Angleterre), il affirme que « les pays de la zone tempérée sont spécialement propres au développement de l'industrie manufacturière ». Il s'explique : la zone tempérée est la région des efforts intellectuels et physiques. Surtout, il lui apparaît qu'il y a comme une division naturelle entre les pays tempérés destinés à l'industrie, et les pays torrides « peu favorisés sous le rapport des manufactures, qui possèdent en revanche le monopole naturel de précieuses denrées que les pays de la zone tempérée recherchent ». Et List va jusqu'à dire : « un pays de la zone torride ferait une tentative des plus funestes en cherchant à devenir manufacturier. N'y étant point appelé par la nature, il avancera beaucoup plus

(1) « Les importations des peuples de la zone tempérée consistent principalement en produits de la zone torride, tels que sucre, café, coton, tabac, thé, matières tinctoriales, cacao, épices, en articles désignés sous le nom de denrées coloniales. La grande masse de ces denrées est payée avec des objets manufacturés. Ce sont ces échanges qui expliquent surtout des progrès de l'industrie dans les pays manufacturiers de la zone tempérée et ceux de la civilisation et du travail dans les contrées de la zone torride. Ils constituent la division du travail et l'association des forces productives sur l'échelle la plus vaste. »

(2) « L'échange des denrées coloniales contre les objets manufacturés profite sous plus d'un rapport aux forces productives des pays de la zone tempérée. Ces articles, par exemple le sucre, le café, le thé, le tabac servent en partie comme stimulants à la production agricole et manufacturière, en partie comme moyens d'alimentation; la fabrication des objets nécessaires pour solder les denrées coloniales donne de l'occupation à un plus grand nombre de bras; les travaux manufacturiers peuvent être exécutés sur une plus grande échelle, partant avec plus d'avantage; plus de navires, plus de marins et plus de négociants trouvent de l'emploi; et, la population croissant par ces causes diverses, la demande des produits de l'agriculture du pays s'accroît dans une proportion énorme. »

rapidement en richesse et en civilisation, s'il continue à échanger ses productions agricoles contre les produits des manufactures de la zone tempérée ». Il y a donc selon lui un minimum d'ordre naturel des choses, une répartition providentielle des facultés productrices. Et il doit avouer qu'à ce compte-là « les pays de la zone torride tombent dans la dépendance de la zone tempérée ». Ce n'est selon lui qu'une dépendance passagère qui cessera lorsque « dans la zone tempérée, plusieurs nations se feront équilibre quant aux manufactures, au commerce, à la navigation et à la puissance politique » car « ces nations non seulement seront intéressées à ce qu'aucune d'entre elles n'abuse de sa supériorité vis-à-vis des peuples faibles de la zone torride, mais encore elles seront en mesure de l'en empêcher ». Au contraire, il y a un danger de réduction en esclavage d'un peuple torride sous le régime du libre-échange, qui permet à une seule nation de monopoliser la grandeur industrielle commerciale et maritime.

Les avantages du protectionnisme manufacturier seront sensibles et pour le commerce intérieur, approvisionneur des manufacturiers en combustibles, matières premières et denrées (d'où progrès du cabotage, que List qualifie de « pépinière des matelots et des capitaines », et « d'école de la construction navale »), et pour le commerce international, unissant actuellement pays de la zone torride à pays de la zone tempérée, et devant reprendre son rôle important entre pays de la zone tempérée au jour où les progrès réalisés par chaque nation permettront un retour universel à la liberté commerciale. Ces avantages seront sensibles également à la pêche maritime que List croit négligée dans les nations purement agricoles faute d'une forte demande des pays de la mer, demande qui ne peut naître que dans les pays manufacturés.

**

Section troisième

LES FORCES FINANCIÈRES

Bibliographie particulière à cette question : Chapitres XIII et XIV de la deuxième partie du *Système National*. *Lettres à Ingersoll*, notamment la Lettre 10. Dans les ouvrages secondaires : *L'Unité économique et politique de l'Allemagne* (Fragments, 1846). *De l'importation*

tance d'une industrie manufacturière (passages relatifs à l'intérêt pour un Etat d'être « propriétaire du crédit national », 1839). *La conservation du progrès* (Zollvereinsblatt. Fragments, 1843).

Les forces financières sont, au regard de List, les forces instrumentales les plus perfectionnées. Mais, dans l'Etat non collectiviste, elles sont remarquables parmi les autres forces instrumentales, en raison même de leur lien de dépendance avec le fait de l'Etat. List donnant dans son système une place primordiale au crédit national, ce lien est encore plus visible. Et les répercussions de la politique de protection peuvent ébranler, en apparence, la solidité nécessaire des forces financières (forces monétaires et forces de crédit) de la nation.

Quels vont être les effets de la protection manufacturière sur les instruments de circulation, sur les phénomènes monétaires? L'école de Smith prétend que les métaux précieux subissent la loi commune aux marchandises, et en déduisent que la quantité de métaux précieux possédée par un Etat importe peu, puisque la valeur de ces métaux est déterminée par la loi de l'offre et de la demande et que cette quantité de métaux agglomérée à un moment donné n'a aucun caractère de fixité, du fait de la valeur purement commerciale de ces métaux. L'école libérale en conclut que, pour le commerce des métaux comme pour toute autre forme du commerce, la liberté, qui instaurera l'ordre naturel, est la meilleure méthode.

List s'oppose
à la théorie
libérale

Or, List observe tout d'abord que les importations et les exportations des nations ne sont pas réglées selon cet ordre naturel. Elles dépendent, entre autres, de la puissance du pays et de l'état de paix ou de guerre. Elles dépendent surtout de la politique commerciale des Etats.

List prend un exemple historique simple et convaincant : l'Angleterre inonde le continent américain de produits manufacturés. L'Amérique va chercher à régler sa dette en accroissant sa production, en rétablissant l'équilibre de sa balance commerciale par une exportation plus grande de ses produits en Angleterre. Si rien ne faussait cette norme économique, l'Amérique n'aurait qu'à se louer de ces exportations de l'Angleterre. Mais la politique commerciale de l'Angleterre va fausser ce mécanisme : en effet, elle grève les produits américains d'un très fort droit d'importation, et, pour acquitter la dette qu'elle a contractée,

L'exemple
de l'Amérique

l'Amérique doit en fin de compte la solder par des envois d'espèces. D'où des perturbations interminables, désorganisant aux Etats-Unis prix et crédit. On pourrait apparemment se servir de l'exemple que List a pris pour justifier le libre-échange : si l'Angleterre ne grevait pas les produits américains de droits d'importation, si elle respectait la liberté commerciale, le problème de la dette américaine serait résolu sans qu'on ait recours aux envois d'espèces. Mais List regarde ce qui est et non ce qui doit être en théorie, et il est ainsi plus à l'aise pour rejeter les conseils de l'école libérale dans l'idéologie la plus vaine. D'autre part, il a démontré qu'un pays agricole se trouve toujours en état d'infériorité par rapport à un pays manufacturier, qu'il est sous sa dépendance, et la plus grande valeur des produits manufacturés par rapport aux produits agricoles est cause d'inégalité dans la balance commerciale, les productions agricoles ne pouvant s'intensifier et se perfectionner que sous l'impulsion de l'industrie manufacturière. List reprend son exemple historique : ceux qui ont prétendu qu'après tout l'Amérique avait eu sa consolation, en ce sens qu'après cette perturbation générale de son économie financière posée par les exigences de l'Angleterre, le ralentissement des consommations avait rétabli l'économie américaine sur une base nouvelle, ceux-là sont encore dans l'erreur. En effet, « il importe peu au producteur ou au propriétaire d'un objet que son produit ou sa propriété vaille cent centimes ou cent francs, si avec les cent centimes il eut se procurer autant de satisfactions qu'avec les cent francs. Mais des prix bas ou élevés ne sont indifférents qu'autant qu'ils restent longtemps tels qu'ils sont. Si les fluctuations de prix sont fréquentes et fortes, il s'ensuit de graves dérangements dans l'économie des individus comme dans celle de la société. Celui qui a acheté des matières brutes lorsque les prix étaient élevés ne peut rentrer dans ses déboursés en vendant ses produits fabriqués lorsque les prix sont bas... ». En définitive la valeur commerciale du métal précieux est niée par la politique commerciale internationale même, les fluctuations de celles-ci en fixant le cours.

Un pays qui, pour son approvisionnement en objets manufacturés et pour le débouché de ses produits agricoles, dépend de l'étranger, n'est pas maître de son économie

financière : l'Angleterre, en une ère de prospérité, consacre ses capitaux, en grande partie fruits des bénéfices qu'elle réalise dans ses opérations commerciales avec l'Amérique, à stimuler la production agricole et le crédit aux Etats-Unis. Puis, se trouvant gênée par l'insuffisance de ses récoltes et l'impossibilité d'exporter ses produits dans les autres pays du continent (protégés par des droits de douanes), l'Angleterre limite ses crédits, élève le taux de son escompte, réclame le paiement de sa créance. « On s'aperçut alors que les espèces qui circulaient en Amérique étaient la propriété des Anglais » et l'Amérique essaya vainement de se tirer d'affaires par l'exportation de son coton. Si les capitaux anglais avaient été consacrés par les Etats-Unis à des réalisations manufacturières, ils n'auraient pas eu à importer des produits anglais, ils eussent pu soutenir la lutte commerciale, se mettre à égalité avec l'Angleterre et résorber naturellement leur dette. List, du moins, en est convaincu, sans peut-être bien comprendre que les Etats-Unis auraient rencontré eux aussi, dans cette période critique où l'Angleterre se voit fermer les portes du continent, de grandes difficultés pour exporter leurs produits fabriqués, pour réaliser un bénéfice leur permettant de rembourser l'Angleterre. Mais il suppose que les capitaux eussent été naturellement attirés par une politique manufacturière des Etats-Unis utilisant les possibilités productives du sol américain, et l'équilibre se rétablirait du fait que les Etats-Unis pourraient toujours exporter des produits agricoles en Angleterre sans avoir plus à importer de produits manufacturés anglais (1).

Le crédit a un rôle national à jouer. Citons ce beau passage : « Considérez le système des canaux et des digues de la Hollande : il est le fruit des efforts et des épargnes de plusieurs générations. Il faut une suite de générations pour établir dans un pays un système complet de communications, un système complet de fortification et de défense. Le crédit public est une des plus belles créations de l'administration moderne, et c'est une bénédiction pour les peu-

Rôle du crédit

(1) Voulant démontrer les avantages que présente pour le crédit le système de la protection, List, dans le *Système National* (2^e édition Richelot, pp. 405, 406, 407), entreprend une démonstration, sous forme de questions successives qui n'est autre que la méthode classique de la recherche des causes par l'examen des effets.

ples lorsqu'il sert à répartir entre plusieurs générations les frais des ouvrages et des entreprises de la génération présente qui intéressent tout l'avenir de la nation et qui lui assurent existence, développement, grandeur, accroissement de ses forces productives. C'est une malédiction, lorsqu'il est employé pour des consommations inutiles et qu'ainsi, loin d'aider au progrès des générations futures, il leur ôte d'avance les moyens d'entreprendre de grands ouvrages, ou lorsque la charge des intérêts de la dette nationale est rejetée sur les consommations des classes laborieuses au lieu de porter sur les revenus de ceux qui possèdent »(1).

Cet admirable passage, trop peu fréquemment cité, constitue le résumé le plus sûr de la doctrine générale de List, et la meilleure illustration de sa théorie du sacrifice. Il renforce ces deux idées qu'un gouvernement doit agir en père de famille prévoyant de l'avenir, et qu'un Etat est vraiment une personne publique ayant sa vie propre, et non pas une collectivité arbitraire devant être soumise aux intérêts théoriques du genre humain idéalement conçu.

Il nous faut poursuivre la citation à la fois trop brève et trop complète pour qu'on puisse la résumer utilement : « Les dettes d'un Etat sont des lettres de change que la génération présente tire sur la génération future. Elles peuvent avoir été contractées dans l'intérêt particulier du présent, ou dans celui de l'avenir, ou dans l'intérêt commun de l'un et de l'autre. C'est dans le premier cas seulement qu'elles sont condamnables. Mais, chaque fois qu'il s'agit de la conservation et du développement de la nationalité, et que les dépenses nécessaires à cet effet excèdent les ressources de la génération présente, la dette rentre dans la dernière catégorie. Aucune dépense de la génération présente n'est plus avantageuse aux générations à venir que celle permettant l'amélioration des voies de communication, d'autant plus qu'en général ces ouvrages, qui accroissent déjà dans des proportions considérables et selon une progression continue les forces productives des générations à venir, amortissent avec le temps le capital

(1) Des idées analogues ont été énoncées en France par M. Adrien Marquet, lors de la présentation aux Chambres d'un programme de grands travaux destiné non seulement à améliorer l'économie générale du pays, mais dicté surtout par la nécessité immédiate de remédier au chômage.

qu'ils ont employé et rapportent même des intérêts. Ainsi non seulement il est permis à la génération présente de rejeter sur les générations futures la dépense de ces ouvrages, y compris les intérêts du capital employé, jusqu'à ce qu'il donne un revenu suffisant; mais elle est injuste envers elle-même, et elle viole les vrais principes de l'économie politique, lorsqu'elle se charge de tout le fardeau ou même d'une portion considérable. »



Quatrième Section

LES FORCES NATIONALES

Bibliographie particulière à cette question : Chapitres XV, XVI et XVII du Livre II du *Système National*; pp. 19, 20, 21 de l'Introduction du *Système National*; *Lettres à Ingersoll*, notamment les Lettres 2, 8, 9 et 10. Parmi les ouvrages secondaires : *L'économie nationale envisagée du point de vue historique* (Vierteljahrschrift, 1839); *De l'importance d'une industrie manufacturière nationale* (Vierteljahrschrift, 1839, notamment la conclusion); *L'unité économique et politique de l'Allemagne* (1846); et de très nombreux articles de la *Gazette d'Augsbourg*, du *Zollvereinsblatt* et même du *Journal allemand de Reading*, ces derniers connus seulement par fragments et citations.

Quand s'affirme l'unité de la nation, forces naturelles, forces instrumentales, forces financières deviennent des forces nationales. Mais List a des forces nationales *stricto sensu* une conception personnelle : ce sont les forces déployées par la collectivité nationale, et plus spécialement par l'Etat, leur représentant naturel, en vue d'accroître le rendement des forces nationales *lato sensu*. Les forces nationales au sens restreint, ce sont donc les efforts entrepris par la nation pour stimuler sa production et sa consommation, sa prospérité visible dans le domaine international et son bonheur intérieur.

Par une phrase assez maladroite du *Système National*, List entend montrer l'intérêt que présente pour un Etat l'encouragement à la production et à la consommation (1).

L'encouragement
à la production
et à la
consommation

(1) Au début du chapitre XV du Livre 2 du *Système National*, List écrit : « En société, produire, ce n'est pas seulement mettre au jour des produits proprement dits ou de la force productive, c'est aussi

Il insiste sur l'influence de l'éducation et trouve que l'élévation de l'ouvrier par l'instruction est le meilleur des stimulants et à la consommation (besoins accrus) et à la production : il déclare même que « l'accroissement des jouissances de l'ouvrier, loin de nuire à la prospérité générale, a augmenté les forces productives de la société ». Il condamne les mesures tendant à réduire les productions et consommations de luxe : de telles mesures « n'ont fait que tuer l'émulation chez la plupart des habitants et n'ont encouragé que la paresse et la routine » (1).

Les stimulants

C'est sans grande méthode que List va citer les principaux stimulants. Le premier est l'organisation civile et politique de la nation, qui doit permettre au producteur d'accéder aux premiers rangs de la société, au possédant de n'être pas gêné dans la gestion et les signes extérieurs de sa fortune. On a parfois prétendu que List rendait ainsi, au moins sur la première de ses propositions, hommage aux régimes démocratiques. Il faudrait alors définir le mot « démocratique ». List, partisan des libertés plus que de la liberté, est sans conteste admirateur de la démocratie américaine, mais il est le premier à l'orienter vers une formule gouvernementale autoritaire. Son « démocratisme » ne l'empêche pas de se rallier en toute occasion au principe de la monarchie héréditaire. Il le dit en de nombreux endroits, tant du *Système National* (2) que de ses autres écrits. Dans toute la partie historique du *Système National*, il démontre que les Etats forts qui parvinrent au cours de l'histoire à une prépondérance économique soutenue, le durent à l'hérédité monarchique, dont il oppose les bienfaits aux méfaits des aristocraties nobi-

exciter à la production et à la consommation ou à la création de forces productives. » Par cette allusion à la création des forces productives, List veut montrer le caractère productif de la recherche intellectuelle. Mais on ne peut pas dire, comme il le fait, que produire, c'est exciter à la production.

(1) Richelot note : « Cette appréciation judicieuse de l'utilité des consommations de luxe met au néant bien des déclamations dont elles ont été l'objet. D'autres économistes, du reste, et en particulier Mac-Culloch, les ont approuvées en les envisageant du même point de vue, c'est-à-dire comme stimulants au travail. »

(2) Au chapitre XV du Livre II du *Système National*, 3^e §, il oppose la stabilité de la monarchie héréditaire, « favorable au maintien et à l'affermissement des nationalités » à l'instabilité de la monarchie élective.

liaires ou commerçantes. Et notons en tous cas que son « démocratisme », pour obéir aux exigences du jargon moderne, n'est en rien appuyé par un « égalitarisme » que List condamne formellement en plusieurs endroits (et notamment à propos des industries somptuaires et des signes extérieurs de la fortune). Sans empiéter sur la partie du présent ouvrage consacrée à l'influence de List, on peut penser que sa doctrine s'accorde assez bien avec les propositions modernes de la doctrine corporative, au moins de celle qui tend à assurer à tous ceux qui coopèrent à la production la possibilité d'accéder aux plus hauts postes de leur profession et, par la représentation de cette profession, aux plus hautes dignités de la vie économique et sociale (1).

List signale les brevets d'invention comme des stimulants très importants. Il a cette formule heureuse : « Les brevets d'invention sont comme des prix proposés au génie. L'espoir d'obtenir le prix éveille l'intelligence et la dirige vers les perfectionnements industriels. » Mais les stimulants-types sont les droits protecteurs : « Les droits protecteurs opèrent comme des stimulants sur toutes les branches de l'industrie du pays dans lesquelles l'étranger a l'avantage, mais que le pays est capable d'exercer. Ils accordent une prime à l'entrepreneur et à l'ouvrier, en les mettant à même d'augmenter leur instruction et leur dextérité, au capitaliste indigène ou étranger, en lui offrant pendant quelque temps un placement particulièrement avantageux pour ses capitaux. »

Les brevets
d'invention

Et List explique dans quelles conditions on doit « envisager la douane comme moyen puissant de créer et d'affermir l'industrie manufacturière du pays ». Les droits à la sortie ne sont évidemment que des mesures exceptionnelles. (List ne s'étend pas sur ce sujet : il envisage vraisemblablement le recours rarissime aux droits à la sortie comme un moyen de faire demeurer à l'intérieur du pays des produits nécessaires à celui-ci et dont l'exportation serait sans cela compensée par une importation bénéficiant à l'étranger. Mais List s'interdit toute mesure

La douane

(1) Cf. Bouvier-Ajam : *La Doctrine Corporative* (Sirey, éditeur), 2^e édition, pp. 155, 188-190.

restreignant l'importation et l'exportation des produits agricoles, et dès lors les restrictions éventuelles à la sortie deviennent plus improbables, contrairement à la méthode de Colbert. List ne veut pas contester la possibilité pour l'Etat d'imposer des droits à la sortie, mais lui-même n'en conçoit pas, dans son système, la réelle utilité.)

Abstention
des pays arriérés

Les pays torrides ou arriérés (territoire limité, faible population) « ne doivent taxer l'importation des objets manufacturés qu'en fonction du revenu » et sans risquer de compromettre la consommation. « Les mesures de protection ne sont légitimes que dans le but d'aider et d'affermir l'industrie manufacturière du pays » chez des nations denses, riches, évoluées. La protection peut aller de la prohibition absolue, imposée par l'état de guerre, aux droits modérés, en passant par les droits élevés imposant la prohibition en fait. List prend l'exemple de la France de 1815, qui adopta le système protecteur alors que l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis admirent la concurrence victorieuse de l'Angleterre, mais il regrette ce qu'il appelle « les exagérations du système prohibitif de la France depuis 1815 », car la France entrava l'importation de matières brutes et de produits agricoles. Or, en toute occasion, un pays manufacturier n'est riche que s'il offre à ses manufactures un plus grand nombre de matières premières : il commet donc une grave erreur en en restreignant l'importation. A ce sujet, Colwell note, dans l'édition américaine du *Système National*, que List n'attache pas une assez grande importance à la production des matières premières dans le pays. Il fait preuve de trop de confiance envers l'importation (que la guerre peut interrompre). Notamment, « le fer, dit Colwell, dont l'emploi sur une grande échelle est le caractère essentiel de la civilisation, doit être, autant que possible, produit dans le pays » (1).

Les deux phases

Deux phases essentielles dans l'application des principes du nationalisme économique vont être réglées par la douane : d'abord le passage de l'état de libre concurrence à la protection, permettant l'accès de la nation à la pros-

(1) Colwell remarque aussi que List range toujours le fer parmi les matières premières, alors que « le fer en barre, matière première pour certaines branches d'industrie, est lui-même, très exactement, un produit fabriqué ».

périté; ensuite le passage de la protection systématique à une protection modérée, permettant une certaine manifestation de la concurrence destinée à ne pas laisser l'Etat prospère s'endormir sur ses lauriers. Dans l'un et l'autre cas, on doit procéder progressivement : les premières industries à encourager sont celles qui produisent les articles de consommation générale, qui entraînent les autres industries. « C'est par l'acquisition et le maintien de ces vastes industries que la nation acquiert et conserve son importance industrielle, car les interruptions du commerce par la guerre causent peu de dommage lorsqu'elles ne font qu'arrêter l'importation du commerce de luxe. » Ces industries de luxe ne doivent appeler l'attention qu'en dernier lieu.

S'il est du devoir d'une nation d'acclimater les industries qui établissent sa puissance, doit-elle s'attarder à des expériences ruineuses? List a senti toute la gravité de l'objection, et il croit pouvoir dire : « En thèse générale, on doit admettre qu'un pays où une branche de fabrication ne peut pas naître à l'aide d'une protection de 40 à 60 % à son début, et ne peut pas se maintenir ensuite avec une protection de 20 à 30 %, manque des conditions essentielles pour cette industrie manufacturière. » List n'insiste pas sur cette épineuse question : lui-même sent la fragilité du critère qu'il propose, et qui en vaut un autre; mais il a l'honnêteté d'aborder de front ce délicat problème, qu'il résoud comme il peut.

List n'est pas partisan des « primes » (1) ; elles sont, dit-il, inadmissibles comme moyen permanent d'aider à l'industrie du pays dans la lutte commerciale internationale, et plus encore comme moyen de conquérir des marchés à l'étranger. Elles peuvent néanmoins avoir leur utilité lorsque l'Etat aide l'initiative privée (création de compagnies commerciales) : mais il préfère que l'Etat avance une partie du capital nécessaire, si les particuliers n'y suffisent pas, et qu'il apparaisse comme un actionnaire laissant toutefois la préférence aux particuliers quant au paiement des intérêts.

Les limites

Les primes

(1) Ses arguments sont sensiblement ceux que Sully opposait vainement d'ailleurs, aux opinions d'Henri IV, partisan des « primes d'encouragement aux manufactures ».

List reproche à l'école libérale de ne pas distinguer entre le protectionnisme généralisé et le protectionnisme manufacturier qu'il préconise, de croire que ce dernier favorise les industriels aux dépens des paysans, de n'admettre la protection douanière que comme mesure de rétorsion et, pour la fabrication des armes et munitions de guerre, de favoriser les traités draconiens asservissant un peuple ayant des possibilités productives à l'Angleterre. Bref, il réunit toutes ses principales accusations contre « l'école » et termine par elles le Livre II du *Système National d'Economie Politique*, où il a exprimé l'essentiel de sa théorie.

Un
libre-échangiste ?

On a prétendu parfois que List était un « libre-échangiste qui s'ignore ». Il y a là au moins une erreur d'expression. List présente son système protecteur comme « un système transitoire, un procédé de circonstance » (Rist) et non seulement il n'ignore pas les avantages de la liberté, mais il veut y parvenir. Il constate seulement que les mesures libérales actuelles consacrent l'iniquité alors que la liberté commerciale, après l'application par les différentes nations du programme nationaliste, règlera les rapports normaux entre des pays égaux en force et en droits. Mais cette proposition idéale nous apparaît malgré tout comme une vue de l'esprit : elle suppose un renoncement aux politiques particulières et une harmonie entre les forces productives des diverses nations qui sont assez improbables. De même que la doctrine de List lui fut inspirée par l'exemple de nations éprouvées dans leur économie et menacées dans leur avenir par l'hégémonie anglaise, qu'elle constitue donc un programme « opportuniste » en même temps qu'une doctrine générale, les auteurs qui s'inspirent de List en retiendront surtout les principes défensifs et les applications immédiates, ne contribuant que pour une faible part à la réalisation de ce lointain idéal de liberté que prévoyait List, et même souvent en retardant l'incertain avènement.

CHAPITRE IV

Aspects secondaires de l'Œuvre de Frédéric List

Essai d'une histoire des doctrines économiques. Aperçu sur la politique commerciale de quelques grands Etats. List théoricien du droit constitutionnel. List commentateur de Machiavel et d'Antonio Serra. L'enseignement de l'économie politique selon Frédéric List.

Les trois aspects principaux de l'œuvre de List ont été successivement observés : List est un historien des faits économiques, un savant soucieux de définir les éléments de sa science, un constructeur dont la doctrine s'appuie sur sa conception de l'histoire et de cette science économique. Mais il n'est pas que cela. Et, sans y attacher le même intérêt qu'aux études précédentes, il convient d'examiner les aspects secondaires de son œuvre pour avoir de celle-ci une vue moins incomplète.

List a consacré la plupart de ses écrits aux questions primordiales que nous venons de passer en revue : là est l'essentiel des travaux pour la Société allemande de Commerce, des *Lettres à Ingersoll*, des travaux de 1839, 1841, 1842, 1844. Nous ne reviendrons pas sur les études relatives aux chemins de fer, sur les articles d'actualité que ses voyages en Amérique, en France, en Autriche et en Hongrie l'amènèrent à rédiger en le prenant plus ou moins au dépourvu, toutes œuvres que nous avons préféré signaler dans la partie biographique tant elles sont sous la dépendance des voyages et rencontres de notre auteur. Ceci dit, il nous faut remarquer que nous n'avons pas encore mis en évi-

dence tous les points caractéristiques de l'œuvre de List, ni même tous ceux du *Système National*.

Les « systèmes »

Le Livre troisième de cet ouvrage est intitulé : *Les Systèmes*. List comptait vraisemblablement donner à ce Livre troisième une importance comparable à celle du Livre premier, consacré à l'histoire économique, en effet, il s'agit cette fois d'un exposé de l'histoire des doctrines économiques. List, pressé par son éditeur, précipita la rédaction de ce troisième Livre, inégalement proportionné, où il se contenta de résumer ou de critiquer quelques auteurs qu'il connaissait particulièrement bien, remit sur le tapis de vieilles querelles et des arguments par lui déjà usés, en sorte que ce qui aurait pu être une des plus passionnantes parties de son œuvre n'a qu'un aspect de travail bâclé, encore que plus d'un passage en soit à retenir. Et ce qu'il faut retenir surtout, à notre sens, c'est l'idée même de List, qui le poussa à construire avec quelque méthode une histoire des doctrines. La méthode-principe a souffert de l'irrégularité de la rédaction, d'abord parce que List, combattif et combattu, ne pouvait pas réduire à ses justes proportions dans le temps l'œuvre de ses contemporains. Pour y parvenir, il lui aurait fallu la sévère discipline d'un Jacques Bainville, son don de la synthèse et son désintéressement parfois altier, jamais affecté. Mais ce qui est possible pour un historien, ne l'est pas pour un économiste : l'impartialité de celui qui, même s'il a fait école, demeure étranger aux conclusions que d'autres ont tirées de son observation des faits humains, n'a rien de commun avec la sincérité de l'économiste qui, ayant créé une doctrine nouvelle, s'efforce de porter un jugement sain sur les doctrines qui ont précédé la sienne ou qui s'y opposent. On ne peut pas être contemplateur désintéressé d'une lutte d'idées et d'hommes à laquelle on participe.

Originalité

Néanmoins, on sent une réelle application à examiner dans l'ordre chronologique les grandes écoles économiques depuis l'aurore du mercantilisme jusqu'au système d'économie nationale préconisé par List et considéré comme le commencement d'une ère nouvelle. Ainsi est donnée une éclatante démonstration de ce fait trop peu considéré même par les savants contemporains, à savoir que l'économie politique n'a pas attendu, pour se manifester sous sa forme

scientifique, 1776 et la parution des *Recherches sur la Richesse des Nations*. Malgré l'imprfection signalée dans son travail, List réagira utilement contre l'orgueilleuse affirmation des disciples de Smith, pour qui, avant leur maître, l'économie politique n'était qu'empirisme et routine. List n'a pas cette vue sommaire de l'économie, et il retrace la méthode des mercantilistes, méthode tout aussi raisonnée que celle des libéraux, mais assurément moins appuyée sur des vues de l'esprit que sur des réalités nationales, économiques et sociales. Une méthode empirique n'en est pas moins une méthode (1). Il ne faut d'ailleurs pas oublier l'évolution constante du système mercantile, moins sous la poussée des événements que sous l'impulsion de rois et de ministres ayant leur doctrine, et cherchant à l'appliquer. A cet égard, un Sully n'agit pas différemment d'un Turgot : il applique son programme, et qui dit programme dit doctrine.

Dans son souci de remonter aux sources les plus lointaines de l'économie moderne, List va s'efforcer de trouver des auteurs au xv^e siècle même, ou tout au moins au début du xvi^e puisque c'est en 1515 que Machiavel écrivit l'*Ospuculo dei principati*, plus communément appelé *Le Prince*, considéré par List, sans qu'on en sache la raison, comme le premier ouvrage marquant de l'économie politique! La vérité est que List connaissait admirablement l'œuvre de Machiavel, et qu'il ne voulut pas perdre une occasion de montrer son savoir et de commenter un ouvrage qui l'avait passionné. Ses commentaires ne portent d'ailleurs pas, et ne pouvaient matériellement pas porter sur des questions économiques, et il nous semble donc préférable de les examiner en dehors de l'essai d'une histoire des doctrines économiques auquel se livre List (2). List nous dit ensuite que « le premier ouvrage spécial sur l'économie politique qui ait été écrit en Italie est celui d'Antonio Serra, de Naples, sur les moyens de faire affluer l'or et l'argent dans les royaumes. Notons que par cette phrase, reconnaissant Serra comme le premier auteur d'un ouvrage traitant spécialement de l'économie politique, List avoue lui-

Machiavel et Serra

(1) Sur le rôle de l'empirisme en économie politique, cf. l'article de M. Pierre Marty, in *Le Corporatisme* de janvier 1938.

(2) *Système National*, Livre III, début du chapitre I^{er}.

même que Machiavel ne peut être considéré que comme un économiste « amateur ».

List

est mal documenté

List ici est pour le moins très mal documenté : peut-être a-t-il cru bon de regarder la seule Italie, considérant l'œuvre économique des autres Etats comme dénuée d'intérêt. Que ne cite-t-il le *Traité des monnaies* de Nicolas Oresme, qui date de 1355 ? En tous cas, s'il veut faire commencer l'économie politique avec les auteurs du xvi^e penchés sur les *problèmes monétaires*, que ne cite-t-il au moins Jean Bodin et Malestroict ?

On peut dire, en définitive, que List a méconnu l'époque des théoriciens monétaires précédant le mercantilisme colbertien, et qu'il n'a connu qu'un représentant, d'ailleurs peu autorisé, de cette époque. C'est pourquoi nous examinerons plus loin et à part les jugements de List sur l'œuvre de Serra, et nous ne considérerons son essai d'histoire des doctrines qu'à partir du mercantilisme industrialiste.

Méconnaissance
de Sully

List, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, méconnaît l'œuvre de Sully : il ne comprend pas qu'avant Colbert, ce ministre d'Henri IV traça et commença d'exécuter le programme mercantile. List explique lui-même les raisons de son attitude : il appelle la méthode colbertienne « système industriel » et déclare que l'école libérale a improprement appelé ce système « système mercantile ». Pour lui cette expression « système mercantile » signifierait qu'il s'agit d'un système économique conçu en faveur du commerce et des commerçants (1). Mais List ignore donc que les partisans du mercantilisme entendent par système mercantile « système relatif aux activités économiques productives », de même que par l'expression de « marchands » (*mercatores*) ils n'entendent pas exclusivement les commerçants, mais tous ceux que leur activité économique conduit en fin de compte à effectuer une opération de vente. Ainsi, est marchand non seulement le commerçant (ces mots n'étaient pas aux temps classiques des synonymes, et c'est par une erreur de la langue vulgaire qu'ils le sont

(1) Adam Smith a une notion du mercantilisme voisine de celle de Quesnay : c'est pour lui le système préférant les intérêts du commerce et de l'industrie à ceux de l'agriculture. Sans être aussi restrictif que List, il méconnaît cependant le mercantilisme agricole pré-colbertien.

presque devenus), mais aussi le négociant, le manufacturier, l'agriculteur (1). Et, dans ces conditions, ce n'est pas une erreur de distinguer, selon la prédominance d'une activité économique dans l'attention du gouvernement, une ère de mercantilisme agriocle (2) avant celle du mercantilisme industriel à laquelle succèdera enfin un mercantilisme commercial.

L'erreur de List au sujet de Sully nous semble d'autant plus regrettable qu'il aurait trouvé dans l'œuvre du ministre huguenot la première application véritable de son programme. Sully ne s'est pas contenté de dire : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France », mais il a dit textuellement : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France, les vraies mines d'or du Pérou ». On aurait tort de croire que cette deuxième partie de sa phrase tient de la boutade. Elle signifie tout simplement que Sully ne croit pas au bien-fondé du bullionisme espagnol agissant directement sur la balance du commerce, dans le but d'accroître sans intermédiaire, sans moyen terme économique, le stock d'or de l'Etat. Les vraies mines d'or seront les moyens par lesquels un Etat se procure de l'or : ceux qui l'extraient devront le lui céder, en échange des produits manufacturés que la France leur vendra. Pour cela, Sully veut que la France puisse « se nourrir elle-même », et c'est de là que vient le symbole de la poule au pot cher à Henri IV. Ici s'exprime donc la classique différence entre le système mercantile et le système de List : Sully, comme Colbert et avant lui, pratique la politique de la vie à bon marché, du pain à bon marché, et pour cela il établit la protection douanière des produits agricoles, protection en deci et en deçà (3). Mais Sully ne s'arrête pas aux

Erreur regrettable

(1) On relèvera une même erreur de langage à propos du mot « industrie », auquel de nombreux économistes veulent, avec raison, conserver son sens exact : « l'agriculture est la première industrie de l'humanité », écrit M. Blondel (op. cit. p. 2).

(2) Cf. Camille Perreau, op. cit.

(3) La province est le cadre normal de la vie agricole comme de la vie corporative. Mais Sully considère chaque province comme un agent d'exécution du service national, et c'est pourquoi il facilite les échanges économiques inter-régionaux, notamment quant à la circulation des grains. Dans les périodes d'abondance, l'exportation des produits agricoles à l'étranger est tolérée, mais ceci dans les périodes d'abondance seulement.

articles agricoles d'un programme économique. Cette politique de vie à bon marché n'a pour seul but de servir la puissance manufacturière de la France. List, rendant hommage, avant de parler de Colbert, aux corporations, et concevant leur rôle national (1), ne se doute même pas qu'il rend ainsi hommage à Henri IV, Sully et Laffemas, qui sont les premiers à avoir nettement conçu le rôle national des corporations, et à avoir assuré entre les corporations de régions différentes la collaboration nécessaire pour le service du pays.

Enfin, Sully est bien le premier à avoir pratiqué d'une façon générale « la politique du sacrifice » : les manufactures sont créées dans des conditions parfois très coûteuses et difficiles, dans une idée éminente de service national, d'où leurs privilèges et leur caractère extra-corporatif. Des industries et des méthodes étrangères (soie, draps, etc.) sont implantées en France, cependant que Sully, grand-voyer de France, consacre toutes les ressources disponibles aux travaux publics. Pour protéger l'industrie et le commerce français, il pratique la prohibition d'importation, en même temps qu'il tente un gros effort colonial.

Appréciation
du mercantilisme

List déclare que l'avènement du mercantilisme industriel imposa un progrès dans la liberté civile. Il oppose le succès national de l'Angleterre et de la France, qu'il attribue en grande partie à la monarchie héréditaire, à l'échec de la Pologne, soumise à la monarchie élective. Mais le succès lui semble beaucoup plus complet en Angleterre qu'en France, et il faudra nous reporter à différents passages de son œuvre pour avoir à ce sujet une explication plus complète de sa pensée.

Voyons d'abord son analyse du système mercantile qu'il n'appelle jamais autrement que système industriel, analyse qu'il dit avoir faite après lecture d'un livre de Steuart examinant l'application du système mercantile au cours de l'histoire anglaise.

« Voici en quoi consistent les mérites du système industriel vis-à-vis des systèmes qui lui ont succédé :

« 1° Il comprend l'importance des manufactures et leur influence sur l'agriculture, sur le commerce et sur la navigation du pays, et il les reconnaît franchement ;

(1) *Système National*, Livre III, chapitre 2, § 2.

« 2° Il choisit en général le bon moyen pour créer l'industrie manufacturière dans la nation mûre à cet effet;

« 3° Il prend l'idée de nation pour point de départ, et considérant les nations comme des unités, il tient compte partout des intérêts nationaux.

« Voici maintenant les points principaux par lesquels pèche ce système :

« 1° En général, il n'a pas une notion exacte de l'éducation industrielle du pays ni des conditions de son application (1);

« 2° Il provoque par conséquent de la part des peuples qui vivent sous un climat contraire aux manufactures, d'Etats trop petits ou trop peu avancés, une imitation mal entendue du système protecteur (2);

« 3° Il veut, au détriment de l'agriculture, étendre la protection aux matières brutes, bien que l'agriculture soit suffisamment protégée par la nature des choses (3) contre la concurrence étrangère (4);

« 4° Il veut, au détriment de l'agriculture et contre toute justice, favoriser l'exportation des matières brutes (5);

« 5° Il n'enseigne pas à la nation parvenue à la suprématie manufacturière et commerciale qu'elle doit ouvrir son marché à la libre concurrence pour préserver de l'indolence ses manufactures et ses négociants (6);

« 6° Dans la poursuite exclusive du but politique, il méconnaît les relations cosmopolites des nations entre elles, et le but du genre humain; il entraîne ainsi les gouvernements à adopter la prohibition là où la protection aurait suffi, ou à établir des droits prohibitifs là où des droits modérés auraient mieux convenu;

(1) Ce reproche rappelle l'accusation portée par les physiocrates contre l'empirisme routinier des mercantilistes.

(2) L'Etat doit pratiquer la protection lorsqu'il s'est placé au préalable dans les conditions requises. Cf. présent ouvrage, 2^e partie, ch. 2, p. 168.

(3) On s'est servi de cette phrase pour prêter à List une certaine conception de l'ordre naturel des choses.

(4) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, ch. 3, p. 185.

(5) Cette accusation est peu fondée, pour le mercantilisme français notamment et, d'une façon générale, pour le mercantilisme anglais. L'exportation des matières brutes n'est qu'exceptionnellement tolérée par ce pays, ainsi que nous l'avons vu. Le reproche n'est mérité que par le mercantilisme espagnol.

(6) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, Ch. 3, p. 206.

« 7° Enfin, par cet oubli complet du principe cosmopolite, il ne voit pas dans l'union future de tous les peuples, dans l'établissement de la paix perpétuelle et de la liberté générale du commerce, le but vers lequel tous les peuples doivent tendre et dont ils doivent de plus en plus se rapprocher (1) » (2).

Idées de List
sur la chute
du mercantilisme

Pour expliquer la brève durée du mercantilisme en France, durée qui lui semble d'autant plus courte qu'il ne considère que le système industriel de Colbert, List n'a pas, en définitive, d'arguments très précis. L'influence de Mme de Maintenon sur le roi, la révocation de l'édit de Nantes, les dissipations du Régent, la ténacité des institutions féodales un instant matées, telles sont les causes principales qu'il nous propose, en différents endroits, faisant prévaloir tantôt l'une et tantôt l'autre. Tout cela n'est pas très convaincant : la grande erreur de la révocation de l'édit de Nantes, particulièrement sensible à un protestant comme List, n'est tout de même pas une explication valable de la ruine du système mercantile. Si elle priva la France d'une partie appréciable de ses forces économiques, elle n'en ruina tout de même pas une économie menacée par ailleurs par les exigences de la guerre. Les dissipations du Régent et celles de Louis XV étaient moins dangereuses que l'accueil trop libéral qu'ils firent aux idées philosophiques et littéraires anti-mercantilistes. Quant à la ténacité des institutions féodales, il ne semble pas qu'on puisse en parler après le règne de Louis XIV : l'historien serait bien en peine de prouver une recrudescence de féodalité entre le règne de Louis XIV et la révolution. On pourrait même répondre que, bien souvent, c'est avec l'appui des grands seigneurs que les idées physiocratiques ont pu se répandre. Mais les vrais auteurs de la réaction anti-mercantiliste ont été plutôt les philosophes eux-mêmes, théoriciens des droits de l'homme, apôtres de l'égalité, chantres de l'ordre naturel des choses (3). Et ce sont bien les élé-

(1) Ce septième reproche, comme le sixième, ne fait que développer le cinquième. C'est sur eux que se sont appuyés ceux qui prétendaient que List était un libre-échangiste qui s'ignorait. Cf. *ibidem*, p. 206.

(2) *Système National*, 2^e édition Richelot, Livre 3, chapitre II, p. 459 sq.

(3) Cf. Olivier-Martin, *Précis d'Histoire du Droit français*, § 1091 sq.

ments bourgeois du Tiers Etat qui poussèrent à la destruction du système colbertien.

List toutefois indique la cause essentielle de la chute de ce système, la question agricole. Nous avons vu les résultats de la politique du pain à bon marché, particulièrement inquiétants dans les cas de récolte insuffisante (1), l'attitude de Sully (2) et de Colbert (3), la réaction des libéraux (4) et celle de List (5). Nous avons notamment commenté son attitude en relevant à notre sens un véritable paradoxe dans sa doctrine (6).

La politique
agricole

List a été beaucoup plus impressionné par le courant d'idées qu'il a constaté en France surtout, et en Angleterre, que par les principes de son protectionnisme industriel. S'il avait pris pour exemple la France contemporaine de Sully au lieu de se laisser aveugler par celle contemporaine de Turgot, il aurait été amené vraisemblablement à conclure par le protectionnisme agricole. Un Etat qui met sur le même pied la politique agricole et la politique industrielle, qui, par les travaux publics et les privilèges, veut les soutenir l'une et l'autre, n'a pas de motif réel à adopter tout d'un coup une attitude différente et à admettre comme légitime le libre-échange pour l'agriculture quand il le refuse à l'industrie. Ceci est également vrai, en bonne logique, du point de vue défensif (le pays qui produit lui-même les matières nécessaires à son alimentation ne dépend pas de l'étranger). Il est vrai que, si List ne l'a pas fait lui-même avec méthode, on peut néanmoins trouver deux explications à son attitude et au jugement qu'il porte sur le mercantilisme :

D'abord, il déclare qu'un Etat n'est fondé à appliquer la méthode protectionniste qu'au jour où il est parvenu à un certain stade d'évolution. Il doit avoir des frontières naturelles, une population dense et laborieuse, une agriculture riche et des ressources coloniales. Ainsi cet Etat est assuré d'une production agricole satisfaisante, même en se

(1) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, Ch. III, p. 185.

(2) *ibidem*, 2^e partie, ch. IV, p. 210.

(3) *ibidem*, 2^e partie, ch. I, p. 140.

(4) Cf. Olivier-Martin, *op. cit.*, § 1036 sq.

(5) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, ch. III, p. 183. (« Complet accord avec l'école régnante »)

(6) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, ch. III, p. 183 sq.

passant de l'étranger. Notons que List se fait quelques illusions, d'abord parce que lui-même a prévu que les terrains les plus rémunérateurs ne seront pas, au jour de la grandeur manufacturière de la nation, ceux des contrées agricoles; ensuite parce que rien n'est moins assuré, en temps de guerre, que les relations entre métropole et colonies.

List
n'a pas eu
une vue juste
du mercantilisme

Ensuite, il ne conçoit pas le mercantilisme sous son véritable aspect. Il le croit moins attaché qu'il ne l'est en réalité à l'accroissement du stock d'or national. Et c'est pour lui tantôt une occasion de reproches, tantôt une occasion de louanges. Il se persuade parfois que le but du mercantilisme était uniquement la recherche de la grandeur manufacturière, et il déplore aussitôt les erreurs commises, selon lui, en matière de politique agricole. Parfois au contraire, mais exceptionnellement, il comprend mieux le but « métalliste » de la politique mercantiliste, qui devrait lui suffire à justifier le protectionnisme agricole. Mais, comme il voit les résultats de ce dernier avec des yeux de physiocrate, il cherche avant tout à se mettre à l'abri de l'accusation de mercantilisme, et il surenchérit encore dans son libre-échangeisme agricole. Et c'est à ce compte-là qu'on peut prétendre, comme on le fit parfois, que le libéralisme agricole de List est en partie dicté par sa crainte d'être purement et simplement assimilé à un mercantiliste du XVII^e siècle.

Cette étude, vraiment imparfaite et souvent déconcertante, de l'école mercantiliste, est encore le meilleur passage de l'essai d'une histoire des doctrines tenté par List. Ses principales erreurs sont, selon nous, sa négligence totale de la politique mercantiliste pré-colbertienne, et son approbation mal échafaudée du libéralisme agraire.

Les trois pages que List consacre à l'école physiocratique, qui est pour lui la propagandiste du « système agricole », (1) ne sont pas très édifiantes. Il trouve là une occasion d'approuver ses propres idées en matières agricoles, regrettant qu'on ait recours, pour les établir, à des raisonnements d'idéologue fermant les yeux aux réalités de ce monde, et qu'on fasse retomber sur Colbert toute la responsabilité de l'état de l'agriculture française : Colbert, ici,

(1) *Système National*, Livre 3, Chapitre III.

n'est pour List qu'un responsable secondaire, puisque les bienfaits d'une politique manufacturière rejaillissent normalement sur l'agriculture. — C'est là une remarque que List lui-même a mis quelque temps à émettre.

Deux chapitres du *Système National* sont consacrés au « système de la valeur échangeable, appelé à tort par l'école système industriel » (1). L'un d'eux est consacré à Adam Smith, et c'est une occasion pour List d'émettre ses griefs habituels : le système économique de Smith « suppose l'existence de la paix perpétuelle et de l'association universelle, méconnaît les avantages d'une industrie manufacturière nationale et les moyens de l'acquérir, réclame la liberté absolue du commerce ». List retombe dans ses exagérations coutumières ; pour Smith, à l'entendre : « il n'existe pas de nations ; il ne voit qu'une société, c'est-à-dire des individus réunis », d'où « cette exaltation de la personnalité devenue l'origine de toute force productive ». Nous avons déjà vu ce qu'il fallait penser de ces jugements ainsi que de l'accusation, d'ailleurs plus pertinente, qui déclare que Smith « réduit l'économie politique à un théorie pure et simple des valeurs », et que cette autre accusation qui considère que le système de Smith « envisage tout du point de vue du marchand », ce qui est peut-être relativement vrai quant aux conséquences du système incriminé, mais absolument faux quant au système tel qu'il est énoncé. Le second chapitre est consacré à « Jean-Baptiste Say et son école », et c'est une occasion pour List de montrer comment Say a acclimaté en France, en les amoindrissant un peu, les principes de Smith, et d'opposer à Jean-Baptiste d'une part l'œuvre de son frère Louis, d'autre part celle de Chaptal, protectionniste, et celle des Saint-

Smith et Say

(1) Richelot note très justement dès sa première édition : « Ce n'est pas que par opposition au système agricole absolu des physiocrates qu'on a pu donner à l'ensemble des doctrines d'Adam Smith le nom de système *industriel*. Ce nom ne lui est nullement applicable, si on le prend dans le sens de *manufacture*, car, tout en restituant aux manufactures la faculté productive, Adam Smith ne cache pas ses préférences pour l'agriculture et pour les agriculteurs. En tous cas, il me paraît peu convenable de qualifier de système ce qui est déjà la science. Quant à la dénomination que List emploie, elle ne s'entend et ne peut s'entendre que de la théorie de la liberté du commerce telle qu'elle est formulée dans la *Richesse des nations*. »

Simoniens (1) et des Fouriéristes, dont il dit qu' « avec des talents remarquables à leur tête, au lieu de réformer l'ancienne science, ils l'ont rejetée complètement et imaginé des utopies » (2) et c'est là que List arrête son histoire des doctrines...

**

La politique

Il n'y a plus lieu de nos jours de s'étendre sur le Livre IV du *Système National*, que List intitule « La Politique ». Ce sont en effet des considérations sur la politique commerciale de l'Europe contemporaine de List, dont l'essentiel, ce qui doit venir jusqu'à nous, a déjà été examiné par List dans son Livre 1^{er}, consacré à l'histoire économique. Il y a donc là beaucoup de redites, à côté d'exposés qui, s'ils n'ont pas perdu tout intérêt, n'en ont néanmoins conservé qu'un très secondaire. Examinant les rapports entre « la suprématie et les puissances continentales, l'Amérique du Nord et la France », il expose, non sans exagération, les « maximes d'Etat » égoïstes qui ont présidé à l'action de l'Angleterre, fait de William Pitt « le premier homme d'Etat anglais qui comprit l'usage qu'on pouvait tirer de la théorie cosmopolite d'Adam Smith » et de Canning et de Huskisson ceux qui s'efforcèrent d'obtenir de la France (3)

(1) C'est à cette occasion que List rend hommage à Michel Chevalier, pour lequel il avait conçu une grande admiration, explicable une fois de plus par les ressemblances entre l'existence de l'économiste français et la sienne : obligé de partir en Amérique à la suite d'une condamnation de presse, Chevalier ne revint en France que sous l'empire et devint professeur d'économie politique au Collège de France. Grand ami de Cobden, Michel Chevalier écrivit trois ouvrages fondamentaux dont les titres suffisent à expliquer l'analogie d'inspiration avec List : *Histoire et description des voies de communication aux Etats-Unis*, *Lettres sur l'organisation du travail*, *Les brevets d'invention*. Ce qui enthousiasma le plus List fut un ouvrage classé d'ordinaire parmi les écrits secondaires de Chevalier, *Essais de politique industrielle*, paru à la librairie Capelle qui devait éditer la traduction française de l'œuvre de List. Quelle que soit l'admiration que List eut pour Chevalier, il ne connut son œuvre qu'assez tard et ne l'utilisa pas en dehors de son examen des principaux systèmes économiques.

(2) List déclare que le côté faible des saint-simoniens est « l'annihilation de la liberté », et, pour les fouriéristes, il déclare qu'une nation divisée en phalanstères ne pourrait prétendre ni à la puissance ni à l'indépendance.

(3) List montre comment le ministre français Villèle, qui jouit d'ordinaire dans l'histoire de France de peu de considération, sut op-

et des Etats-Unis des traités draconiens, politique continuée, à l'égard de la France, par Poulett-Thompson et son envoyé, le docteur Bowring.

Ensuite, il étudie les rapports entre « la suprématie insulaire et l'union douanière allemande ». Nous connaissons à cet égard la pensée de List : il l'appuie sur les rapports du docteur Bowring et d'Alexandre Ferrier (1) sans ajouter rien de nouveau à ses pensées précédentes. Envisageant ensuite « la politique continentale », il montre que l'intérêt de toutes les nations est « de se défendre contre la concurrence destructive de l'Angleterre », il critique la politique coloniale anglaise dans sa façon de « procéder par bonds » et d'une façon différente selon les peuples, en faisant passer quelques-uns sans transition de l'esclavage le plus absolu à une liberté dangereuse pour ces peuples eux-mêmes, et il reproche à l'Angleterre de vouloir s'annexer l'Orient, en monopoliser les avantages d'importation et d'exportation, ce qui le conduit à lui conseiller de « s'exercer de bonne heure à la résignation, de se concilier par des concessions opportunes l'amitié des puissances européennes et de s'habituer dès maintenant à l'idée d'être la première parmi des égales. » Ces réflexions, énoncées avec concision et sans haine, sont les plus intéressantes, aujourd'hui encore où elles n'ont pas perdu leur actualité, de toutes celles qu'il consacre à la politique commerciale.

La suprématie
insulaire

List termine en examinant « la politique commerciale de la nation allemande ». L'Allemagne doit d'abord se placer dans les conditions nécessaires à la pratique du système

Politique
allemande

poser aux propositions de Canning une vue sensée des vrais intérêts de la France, se souciant fort peu d'accéder au désir de l'Angleterre, de sacrifier des industries françaises protégées en échange d'avantages assez illusoires qui auraient été réservés à certains produits français sur le marché anglais.

(1) C'est de ce Ferrier que Karl Marx, en toute fantaisie et contre toute vraisemblance, fait le principal inspirateur de List! (Cf. Marx, *Theorien über Mehrwerth*, tome I, p. 339.) List aurait été influencé par l'étude de Ferrier. *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, parue en 1805. Les biographes de List sont tous d'accord pour reconnaître que List n'a connu que très peu de choses de Ferrier et qu'il a surtout été documenté sur celui-ci lors de son séjour en France en 1830. De l'aveu de M. Rist, l'assertion de Marx « n'est guère qu'une boutade ». (*Histoire des doctrines économiques* de Gide et Rist, 5^e édition, p. 326.)

national (1), et le Zollverein doit donc comprendre la Hollande parmi les Etats associés (2). Il faut enfin que l'Allemagne tente un gros effort en matière coloniale (3), et « qu'en attendant l'accession des villes hanséatiques et de la Hollande au Zollverein, la Prusse, prenant aujourd'hui l'initiative, crée un pavillon de commerce allemand » qui permettrait la fondation de colonies. Et List de conclure en disant qu'ainsi les droits protecteurs et une amélioration des moyens de communication intérieure assureraient à l'Allemagne une prospérité à laquelle elle a droit.

Rappelons que List, ainsi que nous l'avons signalé dans la partie biographique, a, en dehors du *Système National* traité *De la Réforme économique du royaume de Hongrie*, en 1845, et a résumé ses idées fondamentales sur l'*Unité économique et politique de l'Allemagne*, en 1846. Enfin, son mémoire de 1846, *De l'importance et des conditions d'une alliance entre l'Angleterre et l'Allemagne*, rédigé sur la demande de Bunsen, contredit en grande partie, et pour des raisons d'opportunité politique que nous avons eu à examiner, les observations de List sur la politique commerciale de l'Angleterre telles qu'il les émet dans le *Système National*. Il nous semble fastidieux et inutile de revenir sur ces ouvrages déjà succinctement décrits.

Appréciation

Parmi les aspects secondaires de l'œuvre de Frédéric List, les plus intéressants au point de vue de l'économiste sont

(1) List n'insiste pas sur cette idée dans son Livre IV du *Système National*, alors qu'il a précédemment développé son opinion dans les Livres antérieurs. Il se contente maintenant de montrer le déséquilibre qu'il y a entre la richesse intellectuelle de l'Allemagne et la faiblesse de sa situation économique (Livre IV, chapitre 4).

(2) Dans le Livre I, chapitre 3, List, étudiant l'histoire économique de la Hollande, prévoit la nécessité de son entrée dans le Zollverein. Dans le Livre IV, chapitre 4, il reproche à la Hollande de pratiquer « une politique à courte vue, dont les avantages ne sont qu'apparents », car « elle se conduit mal envers l'Allemagne et méconnaît son véritable intérêt lorsque, trouvant en Allemagne le débouché de la majeure partie de ses produits coloniaux, elle s'approvisionne de produits fabriqués là où il lui plaît. » Le but de la politique allemande sera, sous peine de mesures douanières défavorables à la Hollande, de la faire changer d'attitude.

(3) Il serait intéressant de commenter ces premières revendications coloniales de l'Allemagne, qui ne comptait alors que sur sa propre force commerciale. Selon List, l'effort doit être tenté surtout par l'émigration dans l'Amérique du Centre et du Sud et par la fondation de colonies, grâce aux flottes allemandes, dans l'Australie et dans la Nouvelle-Zélande.

assurément ceux que nous venons de voir : l'essai d'une histoire des doctrines économiques et l'aperçu sur la politique commerciale de grands Etats. Bien que leur rédacteur ne leur ait visiblement pas consacré la même attention qu'aux matières précédentes, bien que leurs imperfections soient nombreuses et particulièrement sensibles, et leurs erreurs aussi graves que les omissions, bien qu'il n'ajoutent pas grand chose à la doctrine et à l'œuvre de List, bien qu'ils soient souvent un assemblage plus ou moins réussi d'idées déjà énoncées tout au long de cette œuvre, ils ne constituent pas moins l'un et l'autre un intéressant effort de création et de mise au point, et leur défaut de méthode n'est pas moins révélateur de méthodes nouvelles, particulièrement utiles à la science économique.

*
**

List reproche à Say de prétendre, « dans la première page de son *Précis d'économie politique*, que l'économie politique n'a point à se préoccuper de la constitution des Etats, qu'on a vu sous toutes les formes du gouvernement des nations s'enrichirent et se ruiner, qu'il importe seulement pour un pays d'être bien administré » (1).

List estime que l'économie politique ne peut pas perdre de vue le problème public, le problème constitutionnel. Il ne veut pas — il l'affirme — « soutenir la supériorité absolue d'une forme de gouvernement sur toutes les autres ». Il constate que les Etats de l'Amérique du Sud n'étaient pas mûrs pour le régime démocratique, qui les a fait rétrograder. De même, il reconnaît que la Russie doit à la monarchie absolue d'avoir réalisé de très grands progrès matériels. En thèse générale, selon lui, l'histoire enseigne qu'une grande prospérité peut être atteinte seulement par les pays « dont la constitution politique, qu'elle s'appelle république démocratique, république aristocratique ou monarchie limitée, garantit pleinement aux citoyens la liberté personnelle et la sûreté des biens, à l'administration, l'activité et l'énergie dans la poursuite des intérêts sociaux, avec la persévérance dans ses efforts. » Nous savons déjà (2) que List

**Le problème
constitutionnel**

Relativisme

(1) *Système National*, 2^e édition Richelot, pp. 452, 453.

(2) Présent ouvrage, 2^e partie, ch.3, p. 202.

considère comme dangereuses la plupart des formes démocratiques simples (il pousse les Etats-Unis, conformément aux idées de Clay, vers cette formule qu'on a parfois baptisée « système de démocratie autoritaire » et qui ressemble toujours un peu à une dictature, même diminuée par un caractère de délégation de pouvoirs et de durée limitée) et la monarchie élective (il lui attribue la faiblesse injuste de la Pologne). Ses préférences vont à la monarchie héréditaire, monarchie étant entendue dans son sens exact de « pouvoir d'un seul », que ce soit un empereur ou un roi. Il a une naturelle méfiance à l'égard du « césarisme » et ne ménage pas ses critiques aux méthodes de Napoléon 1^{er} qui opposaient à l'égoïsme anglais un égoïsme français conquérant. Mais List n'admet pas la monarchie absolue. Cela s'explique pour bien des raisons : il y a d'abord l'influence de son époque, qui passe logiquement du despotisme éclairé à la royauté constitutionnelle, évolution consacrée en France par Louis-Philippe disant qu'il préfère les dangers d'une liberté même poussée un peu loin à l'autorité absolue. Ensuite, il y a la vie même de List : il a souffert de l'arbitraire du roi de Wurtemberg et participé à l'opposition libérale. Enfin, comme cela lui arrive souvent, il a été impressionné par un exemple historique; cet exemple que nous avons déjà cité, et que List exagère hors de toutes proportions, est la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV, ruinant, selon List, toute l'œuvre colbertienne. Enfin, il y a cette crainte de la féodalité que List croit irrémédiablement attachée aux principes de la monarchie absolue. Son époque, moins évoluée que la nôtre, ne connaissait que mal les périodes d'équilibre monarchique, malheureusement gêné par les guerres inévitables qui président inéluctablement à la construction d'un royaume (ce que List, partisan des frontières naturelles et des conditions économiques favorables, devrait comprendre mieux que tout autre), dont les points culminants seront en France, entre autres, les règnes de Louis IX, Louis XII, François I^{er} et Henri IV. Nous croyons bien, en définitive, que List s'en prend plus aux erreurs, particulièrement sensibles en Allemagne, commises par la monarchie absolue qu'au principe de la monarchie absolue. Ce qu'il n'admet pas, c'est la pratique du césarisme par le monarque. Mais la monarchie traditionnelle française, n'accordant au Roi la souveraineté qu'au

jour du sacre, où est prêté le serment de respecter la loi divine, les lois fondamentales du royaume et la situation traditionnelle des ordres, ne lui semble critiquable que dans ses excès, que son époque a tendance à exagérer. Il veut en quelque sorte une monarchie limitée dans ses attributions mais il ne s'oppose pas à ce qu'elle soit absolue dans l'exercice de celles-ci. C'est ainsi que peut être assuré notamment le respect de la liberté individuelle, et que peut être distingué l'intérêt national (d'économie publique) de l'intérêt particulier (d'économie privée) auquel il est supérieur, qu'il doit pouvoir briser lorsqu'il contrarie le bien général (1).

La préférence de List pour la monarchie héréditaire s'explique surtout par ce qu'il considère qu'« il s'agit moins d'être bien administré *pendant quelque temps* que de l'être *constamment* et uniformément. » Mais une monarchie héréditaire qui n'aurait à rendre de compte à personne n'a-t-elle pas ses dangers à cet égard? List répond affirmativement, trouvant qu'un changement de système dans la politique royale peut amener des catastrophes, s'opposant au principe de constance et de continuité administratives désirable. Il revient à l'exemple qui le hante, déplorant qu'une administration nouvelle puisse détruire le bien que sa devancière a fait, que trente années d'une administration comme celle de Colbert aient été suivies de la révocation de l'édit de Nantes. List croit qu'une constitution peut éviter de semblables erreurs, assurant la stabilité administrative; il faut, pour cela « une constitution dans laquelle les intérêts du pays soient représentés ». Croit-il à la stabilité administrative accordée par les parlements? Sa crainte des rivalités dans les conseils des petites républiques qu'il a étudiées suffit à exprimer son manque de confiance dans les ministères soumis à l'approbation et à la désapprobation des majorités représentées aux Chambres. Les intérêts dont il demande la représentation garantie par la constitution sont évidemment les intérêts sociaux et économiques. List, dès le début de son activité publique, s'est efforcé de constituer des groupements d'industriels, de commerçants. Ce sont ces groupements

La stabilité
administrative

(1) Présent ouvrage, 2^e partie, ch. 2, p. 172.

qui sont particulièrement intéressés à la stabilité administrative, et ce n'est qu'avec leur collaboration que le gouvernement pourra exécuter dans toutes ses phases un système continu comme celui du nationalisme économique.

Une représentation
des forces
économiques

Il ne faut pas que l'arbitraire royal puisse bouleverser, par un renoncement subit, par un changement de méthode imprévu, le patient travail que doit accomplir une nation pour parvenir à la prospérité. List désire donc qu'une constitution assure cette collaboration entre représentants des forces productives nationales et gouvernement responsable, mais peut-il faire de ces représentants les juges de la responsabilité gouvernementale, puisque l'intérêt général voulu par le gouvernement peut très bien s'opposer aux intérêts particuliers des groupements économiques? List n'a jamais traité le problème à fond. Ses écrits pour la Société allemande de commerce, son activité tant en Allemagne qu'en Amérique prouvent hautement quel intérêt il attache à la représentation des forces économiques. Que leur respect soit spécifié dans une constitution, c'est assurément le vœu de cet Allemand ne voyant dans sa patrie que des Etats séparés et orgueilleux qui méconnaissent les intérêts de la nation allemande. Mais des gestes comme celui de Louis XIV signant l'édit de Fontainebleau en 1685 le poussent à généraliser : certains juristes français avaient trouvé la révocation de l'édit de Nantes contraire aux lois fondamentales, et le serment du sacre, en vérité, n'apparaît-il pas comme un minimum de constitution? List l'estime insuffisant, mais son désir de voir établir dans les différents Etats une constitution plus précise n'engendre pas du tout une admission du système communément conçu sous l'appellation de royauté constitutionnelle. List, comme tous ceux qui abordent le problème constitutionnel avec l'amour du mieux-être, ne peut pas conclure avec rigueur : il signale ce qu'il considère comme la solution la meilleure, cherchant dans l'histoire des justifications, mais devant faire au fond un acte de foi. La stabilité administrative est pour lui le but : la monarchie limitée (au sens que nous avons défini) lui semble présenter le plus de chances d'y parvenir. Pour cela, List fait confiance au pouvoir royal pour imposer le respect de l'intérêt général, et aux forces économiques pour imposer le respect des méthodes administratives nationales

en même temps que celui des intérêts particuliers. C'est l'idéal classique des partisans du régime monarchique qui désirent que l'autorité royale soit absolue mais conforme aux désirs des représentants des intérêts particuliers, ce qui nécessite de la première la compréhension de ces intérêts mais ce qui nécessite surtout des seconds la compréhension de l'intérêt général et supérieur (1).

**

List fait commencer son essai d'une histoire des doctrines économiques par une étude de Machiavel, et nous avons dit les raisons de cette classification assez fantaisiste. Les partisans de l'unité allemande n'étaient pas sans comparer l'état de l'Allemagne à celui des puissances italiennes au commencement du xvi^e siècle, et tout naturellement ils prêtaient attention aux volontés unificatrices de Machiavel entreprenant de persuader les Médicis qu'ils devaient régner sur l'Italie entière. List, qui s'est inspiré des travaux du comte Pecchio, déclare s'être seulement rencontré avec ses contemporains Ranke et Gervinus, mettant eux aussi en lumière l'action politique de Machiavel.

Machiavel

List souligne le caractère défensif du programme de Machiavel, qui proposait, en 1525, une association des puissances italiennes contre l'étranger, dans sa *Lettre à Guichardin*; et Pecchio constate que cette lettre, communiquée au pape Clément VII, avait contribué à la formation de la Sainte-Ligue en 1526 (2).

(1) Pour List la monarchie absolue et illimitée est néanmoins nécessaire, sans protection constitutionnelle, aux phases inférieures de l'évolution nationale : « Ce sont les périodes de l'esclavage et du servage, de la barbarie et de la superstition, du morcellement national et des privilèges de caste. Car alors la constitution garantit la durée non pas seulement aux intérêts nationaux, mais encore aux abus dominants, tandis qu'il est dans l'intérêt du gouvernement absolu et dans sa nature d'extirper ces abus, et qu'il peut faire arriver au pouvoir un monarque de grande énergie et de grande lumière, qui fasse avancer la nation de plusieurs siècles et lui ouvre une ère indéfinie d'indépendance et de progrès ». Ces réflexions soulignent encore le relativisme du programme constitutionnel de List, car il est en fait bien difficile de définir le moment précis où, à l'entendre, une nation doit passer de la monarchie illimitée à la monarchie limitée.

(2) List n'insiste pas sur un point qui semble justement capital à Pecchio, à savoir le caractère anti-allemand et anti-protestant des alliances de Clément VII (Jules de Médicis).

Le tyran
unificateur

Le but réel de Machiavel écrivant en exil l'*Opusculo dei principati* (1) était d'indiquer aux Médicis les moyens d'imposer leur autorité. Mais Machiavel n'attache qu'une importance secondaire aux droits héréditaires et List croit qu'il y a dans son titre et dans sa méthode une très grande prudence, lui conseillant de parler de « pouvoir absolu » en général, alors que Machiavel pense au pouvoir tyrannique. Ce qu'il demande, c'est le renversement des dynasties particularistes, des féodalités et des municipalités égoïstes, renversement qu'un usurpateur seul peut accomplir pour fonder un empire italien. Pour cela un seul moyen : créer une armée nationale. List montre toute l'habileté de Machiavel, parlant de la « mission providentielle » des Médicis pour les pousser au despotisme, cherchant à ne pas s'opposer les ecclésiastiques tout en faisant tomber leurs droits temporels (2). Il note que Machiavel était animé par des sentiments républicains, mais qu'il considérait comme un devoir national de brimer ses sentiments, d'anéantir « jusque dans ses racines la liberté des républiques ». Il conclut en exaltant le génie de celui qui a si bien compris l'utilité d'une armée nationale, et qui n'hésitait pas à sacrifier des libertés nuisibles pour permettre, après l'asservissement, le règne d'une vraie liberté nationale. « Evidemment, dit-il, Machiavel livrait au despotisme, comme une proie, la liberté usée de quelques villes, dans l'espoir d'obtenir grâce à celui-ci l'unité nationale, et d'assurer par là aux générations futures la liberté sous une forme plus grande et plus imposante. »

Serra

List a également commenté d'une façon très intéres-

(1) List n'est pas sans comparer sa propre existence à celle du « patriote-martyr » italien, l'un et l'autre ayant travaillé en exil à la grandeur du pays natal qui les avait chassés : Machiavel travaillant à la grandeur des Médicis avait été proscrit par eux en 1512 sur l'ordre de l'empereur Maximilien victorieux.

(2) « Ce qui montre que la pensée de l'auteur doit être comprise à demi-mots, c'est le langage tenu par l'auteur au sujet de l'Etat de l'Eglise. C'est ironiquement qu'il dit que les ecclésiastiques ont des terres et qu'ils ne les gouvernent pas, des seigneuries et qu'ils ne les défendent pas; que leurs terres, les plus heureuses de toutes, sont directement protégées par la divine providence, qu'il serait téméraire de porter à leur sujet un jugement. Il est clair qu'il a voulu ainsi, sans se compromettre, donner à entendre qu'un conquérant hardi, surtout un Médicis, dont le pape était le parent, ne rencontrerait pas, sur ce terrain, de grands obstacles. »

sante l'œuvre à peu près complètement oubliée d'Antonio Serra, *Sur les moyens de faire affluer l'or et l'argent dans les royaumes*. C'est surtout la partie de droit public de l'ouvrage de Serra qui a impressionné List, d'abord parce que Serra a montré toute l'utilité de la stabilité administrative, ensuite parce qu'il soutient que la condition essentielle d'une bonne économie est une forme de gouvernement garantissant l'ordre public, la liberté civile, la permanence des lois. Sur la partie économique, Serra ne diffère pas des auteurs de son temps : le signe de la richesse d'un Etat est pour lui l'abondance des métaux précieux, ce que List lui reproche. Mais List l'approuve quand il dit que l'agriculture, l'industrie manufacturière et le commerce sont les moyens d'obtenir cette richesse. List insiste sur l'opinion de Serra disant que « la fertilité du sol est une source certaine de prospérité, mais les manufactures en sont une autre beaucoup plus abondante, pour plusieurs raisons, et notamment à cause du vaste commerce auquel elles servent de base. »



Ainsi est examinée l'œuvre de List sous ses aspects principaux, et sous les principaux de ses aspects secondaires. Il reste cependant une question qui nous semble présenter un réel intérêt. Nous avons signalé toute l'originalité de la doctrine de List, consistant surtout, pour nous résumer, en trois points primordiaux et trois points de second plan :

L'originalité
de l'œuvre de List

d'abord, la collaboration permanente entre la discipline historique et la discipline économique,

la conception de l'Etat comme unité de la science économique, unité vivante dont il faut assurer l'avenir par des sacrifices présents,

une conception large du capital national, basée non pas seulement sur la notion de valeurs échangeables, mais surtout sur la notion de force productive;

ensuite, une tentative de définition de l'économie politique, erronée en partie, mettant en évidence son rôle national,

une tentative de classement méthodique des écoles économiques,

un idéal d'entente internationale et de liberté commerciale.

Nous voudrions maintenant montrer quelle est l'originalité de List dans la méthode de travail qu'il propose à ceux qui se penchent sur les questions économiques. Il ne faut pas oublier que l'auteur du *Système National* fut « le professeur List », « le docteur List, de l'Université d'Iéna ».

Au point de vue des études économiques en général, il n'éprouve aucunement le besoin de les rapprocher des études juridiques du droit privé. C'est ce qui résulte clairement de son *Avis sur la création d'une Faculté des Sciences politiques* en 1817, et de tous les passages du *Système National* où il nous initie quelque peu à sa méthode. Les tractations commerciales entre particuliers, autant qu'elles ne nuisent pas à l'intérêt général exprimé dans des textes de droit public, ne sont pas l'objet de son souci. Il a pour le droit romain un véritable sentiment de haine, et il l'accuse de s'être opposé à l'évolution de l'Allemagne. C'est pour lui, tout comme le latin parmi les études littéraires, une étude sans grand intérêt, sauf peut-être de curiosité, des vestiges d'un passé dont il n'a pas su retrouver toutes les traces dans les civilisations chrétiennes (1).

Le droit public, droit constitutionnel, droit administratif et le « droit des traités » (droit international public) sont au contraire pour lui des « sciences politiques » tout comme l'économie politique. Il conçoit donc un *enseignement politique* qui comprendrait d'une part le *droit public*; avec comme matières l'histoire des Etats, le droit constitutionnel, le droit administratif le droit international; et d'autre part *l'économie politique*, avec comme matières l'économie financière (à laquelle il ne consacre lui-même que peu de lignes), l'histoire économique (qu'il songe peut-être à fondre avec l'histoire des Etats), l'histoire des doctrines et des systèmes économiques (étude des écoles et des politiques), l'économie politique proprement dite. Dans cette dernière, le *Système National* nous permet de distinguer l'économie nationale (agricole, industrielle, commerciale, douanière), l'économie coloniale, l'économie internationale (relations internationales et traités de commerce).

Dans cette méthode d'enseignement, dont le *Système*

(1) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, chapitre I, p. 143.

National ne donne évidemment qu'un exemple imparfait parce qu'il est avant tout un ouvrage de doctrine, de persuasion, on se plaît à retrouver des idées émises de nos jours par quelques-uns des maîtres de l'enseignement économique en France (1). On y trouve en tous cas l'expression parfaite de la pensée de List, à savoir que la science économique est la première servante de la nation.

(1) M. Camille Perreau a souligné la nécessité de l'étude d'une économie nationale. — M. Louis Baudin a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre économie politique et histoire. — M. Georges Blondel a souligné la nécessité de faire une place de choix à l'économie douanière au sein des études économiques. — M. Gaëtan Pirou, dans une brochure intitulée *Economie Politique et Facultés de Droit*, sépare les études économiques des études juridiques extra-politiques unies dans l'enseignement actuel des Universités.

TROISIÈME PARTIE

SON INFLUENCE

CHAPITRE PREMIER

Influence de List sur les Méthodes

Distinction entre l'influence sur les méthodes et l'influence sur les doctrines. Les historistes allemands: Roscher, Hildebrand, Knies, Brentano, Schmoller. La fin de la querelle des méthodes. L'influence de List sur les méthodes en France et en Angleterre.

Examinant l'influence de List, Honegger observe qu'il y a lieu de distinguer entre l'influence « systématique » de List et son influence doctrinale. En effet, ce n'est pas obligatoirement sur les mêmes hommes qu'influenceront la méthode et la doctrine de l'auteur du *Système National*. Nous avons dit que l'originalité de List était aussi grande dans le domaine méthodologique que dans le domaine théorique. Sa méthode, il l'utilise à des fins démonstratives, et évidemment démonstratives du bien-fondé de sa doctrine. Mais elle n'en reste pas moins, en elle-même, un appareil de démonstration utilisable par tout autre économiste, qu'il partage ou qu'il ne partage pas les opinions doctrinales de notre auteur.

Distinction
entre la méthode
et la doctrine

List entend tirer d'un examen de l'histoire économique des principaux Etats les exemples dont il a besoin pour affirmer la valeur générale du programme protectionniste. Un auteur libéral peut se livrer au même travail avec l'intention de trouver dans ces exemples historiques les instruments de sa démonstration du bien-fondé d'un programme de liberté. La doctrine est absolument différente, mais la méthode employée est la même.

La même méthode
peut être
appliquée
à des doctrines
contraires

Appréciation
du rôle de List
dans
la construction
de la méthode
historique

Peut-on dire que de List découlent toutes les applications de la méthode historique? Un examen impartial de l'histoire nous révèle que seuls des auteurs très secondaires employèrent avant lui la citation d'exemples historiques, et uniquement d'une façon occasionnelle. C'est là d'ailleurs l'opinion de Marshall et de M. Gonnard. Ceux qui ne partagent pas cette opinion doivent être selon nous distingués en deux groupes : d'une part, ceux qui, dans l'œuvre de List, se refusent à découvrir les principes d'une méthode historique; d'autre part, ceux qui font partir la méthode historique de Wilhelm Roscher et ne font de List qu'un expérimentateur maladroit de cette méthode.

Les premiers remarquent que List, notamment dans ses études sur l'histoire économique, s'est contenté d'employer l'histoire à des fins doctrinales, qu'il n'a par conséquent aucune méthode scientifique. La méthode historique prétend au contraire qu'un examen, libre de toute influence théorique, des faits de l'histoire, est la méthode révélatrice des réalités économiques; il ne s'agit plus d'une utilisation des données historiques mais d'une étude désintéressée de celles-ci. List est doublement coupable, coupable d'abord d'effectuer *un tri*, puisqu'il ne se sert que des faits approuvant sa thèse; coupable ensuite de se livrer à une *interprétation partielle* des faits, puisqu'il veut *a priori* en tirer des conclusions concordant avec les conclusions générales de cette thèse. Au contraire, la méthode historique pure ne choisit pas les faits, mais les synthétise ou les compare, et elle ne leur impose pas une signification, mais tire de leur examen un sens vrai, qui peut constituer, sans volonté préconçue, une leçon utile au théoricien d'un nouveau programme. Bref, on reproche ici à List d'employer une méthode illustrative et non une méthode démonstrative.

On peut répondre que List pratiquait la citation historique sans l'ériger en méthode: il croit cependant utiliser l'histoire à des fins démonstratives, alors qu'il choisit, en s'en rendant plus ou moins compte, des exemples illustrant sa pensée doctrinale. Mais nombre d'économistes modernes hésitent encore à proposer un critère scientifique de distinction entre le procédé illustratif et le procédé démonstratif. Cette distinction, au moins dans ses applications particulières, nécessiterait une étude psychologique des auteurs, permettant, avec une netteté relative, de savoir si

oui ou non la leçon doctrinale sourd de la leçon historique, ou si celle-ci sourd de celle-là. Et ceci suppose déjà que la méthode démonstrative exige un travail historique, totalement désintéressé, avant tout travail économique, ce que la plupart des partisans de cette méthode nient, et ce qui est, en effet, à peu près irréalisable; l'économiste porte toujours son choix sur certaines études historiques par préférence aux autres, ce qui, comme l'a dit très justement M. François Perroux, est tout de même une concession à la méthode théorique.

Les économistes qui, sans pousser aussi loin l'analyse de la méthode personnelle de List, ne lui contestent pas le fait d'avoir, au moins partiellement, appliqué la méthode historique sans en être l'inventeur, sont moins nombreux. Nous savons déjà qu'en matière doctrinale List eut des prédecesseurs : aucun ne donna du système national économique une théorie aussi générale et aussi riche, mais certains lui révélèrent, tels Dupin et Chaptal, quelques points de doctrine qu'il utilisa. On est tenté de lui chercher aussi des précurseurs dans le domaine de la méthode. Il a lui-même indiqué quelques noms d'économistes obscurs ou d'historiens n'ayant touché aux questions économiques que par accident. Mais celui dont on fait d'ordinaire le « découvreur » de la méthode historique est Wilhelm Roscher (1). Nous verrons ce qu'il faut penser de cette opinion.

Mais auparavant il faut sans doute rappeler que la grande majorité des économistes ayant étudié List constatent que, de la grande originalité de sa méthode, le point essentiel qui sera retenu par les auteurs postérieurs est incontestablement cette collaboration, cette association très poussée entre l'histoire et l'économie politique. Avant List, l'histoire ne joue qu'un rôle illustratif et occasionnel dans l'économie politique. Après lui, elle apparaît comme un

(1) Signalons que certains historiens des doctrines économiques, comme M. François Perroux dans le Supplément aux répétitions écrites de son cours à la Faculté de Droit de Paris, publié par Les Cours de Droit sous le titre *Les enchaînements de la pensée économique* ne fait aucun rapprochement entre List et les historistes, étudiant d'une part ceux-ci et d'autre part List, Chaptal, Cauwès, Valois, Brocard, Carey et Patten sous la commune étiquette d'*interventionnistes d'inspiration nationale*. Pour M. Perroux par conséquent, l'influence de List sur les méthodes ne présente pas un intérêt comparable à son influence sur les doctrines.

complément indispensable de la science économique, parfois même elle se confond avec elle, au point de n'en plus être qu'un élément, primordial d'ailleurs. « Grâce à List, l'histoire deviendra tout naturellement le laboratoire du chimiste qu'est l'économiste », dit un de ses disciples. Plus pondéré, M. Rist remarque que cette utilisation de l'histoire est le point culminant de sa méthode, que, néanmoins, List, ce faisant, n'avait « pas prétendu au rôle de fondateur », que, cependant, sa méthode « en fait un précurseur ». Il a le mot juste lorsqu'il dit que, pour List, l'histoire et la comparaison historique sont des *instruments de démonstration* en économie politique.

Telle est donc l'opinion générale, parfaitement fondée à notre sens, et qui, si on la rejette, réduit à rien, ou presque, l'influence systématique de List. Ceci dit, revenons au cas de Roscher, en regardant de près les dates des ouvrages des deux auteurs et en discernant, au contraire de ceux qui contestent l'originalité de List, une certaine influence exercée par celui-ci sur Roscher lui-même :

Roscher

En 1843, Wilhelm Roscher publie son *Gundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode* (Précis d'un cours d'Economie Politique selon la méthode historique). Lorsque parut cette brochure, le *Système National* était déjà paru depuis deux ans. Le *Gundriss* ne contient que l'exposé d'une méthode, que Roscher appliquait à ses *Principes d'Economie Politique* (1) parus en 1844. Roscher est un libéral, subissant profondément l'influence de Smith. Aussi se garde-t-il bien de tout aveu concernant l'influence que List a pu exercer sur sa méthode. Le *Système National* est paru depuis 1841 et, aujourd'hui encore, de nombreux admirateurs de Roscher estiment que l'œuvre de ce dernier était depuis longtemps préparée lors de la parution du *Système National*. D'autres au contraire ont été frappés par le souci avec lequel Wilhelm Roscher se recherche des précurseurs autres que List et tend notamment à situer sa tentative en économie politique comme une application de la méthode historique de Savigny dans l'étude du droit (2). Ces derniers se divisent sensiblement

(1) Traduction française et préface de Wolowski, en 1867.

(2) Rist, in *Histoire des Doctrines*, de Gide et Rist, p. 454 (5^e éd.).

en trois opinions : les uns, comme Carl Menger, disent que Savigny se sert de l'histoire dans un but démonstratif alors que Roscher ne s'en sert que dans un but illustratif. Les autres, comme M. Georges Blondel, ont tendance à rapprocher Wilhelm Roscher de List mais à considérer qu'il s'agit davantage d'une communauté d'inspiration, quant à la méthode, que d'une réelle influence d'un auteur sur l'autre. D'autres enfin, comme M. Gaëtan Pirou, classent Roscher et ses disciples parmi les auteurs ayant subi l'influence de List. Et, selon nous, ce sont ces derniers qui ont raison. Il est très possible, et même probable, que Wilhelm Roscher, qui avait déjà révélé l'essentiel de sa méthode dans son cours à la Faculté de Göttingen, aurait utilisé à des fins économiques les données de l'histoire même s'il n'avait pas connu l'opinion de Frédéric List. Mais on ne peut pas imaginer un professeur allemand qui, en 1843, ait ignoré le *Système National*. Et, surtout, on ne peut pas se représenter ce professeur ayant ignoré jusqu'alors l'œuvre et la méthode du professeur List, mondialement célèbre. Il semble donc que Roscher ait été au moins confirmé dans sa méthode par l'utilisation de l'histoire que pratiquait List, et qu'ayant lu le *Système National*, il se soit inspiré non pas tellement de la première partie de cet ouvrage que des citations illustratives de l'histoire qui sont pratiquées dans le chapitre suivants. Roscher n'est pas le moins du monde un disciple doctrinal de Frédéric List : c'est un libéral, et qui a recours à l'histoire à des fins parfaitement opposées à celles de List. Ceci a poussé certains auteurs à faire de Roscher une sorte de vengeur du libéralisme, rétablissant l'équilibre, et montrant que les données de l'histoire peuvent aussi bien servir les idées libérales que les idées protectrices. La vérité semble être que Roscher, libéral dans l'âme, n'a jamais eu conscience d'une telle mission. Où il nous semble avoir le plus manifestement subi l'influence de List, c'est lorsqu'il montre l'intimité des relations entre l'histoire et économie, au point de les associer en une même discipline, la première restant néanmoins la servante de l'autre et jouant le rôle de science auxiliaire.

Très judicieusement, M. Rist, après Gustav Schmoller, considère que « l'innovation de Roscher a un caractère plus pédagogique que scientifique », parce qu'il renoue la tradition des caméralistes allemands et qu'il se sert surtout de

Une méthode
pédagogique

l'histoire comme d'un moyen d'enseignement de l'économie politique facilitant la besogne de l'étudiant, plutôt qu'il ne l'utilise comme un instrument scientifique. Mais, à notre sens, ceci le rapprocherait encore de List. Il ne faut pas oublier que List lui aussi a gardé du professorat la volonté de convaincre, que ses œuvres sont moins des instruments de science que de persuasion. Ce n'est pas dire que List ait réduit l'histoire au rôle d'agent complémentaire, voire supplémentaire et récréatif, puisque toute la première partie du *Système National*, sans compter un grand nombre d'articles, retrace l'histoire économique dans un but qui n'est pas absolument démonstratif, puisque List effectue un tri dans les pays qu'il étudie et plus encore dans les périodes historiques sur lesquelles il s'appesantit; mais ce but est plus qu'illustratif car cet exposé de l'histoire économique entraîne la citation d'exemples variés et souvent contradictoires. Mais List, en général, a recours à l'histoire non seulement pour appuyer sur des bases pratiques certains points de doctrine, mais encore pour animer cette doctrine et, partant, la rendre plus compréhensible. On pourrait même dire que les études qu'il consacre à l'histoire économique sont le premier point d'une méthode pédagogique qui place tout de suite le lecteur en face de réalités vivantes, situe la doctrine au cœur des vérités économiques et sociales, la justifie avant coup.

Hildebrand

Il ne faudrait néanmoins pas considérer comme essentielle l'influence, de toute façon relative, de List sur Roscher. En effet, le véritable chef de l'école historique est, incontestablement, Bruno Hildebrand. Or, Hildebrand a manifestement subi et l'influence de List et l'influence de Roscher. On doit avouer qu'Hildebrand a une façon particulière d'acquitter ses dettes de reconnaissance : il se sert ouvertement de leur méthode, les combine avec habileté, en fait les bases de sa méthode personnelle, qui n'est bien souvent qu'une exagération des leurs, et a grand soin ensuite de relever les insuffisances et les erreurs de ceux dont il s'est servi, et auxquels il a oublié de rendre hommage. Hildebrand n'a pas encore, au fond, une conception dynamique de l'économie politique. Il prétend pourtant rénover la science économique par la méthode historique, celle-ci permettant l'énoncé de lois dont l'économie politique, par

la comparaison et la synthèse, serait la science. Ainsi c'est surtout d'une confrontation de données statiques qu'il tire des conclusions générales, encore qu'il définisse l'économie politique comme « la science des lois du développement économique des nations ». L'économie politique, dit-il en une formule saisissante, sera la *doctrine* de ces lois. Et Hildebrand est naturellement conduit à opposer ces lois tirées de l'histoire aux lois naturelles sur lesquelles se basaient idéalement les économistes classiques. Pour discerner efficacement des lois historiques, Hildebrand conçoit la nécessité d'une économie nationale, permettant ensuite de fécondes confrontations.

En un sens, il va plus loin que List puisqu'il ne fait plus de distinctions entre l'histoire et la doctrine, puisqu'il définit la doctrine comme étant le fruit des comparaisons historiques. En principe il renie donc un procédé illustratif pour faire de l'histoire non seulement la démonstration mais l'élément même de l'économie. Ceci le conduit tout naturellement à généraliser, à créer une doctrine générale qui se servira des leçons générales de l'histoire. Là encore il ira plus loin que List, si l'on veut remarquer qu'il propose une synthèse universelle au lieu d'un examen successif et ordonné des nations. Mais cette méthode plus large ne le conduit pas à des résultats vraiment originaux : il arrive à distinguer trois états dans l'évolution économique, en s'appuyant surtout sur les éléments de circulation (économie naturelle, économie monétaire, économie de crédit), qui le font envisager l'économie sous un aspect différent de List, sous un aspect qu'on pourrait dire plus proprement économique que sociologique, mais qui ne surpasse en rien la division en quatre états de List.

Notons qu'Hildebrand reprochera à Roscher son admission des lois naturelles, alors que l'examen de l'histoire le conduit lui-même à proposer d'autres lois (1), et que d'autre part il reprochera à List d'avoir utilisé l'histoire à des fins doctrinales et à des fins pratiques. En ce qui concerne l'un et l'autre, le reproche est mérité, mais ne ferait-

L'histoire
« élément »
de l'économie

(1) Ces lois historiques ne sont pas « naturelles » au même sens que les lois classiques, puisqu'elles sont apparemment moins inéluctables, puisqu'elles sont plus lois de conséquence que lois déterminantes.

il pas mieux d'avouer la dette qu'il a contractée envers ses prédécesseurs, de montrer sa méthode sous son vrai jour, comme une continuation perfectionnée des leurs? List utilise l'histoire à des fins doctrinales en ce sens qu'il fait un tri, comme nous venons de le dire, et en ce sens surtout qu'au cours de ses exposés théoriques il n'a recours à l'histoire qu'à des fins explicatives. Hildebrand peut parfaitement considérer que ce n'est là qu'une étape première vers une conception saine de l'économie politique et que celle-ci doit se débarrasser de son caractère d'utilisatrice de l'histoire pour n'en plus être que le produit. Ici pourrait se poser, au milieu de beaucoup d'autres, la question d'ordinaire abandonnée aux philosophes, de savoir si l'histoire est source ou conséquence de l'économie.

Une science
désintéressée

Hildebrand va encore reprocher à List son utilisation pratique de l'économie, et pour cela il l'accuse de compartimenter les données historiques, bref de prendre les données de la politique actuelle pour principes de raisonnement. La remarque a sa valeur : List a toujours tendu vers un résultat politique, et c'est également ce qui justifie son opinion quant à sa distinction entre l'intérêt privé et l'intérêt public — qu'Hildebrand l'accuse d'avoir séparés artificiellement, soumettant le premier au second par habileté politique plutôt que par une juste compréhension des devoirs moraux à la base de l'organisation sociale —. Notons cette différence d'attitude, Hildebrand se plaçant d'un point de vue supérieur, désintéressé, scientifique, alors que List ne s'était placé qu'à un point de vue politique, pratique, réaliste. Mais n'est-ce pas là l'évolution naturelle des formules économiques, qui naissent d'une volonté active, utile, voire passionnée, et qui servent ensuite à la construction d'une méthode impartiale, vraiment scientifique? En définitive, on peut dire qu'Hildebrand, tant dans la *Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft* que dans les articles des *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, a développé le procédé de démonstration historique de List jusqu'à en faire un agent créateur en économie politique : officiellement, il en fait même le seul agent créateur. Pratiquement, ainsi que l'a remarqué M. Rist, hors l'exposé du schéma général où il distingue les trois phases de l'histoire économique des nations, Hildebrand n'a pas donné lui-même d'illustration

véritabte de la méthode qu'il expose car il se contentera d'étudier quelques points plus ou moins typiques de l'évolution historique des Etats, sans même relier entre elles ces données purement statiques.

En définitive, Roscher apparaît, par le moyen de l'historisme, comme un précurseur de l'école déterministe, si importante dans la doctrine moderne. L'étude des faits historiques révèle, selon lui, que, supérieures à la vie propre des nations, existent des lois naturelles, lois absolues et hors des contingences humaines, qui régissent l'évolution du monde. L'histoire permet d'en prendre conscience, dans une mesure que Roscher se garde bien de déterminer. On peut sans doute voir dans cette croyance l'influence des philosophes Kant et Fichte. Utilisant l'histoire à des fins pédagogiques, Roscher la considère un peu comme une succession de phénomènes alors que les lois du monde appartiennent au domaine des noumènes invisibles. Il ne pousse pas sa théorie jusqu'à ces extrêmes, puisqu'il admet qu'un examen des phénomènes humains nous peut faire entrevoir un reflet des lois nouménales, des lois naturelles supérieures aux faits apparents de l'évolution des nations.

Au contraire, Bruno Hildebrand ne veut pas concevoir des lois échappant ainsi, pour tout ou partie, à la connaissance humaine. L'historien distingue, en étudiant l'évolution des nations, les lois de cette évolution. Au déterminisme fataliste de Roscher, il oppose un déterminisme positiviste, sociologique, issu de l'observation des faits eux-mêmes. Comment distinguer ces lois? Hildebrand est assez incertain. Mais il doit avouer que la répétition des faits, lorsque le même fait (à supposer que deux faits puissent jamais être analogues en science sociale) produit les mêmes résultats, est le principal révélateur des lois d'évolution. Et c'est en se basant sur la relative analogie de l'évolution des différentes nations, ressemblance révélée par la répétition de faits précis dans l'évolution particulière à chacune d'elles, qu'il trace le plan général de ces lois, lesquelles ne régissent pas le monde en vertu d'un impératif préétabli, mais sont liées à l'évolution de ce monde, sont inhérentes à sa nature. Au fond, la part faite au libre-arbitre n'est pas très grande : les lois ne sont pas supérieures au monde, mais elles sont liées à lui, elles sont les phases mêmes de sa vie, les étapes de son progrès, et ceci parce

La
« querelle des lois »

qu'elles participent à sa nature; n'est-ce pas admettre une soumission du monde à ces lois, encore qu'on prétende qu'elles soient lois de conséquence, mais de conséquence inévitable?

Roscher
et Hildebrand
modifient
la méthode
historique
de List

Nous pouvons, par ces quelques considérations, juger des progrès de la méthode historique. List, le premier, d'une part utilise l'histoire comme auxiliaire active de sa doctrine, et, d'autre part, après un examen général des nations, propose une division théorique de leur évolution. Pour List, il ne s'agit pas de lois. Il ne donne pas un caractère de lois à ces stades de la vie des nations qu'il distingue. Il ne se demande pas si ce sont là les preuves d'une soumission du monde à des lois impératives d'essence supérieure. Il ne se demande pas non plus si ce sont des lois attachées à l'ordre économique, et inséparables de cet ordre. Il constate une répétition de faits, il généralise sans pénétrer dans un autre domaine que celui de l'observation. Evidemment, il croit que cette répétition, permettant cette généralisation, tend à donner aux phases du progrès des nations un caractère inéluctable. Mais il se borne à enregistrer comme effectivement réalisé par les pays qu'il a étudiés ce passage par quatre stades successifs, et cette constatation lui permet de dire que l'état manufacturier, dans la généralité des cas considérés, est l'aboutissement de l'évolution normale, donc qu'il y a *probabilité* pour que les pays actuellement demeurés à un stade inférieur parviennent au stade final. Mais il ne croit pas qu'il y ait là une loi impérative, la conséquence d'une loi naturelle ou celle d'une évolution spontanée des nations, puisqu'il déclare que les pays non évolués doivent conquérir cet état final, par la pratique de l'économie nationaliste.

Il fait donc la part belle au libre-arbitre. La sociologie ne révèle aux nations que leur devoir, leur ligne de conduite : par les exemples des Etats prospères, elle propose aux autres Etats des leçons et des méthodes. Ainsi les Etats sont maîtres de leur sort, libres d'atteindre la prospérité et libres de demeurer à un stade inférieur. Aucune loi ne les contraint à évoluer dans un sens déterminé, aucun courant, autre que la force de leur intérêt, ne seconde leur évolution, et à plus forte raison ne la dirige.

Ce sont là, en somme, des données artistiques pour la méthode à prétentions scientifiques de l'historisme. Et dès

Roscher, on ne laisse plus à l'histoire ce rôle artistique. On en veut faire « l'élément principal de la démonstration économique ». Une *méthode* se construit vraiment. Des répétitions de faits qu'observait List, on fait maintenant les preuves de l'existence de lois naturelles (Roscher) ou de lois d'évolution (Hildebrand). Des stades d'évolution que distinguait List, on fait maintenant les degrés d'une échelle déterminée, que chaque nation doit gravir, obéissant à un mécanisme impérieux, qu'il soit d'essence extra-sociale, sur-naturelle (Roscher), ou qu'il soit le rythme même de la vie des nations, conditionnant cette vie (Hildebrand). Ainsi, d'abord les faits de l'histoire demeurent inférieurs aux ordres des lois naturelles, et c'est la conception de Roscher. Ensuite, ils sont de même nature, la loi et le phénomène régi par cette loi sont de même essence, et l'observation du phénomène suffit à établir l'existence de la loi. De List part donc l'école historique : le progrès de la méthode, l'affirmation continue de ses prétentions scientifiques ne doivent pas faire oublier qu'il représente la première forme de l'historisme, sa forme élémentaire, empirique, mais cette pratique empirique de l'histoire a permis à ses successeurs d'édifier une méthode dont, inconsciemment, il avait compris et révélé l'intérêt.

**

Le troisième grand représentant de l'école historique à ses débuts est Carl Knies qui, lui, se distingua non seulement de List et Roscher mais encore d'Hildebrand. Tout comme Hildebrand, tout comme Roscher, Knies est imbu d'idées libérales et on ne peut trouver aucune communauté d'idée entre List et lui en matière doctrinale. D'ordinaire penché sur les questions monétaires, sa *Politische Ökonomie vom Standpunkte der geschichtlichen Methode* est une exception dans son œuvre : il est aujourd'hui prouvé que si Knies était très loin de conclure en matière doctrinale comme Frédéric List, la méthode de celui-ci l'avait impressionné beaucoup plus profondément que les deux autres membres de l'école historique. Knies est d'ailleurs moins ambitieux que ses prédécesseurs : il se vante moins de construire que de continuer, et c'est peut-être cette modération, cette modestie, qui lui valut une renommée moindre qu'à Roscher et Hildebrand jusqu'au jour où Schmoller et

Knies

Held se le donnèrent pour maître. Knies n'a plus ce que nous avons appelé le positivisme de List, qu'on retrouve notamment, bien que sous une autre forme, chez Hildebrand : il répudie non seulement les lois naturelles des classiques, mais aussi les lois d'évolution d'Hildebrand. Par contre, il se rapproche de List par son relatif compartimentage des données de l'histoire, et tout d'abord des données de la géographie politique, étant beaucoup plus réaliste qu'idéaliste. Si l'économie politique est bien issue des des données de l'histoire, elle n'est plus pour lui la science *lois* du développement économique, mais la science des *faits* de ce développement. Il n'y a donc plus là d'esprit de généralisation : lorsque, au cours de l'histoire, des situations semblables se présentent, il n'y a pas matière à reconnaître une loi, mais seulement à constater une analogie. Alors donc que Knies n'admet pas le minimum de généralisation que propose la loi des quatre états de List, c'est de List lui-même qu'il se rapproche, par dessus Hildebrand et Roscher, en revenant à l'observation des faits en eux-mêmes plutôt que sous l'impulsion d'un principe doctrinal. Knies diffère de List par le caractère tout relatif qu'il accorde aux conclusions tirées des faits historiques. Néanmoins, sans construire de théorie générale, il ne nie pas l'importance des analogies qu'il découvre : ainsi ce qui aurait pu l'éloigner apparemment de List, c'est-à-dire son relativisme, l'en rapproche précisément. Il l'en rapproche en ce qu'il n'admet pas, même avec restriction, même sous le déguisement d'une présentation émaillée d'exemples historiques, ce fatalisme économique qui soumet les nations à des lois naturelles ou sociales. Ainsi, le peuple peut pratiquer une expérience économique avec toute cette liberté et cette responsabilité qui n'appartient qu'aux personnes complètes, aux unités vivantes de l'économie politique : la nation essayant la formule nationaliste le fait en toute liberté. Elle peut bénéficier des enseignements de l'histoire, Knies n'a jamais dit le contraire ; mais Knies ne croit pas que cette histoire, soit liée, soumise aux principes qu'elle a elle-même créés.

**La méthode
historique
de Knies
se rapproche
de celle de List**

L'école historique, par l'œuvre de ses trois premiers maîtres revient à son point de départ, avec cette différence toutefois que, partie d'une œuvre réaliste et intéressée, elle parvient à une méthode plus scientifique. Notons qu'ici nous

n'entendons pas examiner le bien-fondé des propositions de Knies tendant à nier les lois en économie politique : nous n'observons que sa méthode, nous constatons que c'est une méthode d'observation incontestable en elle-même, il ne nous appartient pas de voir à quelles conclusions elle le mène, de prendre en considération sa partie négative, sur laquelle d'ailleurs il n'a pas pu subir l'influence de List, puisque List lui-même proposait des lois générales à l'existence desquelles Knies ne croit pas. En définitive, List étudie l'histoire économique pour en tirer des exemples qui montrent quel sort fut réservé, dans le temps et dans l'espace, à la méthode protectrice et éducative des nations, et, d'autre part, il a recours à ces mêmes données de l'histoire pour justifier ses idées doctrinales. On ne peut pas dire que List ait souscrit à une méthode résolument démonstrative ou illustrative, encore qu'on puisse remarquer que, souvent, l'apparence démonstrative de son système n'a que des fins explicatives de sa théorie. Roscher, résolument descriptif, croit aux lois naturelles des classiques et étudie les réactions des peuples devant ces lois, recommence par conséquent à admettre un véritable primat de l'économie idéale; Hildebrand oppose à ces lois des lois générales qu'il tire des données de l'histoire; Knies rejette toute conception de lois supérieures aux faits historiques et se trouve donc ramené à l'étude des faits historiques eux-mêmes, sans aucune précaution doctrinale. Ainsi, du point de vue systématique, il est beaucoup plus près de List, mais, au regard de la science, il présente l'avantage d'être vraiment méthodique et de ne pas obéir aux influences d'une doctrine à démontrer ou à justifier. Ceci nous est un exemple particulièrement typique de l'utilisation qui peut être faite d'un même système d'exposition économique par des adeptes de doctrines contraires, l'école historique à ses débuts étant composée essentiellement de libéraux.



Nous nous sommes abstenus, jusqu'à présent, d'utiliser la classification habituelle en « vieille école historique » (1)

Les écoles
historiques

(1) M. Perroux (*Les enchaînements de la pensée économique*, op. cit.) approuve la distinction, au sein de la vieille école historique,

et « jeune école historique ». La méthode historique a, en fait, évolué avec une certaine logique. Elle est, en tous cas, utilisée par des maîtres éminents de l'Allemagne économique à peu près sans discontinuité entre 1841 et les jours actuels. Diviser en deux écoles ceux qui se revendiquent de la méthode historique est trop ou trop peu. Trop si l'on croit que cette division marque nettement les deux stades de l'historisme, car la pratique de cette méthode n'a pas été interrompue entre la parution du *Système National* de List (et du *Gundriss* de Roscher) et celle du *Jahrbuch* de la « jeune école ». Trop peu, au contraire, si l'on croit que cette division suffit à indiquer les deux principales applications de la méthode historique : nous avons vu en effet que ses modalités d'application par List, Roscher, Hildebrand et Knies sont très différentes, et ces différences ne sont pas d'une autre nature que celles qu'on relevra dans l'application de la méthode historique par les représentants de la « jeune école ». On peut même prétendre qu'il y a moins de différence réelle entre l'historisme de Schmoller (jeune école) et celui de Carl Knies (vieille école) qu'entre celui de Knies et celui de Roscher, tous deux de la vieille école. Cette classification ne repose donc, dans l'ordre méthodique, sur rien, et nous repoussons encore davantage une distinction entre « historisme » (Roscher-Hildebrand-Knies) et « néo-historisme » (jeune école) qui prêterait à croire qu'il y eut entre ces deux phases une ère d'oubli de la méthode historique.

La distinction entre vieille école et jeune école peut, à l'extrême rigueur, être justifiée par trois raisons : d'abord, par une raison douteuse de clarté pédagogique, groupant les historistes autour de deux maîtres, Hildebrand d'une part et Schmoller d'autre part (1) ; ensuite, parce que, tandis que les principaux représentants de l'école historique à ses débuts sont des libéraux, ainsi que nous venons de le voir, ceux qui se rallieront à cette école après 1865 seront pour la plupart des anti-libéraux ; enfin — et ceci nous intéresse plus directement — parce que, tandis que les premiers

entre historisme économique (Roscher) et historisme éthique (Hildebrand, Knies).

(1) Certains auteurs préfèrent désigner Roscher ou Knies pour la vieille école, Wagner ou Brentano pour la jeune.

membres de l'école évitent, en principe, de se donner List pour maître, les nouveaux membres, sans pousser la gratitude jusqu'à son expression complète, seront plus respectueux de l'auteur du *Système National* et, pour la plupart, le reconnaîtront comme un précurseur, ou même comme le précurseur, de la méthode historique.

La fragilité de la division habituelle se remarque aisément en consultant les manuels d'histoire des doctrines, et surtout ceux de langue allemande : si l'accord est à peu près général sur les grands maîtres, les autres auteurs sont classés par les uns dans la jeune école et par les autres dans la vieille; quelquefois, l'auteur du manuel doit distinguer des stades intermédiaires; et quelquefois même il cite le même auteur dans les deux écoles.

On rattache généralement à la vieille école, et à ses trois grands représentants que nous avons cités, Mangoldt, auteur de *Die Lehre vom Unternehmergeinn*, et des auteurs relativement secondaires, du point de vue de la méthode historique, comme Peter Rau, Schütz, Bernstein, Müller. Au contraire, Schönberg est classé tantôt dans l'une et tantôt dans l'autre.

Mangoldt

Schönberg, auteur de l'*Handbuch der politischen Ökonomie*, part d'un point de vue beaucoup plus élevé que ses prédécesseurs. Il refuse absolument de prendre part à la querelle de méthode qui se dessine au sein de l'école historique. Que la science économique ait pour but la recherche de lois naturelles ou de lois d'évolution, peu lui importe. En effet, lois naturelles et lois d'évolution partent d'une même conception de la vie économique, qui est la soumission de cette vie à des impératifs. Seule, selon les auteurs, la nature de ces impératifs diffère; pour les uns, ces impératifs sont préétablis et surnaturels, pour les autres ils sont concomitants et naturels. Mais cette concomitance est imposée, et dès lors il y a tout de même un minimum d'ordre préétabli.

Schönberg

Schönberg ne s'arrête pas à ces considérations, que, très justement, il juge secondaires. Ce qui compte, c'est la méthode en elle-même. Et Schönberg avoue qu'avant Frédéric List, les économistes accordaient un primat au raisonnement, tandis que, depuis Frédéric List, à des degrés différents, le primat est accordé à la comparaison historique.

Schönberg
disciple de List

Cette comparaison elle-même est employée plus ou moins scientifiquement, mais selon une progression normale, depuis l'illustration d'une doctrine jusqu'à la démonstration méthodique. Mais ce qui compte, c'est le fait même d'employer cette méthode. En effet, Schönberg constate que les tentatives d'utilisation systématique de la méthode historique ont un résultat moins heureux que l'utilisation occasionnelle et variée de cette méthode. Pour Schönberg, List est non seulement le révélateur de la méthode historique, mais son plus heureux utilisateur.

L'utilisation
de la méthode
illustrative

Il considère néanmoins que son utilisation était trop empirique, et qu'il appartient à la science économique de définir les différents moyens techniques d'utiliser la méthode historique. Il cite les principaux : *l'illustration* (qui ne fait de l'histoire qu'un auxiliaire de la doctrine, mais qui situe celle-ci en dehors des raisonnements gratuits, qui améliore donc la doctrine en elle-même et accroît son caractère scientifique) (1), *la confrontation* (qui permet à la doctrine de s'orienter : la méthode n'est pas ici rigoureusement historique, puisque s'impose un choix plus ou moins doctrinal des exemples, mais la confrontation, une fois le choix établi, doit être faite selon une méthode rigoureuse, sous peine de perdre son utilité scientifique), *la démonstration* (qui consiste en l'application à une doctrine, ou plutôt à un point de doctrine, d'un exemple historique répété et auquel aucun autre exemple ne s'oppose), *la révélation* (qui consiste en une étude « gratuite », c'est-à-dire sans idées préconçues et même « sans orientation déterminée de la recherche », de faits historiques qui vont ensuite, grâce aux « conclusions involontaires » qu'impose cette étude, révéler à la doctrine une « vérité désintéressée ») (2).

(1) C'est en se basant sur l'emploi de l'illustration que certains historiens des doctrines n'ont pas hésité à classer parmi les utilisateurs de la méthode historique Hermann et Treichske.

(2) On ne trouvera pas dans les œuvres de Schönberg un exposé aussi catégorique de son appréciation de la méthode historique générale. Il nous a été signalé par Carl Mertens, d'après les notes d'Hartmann qui le tenait de Schönberg lui-même. Carl Mertens, au cours d'une réunion de la société française « Coude-à-Coude », avait montré toute l'utilité de cette classification des modes d'emploi de cette méthode. Il en faisait lui-même une très heureuse utilisation en examinant l'avenir de l'Allemagne hitlérienne. Contrairement à ce qui a été dit par la suite, et même à ce qui a été dit au jour de son enterrement en France (Mertens n'étant jamais rentré dans l'Allemagne qui

Ainsi, List n'est assurément qu'un historiste de la première heure, ayant ignoré la plupart des « méthodes de la méthode historique », n'ayant guère pratiqué que l'illustration et la confrontation, peut-être la démonstration, jamais la révélation (quelles que soient ses prétentions à ce sujet, affirmées d'ailleurs par la place qu'il réserve à l'histoire économique au début même de son ouvrage principal). Mais il n'est pas possible de le rejeter hors de la discipline historique, puisque celle-ci n'est pas uniforme, qu'elle contient un certain nombre de procédés d'application, et que List a utilisé la plupart d'entre eux.

*
**

En 1870, un groupe d'économistes se forme autour de Gustav Schmoller, fermement résolu à appliquer la méthode historique à toutes les études économiques. L'organe de ce groupe fut le *Jahrbuch für Gesetzgebung Volkswirtschaft und Statistik*.

Gustav Schmoller (1), dont le *Gundriss der Volkswirtschaftslehre* devait devenir le manifeste définitif de l'école

Schmoller

l'avait chassé), il n'utilisait pas le moins du monde cette méthode à des fins politiques, ni même à des fins doctrinales : son étude de la doctrine hitlérienne était parfaitement objective. Voici la façon avec laquelle il employa la méthode historique, prétendant que les différents moyens de cette méthode devaient être utilisés séparément selon les besoins de l'étude : tout d'abord, il examina les conditions économiques et politiques de l'Allemagne d'après-guerre, pratiquant ainsi la méthode de révélation. Il en tirait comme conclusion la nécessité pour l'Allemagne d'une autorité absolue. Ensuite, il comparait l'état de l'Allemagne dans ses périodes de libéralisme et dans ses périodes de discipline, pratiquant ainsi la méthode de confrontation. Il recherchait alors dans l'histoire allemande tous les exemples d'intervention d'un Etat autoritaire dans la vie sociale, en démontrant ainsi le bien-fondé, et pratiquant ainsi la méthode de démonstration. Puis, exposant la doctrine hitlérienne, il appliquait à chacun de ses points un exemple historique, tantôt pour en affirmer le bien-fondé, tantôt pour conseiller une transformation, une atténuation ou une correction, pratiquant ainsi la méthode d'illustration.

C'est là évidemment une application facile et un peu sommaire de la méthode générale, mais elle n'est pas sans intérêt et elle impressionna beaucoup les auditeurs de Carl Mertens, notamment notre regretté collègue Henry Bonnamaux qui en fit à son tour des applications très remarquables dans le domaine de l'économie rurale.

(1) Nous étudierons dans le chapitre suivant l'influence doctrinale de List sur Schmoller.

historique, a très fortement subi l'influence de List : on pourrait même dire qu'il a recours à List, auquel il ne rend néanmoins pas l'hommage mérité, pour rejeter les erreurs de Knies et d'Hildebrand. Tout comme List, il n'épilogue pas sur la distinction entre lois naturelles et lois de développement. La recherche des lois naturelles, en tant que principes économiques supérieurs, est le but même de la science économique. C'est donc par l'étude de l'histoire qu'on découvrira ces grandes lois. Qu'il y ait un progrès dans la vie sociale ou qu'il y ait de véritables mouvements cycliques correspondant aux phases de la civilisation, cela n'empêche pas l'existence de lois fondamentales dont les manifestations pratiques ne sont comparables que par l'histoire. Il y a des lois économiques qui s'imposent à l'histoire, qui sont en quelque sorte les vérités premières de la science économique : mais on n'entre en contact avec ces vérités, on n'en constate la rigueur que par l'observation des faits économiques, donc de l'histoire. Ces lois valables sous tous les climats et à tous les âges sont supérieures à toute conception de lois purement historiques, précisément parce qu'elles sont valables à toutes les phases et au milieu de toutes les contingences historiques imaginables.

Notons donc que si les lois économiques qu'il appartient à la science de définir deviennent les premiers fondements de l'art économique, cela n'exclut nullement l'utilité de l'étude des conclusions proposées par l'histoire. Schmoller reprend au fond l'idée de Knies sur les analogies, mais selon lui ces analogies historiques n'ont rien à voir avec les lois économiques, tandis que Knies confondait économie politique et histoire pour ne voir dans l'évolution générale des peuples que des analogies. Il y a chez Schmoller une véritable division entre discipline économique et discipline historique qui, bien loin d'exclure la collaboration entre ces deux disciplines, en révèle la nécessité. De même List tend, en quelque sorte, d'une part à décrire les leçons que lui révèle l'examen de l'histoire, et d'autre part (notamment dans la partie du *Système National* consacrée au crédit) à établir une doctrine en harmonie avec les lois générales de l'économie politique et utilisant ces leçons des « analogies » historiques.



Classé généralement parmi les grands représentants de la « jeune école historique », Brentano, dont les cours ont eu en Allemagne le plus grand succès auprès des étudiants, déclarait lui-même qu'il ne voulait retenir de l'œuvre de List que son essai d'histoire économique, allant presque jusqu'à établir une division entre l'économie politique, révélatrice de lois inéluctables, et l'histoire économique, révélatrice des meilleurs moyens pour un Etat d'utiliser ces lois. Notons que si Brentano s'en était tenu à une séparation entre l'économie et l'histoire, il serait plus près de Schmoller, mais il distingue l'histoire économique de l'histoire proprement dite, et c'est cette histoire économique qu'il distingue ensuite de l'économie. L'histoire économique, pour lui, c'est celle des répercussions des faits purement historiques sur les institutions économiques et sociales : une bataille rentre dans l'histoire, le bouleversement qui s'ensuit, créateur de famine, par exemple, ou bien anéantissant telle institution économique, rentre dans l'histoire économique. Les distinctions de Brentano étaient très subtiles, et les économistes de l'Allemagne contemporaine affectent de ne voir en lui qu'« un Israélite disert ». Si son œuvre est plus théorique que vraiment constructive, si on a pu dire avec quelque exagération qu'elle n'est qu'« un programme sans exemple d'application », il ne faut pas contester son éminent intérêt : au fond Brentano montre comment les lois de l'économie s'appliquent à l'histoire comme celles de la pesanteur au corps humain. Et il montre comment on peut instruire en étudiant la façon dont les Etats ont subi ou ont utilisé ces lois : il est bien des Etats qui ont voulu défier les lois naturelles, comme seraient défiées les lois de la pesanteur par l'homme qui se jetterait dans le vide, et il en est d'autres qui tirent de ces lois naturelles le secret de leur bonheur.

Brentano

Schmoller et Brentano sont assurément les deux membres de la jeune école historique allemande qui ont subi le plus profondément l'influence systématique de List. On a même remarqué que, sur la question du libéralisme agricole et de la politique internationale, Gustav Schmoller subit aussi, mais très partiellement, l'influence doctrinale

Held
et M. Sombart

de Frédéric List. Les autres historistes, comme Held, Bücher et M. Werner Sombart, ne semblent pas avoir été soumis véritablement à une influence de List : comme List, mais aussi comme Hildebrand et Schmoller, ils reprochent aux classiques libéraux leur conception d'une économie universelle passible de principes théoriques généraux et jugent qu'il n'est pas de vraie science économique hors de l'observation de l'histoire et de la vie de chaque nation.

Schaeffle

Mais deux autres historistes doivent retenir particulièrement notre attention. L'un d'eux est Albrecht Schaeffle, l'auteur de *Bau und Leben des socialen Körpers*. On peut dire que Schaeffle est le philosophe de la méthode historique. Pour lui, la méthode historique doit présider à un double travail : d'abord à l'étude de l'économie de chaque nation, dans un but scientifique absolument désintéressé, afin de tirer de cet examen impartial une saine conception de la vie nationale et, par la comparaison des différents états de son évolution, des « règles de conseil ». D'autre part, par la confrontation des données ainsi obtenues, donc par l'étude comparée des économies nationales la méthode historique doit présider à un travail de synthèse qui, par la comparaison, par l'enregistrement des analogies, permet de s'orienter vers la découverte des lois et de concevoir ce qu'il y a dans l'économie de supérieur aux volontés propres des nations. Ce travail permet d'avoir de la société une conception scientifique. En effet, ceux qui ne pratiquent pas la méthode historique doivent se forger à eux-mêmes une notion de la société qui, considérée ainsi sous un aspect idéal, est absolument différente de ce qu'elle est en réalité. Celui qui part au contraire de la réalité des nations travaille en matière vivante, ne s'égare pas dans la création d'entités mystiques, conçoit la société non pas comme un instrument de doctrine, mais comme une association de collectivités. Ces collectivités ne se trouvent pas dans la même situation physique et morale, n'ont pas atteint le même degré d'évolution, s'orientent vers des avenir différents. La société, dès lors, au lieu d'être une entité abstraite qui justifie tous les raisonnements idéaux, est bien une réalité concrète, soumise aux actions et réactions différentes, aux courants associés ou antagonistes de ces facteurs constitutifs.

La méthode historique apparaît donc comme la seule qui puisse sauvegarder le caractère concret de l'économie politique, la ramener au rang des sciences d'observation et en faire une science utile puisque, du point de départ jusqu'au point d'arrivée, elle ne se sépare à aucun moment, sous la justification apparente d'études supérieures qui ne sont au fond que métaphysiques, des éléments observés.

Mais ne peut-on pas prétendre qu'ainsi Schaeffle va faire partir la science économique d'un postulat erroné, qui consisterait à dire que la société n'est rien de plus que la somme des nations, ce qui serait aussi inexact que de prétendre que l'Etat est la somme des individus, et que l'intérêt général est la somme des intérêts particuliers? Schaeffle a parfaitement paré l'objection : ce qui est inexact, ce n'est pas de prétendre que l'Etat est la somme des individus (l'Etat est pris ici au sens de collectivité nationale organisée), c'est de prétendre que l'Etat n'est *que* cette somme. En fait, l'Etat est lui-même une personne, dont les intérêts peuvent parfaitement différer des intérêts additionnés des nationaux. Et nous sommes ici en plein accord avec List. Mais de même qu'il est impossible de prendre connaissance, scientifiquement parlant, du fait de l'Etat, sans prendre connaissance auparavant du fait de l'individu, de même il est impossible de prendre connaissance du fait social sans prendre connaissance du fait de l'Etat. Si ces intérêts ne sont pas obligatoirement concordants, il y a tout de même entre eux d'une part un lien de nature, et d'autre part un ordre hiérarchique. Par conséquent, l'Etat étant le groupement naturel des individus et la société étant le groupement obligatoire des Etats, la méthode historique s'applique aux uns comme aux autres, sans préjudice de leur caractère particulier, et permet seule ainsi non seulement d'étudier chacun d'eux scientifiquement, mais encore d'étudier scientifiquement les liens qui les unissent.

Le raisonnement profondément philosophique de Schaeffle montre à quel degré d'évolution est parvenue la méthode historique pour arriver jusqu'à de telles considérations justificatives. On doit noter le souci avec lequel Schaeffle rend hommage aux premières manifestations de la méthode historique, celles qui, à la façon de List, ont conçu l'économie nationale comme le premier champ d'expérience de cette méthode, à la fois pour une étude inté-

La hiérarchie
des groupements
sociaux

rieure de la nation et pour une étude internationale basée sur le respect des intérêts des nations (1).

Wagner

Cependant que Schaeffle justifie la méthode historique par les considérations les plus hautes et les plus désintéressées, Adolf Wagner, se séparant d'ailleurs sur beaucoup de points de Gustav Schmoller et de l'école historique, mais généralement rattaché cependant à cette école, refuse à la méthode historique un rôle aussi scientifique. Pour lui, les méthodes qu'à la suite de Schönberg et de Mertens nous appelions « méthodes de révélation » sont absolument impraticables. Elles peuvent être considérées comme un moyen idéal de parvenir à la vérité économique, mais elles nécessitent de la part du savant une attitude de désintéressement qui nuirait par ailleurs au caractère forcément constructif de sa science. En définitive, Wagner, délibérément, rejette de la méthode historique tout ce qui n'est pas simplement procédé illustratif. Ce qui le pousse à rejeter ainsi les prétentions absolues des historistes, c'est tout d'abord qu'il admet un minimum de méthode purement introspective. C'est par le raisonnement, par la déduction, plus, et mieux que par tout examen des faits historiques, qu'on découvre le vrai mobile de toutes les actions humaines : c'est-à-dire l'égoïsme. Et dit-il, ce mobile égoïste doit être « le point de départ de la méthode de déduction en économie politique » (2).

Retour
à la méthode
illustrative

Mais Wagner déclare qu'une science qui ne serait basée que sur le raisonnement et la déduction (en définitive : une économie pure), serait par là même, et malgré ses fondements essentiellement psychologiques, inhumaine et inutile. Il n'a donc recours à la méthode historique que pour compléter les données de la méthode théorique. Aussi est-il purement illustratif. Et, à la vérité, il semble bien avoir subi l'influence de List plus fortement que les autres. Il

(1) Les idées de Schaeffle ont été reprises notamment par tous ceux qui se ralliaient aux méthodes historiques en considérant que leur application à l'Etat n'étaient plausibles que si l'on pratiquait également son application à l'individu, c'est-à-dire si on se livrait également aux études monographiques. La monographie ainsi considérée est « l'application de la méthode historique à la famille et à l'individu » (Jacques Valdour).

(2) Adolf Wagner, *Fondements de l'économie politique* (*Grundlegung*), § 67.

refuse de dépasser le degré atteint par List dans la méthode historique. Il revient aux formes élémentaires de cette méthode. Et si l'on peut le rapprocher de List à cet égard, on doit lui rendre cet hommage qu'il est beaucoup plus catégorique que List : quand List nous expose l'histoire économique, il ne nous dit pas, bien au contraire, qu'il s'agit là d'une justification recherchée de ses propositions doctrinales et, quelles qu'aient été ses prétentions, il nous propose un plan tendant à nous faire croire que son travail historique a précédé son travail doctrinal. Avec Wagner, aucune confusion de ce genre n'est à craindre : il analyse l'Etat tel qu'il le conçoit, définit les attributions que selon lui il doit exercer, et, subsidiairement, pour démontrer que ces attributions sont normales, que l'Etat est capable de les exercer, que cet exercice sera pour tous les nationaux un sujet de prospérité, il choisit des illustrations historiques soulignant le bien-fondé de ses propositions.

Il est donc curieux de constater que simultanément deux courants parfaitement opposés se dessinent dans l'école historique (à laquelle Wagner, si l'on excepte toute considération de doctrine comme on doit le faire, n'appartient guère qu'en raison de la fréquence de son appel à la méthode illustrative), l'un donnant à cette méthode une justification historique excluant la pratique des autres méthodes, et l'autre au contraire la réduisant au rôle d'auxiliaire de la doctrine sans justifier aucune de ses prétentions proprement démonstratives.

Karl Bücher, bien qu'il soit d'ordinaire catalogué parmi les membres fidèles de l'école historique, partage à peu près toutes les opinions restrictives d'Adolf Wagner, mais, et c'est là sa principale originalité, il ressuscite le projet d'Hildebrand de découvrir les lois générales de l'évolution de la société. Il utilise pour cela une méthode mixte de raisonnement et de démonstration historique. Parmi les auteurs allemands secondaires qui se rattachent au mouvement historiciste de Schmoller, on peut encore citer Gothein, Mayer, Todt.

Bücher

En définitive, l'influence de List sur les méthodes a alimenté en Allemagne la « querelle des méthodes ». Cette

La querelle
des méthodes

querelle des méthodes a pris des proportions considérables et a passionné pendant des années les économistes du monde entier et plus particulièrement ceux de langue allemande. Il est inexact de dire que la querelle des méthodes cache une querelle des doctrines. Si elle a pu en prendre l'aspect dans certaines phases de son évolution, il ne faut pas oublier que les premiers propagandistes de la méthode historique, List l'ayant pratiquée sans s'en faire un drapeau, sans même réaliser peut-être l'importance qu'on attacherait à cette partie de son système, étaient des libéraux qui voulaient justifier par cette méthode les propositions des classiques. Sans doute, le fait que de nombreux membres de la jeune école historique aient été parmi les théoriciens du socialisme de la chaire, prouve qu'en dernière analyse ceux qui ont subi l'influence systématique de List ont également subi, d'ailleurs à des degrés différents, son influence doctrinale, au moins quant à la conception de l'Etat. List a peut-être été moins l'inspirateur d'une méthode que l'annonciateur du renouveau d'une méthode oubliée. En tous cas, c'est, directement ou non, à lui que l'on doit un des éléments les plus féconds de la discussion économique, cause sans doute de tiraillements nombreux, mais ayant en tous cas fait faire à l'économie en général, à sa conception scientifique et à son histoire en particulier, les plus grands progrès.

La fin de la querelle

M. François Perroux, étudiant à l'Ecole des Hautes Etudes les positions respectives de l'école allemande et de l'école autrichienne, déclare close la querelle des méthodes. Avec Joseph Schumpeter, il constate que c'est à tort que nous croyons à l'existence d'une école autrichienne théorique et d'une école allemande anti-théorique. Dans les *Jahrbücher* dirigés par Schmoller, Schumpeter prenant au hasard 100 articles, remarque que 36 d'entre eux sont théoriques, 9 méthodologiques, 16 sociologiques et 39 purement descriptifs. L'intérêt pour la théorie est aussi grand en Allemagne qu'en Autriche. M. François Perroux observe qu'aucune des deux écoles n'a réalisé ses promesses, ni réalisé cette volonté de domination tendant à faire triompher une méthode au détriment de l'autre, volonté anti-scientifique par essence. Avec Schumpeter, il déclare que la description des faits historiques elle-même, et à plus forte raison la comparaison et la généralisation, nécessite un mini-

mum de théorie. D'autre part, la théorie a toujours besoin du secours de l'histoire. Dans les temps modernes, la querelle des méthodes n'existe plus, n'occasionne pas d'excommunications réciproques : l'économiste est maître de sa préférence, mais c'est de la collaboration des deux méthodes que la science tire son plus grand profit. Et nous disons ceci moins pour conclure sur l'école historique et la méthode historique que pour constater que, dans cette salubre combinaison des méthodes que l'on constate dans la science moderne, l'influence de List se perpétue, puisque c'est de son œuvre qu'est né un des deux courants qui s'associent aujourd'hui. Il nous faut cependant remarquer que List n'est pas responsable de l'utilisation que l'on a faite de son œuvre, et que celle-ci révèle au contraire beaucoup plus une association des deux méthodes qu'une opposition : c'est la nouveauté, ou, si l'on préfère, le renouveau de l'emploi de la méthode historique à côté de la méthode théorique qui surprend tous ceux qu'enthousiasment surtout les innovations hardies. List, dans sa modération créatrice, est plus près sur ce point des auteurs modernes que de ses successeurs immédiats : le constater est rendre un nouvel hommage à son génie.



Hors d'Allemagne, et exception faite des Américains Carey et Patten, qui n'ont subi cette influence méthodologique qu'à la suite de leur admission de la doctrine de List, l'influence de celui-ci sur les méthodes ne s'est exercée d'une façon quelque peu perceptible qu'en France et en Angleterre (1). Nous sommes en cela d'accord avec la quasi unanimité des historiens des doctrines qui, comme M. Charles Rist et M. Gonnard, veulent s'en tenir à la recherche des influences réelles et non occasionnelles, accidentelles, purement apparentes ou même fantaisistes.

(1) Il ne nous semble pas qu'on puisse découvrir une influence de la méthode de List, ni de la méthode historique en général, sur l'œuvre de V. Pareto, utilisateur des procédés historiques occasionnel et sans idées préconçues qui, dans son *Manuale di Economica Politica* (p. 24) affirme la vanité des discussions sur la méthode.

**Influence de List
sur les méthodes
en France**

Quelle a été en France l'influence de List sur les méthodes? Elle semble très réduite. Evidemment, on doit tenir compte d'une certaine influence indirecte transmise par l'école historiste qui n'a pas été sans avoir un vif succès auprès des économistes français. Mais ce succès s'est surtout traduit par une admiration pour une méthode dont on concevait ce qu'elle avait d'intéressant, mais à laquelle on contestait judicieusement ses prétentions à l'autorité absolue. Dès la création de l'enseignement officiel de l'économie politique dans les Facultés françaises, en 1878, « cet enseignement, de son contact même avec les disciplines juridiques, prenait un caractère nouveau, tout pénétré d'esprit historique, en même temps les historiens de profession s'intéressaient de plus en plus aux problèmes d'histoire économique, et venaient ainsi apporter aux recherches des économistes un concours précieux ». (Rist.) Mais cette collaboration entre économie et histoire, toute naturelle au moment où commençait en France l'enseignement de l'économie politique, est loin de suffire à prouver une réelle influence du système de Frédéric List. Avouons d'ailleurs, ainsi que l'ont constaté, en des occasions différentes, MM. Blondel, Pirou et de Guichen, pour ne citer que ces trois économistes, que List est très peu connu des économistes français, trop peu pour pouvoir exercer une notable influence directe, surtout une influence de méthode.

Il serait inexact, à notre sens, de chercher dans les auteurs français d'histoire économique l'application d'un système quelconque : nous devons observer que, le plus souvent, ces études d'histoire économique sont nettement distinctes des études purement économiques, voire rédigées par des techniciens, des spécialistes. Ils fournissent ainsi à l'économiste général les exemples dont il a besoin. Mais l'économiste appuyant sa construction théorique sur des bases historiques comparables à celles de List demeure une exception.

On aurait cependant pu croire que l'école historique, par l'intérêt porté à sa méthode en France, attirerait une attention accrue sur l'œuvre de List. La jeune école historique n'a pas caché son admiration pour Auguste Comte, dont nous avons signalé les rapports de méthode avec List. Mais l'école positiviste française est surtout composée de sociologues qui laissent l'économie politique à des spécia-

listes (1), et de philosophes qui s'adonnent surtout aux études psychologiques. Sur les économistes enfin, il semble que seule (2) l'influence de Comte soit de quelque poids au point de vue systématique, et cette influence n'a, en effet, aucune nécessité d'être corroborée par celle de List, malgré les ressemblances de méthode qui peuvent exister entre les deux auteurs.

Il est curieux de remarquer qu'en France l'influence doctrinale de Frédéric List sera plus forte, incomparablement plus forte que l'influence systématique. C'est que la France a ses méthodes particulières de travail, qu'elle tire ses systèmes de ses penseurs et de ses savants nationaux, qu'elle est généralement modérée dans son admission d'une méthode nouvelle, qu'elle confond en un ensemble harmonieux les influences diverses plus qu'elle ne s'en enthousiasme. Ceci, qu'on a expliqué souvent par le fait que la plupart des grands économistes français sont des universitaires, par conséquent des hommes de méthode et de science, n'a pas peu contribué en France à la grandeur de l'économie politique, qui atteint rarement à l'étranger pareille impartialité, pareille modération, pareille clarté, pareille solidité.



Certains auteurs nous proposent, comme écrivains ayant subi en France l'influence de la méthode historiste et par là, à des titres différents et dans une mesure différente, celle de List, Paul Louis, auteur d'une *Histoire du Socialisme français*; Levasseur, auteur d'une *Histoire des classes ouvrières en France*; Jacques Valdour, qui fit un cours de science sociale à la Faculté catholique de Lille; Jean Bourdeau, auteur de *l'Evolution du Socialisme*; M. Henri Hauser, auteur de *La nouvelle orientation économique*. Nous confessons notre scepticisme, et nous ne pouvons pas discerner dans ces ouvrages, pour la plupart consacrés non pas à des études économiques générales mais à la seule étude du mouvement ouvrier ou du mouvement

(1) Notons que des économistes comme MM. René Maunier et Gaëtan Pirou voient en l'économie politique la branche principale des études sociologiques.

(2) Cf. Pirou, cours cité, 1934-35, p. 92.

révolutionnaire, une réelle influence des méthodes de la démonstration historique en économie politique.

M. Blondel

S'il nous faut absolument relever une influence de la méthode de List chez les auteurs français, nous citerons peut-être, et non sans réserves, M. Georges Blondel et M. Siegfried. M. Georges Blondel, dont « la connaissance de l'étranger est non seulement celle qu'on peut acquérir dans les livres, mais celle qu'on puise au contact de la réalité, des choses, et des hommes », et qui « a poursuivi, en particulier du côté de l'Allemagne, ses investigations avec une clairvoyante ténacité » (Mestre), est un des économistes français qui connaissent le mieux la littérature économique de langue allemande. Ses préoccupations ont été comparables à celles de List, ainsi qu'en témoignent notamment ces ouvrages sur *L'essor industriel et commercial du peuple allemand* et *L'éducation économique du peuple allemand*. Son constant appel aux leçons de l'histoire comme moyen d'explication et d'illustration est la source première de sa doctrine, mais celle-ci n'est pas comparable à celle de List, parce qu'il ne s'agit pas de propositions doctrinales autant que de constatations permettant seulement l'émission de jugements, voire de conseils. Si donc il n'y a pas utilisation de l'histoire au bénéfice de l'économie politique, il y a plutôt dégagement d'une certaine doctrine venant de la confrontation des faits historiques. Si l'on peut parler d'influence, et nous rappelons avec quelle réserve nous le faisons, il s'agit donc exclusivement d'une influence méthodologique, les conceptions économiques du professeur Blondel étant fort différentes de celles de List. Nous avons employé, en l'entourant d'actes de prudence, le mot « influence », alors que « ressemblance » conviendrait peut-être mieux.

M. Siegfried

C'est avec la même réserve que nous pouvons croire à une certaine influence exercée par la méthode de List sur celle de M. André Siegfried, encore que celui-ci ait poussé jusqu'à les confondre l'histoire économique, surtout dans son aspect contemporain, et l'économie politique.

L'influence de List sur les méthodes en Angleterre

De même en Angleterre, il est difficile de trouver les traces d'une profonde influence systématique de List. L'école historiste y a pourtant eu un vif succès, et, tandis

qu'Arnold Toynbee, sans faire de l'égoïsme l'unique mobile des actions humaines, donnait sur la méthode historique une appréciation voisine de celle d'Adolf Wagner, Cliffe-Leslie (1) prétendait que la méthode historique, à l'exclusion de toute autre méthode, était scientifiquement applicable aux études économiques.

Parmi les œuvres que quelques-uns groupent sous l'étiquette d' « Œuvres d'observation historique », on peut citer avec M. Rist (1) *Growth of English Industry and Commerce*, de Cunningham; *Histoires et doctrines économiques du moyen âge*, d'Ashley; *Histoire du Trade-Unionisme et Industrial Democracy*, de M. et Mme Sydney Webb; *Life and labour of the people*, de Booth.



C'est sans amertume qu'il faut constater le peu d'influence, directe ou indirecte, exercée par List sur les méthodes hors d'Allemagne, en Angleterre et particulièrement en France : les méthodes impartiales de la science moderne, utilisant sans excès mais avec efficacité ce qui leur semble admissible des grands systèmes proposés par les auteurs les plus différents, ont bénéficié dès leurs premières applications des avantages du système historique sans exclure les avantages des autres systèmes, et cette fusion a puissamment contribué à assurer l'équilibre remarquable de la pensée économique française.

Conclusion

(1) Dans ses *Essays on political and moral Philosophy*, où il répondait au *Character and logical method of political economy* de Cairnes.

(2) Cf. Rist, in *Histoire des doctrines*, op. cit., p. 461 de la 5^e édition (Sirey). M. Rist note l'estime de M. Marshall pour les historistes (p. 459) et, à propos du relativisme des lois économiques exposé par eux, écrit : « Les économistes modernes ont jugé les critiques des historistes assez fondées pour chercher par des précisions plus grandes à se mettre à l'abri de reproches semblables. M. Marshall, entre autres, reprenant l'énoncé de Mill, définit les lois économiques comme un énoncé de tendances » (p. 467).

CHAPITRE II

Influence de List sur les Doctrines : en Amérique, en Allemagne, en Angleterre

De Carey à l'autarcie. Patten. Dühring. Adolf Wagner et le socialisme de la chaire. Schmoller. Schaeffle. Toynbee. M. et Mme Sydney Webb. Cole. Sir Oswald Mosley.

Section première

L'INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES EN AMÉRIQUE

« Les grands ouvrages, ceux qui marquent une étape dans l'évolution du génie humain, sont toujours utilisés dans les sens les plus divers, ce qui est une preuve de leur utilité générale et de leur vérité : ainsi le *Discours de la Méthode* de Descartes sera-t-il aussi souvent, et avec autant d'intérêt et de profit, utilisé par les catholiques et les rationalistes » (Ajam). C'est ainsi que l'œuvre de List sera immédiatement exploitée à des fins contraires, par des doctrinaires appartenant à des écoles antagonistes. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner tour à tour l'emploi que fait Carey de la doctrine de List, et celui qu'en fait Dühring.

Fils de Matthieu Carey, qui vice-présidait la Société Pennsylvanienne lorsque List, aux Etats-Unis, bénéficiait de l'utile appui du président Charles Ingersoll, Henry Carey n'était que de quatre ans le cadet de Frédéric List, mais il n'en eut pas la précocité. Accaparé par la direction de la librairie fondée par son père à Philadelphie, il ne se con-

Carey

sacra vraiment aux études économiques que vers 1832, aidé cependant par des lectures antérieures nombreuses. Matthieu Carey avait toujours été, sur la question du commerce international, un hésitant : du programme de List ce qui l'avait enchanté était surtout la partie immédiatement constructive, celle qui préconisait l'entreprise de grands travaux, et notamment de travaux facilitant les communications, mais, quant à la question de la protection du travail national, il n'était pas aussi absolu qu'Ingersoll et n'envisageait qu'une politique de protection paternelle de l'Etat, sans admettre un programme complet comme celui du nationalisme économique. Matthieu Carey avait, au demeurant, les défauts de la plupart des grands commerçants américains, qui croyaient que l'association en groupements homogènes des principaux commerçants des cités, pouvant exercer une forte pression sur les pouvoirs publics, suffisait au salut économique du pays et permettait de lui faire adopter une politique d'opportunisme et d'oscillations. C'était là une application erronée du programme de List, et celui-ci n'avait pas ménagé ses critiques aux membres de la Société Pennsylvanienne qui tenaient un tel langage : en effet, c'eût été, à ce compte-là, ce programme qui eut assuré la domination des commerçants, reproche que List adresse plus fortement que tous autres au système d'Adam Smith.

D'abord libéral

Henry Carey, à qui la plus grande indépendance fut laissée par un père veillant à ne jamais l'influencer, commença par accorder ses sympathies aux libre-échangistes. C'est ainsi qu'en 1835 il fait paraître son *Essai sur le taux des Salaires* qui connut un grand succès dans les milieux libéraux, et leur fit fonder les plus grands espoirs sur l'auteur américain. L'activité de Carey et son autorité commençante en matière économique contribuèrent pour leur part à l'orientation de la politique des Etats-Unis vers cette liberté commerciale, tentée en 1838, dont List tira si grand profit, en faisant une des illustrations principales des méfaits des compromis libéraux soumettant un pays insuffisamment évolué au point de vue manufacturier à la tyrannie commerciale de l'Angleterre.

Conversion

Cet exemple historique fut « le chemin de Damas » de Carey : « il brûla ce qu'il avait adoré » (Thomson), et donna l'exemple d'un revirement, d'une conversion comme

on en compte peu dans l'histoire des auteurs économiques. En 1848, son livre *Le passé, le présent et le futur* est un ardent plaidoyer en faveur de la protection. On aurait pu y trouver trace d'une influence systématique de Frédéric List, mais déjà l'influence doctrinale est très nette : elle l'est encore plus dans *l'Harmonie des intérêts agricoles et manufacturiers* de 1851 et dans son chef-d'œuvre, *Les principes de la science sociale*, dont la publication était achevée en 1860.

Théoricien du commerce international, Carey, que certains ont accusé de « cynisme », considère, après l'expérience de 1838, que le commerce international ne présente d'avantages pour un pays qu'autant que la balance lui est favorable, qu'autant que les exportations sont supérieures aux importations, ce qui revient en définitive à endetter les Etats importateurs. C'est un retour à la théorie de la balance du commerce, et Carey est peut-être ici plus près des mercantilistes que de l'auteur du *Système National*. Cependant, il ne fait là que des constatations, constatations que List a déjà faites pour son compte. Carey, qui a cru aux vertus du libre-échange, constate par expérience que la tentative de liberté a été profitable à l'Angleterre et coûteuse à l'Amérique du Nord, et il dresse le bilan de l'opération. Lorsqu'on essaie sur ce point de le mettre en contradiction avec Frédéric List, en soutenant que List a cherché à pousser les Etats-Unis vers une politique les remettant à égalité avec les plus grandes puissances manufacturières et commerciales, tandis que Carey aurait cherché à les pousser vers une politique leur assurant la supériorité sur ces grandes puissances afin d'établir la suprématie américaine, il est certain qu'on dénature, en les exagérant, les idées de Carey, et qu'en tous cas, même si Carey avait soutenu pareil programme, il n'y aurait pas désaccord avec List au moins dans la première partie de son application.

Son programme, en réalité, est avant tout défensif, Programme défensif comme celui de List : un pays doit chercher d'abord à assurer son indépendance, à échapper aux contre-coups des crises économiques qui peuvent troubler les Etats fournisseurs. Il faut donc que l'Etat accroisse et perfectionne sa production nationale, et pour cela, il faut qu'il consacre ses principaux efforts aux manufactures. Carey ne va pas

souligner moins fortement que List — et il le fera même avec plus de méthode — l'utilité d'une politique manufacturière, parce que la manufacture non seulement a sa vie propre, mais fait vivre les industries avec lesquelles elle est en rapport, agriculture et commerce; c'est elle qui se trouve au centre même de la vie économique de la nation, puisque c'est d'elle que dépendent les débouchés de l'agriculture et de la production des matières premières, et puisque c'est elle qui conditionne le commerce. Dès lors, Carey peut justifier la supériorité de l'intérêt que l'Etat doit porter aux manufactures, puisque c'est la seule branche de l'activité nationale qui détermine la prospérité des autres branches.

Protectionnisme
agricole

Et Carey, étant donné son admission des principes généraux du nationalisme, nous semble plus logique que Frédéric List lorsqu'il demande la généralisation du protectionnisme et notamment son application à l'agriculture. Aux yeux des libéraux, c'est là une régression, une rechute vers les méthodes mercantiles : on ne laisse plus à l'agriculture le privilège de la liberté physiocratique que List sauvegardait, on va retomber dans les erreurs de la politique des grains. Aussi Carey, qui pense avec raison qu'il n'y a pas de motif à appliquer à l'agriculture une politique contraire à la politique appliquée aux autres activités économiques, a particulièrement à cœur de démontrer que cette unité de politique est nécessaire à toutes les branches de l'activité économique nationale. Tout d'abord il déclare qu'au jour où la force manufacturière aurait empêché l'Etat de pouvoir consacrer une partie de ses forces à l'agriculture, la situation serait aussi terrible que celle d'un Etat purement agricole et par conséquent privé des bienfaits de l'industrie manufacturière. Il y a là une simple remarque de bon sens, mais d'une haute importance : en effet, si la théorie de List, qui prive l'agriculture d'une protection appliquée aux autres activités économiques et qui constate qu'en pays manufacturier la rente foncière du sol non employé à l'agriculture est supérieure à celle du sol agricole, si cette théorie conduit le pays pratiquant le nationalisme économique à porter tout son effort sur la manufacture, elle risque de soumettre à nouveau ce pays à la suprématie commerciale des pays dont il aura besoin et qui seront cette fois les producteurs de matières premières agricoles. D'autre part, le pays qui n'a

que des ressources agricoles insuffisantes et qui n'hésite pas à faire appel aux autres nations pour s'alimenter, sous prétexte que sa balance commerciale est bénéficiaire en vertu de son excédent d'exportation d'objets manufacturés, non seulement risque, en cas de difficultés internationales, de se trouver économiquement menacé, mais encore, étant obligé de payer le prix du transport des denrées agricoles que les trafiquants ont amenées jusqu'à lui, se condamne à la vie chère. Tandis que le pays à la fois agricole et manufacturier, qui sait encourager son agriculture et la protéger, évite d'avoir recours aux pays étrangers, et évite ainsi, au besoin après une phase de sacrifices nécessaires à l'implantation d'une nouvelle culture dans le pays. le paiement du prix correspondant au salaire du trafiquant. Carey n'a pas poussé son raisonnement jusqu'à son extrême limite, car il aurait pu insister sur ce fait que le sacrifice consenti par l'implantation d'une nouvelle culture est amorti par la dispense des frais successifs d'importation. Ainsi, sur cette question, Carey est plus près de Colbert que de List, mais, alors que la politique mercantiliste de Colbert laisse tout de même l'agriculture dans un état d'infériorité — en ce sens qu'elle n'est considérée que comme l'élément de base, aisément privé de perfectionnement, d'un édifice économique —, elle devient pour Carey non seulement cet élément de base, mais en outre un élément supérieur, d'une importance égale à l'activité manufacturière. Et Carey insiste sur l'intérêt que présente pour l'Etat le voisinage entre industrie manufacturière et régions agricoles, évitant les frais de transport. Il rejoint List sur la nécessité de moyens de transports pratiques et peu coûteux.

Il convient de situer la pensée de Carey par rapport à celle de List sur deux autres questions : List envisageait l'économie politique moins comme une science de la richesse que comme une science humaine, les données de son système étant appuyées sur la conception des vraies nécessités des hommes dont l'Etat est le groupement naturel. Carey surenchérit sur ces notions d'économie nationale, et il situe son programme de protection avant tout sur les avantages qu'il présente pour les éléments sociaux : il reprend à peu près les idées de List en ce qui concerne les chefs d'entreprise, mais il développe cette idée qu'une éco-

Un programme
social

nomie protectionniste améliore fatalement le sort de l'ouvrier : pour lui, la faiblesse des salaires est due en grande partie à l'obligation où se trouvent les entrepreneurs de se prémunir contre le péril de la concurrence étrangère. Au contraire, dans le régime protectionniste, les entrepreneurs sont naturellement à l'abri de cette concurrence, et par conséquent assurés d'une clientèle qui leur appartient, ce qui leur permet d'élever le taux des salaires. Plus artificiellement, Carey s'efforcera de démontrer que la différence existant entre les entrepreneurs nationaux favorise les ouvriers et constitue pour eux le moyen le meilleur de faire hausser leurs salaires.

La rente foncière

Ensuite, regardons l'attitude de Carey en face de la question de la rente foncière. Comme List, il observe que cette rente et le prix du sol sont accrus par l'existence d'une vie manufacturière. Il déplore l'exportation des produits agricoles parce qu'ainsi les éléments fertilisants de ces produits ne seront pas restitués à la terre nationale, comme ils l'eussent été grâce à une demande de la population manufacturière du pays. Mais il faut surtout retenir l'opposition qu'il fait à la théorie ricardienne qui prétend que la rente du sol s'élève au fur et à mesure que la demande s'accroît, que le sol s'épuise et que les terres à mettre en friche sont plus stériles. Pour Carey, qui s'appuie sur des exemples historiques de colonisation, les hommes pénètrent d'abord sur les terres les moins fertiles, parce que celles-ci sont fatalement plus désertes et plus accessibles, et ce n'est donc que petit à petit qu'il s'attache à l'exploitation de terres plus fertiles, mais d'accès plus difficile et nécessitant plus de travaux préparatoires, comme le déboisement. A ce sujet, très justement, M. Camille Perreau constate que Carey peut avoir raison pour une société jeune mais qu'il revient à la théorie de Ricardo au jour où la société aura vieilli et où toutes les terres auront été défrichées. Notons aussi, ainsi que nous le faisait remarquer notre regretté et savant ami l'explorateur Jean Thomas, qu'aujourd'hui la thèse de Carey est loin d'être exacte quant à l'évolution économique des peuples jeunes, ceux-ci se trouvant plus immédiatement en contact avec les pays producteurs d'objets manufacturés, et faisant tendre tous leurs efforts vers l'exploitation des richesses naturelles de leur sol bien avant d'avoir utilisé les terres

d'accès plus facile mais moins productives. Ce qu'il faut retenir de la thèse de Carey c'est que, selon lui, les rendements du sol iraient en croissant. Il convenait de signaler cet apport à la théorie de List, d'une nature d'ailleurs toute différente, qui nous semble fort erroné mais qui nous montre le souci que tous les disciples de List auront de ruiner, dans tous les domaines, les théories de l'école régnante (1).

Carey est-il vraiment un disciple de List? Les opinions, à ce sujet, sont très différentes. On s'étonne que des économistes qui, comme M. Rist, étudient l'un après l'autre List et Carey et sont par conséquent obligés de révéler la similitude de leur système, aillent jusqu'à dire : « Malgré tout ce qui les rapproche, Carey ne s'est pas inspiré de List. » Cependant, les ouvrages protectionnistes de Carey ont succédé presque immédiatement à ceux de List; ils apparaissent au lecteur comme une reprise des mêmes données, avec une attention accrue sur les problèmes les plus inquiétants et même avec une exagération des conclusions originales de List : cela, et la fréquence des citations que Carey fait de List, semblent de grands arguments. Mais pour M. Rist, Carey avait ses idées, dictées par la leçon de choses que lui proposait l'Amérique d'alors, et il n'a cité List, en quelque sorte, que dans sa joie de se rencontrer avec un auteur contemporain. A la suite de M. Rist, et reprenant d'ailleurs ses commentaires, plusieurs économistes ont voulu voir en Carey un homme nourri des idées protectionnistes très répandues alors sur le continent américain, et qui se serait très bien dispensé de citer Frédéric List s'il n'avait vu là une façon d'attirer l'attention sur son œuvre, en mettant en lumière ses rapports avec celle du célèbre économiste allemand ami de l'Amérique.

Il convient plutôt, selon nous, de se rallier à une opinion modérée : Carey doit sans conteste sa conversion au protectionnisme à une compréhension personnelle des faits,

Carey
disciple de List

(1) La théorie de Ricardo aboutit en fait à l'établissement de l'impôt sur la « plus-value imméritée ». Ricardo s'est toujours défendu d'avoir pensé à l'établissement de cet impôt : il va même jusqu'à le déclarer injuste, le considérant notamment comme un acte de partialité en faveur des fermiers. Mais son plus réputé disciple, Henry George, préconise cet impôt, et nous retrouvons une idée analogue dans le projet Qualid-Ajam qui fut proposé jadis au Parlement sur « la plus-value sociale ».

et ceci est prouvé par un examen même sommaire de son existence. Mais, une fois converti, il était tout naturel qu'il se dirigeât vers les exemples de la doctrine précédente, qu'il portât un intérêt particulier à celle de List, son devancier, et qu'il s'attachât à compléter cette œuvre autant qu'il le pouvait. Bien souvent, il n'est que le commentateur de List, et les problèmes qu'il se propose de résoudre lui viennent à l'esprit à la suite de lectures qu'il a faites, quand bien même la solution en serait surtout puisée dans sa réflexion personnelle. List pensait à sa chère Allemagne lorsqu'il proposait aux Etats-Unis un programme nationaliste, l'exemple de cette Allemagne fut la principale inspiratrice du *Système National* : Henry Carey sera toujours inspiré par l'exemple des Etats-Unis, et c'est à eux que s'adressent les *Principes de Science sociale*. Mais List est plus prudent que Carey : son système est plus général et il prend soin de bien préciser les trois phases de l'application du *Système National*. Carey au contraire ne s'embarrasse pas de ce qu'on a appelé, par une terminologie assez fantaisiste, le « méthodisme sociologique » de List. Carey est beaucoup plus protectionniste par principe que par méthode, et, plus que List encore, il se soucie davantage de l'Etat que de la société, et du présent que du futur. Il n'expose pas comme List les dangers du protectionnisme pour les Etats trop petits ou trop peu évolués. C'est de Carey beaucoup plus que de List que s'inspireront tous ceux qui, sous des climats différents, pousseront à l'autarcie les différents Etats. Le protectionnisme systématique des petites nations est souvent inspiré par Carey ou rattaché, plus ou moins sincèrement, à son influence. Carey, voulant que la nation se suffise à elle-même, qu'elle réalise l'état économique *complexe* qui assure son indépendance, n'admet pas les restrictions de List, alors que celui-ci limitait un tel protectionnisme à des Etats singulièrement évolués, et qu'il faisait de cet état complexe beaucoup plus un idéal vers lequel on doit tendre qu'une réalité de laquelle on peut vivre. Carey, ou plus exactement les disciples de Carey, finiront par oublier Frédéric List et oublieront par là même les mesures de prudence de ce dernier : ils seront parmi les principaux propagandistes de ce protectionnisme théoriquement applicable à tous les Etats, quelle que soit leur force productive et leurs capacités, qui n'a pas cessé d'accentuer,

de nos jours; la tragique querelle des égoïsmes nationaux.

L'influence exercée par Carey fut assez considérable non seulement sur les doctrines — et il ne nous appartient pas ici de la rechercher à partir du moment où elle éclipse celle de List et s'en distingue à la fois —, mais aussi sur les faits sociaux, économiques et politiques des Etats-Unis. C'est ce que remarque Jenks dans son livre sur Henry Carey, sans mettre d'ailleurs en valeur autant qu'il conviendrait la façon dont l'œuvre propre de Carey fut en ce domaine facilitée par l'œuvre précédente de List qui, ainsi qu'on le verra, eut sur l'orientation économique des Etats-Unis une influence prépondérante.

Jenks

Un disciple américain de Carey et de List, plus encore du second que du premier, le professeur Patten, réalise une curieuse association des pensées hédonistique et nationaliste. Son nationalisme économique est tellement poussé que la peinture qu'il en fait ressemble presque à une caricature. Sa théorie porte d'ailleurs aussi bien sur des considérations morales, étant entendu qu'il s'agit de morale sociale, que sur des considérations économiques.

Patten

Patten prétend déterminer avec précision le moment où le pays qui aura pratiqué la phase de sacrifice qu'impose le programme de nationalisme économique, devra renoncer à la protection pour revenir à la liberté. On voit donc qu'il est fidèlement attaché jusqu'à présent au programme de List. Mais le but du nationalisme économique n'est plus, chez Patten, de tendre vers l'état économique et complexe. Il ne s'agit plus d'accroître la prospérité nationale par l'implantation de cultures ou d'industries étrangères. A la notion de cosmopolitisme dans l'ordre international, qu'il repousse du point de vue théorique, il joint celle du cosmopolitisme à l'intérieur de la nation, qu'il ne déplore pas moins.

L'économie fermée

Chaque pays se trouve dans des conditions climatiques, géologiques, hydrographiques et humaines déterminées : ce sont là les données impératives de chaque vie nationale. Et la nation ne doit pas chercher, en quelque sorte, à « truquer » la nature, à la trahir. En cherchant à implanter sur son sol des produits étrangers, elle se livre à une œuvre à laquelle elle n'est pas destinée. A cela, on pourrait répondre que l'expérience prouvera si la culture implantée

est viable ou non sur le sol national, compatible ou non avec les caractères propres à la nation. Mais on peut objecter que l'industrie moderne notamment est internationale dans son essence, uniformément réalisable sous tous les climats, et c'est précisément contre cette uniformité que Patten veut réagir. Il constate que dans tous les pays évolués l'intelligence humaine parvient au même degré de création. Il faut donc, et l'on voit ici combien son système est philosophique, refuser catégoriquement l'entrée aux créations qui ne sont pas nationales, et qui par conséquent risqueraient de s'opposer au rôle propre que la nation doit jouer dans le monde.

Critique

Rien que sur ces considérations morales, une discussion peut s'établir. On peut en effet se demander si le vrai rôle de la nation est de replier tous ses efforts sur elle-même, de se refuser à tenir de la collectivité universelle des innovations dont elle peut avoir besoin, qui peuvent l'enrichir, et, par clause de réciprocité, de priver cette collectivité du fruit de ses propres découvertes. En définitive, Patten a une notion outrancière, et absolument opposée à celle des physiocrates, de l'ordre naturel des choses : les physiocrates veulent la liberté généralisée afin que cet ordre naturel ne soit pas entravé par des constructions humaines plus ou moins artificielles, et toujours suspectes de présomption et de témérité, cependant que Patten veut qu'une protection généralisée, pratiquée par tous les Etats, permette aux nations de remplir isolément la tâche économique à laquelle elles sont destinées naturellement, afin que chacune d'elles remplisse son rôle sans se compromettre avec ses voisines. L'ordre naturel, du point de vue international, c'est la conquête de la perfection économique et sociale dans chaque nation et en toute indépendance. On voit ici la grande différence avec les physiocrates : tandis que ceux-ci veulent que les nations s'abstiennent d'agir pour laisser se réaliser un ordre naturel, Patten veut que les nations agissent, se défendent, édifient pierre à pierre leur économie nationale, pour réaliser ainsi l'ordre naturel. Mais dans l'un et l'autre cas, il y a à la base une croyance métaphysique, une croyance à une harmonie inéluctable des choses, qu'il faille la laisser s'établir ou travailler pour son établissement.

Si telles sont les bases philosophiques de la doctrine de Patten, il faut néanmoins lui trouver des bases plus pratiques. Patten est Américain, et il souffre de voir l'Amérique privée d'une tradition nationale comparable à celle des grandes puissances occidentales. Son pays a longtemps subi l'esclavage économique dans lequel le maintenait l'Angleterre. La réaction de Patten devant cette attitude de l'Angleterre est analogue à celle de List. Il a confiance dans le génie inventif propre aux Américains, qui lui semble assuré d'ailleurs par les origines mêmes de ce peuple. Dès lors, il songe avant tout à le tenir à l'abri des importations étrangères qui, malgré l'évolution de l'Amérique, malgré les données de l'économie moderne qui pousseraient plutôt à craindre le contraire, peuvent, un jour, handicaper les Etats-Unis.

Une doctrine
spécifiquement
américaine

Mais, surtout, Patten prête une grande attention aux crises que les Etats-Unis ont subies par la faute d'une production désordonnée et d'une politique folle de conquête de tous les marchés du monde. L'Amérique, pour éviter de semblables folies, a besoin de se mieux connaître, de se replier sur elle-même, d'apprécier ses forces de production et son pouvoir d'achat, de comparer ses possibilités de production et ses possibilités de consommation, afin de pouvoir organiser sa production avec plus de certitude et sans risquer de tragiques déconvenues. Pour cela, il est nécessaire de rompre les ponts avec les autres Etats. Et c'est par un appel au génie de la race que Patten croit pouvoir le mieux y parvenir. Il exalte ce génie de la race, ne voulant pas que les Américains abaissent leur dignité jusqu'à se servir des produits internationaux ! L'Américain doit vivre des ressources naturelles de l'Amérique, afin de demeurer proprement américain.

Ce sont là des idées qui paraissent un peu enfantines, et qui le sont en effet. Mais elles le sont volontairement, car il s'agit, par des moyens très simples, de convaincre tout un peuple de l'intérêt que présente pour lui la consommation des produits nationaux. Nous ne disons pas que Patten manque de sincérité, et nous voyons au contraire une preuve de sincérité dans le désir qu'il émet de voir les Américains se créer un « type national ». C'est là un désir tout sentimental de voir enfin l'Amérique posséder une tradition, une civilisation définies. Et pour cela,

Patten va jusqu'à dire qu'il est absolument nécessaire que l'Amérique, et d'ailleurs chaque pays, oblige ses habitants à s'habiller et à se nourrir selon les ressources naturelles du pays. C'est sans aucun doute par l'intervention de l'Etat qu'on pourra réaliser cet idéal.

Impérialisme

Mais Patten ne s'en tient pas à ces considérations qui, bien qu'elles s'adressent visiblement à l'Amérique, revêtent dans sa doctrine un caractère général, puisque cette doctrine prétend révéler à chaque nation son devoir et son intérêt. En effet, sans doute pour exciter le zèle des Américains, Patten leur propose d'acquérir, par cette méthode d'utilisation exclusive des richesses nationales, la force qui fait les peuples rois. En effet, il écrit qu'une fois arrivé à la création du « type national américain » on aura ainsi réalisé un type très supérieur à celui des autres nations, ce qui permettra aux Américains de « prétendre à exercer une influence prépondérante sur le sort des autres nations » et, qui plus est, « à les contraindre de renoncer à leur constitution économique actuelle pour s'adapter à un état social plus élevé » (1). On peut douter que de telles paroles soient favorablement entendues par d'autres que des Américains, et que les peuples étrangers, à qui Patten conseillait avec tant de bienveillance de pratiquer eux aussi le nationalisme économique pour se protéger de toute influence étrangère, acceptent de bonne grâce la volonté des Américains de les faire progresser, au besoin malgré eux, vers un idéal social et économique qui reste d'ailleurs à définir.

Une caricature
du programme
de List

Comme List, Patten admet bien qu'il arrivera un moment où l'on pourra renoncer à la protection générale pour reprendre la liberté. Mais ce sera précisément lorsque les Américains seront parvenus à créer ce type national qui contraindra les types voisins à « s'adapter à un état social plus élevé ». Nous sommes loin des conclusions idéales de List, basées, elles, sur l'égalité des nations et leur manque d'intérêt à se fermer mutuellement leurs portes. Et, en fin de compte, le programme de Patten n'apparaît bien que comme une déformation quasi caricaturale du programme du nationalisme économique. Il n'a pas d'autre but que de permettre à un Etat d'atteindre une prospérité supérieure

(1) *Fondements économiques de la protection* (p. 210),

à celle des autres. S'il propose un actuel renoncement à la conquête des marchés étrangers, c'est toujours en faisant briller l'espoir d'une conquête plus complète et mieux réussie lorsque les conditions de l'équilibre intérieur seront connues et définies. On peut, à ce propos, se demander si, lorsque l'Etat, c'est-à-dire en l'occasion l'Etat américain, aura pratiqué pendant un certain temps cette nouvelle conquête des marchés internationaux, il continuera à bien connaître les conditions de son équilibre intérieur. Toujours est-il que le nationalisme économique tel que le conçoit Patten n'a pas d'autre but que de servir un impérialisme conquérant, absolument contraire aux désirs de List.

Ainsi, en Amérique, la pensée de List a été dénaturée. Déjà, avec Carey, malgré la prudence de celui-ci, on est entraîné vers la méthode autarcique. Avec Patten, nous sommes mis en présence, après une ère d'économie fermée, d'un programme de domination mondiale qui perfectionne encore celui que List reprochait à l'Angleterre d'utiliser à l'égard de l'Allemagne. Il est ainsi prouvé que les conclusions idéales d'un programme, c'est-à-dire celles que régissent des volontés morales, sont facilement oubliées, et les moyens que proposait l'auteur pour y parvenir sont utilisés à des fins absolument contraires.

Section deuxième

L'INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES EN ALLEMAGNE

L'Allemand Eugène Dühring, philosophe et économiste particulièrement fécond, se rattache, de son propre aveu, en philosophie, à Auguste Comte (et surtout à ceux qui ont tiré des données comtistes des conclusions matérialistes) et, en économie politique, à List et surtout à Carey, qu'il défendit dans son ouvrage de 1867 : *Les Détracteurs de Carey et la Crise économique*. Ce n'est pas un esprit clair, encore qu'il ait prétendu faire une œuvre de vulgarisation. Il est d'ailleurs très éparpillé, se consacrant de temps en temps non seulement à l'économie et à la philosophie mais encore à la morale sociale, à la physique, à la chimie, aux mathématiques. Dans sa *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus*, il reprend

Dühring

cette idée de List que le protectionnisme n'est pas destiné à caractériser une économie permanente, mais qu'au contraire il est une méthode transitoire permettant au pays, une fois arrivé à la prospérité, de revenir à la liberté. Nous avons déjà énoncé les difficultés du système (1). Dühring d'ailleurs se place beaucoup plus du point de vue de l'Etat que du point de vue international; le système de List lui semble seul capable d'assurer à une nation la possibilité d'obtenir la prospérité, et c'est là-dessus qu'il insiste, jugeant superflu un renoncement plus long à la liberté commerciale : cette liberté lui paraît tout à fait naturelle, et le protectionnisme n'est qu'une dérogation temporaire à la règle générale de la liberté, permettant à un Etat de se mettre à égalité avec les grands Etats producteurs. Pour pouvoir participer logiquement à la vie internationale, il faut que l'Etat ait un capital moral et matériel suffisant. Dühring ne voit rien de contraire à cela dans l'œuvre de Carey, que d'autres exploitent en vue d'un protectionnisme définitif. Mais s'il se rattache plus à List qu'à Carey par l'importance qu'il porte au retour à la liberté commerciale, il se rattache plus à Carey qu'à List par ce fait qu'il demande l'application du protectionnisme à l'agriculture, ce qu'il justifie par le caractère temporaire de cette phase exceptionnelle de protection. Ainsi, à l'inverse de Patten et de la majorité des disciples de Carey, l'influence doctrinale de List poussera Dühring vers le libéralisme commercial, aboutissement nécessaire des efforts nationaux (2).

**Le socialisme
de la chaire**

Tandis que Dühring prend en considération toute la doctrine de List, l'école allemande du socialisme d'Etat, cette association de professeurs allemands qui fut appelée d'abord par dérision, puis par habitude, enfin avec respect, l'école du « socialisme de la chaire », n'a retenu qu'une bien faible partie de sa doctrine, et il est curieux de remarquer que, dans l'opinion générale, ces socialistes de la chaire sont considérés comme les plus authentiques disciples de List, alors qu'eux-mêmes ont souvent eu à cœur

(1) *Ibidem*, 2^e partie, ch. 3, p. 114.

(2) Cf. Dühring, *Kursus der National und Socialökonomie* (Berlin, 1873).

de s'en distinguer. Nous avons vu cependant qu'ils ont subi certainement une influence déjà au point de vue de leur méthode, et que l'un d'entre eux, Gustav Schmoller, a rencontré List sur quelques points de doctrine. Le grand théoricien de cette école est Adolf Wagner.

Wagner

On a quelquefois fait de Wagner une sorte de révolutionnaire ayant manqué de courage dans ses conclusions : au moment où l'agitation communiste de Liebknecht et Bebel, inspirée par Karl Marx et Engels, aboutit à la création du Sozialdemokratische Arbeiterpartei, les *Fondements de l'économie politique* du professeur Wagner devaient paraître bien pâles. Mais il n'y a pas grand'chose qui autorise une comparaison entre un Bebel et un Wagner : Wagner constate l'hostilité sans cesse plus grande entre la réaction patronale et l'élément ouvrier ; bien loin de partager les conclusions du *Capital*, il cherche au contraire un moyen d'entente. Il n'en trouve qu'un : la soumission de tous à l'Etat incarnant l'intérêt général et imposant le respect de cet intérêt à ceux qu'animent des mobiles d'intérêt particulier. Il comprend que la lutte des classes et des partis ruine la grandeur nationale, et c'est pour cela qu'il fait appel à l'Etat. Celui-ci est à la fois « l'organe de la solidarité économique » et « l'organe de la solidarité morale » entre tous les membres de la nation. Sa fonction est donc double : d'une part, il doit protéger les éléments qui composent la nation contre le danger extérieur, et ceci aussi bien au point de vue militaire qu'au point de vue économique ; d'autre part, il doit rechercher la prospérité pour tous les nationaux, et pour cela il doit d'une part leur assurer la richesse économique, d'autre part l'ordre social. On admirera avec quelle logique, quelle sagesse de déduction procède Wagner : pour la première fois on montre nettement que le nationalisme économique n'est qu'un des moyens du nationalisme tout court, conçu non pas sous une forme agressive, mais comme le meilleur moyen de procurer le bien-être aux membres de la nation. On voit donc, sans plus de commentaires qui nous entraîneraient trop loin de la simple recherche de l'influence de List, les différences sans nombre qui opposent le socialisme d'Etat de Wagner au socialisme marxiste. Un exemple typique de cette différence nous est notamment donné par la

déclaration de Wagner (1) disant que le socialisme d'Etat ne doit pas tendre à la suppression d'une classe, mais se consacrer au plus grand bien de tous, et par conséquent relever la classe inférieure, ce qui ne peut évidemment se faire qu'au détriment de la classe supérieure. Mais une grande confiance est faite à la partie économique du programme national pour favoriser une amélioration facile du sort de l'ouvrier (2).

L'Etat

Ainsi, Wagner se rattache à List par le grand rôle qu'il attribue à l'Etat, par sa conception de l'intérêt général, par son admission du nationalisme économique (3) mais il s'en sépare par le peu d'intérêt qu'il porte aux groupements économiques, aux associations professionnelles, qui apparaissent à List capables d'assurer le conseil nécessaire au gouvernement et la stabilité administrative. Il semble bien que si List avait vécu dans l'époque troublée où luttait Wagner, il n'aurait pas donné à l'Etat un tel rôle, par exemple dans les assurances sociales, qu'il aurait usé des mesures en faveur des travailleurs avec la modération qu'il emploie à l'égard des primes pour le commerce : il aurait d'abord pensé aux intéressés eux-mêmes, aurait donc vraisemblablement fait imposer par l'Etat aux employeurs des mesures humanitaires, sans faire intervenir systématiquement l'Etat lui-même. On peut dire que List a plus un programme national qu'étatique, alors que Wagner confond les deux notions et ne fait confiance qu'à l'Etat,

(1) In *Finanzwissenschaft und Staatssozialismus*.

(2) Adolf Wagner est tout de même conduit à dire, par sa conception de la morale sociale, qu'il convient « d'enrayer volontairement l'accumulation immodérée des richesses dans certaines couches et chez certains membres de la classe possédante ». Mais il spécifie qu'il ne le faut faire que quand « l'accumulation des richesses privées en un petit nombre de mains » est « arbitraire et illimitée », et surtout contraire « à l'équité et à l'utilité sociale ». C'est donc la simple réparation d'un préjudice immoral causé à la société. Wagner, sur cette question, raisonne plus en moraliste qu'en réaliste : c'est ainsi qu'il se prononce catégoriquement pour le maintien de la propriété privée, disant toutefois que l'Etat doit chercher à « adapter plus exactement le revenu au mérite », « limiter à une juste mesure les profits exagérés », tout en veillant au relèvement des salaires à un niveau permettant une « existence humaine », toutes opinions qui, ainsi que le fait remarquer M. Rist, sont une littérale reprise de celles de Sismondi.

(3) Il n'admet aucune compromission avec les efforts internationalistes que Marx veut justifier par la fraternité ouvrière.

en en faisant l'exécuteur plus que l'ordonnateur du système national.

Comme List, Wagner fait un appel constant à l'histoire en faveur de son programme. Si ce programme conclut en faisant confiance uniquement à l'Etat, c'est parce qu'il apparaît comme historiquement prouvé à son auteur que seule l'activité de l'Etat a été, en matière économique et surtout en matière sociale, efficace, alors que l'action privée n'aboutissait qu'à des résultats nuisibles ou insuffisants. Ce n'est là, dit-il, une loi économique naturelle, qu'illustrent les leçons de l'histoire (1). On peut chercher à rapprocher cette tentative de justification historique du socialisme d'Etat des fameuses prétentions historiques de Karl Marx quant au « matérialisme historique » mais il ne s'agit pas pour Wagner d'une pareille vue de l'histoire sociale, mais au contraire d'une citation d'exemples historiques choisis. Les prétentions sont moindres et les résultats meilleurs.

Nous avons examiné déjà l'influence de List sur la méthode de Gustav Schmoller. Mais l'influence de List sur sa doctrine n'est guère moins importante. Ce qu'il faut surtout retenir de l'œuvre de Schmoller, en tant que disciple plus ou moins avoué de List, c'est, selon nous, d'abord une idée générale, puis deux points particuliers de ressemblance :

Schmoller

Premièrement, idée générale : Schmoller ne situe pas l'économie politique sur la science des richesses, au sens

(1) Pour bien faire comprendre la différence entre les lois naturelles de l'économie politique et les leçons de l'histoire, M. Camille Perreau prenait un exemple persuasif : une loi comme celle de Gresham, « la mauvaise monnaie chasse la bonne », est une loi économique scientifiquement démontrée. Cette loi est vraie en elle-même. Que les pays ne puissent pas se soustraire à ses conséquences, ce sont là des constatations historiques qui ne sont pas des démonstrations de la loi mais des conséquences fatales de celle-ci. Wagner ne conçoit l'histoire que comme une illustration par l'exemple des lois économiques.

De son côté, M. Gaëtan Pirou définit les lois comme « des dépendances nécessaires entre des possibilités » et reprend l'expression de M. Naville distinguant « l'histoire, étude de ce qui existe, et la science, étude de ce qui est possible », ce qui montre la supériorité de la science économique sur l'histoire, ou tout au moins des lois de celle-là sur les observations de celle-ci.

classique du terme, ni sur une vue idéale de l'humanité. Il part du cadre étatique et examine les questions sociales en fonction de la réalité nationale. Il abandonne même le point de vue purement économique de List examinant l'industrie et l'agriculture en elles-mêmes pour ne s'attacher qu'à l'étude des forces sociales liées à ces branches de l'économie. Et ceci explique l'impulsion donnée en Allemagne par la jeune école historique à la méthode monographique qu'illustrait en France Frédéric Le Play.

Deuxièmement, au congrès du Verein für Sozialpolitik, Schmoller confesse sa confiance en l'Etat conçu comme un lien de solidarité entre les citoyens et comme le protecteur nécessaire de l'économie nationale (1) et, d'autre part, sa foi dans le libéralisme agricole : il propose une association de l'Europe centrale pour la liberté des céréales, considérant que celle-ci peut être le point de départ d'une plus grande collaboration économique entre les signataires. S'il se distingue de List par cette confiance dans le développement immédiatement souhaitable d'une liberté généralisée (qui lui semble plus aisément réalisable par un Etat fort), il réalise son plus grand désir en cherchant à donner des bases officielles à la liberté agricole.

Troisièmement, dans différents articles qui nous ont été signalés très aimablement par M. Georges Blondel, il étudie la possibilité pour l'Allemagne d'accroître sa force économique par sa politique extérieure : il constate que la Russie, trop peu évoluée et étant en rapports économiques constants avec l'Allemagne, est liée par ces rapports eux-mêmes; que l'instabilité politique de la France empêche ce pays de pouvoir gêner l'essor allemand; que seule l'Angleterre, cupide et réaliste, est un réel danger. Il souligne également la nécessité de bons rapports économiques et intellectuels avec la France, pour laquelle il a une amitié intéressée mais qui semble sincère, et celle de se méfier de l'avidité et de l'intolérance anglaises.

Schaeffle

Un autre socialiste de la chaire, Albrecht Schaeffle, s'ef-

(1) Schmoller a moins la notion du rôle éducatif de l'Etat que de son rôle protecteur : sans se rallier à un système déterminé comme List, il confie à l'Etat la garde de la nation, surtout observée sous le rapport de ses composants humains.

force de distinguer l'évolution générale de la société, et ses conclusions sont très voisines de celles d'Auguste Comte, encore qu'elles soient le résultat d'un travail beaucoup plus littéraire que scientifique. Schaeffle fait aboutir l'évolution historique à la domination sans cesse élargie de l'Etat. De vues plus avancées que Wagner, il demeure bien éloigné des théoriciens marxistes, son socialisme n'étant qu'un socialisme d'Etat sans autre programme que l'élargissement du pouvoir de celui-ci. Mais Schaeffle n'a pas la sincérité de Wagner et son observation de la société est déformée constamment à des fins théoriques. Pour avoir subi l'influence de List, ce littérateur n'a retenu de celle-ci que ce qui servait sa doctrine, et son ouvrage *Bau und Leben des socialen Körpers* n'est guère qu'une préface démesurée à sa *Quintessenz des Socialismus*.

En définitive, l'influence de List sur le socialisme d'Etat n'a rien de comparable avec celle exercée sur Carey et son école. Il faut cependant remarquer que l'école américaine et l'école allemande se retrouvent sur un point : la force accrue de l'Etat protecteur des intérêts nationaux. Mais on pourrait trouver quelques ressemblances secondaires, notamment, dans les deux cas, ce souci de la protection de la liberté individuelle au sein de l'Etat fort, souci qui est peut-être affiché d'autant plus volontiers qu'on prévoit ainsi une objection dûment fondée. Presque seul, Patten fait bon marché de cette liberté. Carey a pourtant surenchéri sur la nécessité de cette liberté, considérée par List comme un stimulant à l'activité économique, comme une condition *sine qua non* de la prospérité nationale. Adolf Wagner va plus loin encore, et prend soin de se dire individualiste : cet individualisme tout philosophique, qui s'accommode d'un entier anti-libéralisme, est pourtant fortement tempéré par l'intervention possible de l'Etat. C'est qu'il ne s'agit pas pour Wagner d'un Etat tyrannique, mais simplement d'un Etat paternel, n'usant de ses pouvoirs que pour le service du bien commun. Et c'est ainsi que Schmoller insiste sur son loyalisme envers la monarchie héréditaire. Ici encore, nous revenons aux conceptions personnelles de List, et le programme du socialisme d'Etat est plus proche, à bien des égards, de programmes politiques actuels très modérés que du programme socialiste.

Conclusion

Section troisième

L'INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES EN ANGLETERRE

Toynbee

Le nationalisme économique de Frédéric List a eu en Angleterre de nombreux adeptes qui lui ont donné une expression assez originale. Un mouvement, qu'on appelle quelquefois « école du nationalisme social » s'est créé sous l'impulsion d'un jeune économiste mort prématurément en 1883, Arnold Toynbee. Nous n'aimons pas, pour notre part, l'appellation « nationalisme social ». Elle ferait, en effet, supposer qu'il y a rupture avec le nationalisme économique proprement dit, et l'on sait avec quel soin List précise, dans sa doctrine, la primauté de l'élément social dans les études économiques. Mais Toynbee surenchérit encore sur cette idée, et peut ainsi justifier en partie, les nécessités du classement aidant, cette terminologie.

Les Webb

A côté de Toynbee, on doit citer M. et Mme Sydney Webb, qui, comme Toynbee lui-même, gardent toujours une modération de langage qu'explique une volonté de démonstration scientifique. On ne trouve plus cette modération chez les syndicalistes agressifs du genre Cole et Hobson. On peut rattacher encore au même mouvement ceux des travaillistes anglais qui, comme le major Attlee, restent résolument nationalistes. L'école du nationalisme social, si école il y a, est donc complexe dans sa composition, mais obéit cependant à un programme général dont nous trouvons les meilleures expressions chez Toynbee, auteur de *The Industrial Revolution*, chez Béatrice Potter (qui devint Mme S. Webb), parfois chez Cole, malgré la hardiesse de ses prétentions et de ses conclusions. Nous nous en tiendrons à l'exposé synthétique de ce programme fort intéressant qui, sérieusement repris aujourd'hui par la majorité des leaders travaillistes révèle, au moins pour une partie de l'opinion, la pérennité des doctrines du nationalisme économique, évoluant selon les conditions des temps modernes.

Primauté
de l'industrie

Tout d'abord, les nationalistes sociaux s'opposent, en reprenant les arguments de List, à la doctrine des libéraux,

et notamment d'Adam Smith, car cette doctrine leur apparaît comme une construction plus littéraire que scientifique en vue d'assurer la supériorité du commerce et la défense égoïste des intérêts commerçants. Nous avons déjà vu à propos de List ce qu'il y avait d'outré dans cette conception, et ce qu'il fallait penser de cette critique. L'Etat civilisé est amené d'abord à faire collaborer l'industrie et l'agriculture, mais l'industrie est la source première de la richesse du pays, et c'est elle qui, pour nos auteurs, doit tenir la place privilégiée dans l'économie nationale. Ici se manifeste la confiance en l'impérialisme britannique : les Anglais conçoivent leur empire comme un tout, et dès lors il leur semble normal de sérier les activités économiques selon une méthode que List lui-même avait conseillée. Souvenons-nous que List approuvait les Anglais d'avoir empêché l'Inde de concurrencer la métropole dans le domaine de la manufacture, réservant ainsi à l'Inde un sort tout différent de celui qu'il réclamait pour les Etats-Unis.

Toujours est-il que la métropole, dans l'aspect moderne de la doctrine, doit sans cesse s'industrialiser, et par conséquent donner à l'industrie une protection et des privilèges exorbitants du droit commun. Cole va plus loin : la nation n'est vraiment riche qu'au jour où elle a abandonné l'état agricole pour parvenir à l'état industriel. Cette évolution à qui elle doit sa prospérité est donc l'œuvre des travailleurs de l'industrie. Dès que leur utilité nationale apparaît comme supérieure à celle des autres instruments de l'activité nationale, il est naturel de les privilégier. De son côté Toynbee avait déjà déclaré que l'économie moderne était caractérisée par l'accroissement de l'importance économique et sociale des classes ouvrières, et que par conséquent les principes qui régissaient les sociétés antérieures devaient être entièrement révisés, car, écrit-il, « l'économie politique a été transformée par les classes ouvrières » (1).

Le but principal du nationalisme économique est donc « la protection de l'ouvrier, de ses droits, de ses intérêts, de son travail dont toute la nation bénéficie avec lui » (Hobson). Cole prétend que si l'ouvrier est défendu par le nationalisme économique, *ipso facto* tous les éléments sociaux sont protégés dans une certaine mesure, le rôle de

L'économie
politique
transformée
par les classes
ouvrières

Le but
du nationalisme
économique

(1) In *Ricardo and the old political Economy*.

l'ouvrier étant primordial et la fortune de la collectivité dépendant du travail de l'ouvrier et des conditions d'exercice de ce travail. Il n'hésite pas pour justifier cette idée à faire appel à des considérations sentimentales et cherche à créer une mystique de révolution ouvrière.

Le programme

Béatrice Potler est, au contraire, guidée par cette idée que seule une organisation nationale du travail ouvrier évitera au courant révolutionnaire de se manifester en Angleterre « d'une façon sanglante », et voilà pourquoi elle s'oppose vigoureusement aux propositions du socialisme international. Adoptant à peu près intégralement, ainsi que Toynbee et que Sydney Webb, la doctrine de nationalisme économique de List, elle ne la justifie que par des arguments tirés de l'exemple ouvrier : le nationalisme est nécessaire d'abord pour assurer à l'ouvrier un travail rémunérateur au sein de la nation. Pour cela, il faut que les entreprises nationales soient protégées contre la concurrence étrangère, afin d'être privilégiées sur le marché national, au besoin d'en avoir le monopole. Si List voulait une protection des entreprises nationales, c'était d'abord pour que celles-ci assurassent la prospérité du pays. Le premier signe de cette prospérité est, pour les Webb, la consommation par les nationaux de la production nationale. Il faut que le circuit économique soit complètement bouclé à l'intérieur de l'économie nationale. Il ne se prononce pas en faveur d'une économie rigoureusement fermée, conçoit la nécessité des échanges internationaux indispensables à la vie moderne, mais il ne veut pas que ces échanges puissent constituer une cause d'inégalité entre les nations, ce qui, selon lui, ne peut être réalisé que si l'économie nationale a porté ses fruits dans toutes les nations intéressées.

Exagération
de Cole

Les entreprises nationales ayant le monopole — ou à peu près — du marché national, la consommation portera donc exclusivement — ou presque — sur les produits nationaux, et la production pourra se régulariser selon les nécessités de la consommation. Hobson voit là les prémices d'une véritable organisation collectiviste, et Daves prévoit, dans ces conditions, la suppression de la monnaie et son remplacement par des bons donnés aux agents du travail national sur les produits des industries. Nous sommes là en plein communisme.

Opinion moyenne

Bien entendu, l'école du nationalisme social ne va géné-

ralement pas jusqu'à ces extrémités. A ce collectivisme, elle préfère un certain corporatisme : la pratique du nationalisme économique — et nous retrouvons ici, mais avec plus de modération, une idée chère à Patten — autorise une meilleure connaissance des forces économiques et des possibilités productives du pays, et permet par conséquent une organisation « réaliste » de cette économie. Cette organisation sera faite sur la base professionnelle. C'est aux ouvriers que sera le plus sensible cette amélioration de l'économie, et nos auteurs précisent ici les droits des syndicats ouvriers auxquels leur doctrine confère généralement un très grand pouvoir.

C'est donc pour assurer à l'ouvrier une existence heureuse au sein de la nation que l'école anglaise adopte les principes de List, prenant soin de dire que le bonheur de tout le peuple se mesure sur celui de l'ouvrier. Cole précise qu'il ne s'agit pas de considérer cette phase d'organisation nationale comme définitive : le jour où la majorité des nations aura pratiqué ces règles de protection nationale, l'internationalisme syndical jouera un rôle prépondérant, permettra à la fraternité ouvrière de triompher des différentes formes de gouvernement, de capitalisme, de patronat. Pour lui, le nationalisme social n'est qu'un mode de préparation de l'internationale ouvrière (1). Mais les membres modérés de l'école, la majorité, précisent qu'on pourra revenir à la liberté quand la protection aura permis « le dénombrement des forces des marchés » à l'intérieur de la nation, et permis des échanges d'hommes et de richesses pour le plus grand bien des échangistes.

La collaboration
internationale

(1) Au contraire, Béatrice Potter, dans *The cooperative movement*, écrit : « Ce n'est pas le socialisme des ouvriers étrangers qui réclame une utopie anarchique à réaliser par une révolution sanglante, mais ce socialisme spécifiquement anglais, ce socialisme qui se révèle dans les actes et non dans les mots, ce socialisme qui s'est silencieusement incorporé dans les lois de fabrique, les lois contre le truck-system, les lois sur les responsabilités des accidents, la santé publique, les habitations ouvrières, l'instruction publique, dans cette masse de législation bienfaisante qui force l'individu à se mettre au service et sous la protection de l'Etat. » Mme Webb reprendra souvent cette formule : *législation qui force l'individu à se mettre au service et sous la protection de l'Etat*. Georges Deherme remarque très justement que par sa doctrine, dont cette phrase est comme une devise, Béatrice Potter prend figure de disciple d'Adolf Wagner, et que le mouvement anglais rappelle par plus d'un côté celui du socialisme de la chaire.

Webb et Mme Webb ont une grande confiance dans les progrès de la collaboration internationale. L'économie mondiale ne sera satisfaisante qu'au jour où toutes les nations seront arrivées, par la méthode exposée, au même degré d'évolution. Il ne convient pas qu'un pays puisse en écraser un autre, la fraternité ouvrière s'y oppose. Dans cette marche des nations vers l'égalité, les nations fortes doivent soutenir les faibles, ne pas s'indigner de voir celles-ci adopter des mesures protectrices de leur marché intérieur, les orienter et leur révéler la meilleure façon de pratiquer le nationalisme à des fins utiles. Il y a là un réel effort pour enlever au nationalisme économique tout ce qu'il peut avoir d'appareusement agressif. La Société des Nations, par ses institutions de contrôle, de protection des minorités et d'attribution des mandats, leur semble capable de mener à bien cette œuvre économique internationale (1).



Sir Oswald Mosley

A l'opposé des partisans du nationalisme social, au point de vue politique, se situe le mouvement de sir Oswald Mosley. Sir Mosley est, en effet, le chef du parti fasciste anglais. Il s'est inspiré surtout des méthodes hitlériennes, et c'est sans doute par l'exemple de l'Allemagne contemporaine qu'il a été amené à préciser sa doctrine et à devenir un disciple de List.

Les idées générales du parti de sir Mosley, telles qu'elles sont définies par les plus éminents théoriciens de ce parti, sont les suivantes :

Le conflit
entre
économie privée
et
économie publique

Tout d'abord, la nation est considérée comme distincte de la somme des nationaux, et on souligne l'incapacité des citoyens à définir l'intérêt national, l'économie privée ayant des fins naturellement opposées à celles de l'économie publique. C'est là du List tout pur.

L'Etat se trouve donc placé en présence de deux solutions : ou bien se soumettre aux exigences individuelles, auquel cas c'est l'anarchie, ou bien imposer la domination de l'intérêt national.

(1) Cette généralisation des méthodes nationalistes par la S. D. N. paraît très utopique.

Aujourd'hui, l'Etat seul est capable d'engager la nation dans le domaine international, et donc, quant aux affaires étrangères, il prend une responsabilité par ses décisions mêmes, qui peuvent ne pas refléter l'opinion publique. Il y a paradoxe à ce que l'autorité de l'Etat soit moins grande dans le domaine intérieur que dans le domaine international, ce qui est son cas dans la politique actuelle, selon sir Oswald Mosley.

Or, il n'y a pas de distinction précise entre les affaires étrangères et les affaires intérieures, puisque ce peut être par une faiblesse de son économie intérieure, une insuffisance de production ou l'absence d'une industrie, que l'Etat est obligé de se soumettre aux exigences commerciales d'un autre Etat, et ainsi de se mettre quelque peu sous sa dépendance. Il est donc nécessaire que l'Etat tende à être le maître chez lui. Pour cela, il faut d'abord qu'il pratique l'économie dirigée, qu'il impose son autorité à tous les nationaux, qu'il acquiert la prospérité en tendant vers l'état économique complexe, autorisant ensuite un retour à l'échange international, l'Etat traitant ensuite à égalité avec les autres Etats.

Lors du retour aux échanges internationaux, ceux-ci devront se faire tout d'abord avec les autres Etats autoritaires, qui se trouvent dans la même situation, quant à la politique économique, que l'Etat anglais d'alors (1).

Il est très curieux de constater qu'ici le nationalisme économique est utilisé dans un sens rigoureusement opposé à celui des autres auteurs anglais, et que, bien loin de faire appel à la S.D.N. pour la réalisation de l'idéale liberté internationale qui, comme chez List, demeure le point final du système, on compte sur la reprise des relations entre les Etats à économie dirigée. Tandis que dans la première thèse, on comptait principalement sur l'entente entre les démocraties pour arriver à la liberté générale, dans cette deuxième thèse, on compte sur l'entente entre les dictatures.

Le nationalisme
économique
assure
l'indépendance
de l'Etat

Le retour
à la liberté
commerciale

(1) Pareille justification a été tentée par les économistes nationalistes espagnols lors des déclarations du général Franco relatives à la collaboration économique entre Espagne nationale, Italie et Allemagne,

CHAPITRE III

L'Influence de List sur les Doctrines : dans les autres Pays d'Europe et notamment en France

La doctrine liée à l'étude des faits : au Portugal, en Italie, dans les Etats centraux. En Belgique : Rutten, Frantzen, Degrelle. En France : Paul Cauwès, Lucien Brocard; l'école de la Justice Sociale et l'école corporative moderne : La Tour du Pin, Firmin Bacconnier, Pierre Marty; néo-socialisme et nationalisme socialiste.

Section première

L'INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES DANS LES PAYS D'EUROPE AUTRES QUE L'ALLEMAGNE, L'ANGLETERRE ET LA FRANCE

Dans des pays comme le Portugal, l'Italie et les autres Etats autoritaires dont nous aurons à parler, il serait de mauvaise méthode de distinguer l'influence sur les doctrines de l'influence sur les faits historiques eux-mêmes. En effet, si l'on se souvient des conditions dans lesquelles se sont instaurés les régimes de l'Italie et du Portugal modernes, on reconnaîtra qu'il n'y a pas, au moins à l'origine, de doctrine bien établie, et la littérature économique et sociale surgie après le changement de régime a été surtout une littérature de commentaires. Nous aurons à établir qu'une certaine influence a été exercée par la doctrine de List sur l'évolution du Portugal et de l'Italie, mais il s'agit

là d'une influence sur les esprits plus que sur les œuvres, sur les principes du gouvernement plus que sur les travaux préparatoires d'ailleurs peu nombreux. Nous citerons cependant parmi les économistes dont la doctrine se ressent le plus manifestement de l'influence de List, au Portugal M. Pereira dos Santos, M. de Botelho, M. Ferro, M. Albano de Sousa, le Dr Albino Vieira da Rocha, M. da Costa, et surtout le Dr Bento Carqueja et le Dr Anselme de Andrade, et en Italie les professeurs Sforza et Tosti, MM. Mario Missiroli, de Pace, Piccoli et même M. Filippo Carli d'une part et M. de Michelis d'autre part.

En ce qui concerne les Etats centraux, la doctrine est intimement liée au mouvement politique et économique en faveur notamment de l'organisation mitteleuropéenne et paneuropéenne. C'est donc en étudiant, dans le chapitre suivant, ces mouvements eux-mêmes que nous verrons l'influence exercée par List. Parmi les auteurs, outre Schmoller déjà cité, signalons F. Naumann, l'auteur du livre *Mittel-europa*, Otto Tannenbergh, auteur présumé de *Gross-deutschland*, Franz Liszt, le comte de Coudenhove-Kalergi, le Dr A. Fall et François Honti, défenseurs de la cause hongroise moderne.

**

En Belgique

En Belgique, l'influence doctrinale de Frédéric List a été et est encore assez considérable. A la différence des pays que nous venons de citer, cette influence s'exerce là sur les idées et non sur les faits politiques.

Le R. P. Rutten

Les principaux partisans du nationalisme économique sont cependant d'opinions politiques très différentes. Les catholiques sociaux se prononcent pour un nationalisme modéré basé sur l'organisation professionnelle et la sauvegarde de l'économie nationale. C'est ainsi que le R. P. Rutten rejoint le programme de List au moins sur trois points :

d'abord, le rôle de l'Etat est d'harmoniser la production nationale. Il n'est toutefois pas question ici de pratiquer à proprement parler un programme d'économie nationale très constructif. On s'en tient surtout à une reconnaissance des nécessités de protection du travail national;

ensuite, la politique économique doit être basée sur la prise en considération des éléments sociaux : protection de la main-d'œuvre nationale, développement de l'industrie et protection de cette industrie par l'Etat pour assurer un emploi satisfaisant de la main-d'œuvre; intervention de l'Etat comme protecteur des ouvriers;

enfin, une grande part est faite dans la gestion de l'économie nationale à la représentation professionnelle, celle-ci devant assurer la stabilité administrative.

C'est tout un développement moderne de la doctrine du nationalisme économique, et notamment de son programme constitutionnel, que propose M. André Frantzen. Il considère le régime corporatif comme l'aboutissement naturel d'un système de nationalisme économique. Il reprend et complète toute la doctrine de List relative à la stabilité administrative et à la forme de gouvernement. Cette reprise d'un point du *Système National* ordinairement méconnu ou délaissé est assez exceptionnelle pour qu'on s'y étende un peu.

List est partisan d'une forte discipline publique, mais il est hostile à toute tyrannie (exception faite de cas spéciaux comme celui de Machiavel). Absolument d'accord avec lui sur ce point, M. Frantzen constate que « les chances de despotisme sont en raison inverse du développement de l'organisation politique. Je ne dis pas, ajoute-t-il, que ce despotisme deviendra impossible, mais qu'il tendra vers l'impossible » (1). En définitive, il associe le problème constitutionnel et le problème de la stabilité administrative.

Il n'a aucune confiance dans la démocratie telle qu'elle est actuellement conçue : « Le destin de la démocratie, écrit-il, est d'aller toujours vers le collectivisme, vers une réglementation par l'Etat de tous les actes de la vie sociale et même de la vie privée. Cela est fatal en un régime où l'opinion du grand nombre est maîtresse : la théorie simpliste de l'intervention de l'Etat pour assurer la justice et l'égalité est la plus accessible, et elle flatte le mieux les passions humaines. » (2) List ne voulait pas que le système

M. Frantzen

Le problème
de la stabilité
administrative

(1) In *Le progrès politique* (Cahiers corporatifs de Bruxelles).

(2) Op. cit. Cf. notre compte rendu in *Le Corporatisme*, numéro de janvier 1938.

national put entraîner une compression des libertés. L'école du socialisme de la chaire a fait assez bon marché de ce souci du maître. Aussi M. Frantzen s'oppose-t-il catégoriquement aux conclusions de Wagner. Le nationalisme a fait fausse route en accroissant à l'infini les attributions et les pouvoirs de l'Etat, qui, selon M. Frantzen, doit avoir uniquement « à veiller le cas échéant à l'harmonie en qualité d'arbitre et haut protecteur ».

L'ordre civil

Pour assurer la stabilité administrative, M. Frantzen, qui constate que l'autorité est exercée par trois « ordres », l'ordre militaire, l'ordre judiciaire, et l'ordre civil ou des fonctionnaires agents du souverain, considère que c'est ce troisième ordre qu'il convient d'organiser. Jusqu'à présent, les programmes inspirés par List ont donné le pas à l'organisation économique sur l'organisation administrative. Pourtant l'équilibre national est fonction de l'entente entre ces deux organisations, et c'est pourquoi M. Frantzen affirme que la stabilité administrative nécessaire à l'ordre économique ne sera obtenue qu'au jour où, par le régime corporatif, les domaines économique et politique seront bien séparés, et où l'ordre des fonctionnaires aura bénéficié d'une éducation spéciale, basée sur l'enseignement de la politique « science autonome dont l'économie sociale serait la branche mère et l'histoire la base » (1).

(1) Les idées de M. André Frantzen sont d'une façon générale celles de l'Institut d'Etudes Corporatives Belge et de la *Revue de l'Ordre Corporatif* dont l'un des principaux rédacteurs est M. Charles Anciaux. A propos de l'organisation très stricte de l'ordre des fonctionnaires recrutés exclusivement parmi ceux qui ont été élevés dans l'étude scientifique de la politique, voici les réserves que nous faisons dans *Le Corporatisme* de janvier 1938 :

« M. Frantzen a écrit ainsi un excellent ouvrage, bien présenté, d'une lecture facile et convaincante. Ses exemples sont essentiellement empruntés à l'histoire de France, et cela signale plus spécialement son œuvre à l'attention du public français. Puisqu'il me faut chercher le talon d'Achille, je regretterai l'inélasticité de son système politique : il déplore la venue au pouvoir, sous l'ancien régime français, de ministres non préparés à leur tâche. Sully, Richelieu, Le Tellier et Colbert sont pour lui d'heureuses exceptions à une mauvaise méthode. Oublie-t-il Suger, Georges d'Amboise, Mazarin combien d'autres encore ? Le souverain, chef et arbitre, prend conseil non seulement des corps constitués mais de qui bon lui semble : Joinville et Oresme ont été de vrais « ministres sans portefeuille ». Qui donc s'étonnerait de voir un Albert de Luynes élevé à la dignité ministérielle par Louis XIII, à la suite d'un véritable coup d'Etat ? — Sans doute, l'art politique doit être exercé par ceux qui sont nourris de science politique : mais cela ne l'ôte pas le droit du Prince. Et d'ailleurs il faut faire la part du génie, »

Il convient enfin de signaler le programme autoritaire de M. Léon Degrelle, ou tout au moins sa partie économique. Faisant surtout appel à l'orgueil national, M. Degrelle préconise une économie nationale permettant à la Belgique d'atteindre dans la mesure du possible l'état économique complexe. List n'aurait pas admis cette pratique du nationalisme par un pays qui lui semblait trop petit pour que le système national y fut viable sous cette forme intransigeante, et il a toujours conseillé le rapprochement économique entre Belgique et Allemagne. M. Degrelle se défend souvent de partager cette opinion. C'est encore un exemple des déformations de la pensée de List, dont on veut faire un précurseur de l'autarcie.

M. Degrelle



Section deuxième

L'INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES EN FRANCE

Des économistes français, deux seulement ont nettement subi l'influence de List, et ont même développé quelques points capitaux de sa doctrine : ce sont Paul Cauwès et Lucien Brocard. Le premier, que Lucien Brocard a qualifié de « grand éveilleur d'idées » a surtout eu le mérite de former le second. Le second, au contraire, a véritablement fait école au point que le nationalisme économique est en France très nettement en état de renaissance.

M. Gaëtan Pirou (1) note que, peu de temps après que l'économie politique fut admise dans les facultés de Droit comme matière sanctionnée par un examen, Paul Cauwès, professeur à la Faculté de Droit de Paris, souleva un vif émoi parmi les économistes libéraux en publiant son cours d'économie politique (2) : le *Journal des Economistes*, sous la plume de Courcelle-Seneuil, dans son numéro de mai 1878, poussa l'insolence assez loin pour qu'on put croire à un recommencement de la grande bataille entre List et ses

Cauwès

(1) In *Les doctrines économiques en France depuis 1870* (Armand Colin, éditeur).

(2) Larose et Forcel, éditeur.

contemporains libéraux (1). L'œuvre de Cauwès, assez mal mise en valeur par un « enseignement oral morne et aride » (Pirou), est, dans sa partie écrite, d'un grand intérêt. Tout comme List, Cauwès expose tout d'abord sa conception de l'économie politique : il montre que celle-ci est à la fois une science d'observation et d'explication, et un art devant « servir au bien-être social ». L'économie politique n'est donc pas la science des richesses, elle part des réalités humaines. L'Etat est le groupement naturel des individus, le groupement politique type, et c'est donc lui le cadre premier des études économiques. Baser l'économie politique sur des considérations internationales est prendre le rêve pour la réalité et renoncer à en faire une science utile (2). C'est moins par précaution doctrinale que par nécessité pratique que Paul Cauwès souligne l'importance des études économiques nationales, puisque les nations sont les seuls cadres permanents des activités humaines.

La vraie richesse
nationale

Cette notion de l'économie politique étant précisée, Cauwès observe, tout à fait à la façon de List, que la richesse ne se mesure à la somme des valeurs d'échange que dans le cadre de l'économie privée, l'individu ne tendant qu'à

(1) Courcelle-Seneuil écrit notamment : « Nous n'insisterons pas sur la critique d'un volume que nous trouvons mauvais parce qu'il n'apprend rien à ses lecteurs, sinon l'art de parler d'économie politique sans en savoir le premier mot. » Nous remarquerons que c'est l'accusation classique des libéraux envers les nationalistes économiques, et qu'elle fut fréquemment employée contre Frédéric List. Parlant de l'enseignement de Cauwès à la Faculté, Courcelle-Seneuil déclare que « cet enseignement, non seulement anti-économique, mais anti-scientifique, ne saurait donner aux jeunes gens que des notions fausses et des habitudes intellectuelles déplorables. Paul Cauwès, qui n'aimait pas les querelles, fut peiné par cet article injuste, et répondit à un cercle d'amis qu'il s'étonnait « de constater que le libéralisme de M. Courcelle-Seneuil ne tolérât pas la liberté de pensée. »

(2) M. Pirou observe judicieusement que les sentiments de Cauwès se ressentent du souvenir récent de la guerre de 1870, ce qui explique le peu de confiance de Cauwès en une économie internationale et le caractère défensif, en même temps que constructif, de son système. Cauwès écrit : « Jusqu'à la dure leçon de l'expérience, les économistes en France avaient eu le tort d'encourager l'illusion du cosmopolitisme... Peu d'années après, la maxime brutale : *la force prime le droit* devait dissiper pour longtemps ces dangereuses illusions... au point de vue politique comme au point de vue moral, la distinction des nationalités est la loi inéluctable du présent et vraisemblablement aussi celle de l'avenir... Il s'ensuit, quant aux intérêts économiques, que les principes applicables aux rapports entre nations ne doivent pas être établis tout comme si les frontières étaient effacées et l'Etat universel définitivement constitué.

accroître ses possibilités de satisfaire des besoins et des désirs. Mais pour la nation, ce n'est pas cette valeur d'échange qui constitue toute la richesse économique : elle n'en est le facteur principal qu'à l'occasion des relations commerciales entre la nation et les pays étrangers. Mais, toujours comme List, Cauwès observe que la vie économique internationale n'a pas une importance comparable pour l'Etat avec la vie économique intérieure. Cauwès oppose la *valeur en échange* des rapports internationaux à la *valeur en usage* qui « pour tout ce qui est de la vie intérieure de la nation, doit être prise comme critérium de la richesse » (1).

Bien souvent, l'accroissement de la valeur d'échange d'un produit n'implique pas un accroissement de la richesse réelle de l'Etat : l'appauvrissement de la nation peut résulter de phénomènes accroissant la valeur d'échange des produits. Ainsi, « la nation s'appauvrit si les sources d'eau potable qu'elle renferme se tarissent, bien que peut-être l'eau potable devenue plus rare ait une valeur d'échange supérieure à celle qu'elle avait auparavant » (2). Cauwès juge de la vraie richesse des nations d'après « la nature des biens et des besoins qu'ils satisfont ». En effet, la nation qui possède de nombreuses fabriques d'absinthe prospères n'atteint pas par là à la vraie richesse. Il y a là l'intervention d'un élément moral permettant de distinguer entre la richesse au sens commercial du mot (valeur d'échange) et à son sens national (valeur en usage, et en « usage utile » plus spécialement). Ce qui importe pour l'Etat, c'est d'accroître ses « quantités utiles », parfois au moyen d'un sacrifice ou d'une diminution des valeurs en échange. Nous revenons, avec une terminologie nouvelle, à la conception des forces productives de List. Même ressemblance quant à la question du capital, Cauwès reprenant la distinction entre le capital purement matériel, constitué par la somme des valeurs échangeables, et le patrimoine national, constitué par la somme des possibilités de production de l'Etat. Il distingue plus artificiellement la notion de capital en économie privée (constitué seulement par des biens achevés) et en économie nationale (constitué seulement par les produits inachevés).

(1) Pirou, op. cit., p. 194 (3^e éd.).

(2) Idem.

Supériorité
de l'état
complexe

Le rôle essentiel de la nation n'est pas d'accroître indéfiniment sa richesse en valeurs échangeables, mais d'assurer son avenir. Nous retrouvons cette notion de l'Etat personne vivante que List a déjà conçu, le premier. Pour assurer son avenir, la nation doit accroître ses forces productives, et, pour cela, pratiquer une politique douanière convenable. Affirmant la supériorité de l'Etat complexe tel que le concevait Henry Carey, Cauwès considère que seules les barrières douanières peuvent protéger les industries nationales contre les prétentions de conquête économique des pays étrangers, éviter à un Etat de se trouver sous la dépendance de ses fournisseurs en cas de guerre, permettre à l'Etat d'implanter les industries étrangères et d'en assurer le développement. Il déclare qu'une économie nationale bien comprise n'exige que peu de sacrifices, et compare ces sacrifices à ceux qu'impose l'impôt (1). Dans ses derniers cours, il développe très heureusement la notion d'*amortissement* des sacrifices effectués par les nationaux qui, supportant une privation et une lourde charge, assurent ainsi à leurs fils la dispense du concours toujours coûteux des pays étrangers, aux politiques commerciales sans désintéressement et imposant le concours onéreux des trafiquants. Une économie internationale, cosmopolite, ne tient pas compte, dit-il, de la défense des intérêts particuliers de chaque Etat et de cette capitale question des transports. A quoi les libéraux tentèrent de répondre que des programmes nationalistes comme celui de Cauwès retardaient singulièrement l'avènement de cette politique libre-échangiste où le coût des transports ne serait pas un facteur d'inégalité économique puisqu'il serait supporté par tous les Etats, chacun bénéficiant de la production nationale de l'autre. A quoi Cauwès répondait qu'il ne pouvait s'agir là que d'un idéal lointain, supposant une égalité économique entre les pays, que seule la protection permettrait aux Etats faibles d'atteindre.

L'intervention
de l'Etat

Si Paul Cauwès est jusqu'à présent un fidèle disciple de List, il subit sans aucun doute l'influence dominante des socialistes de la chaire allemands lorsqu'il étudie les fonctions économiques de l'Etat. Sans doute, on a pu faire re-

(1) Pirou, op. cit., p. 197.

marquer que Cauwès se garde bien de « dresser une liste fixe des attributions de l'Etat, qui varieront naturellement suivant les époques et suivant les pays » et déclarer que « Cauwès se montre ici relativiste comme l'était son maître List » (Pirou). Mais il est tout de même plus précis que List. List n'a jamais préconisé une intervention rigoureusement déterminée de l'Etat, parce qu'il conçoit avant tout l'Etat comme une autorité de commandement et d'arbitrage, et non pas comme un gérant d'entreprise. Les socialistes de la chaire précisent la portée de l'intervention de l'Etat en matière sociale. Cauwès précise cette portée en matière économique; il est d'accord avec List sur l'*action supplétive* de l'Etat : il faut que l'Etat crée ce que l'initiative privée néglige; mais il n'attache pas la même importance que List au devoir pour l'Etat de révéler sa voie à l'initiative privée et de ne se consacrer à une activité productive qu'au jour où il a été démontré que l'initiative privée n'y peut pas parvenir. Il est d'accord avec List sur l'*action auxiliaire* de l'Etat : il faut que l'Etat soutienne les entreprises nécessaires à la prospérité nationale, mais il préconise le procédé des subventions et des primes avec une conviction que List n'avait pas, celui-ci comptant surtout sur les résultats immédiats du protectionnisme pour aider les producteurs en leur assurant au besoin l'absolu monopole du marché national. Par contre, il est sans restriction en accord avec List en ce qui concerne l'*action tutélaire* de l'Etat : l'Etat, pour empêcher les chefs d'entreprise d'exploiter les ouvriers, doit non pas intervenir directement, mais exercer seulement une surveillance là où les besoins s'en font sentir. Cauwès ne parle même pas d'une surveillance systématique : partisan comme List du groupement et de la représentation des forces professionnelles, il veut que l'Etat leur fasse confiance, quitte à intervenir lorsque les intéressés, responsables devant la nation de l'exercice de leur service social, n'ont pas rempli leur devoir.

Mais Cauwès a une grande confiance dans l'action économique directe de l'Etat : à l'appui de sa thèse, il reprend tout l'arsenal des démonstrations historiques des socialistes d'Etat allemands. L'Etat dispose de plus de moyens d'action économique que les particuliers, l'évolution naturelle de l'histoire lui a confié de grands services administratifs : il semble tout naturel à Cauwès qu'il ne s'en tienne pas là.

L'action directe
de l'Etat

Il ne voit pas de cloison étanche entre l'administration publique et l'entreprise privée : l'Etat étant le représentant unique de l'intérêt général, il peut exercer toute activité tant économique qu'administrative pour servir cet intérêt. N'ayant pas encore pu constater les résultats, toujours si discutés de nos jours, de l'intrusion de l'Etat dans la vie économique en tant que chef d'entreprise, il déclare que la dimension des entreprises pousse naturellement celles-ci à devenir choses de l'Etat : ainsi les compagnies de chemins de fer, dès qu'elles ont atteint un caractère national, doivent devenir entreprises de l'Etat. Il n'y a aucune raison pour que des entreprises industrielles ou autres ne subissent pas la même évolution. Cauwès n'est d'ailleurs pas le moins du monde « égalitariste » : l'Etat se conduira en patron, en bon patron sachant se procurer tous les auxiliaires dont il a besoin, à des étages différents au sein de l'entreprise. Néanmoins, on doit reconnaître qu'ici Cauwès est tout près du socialisme, au moins d'un certain socialisme, au sens actuel du mot. Le plus curieux est que Cauwès semble bien ne s'en être jamais rendu vraiment compte, et que cette partie de son œuvre n'a pas été utilisée d'une façon notable par ceux qui eussent pu en tirer partie : le nationalisme de Cauwès repoussait ceux qu'attiraient ses tendances socialistes, et vice-versa. Notons la façon dont Paul Cauwès cherche à justifier sa volonté d'accroître les entreprises économiques de l'Etat : l'Etat est aujourd'hui « l'expression de la souveraineté populaire et le délégué de tous les citoyens », et, dès lors, tout ce qu'il fait pour le service du peuple entier apparaît comme rentrant normalement dans son mandat. Encore qu'on puisse prétendre que le roi est, en régime monarchique, le mandataire qualifié, Cauwès fait appel ici à un argument tout à fait différent de ceux de List, et qui s'explique par les préférences de Paul Cauwès pour le régime républicain existant au jour où il énonce ces idées, et par celles de Frédéric List pour le régime de monarchie héréditaire dont lui semblait dépendre le salut de l'Allemagne.

Brocard

Fidèle élève de Paul Cauwès à la Faculté de Droit de Paris, Lucien Brocard fait preuve d'une prudence, d'une modération qui manquaient à son maître. Il ne s'oppose pas aux économistes libéraux avec cette netteté qui valut à Cauwès tant d'opposition dans les milieux économiques.

Il veut, dit-il, « ne heurter aucune conviction », « respecter tout ce qui est respectable », et il sollicite de ses lecteurs la « sympathie compréhensive » qu'il accorde à tous ceux qu'il étudie (1).

Les cadres
de l'économie

Dans un très bel article de la *Revue d'Economie Politique* d'août 1937, M. André Marchal, lui-même élève et disciple de Brocard, en résume avec clarté la pensée. Comme List et comme Cauwès, Lucien Brocard prend soin de préciser sa conception de l'économie politique : frappé par « la vie régionale particulièrement intense et consciente d'elle-même » de la Lorraine où il résida quelque temps en qualité de professeur à l'Université de Nancy, Brocard constate que « la collaboration nationale est le résultat d'une collaboration entre des unités économiques plus petites, à centres distincts, à frontières indéterminées, qu'on appelle les régions et les localités » (2). C'est pourquoi « les observations qu'il fait dans l'économie lorraine l'incitent à reprendre l'étude de l'économie nationale, non pas directement, comme l'avait fait List et Cauwès, mais indirectement par l'analyse de tous ses éléments : économie locale, économie régionale » (André Marchal). Brocard refuse de trouver une différence de nature entre l'économie privée et l'économie nationale : il n'y a qu'une différence de degré, l'individu appartenant à des cadres concentriques qui sont la famille, la région, la nation et, au-delà de celle-ci, la société universelle. « Bien que Lucien Brocard se garde de toute pénétration dans le domaine philosophique et ne soit guidé dans ses observations que par un sens pratique de l'économie politique, on peut rapprocher sa conception des *cadres concentriques de la philosophie bergsonienne* » (3). Et Brocard ne voit pas davantage de différence de nature entre l'économie nationale et l'économie internationale; il fait de « la collaboration humaine » l'objet central de l'économie politique (4) : les unités économiques participant à cette

(1) *Principes d'économie nationale et internationale*, tome I, p. 17.

(2) *Ibidem*, tome I, p. 44.

(3) Cf. François Germain : *Les cadres naturels de l'économie politique* in *Le Corporatisme*, numéro de décembre 1937.

(4) Très justement, M. André Marchal écrit que, pour Lucien Brocard, « l'économie politique est avant tout une science d'ordre social, qui n'a pas de limites précises ni de frontières rigides. Elle a pour objet essentiel l'étude de l'activité humaine sous toutes ses formes, de la collaboration des hommes entre eux, dans le but de produire et

collaboration sont, au degré supérieur, les Etats; c'est donc à l'économie des nations qu'on doit porter l'intérêt principal puisque de l'économie générale, c'est non seulement la branche la plus complète mais encore l'intermédiaire entre les autres branches (1).

La collaboration
humaine

Brocard, considérant que la collaboration humaine est actuellement exprimée principalement par la collaboration nationale, étudie les facteurs de la solidarité nationale (2), facteurs physiques (conditions géographiques, ressources naturelles diverses), facteurs juridiques (faits de l'Etat, législation, politique), facteurs humains (communauté de langage, de mœurs, etc...) (3), facteurs techniques, « la multiplicité des ressources du territoire et la diversité des aptitudes de la population nationale justifiant la tendance instinctive des nations à exploiter la totalité de leurs ressources agricoles et minérales, à utiliser les aptitudes diverses de la population » et « chaque forme d'activité suscitant d'autres activités connexes complémentaires qui sont indispensables à son complet développement et au développement de toutes les autres » (André Marchal). C'est cette solidarité perceptible d'abord entre agriculture et industrie, ensuite entre les différentes industries, enfin entre les classes, qui pousse naturellement l'Etat à pratiquer « la

de répartir les biens d'ordre matériel ou d'ordre immatériel, destinés à satisfaire nos besoins et nos désirs ». (Article cité.) Cf. présent ouvrage, 2^e partie, ch. II, p. 174.

(1) Brocard, sans la pratiquer à proprement parler, est sympathique à la méthode monographique. En tous cas, la science économique est pour lui essentiellement une science d'observation et, sans nier l'utilité de l'économie pure, il ne s'y consacre pas. Cf. Brocard, *Principes d'économie*, op. cit., tome I, p. 7 de la préface, et A. Marchal, art. cité, p. 1241.

(2) Cf. Brocard, *Les conditions générales de l'activité économique* (Sirey, éditeur).

(3) « Un Français traitera toujours plus facilement une opération commerciale avec un autre Français qu'avec un Allemand ou un Anglais : la compréhension réciproque est plus facile : elle est parfois même instinctive. Elle évite les heurts, les froissements, elle est un puissant stimulant à l'entente et à la collaboration. Et même quand des individus vivant sur le même territoire sont très différents de goût, de race, ou de religion, une communauté n'en existe pas moins entre eux, résultant de ce que, depuis un temps plus ou moins long, ces individus sont soumis à la même législation et parlent le même langage. Ainsi apparaît le renforcement mutuel du facteur humain par le facteur juridique et du facteur juridique par le facteur humain, car la communauté de vie, de sentiments et de mœurs facilite l'unification du droit. » (A. Marchal, art. cité.).

politique de développement complexe ». Brocard reprend l'expression « développement complexe », employée déjà par Cauwès, qui équivaut au développement des forces productives nationales préconisé par List. Et Brocard va à nouveau opposer la notion de force productive à la notion des valeurs échangeables d'Adam Smith.

Pour atteindre ce développement complexe, Lucien Brocard ne va pas avoir en l'Etat cette confiance illimitée qu'avait Cauwès : il fait confiance aux forces économiques intéressées, aux professions. La profession est une expression de la collaboration humaine, née de la solidarité entre les entreprises et entre les industries, et entre tous ceux qui, à des étages différents, vivent de cette profession et la font vivre. L'Etat n'apparaît qu'en qualité de protecteur des forces économiques, et son principal moyen de protection sera la politique douanière (1); Brocard n'est pas protectionniste par parti-pris : il croit au pouvoir éducateur du protectionniste. Mais ici, Brocard va se distinguer nettement de List, sur un point de sa doctrine qui n'est généralement pas assez mise en valeur : sans doute, des considérations défensives lui révèlent l'intérêt de l'implantation d'activités économiques sur le sol national, mais il estime qu'il y a un grand danger à consacrer trop d'efforts à « faire vivre sur le territoire national des industries qui ne peuvent qu'y végéter », parce que ces efforts sont faits au détriment des autres industries, celles qui sont florissantes et qui assurent efficacement la richesse de l'Etat. On pourrait observer que si Brocard modère ici l'opinion de List, sa conception des économies florissantes protégées dans un but de richesse nationale est toute proche de celle de Colbert.

Brocard est loin de nier, avons-nous dit, l'économie internationale, mais il s'attache à démontrer la supériorité de la collaboration nationale sur la collaboration internationale, et c'est cette dernière collaboration qu'il faut faciliter : pour cela, il s'oppose à la soumission des nations à une entité philosophique, déclare que la collaboration ne pourra se faire que dans le respect des unités natio-

L'organisation
professionnelle

Le respect
des unités
nationales

(1) La politique douanière est le moyen principal, mais non le moyen unique : Brocard insiste aussi sur la politique sociale et fiscale,

nales (1) et que la collaboration internationale s'orientera dans le même sens que cette collaboration interrégionale d'où sortirent les Etats. Le nationalisme économique facilite cette collaboration, en réalisant une sorte d'égalité dans la discussion internationale, en poussant à un ordre juridique fixe des rapports entre nations égales. Il croit plus au pouvoir du temps qu'à celui des théoriciens de l'internationalisme et, loin d'avoir une notion étroite du nationalisme, il voit en lui, plus posément que List, avec plus de réalisme (qui n'exclut d'ailleurs pas un idéalisme très légitime), le créateur de la communauté internationale de demain. Ainsi, il évite les erreurs des théoriciens qui prennent leurs rêves pour des réalités et qui prétendent d'ores et déjà soumettre tous les pays, quel que soit leur degré d'évolution, aux mêmes textes de lois : c'est l'évolution continue de ces pays qui réalisera la collaboration nécessaire.

Influence
de Brocard

L'influence de Brocard, ainsi que nous l'avons dit, a été considérable, d'abord parce que, remettant sous une forme éminemment scientifique les principes du nationalisme économique, il oblige tous ceux qui traitent des idées économiques modernes, quelles que soient leurs convictions personnelles, à prendre cette doctrine en considération (2). Mais l'influence directe de Lucien Brocard est la plus féconde : M. André Marchal, dont le livre *La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains* fut préfacé par Lucien Brocard, et dont l'éloge de Brocard dans la *Revue d'Economie Politique* (nous en avons cité de nombreux passages) est aussi significatif; M. Jean Marchal, dont le livre *Union douanière et Organisation européenne* fut également préfacé par Lucien Brocard, sont

(1) Cf. Bouvier-Ajam : *La Doctrine Corporative*, p. 122 (2^e éd.).

(2) « Les doctrines d'économie nationale ne rencontraient pas avant 1914 d'unanimes partisans; il n'est plus permis désormais d'en méconnaître la très haute valeur. » (C. Perreau : *Manuel d'économie politique*). — « Lucien Brocard... a ressuscité les doctrines de l'économie nationale... les a tirées de la léthargie où elles étaient plongées depuis la mort de P. Cauwès » (R. Gonnard : *Revue d'Economie Politique* de mars-avril 1929). — « En tant que description de la vie économique actuelle, et de l'entrecroisement des relations locales, nationales et mondiales qui la caractérise, le tableau de L. Brocard complète heureusement les traités économiques classiques » (G. Pirou : *Les doctrines économiques...*, op. cit.).

sans doute les deux représentants de la jeune école économique française sur qui s'est exercée le plus profondément l'influence de Lucien Brocard, et, grâce à celui-ci, mais aussi par conviction profonde, celle de Frédéric List. On peut dire qu'à des degrés différents la grande majorité des derniers agrégés des Facultés de Droit a été fortement impressionnée par l'œuvre de Brocard.



Le Play, bien qu'il ne se soit pas nettement séparé des économistes libéraux, est fréquemment cité par les socialistes de la chaire et leurs disciples modernes, presque à l'égal de Simonde de Sismondi. Son souci de l'amélioration des conditions de la vie ouvrière justifie cette influence réelle qu'il exerça sur des hommes dont l'idéal politique était très éloigné du sien, mais qui, tout comme lui, étaient des défenseurs sincères des travailleurs. Les disciples de Le Play peuvent être répartis en trois écoles : l'école de la *Réforme sociale* (Claudio-Janet, Charles de Ribbe, Théry, Charles Périn) dont le programme n'est pas corporaliste, mais recommande un exercice paternel de l'autorité patronale; l'école de la *Science sociale* qui, avec Demolins, redevient individualiste; enfin celle de la *Justice sociale* qui, avec La Tour du Pin, Albert de Mun, Ségur-Lamoignon et Maurice Maignen à sa tête, est résolument corporatiste et nationaliste.

Les disciples
de Le Play

C'est donc cette dernière école qui nous intéresse. Dire que l'influence des doctrines de List fut fondamentale sur les premiers auteurs de l'école de la Justice Sociale serait exagéré. La contester serait néanmoins absurde. List a eu son influence sur le grand théoricien allemand du corporatisme que fut l'évêque von Ketteler, et cette influence est très sensible notamment sur La Tour du Pin, encore qu'il s'agisse plus souvent de similitude de pensée que d'influence à proprement parler.

L'école
et la justice
sociale

La Tour du Pin définit la corporation (*Jalons de Route*, p. 24) comme « un Etat dans l'Etat » car « elle est liée à lui (l'Etat) par un contrat moral comportant des attributions et des obligations réciproques. Le pouvoir public ne lui dicte pas ses règles, mais il les homologue pour les maintenir dans la sphère d'une utilité propre qui ne soit

La Tour du Pin

pas au détriment de l'utilité publique, en même temps qu'il en protège l'application contre des difficultés matérielles ou des oppressions du dehors ». Donc la corporation a des droits dans l'Etat, auxquels correspondent les devoirs de l'Etat envers la corporation. Le pouvoir public a le rôle d'un « tuteur vigilant ».

M. Robert
Guillermain

Quelles seront les relations économiques de l'Etat avec l'étranger? C'est ici que s'affirme sur La Tour du Pin l'influence, d'ailleurs relative, de Frédéric List. Ainsi que l'a relaté un disciple de La Tour du Pin, M. Robert Guillermain, La Tour du Pin considère que l'Etat ne doit conclure d'engagements internationaux que dans un but de défense du travailleur national, qu'il doit s'opposer au principe classique de la liberté des échanges, mais qu'il doit avoir en vue un accord international permettant un retour à la liberté.

Reprenant l'exposé excellent de M. Robert Guillermain (1), nous allons donc résumer la conception qu'avait La Tour du Pin des rapports économiques entre l'Etat, conçu selon le *Système National*, et l'étranger. N'oublions pas que tout le programme de La Tour du Pin repose sur des bases chrétiennes et que toutes ses solutions sont fidèles à ce programme :

Les accords
internationaux
doivent être
conclus
en vue
de la protection
du travailleur
national

« Lorsqu'il s'agit des intérêts de la production, il est, dit La Tour du Pin (*Jalons*, p. 25), une raison d'Etat qui, loin d'être en désaccord avec les considérations humanitaires auxquelles on a voulu rattacher le libre-échange, s'en inspire cette fois justement. C'est celle qui fait un devoir au gouvernement de défendre ces intérêts contre l'étranger, moins par une guerre de tarifs douaniers que par un accord qui fixe cette tarification au nécessaire pour protéger dans une juste mesure non seulement le marché au point de vue économique, mais encore le travail national au point de vue social ». « Les traités internationaux doivent être conclus, non pas dans l'intérêt du fisc, ni même dans celui du consommateur, mais avant tout en vue de la protection morale et matérielle que le travailleur doit rencontrer dans l'Etat chrétien » (*Jalons*, p. 15). « Le pouvoir qui impose des restrictions aux procédés de la fabrication

(1) *La doctrine de La Tour du Pin*, par Robert Guillermain (Cercle d'Editions Corporatives et Sociales et Librairie Paillard, éd.).

à raison des ménagements dus à la population ouvrière, doit diriger ses relations avec l'étranger de manière que les procédés inhumains de concurrence qu'il interdit à l'intérieur ne viennent pas peser de l'extérieur sur ses nationaux » (*Jalons*, p. 25).

Gardons-nous de respecter le dogme de la liberté des échanges, défendu par l'école classique. En effet, « qu'on regarde bien les conséquences du système, que la multiplicité des voies de communication qui est son œuvre (ce sont les capitaux français qui ont construit moitié des chemins de fer étrangers) va rapidement porter à son plus haut degré : ce plus haut degré sera de ne plus pourvoir le marché que par les produits des populations les plus misérables; le coolie chinois deviendra le meilleur ouvrier des deux mondes parce qu'il n'a d'autres besoins que ceux de la bête. Puis, comme l'ouvrier, l'ingénieur, l'agent commercial, le banquier lui-même seront pris au meilleur marché; et après que le juif de Londres, de Paris ou de Vienne aura accumulé la richesse publique en faisant travailler ses capitaux en Chine, viendra pour lui le tour d'une lutte inégale contre l'usurier chinois qui ne se donne pas le luxe des palais princiers, des écuries de courses, des fêtes et de la vie à grandes guides » (*Jalons*, p. 34 et 35).

La Tour du Pin s'arrête sur le sort de l'ouvrier chrétien. « On a souvent fait des guerres, écrit-il (*Jalons*, p. 25) pour ouvrir un marché à un produit délétère, comme le sont physiquement l'opium pour la Chine et moralement nombre de produits européens pour les pays primitifs. Ne serait-il pas plus chrétien de n'en entreprendre que pour protéger l'humanité là où elle est indignement exploitée par la cupidité de quelques-uns? » (*Jalons*, p. 25 et 26).

Il serait encore plus chrétien, d'abandonner délibérément entre Etats chrétiens tout procédé inhumain de concurrence.

« La possibilité d'une entente internationale sur la législation sociale du travail suppose deux conditions : l'une que cette législation sociale existe au préalable d'une manière suffisamment identique dans les différents Etats; l'autre qu'un même esprit, ayant présidé dans chacun d'eux à sa conception et à son application, préside encore à son unification entre eux, dans la mesure où elle est nécessaire à des accords internationaux.

Opposition
à la liberté
des échanges

Une entente
internationale

« Or, ces deux conditions n'existent pas aujourd'hui, où l'esprit matérialiste et individualiste de l'école classique a plus ou moins entravé jusqu'ici dans toute l'Europe le développement de la législation sociale qui doit correspondre aux conditions nouvelles du travail...

Un exemple
historique

« Mais il ne faut pas oublier que ces deux conditions d'analogie de législation sociale et d'unité d'esprit entre les nations chrétiennes, ont existé au moyen âge, alors que pourtant les relations internationales étaient beaucoup plus rares et les procédés de travail beaucoup plus divers qu'à notre époque de machinisme et de capitalisme cosmopolites.

« Dans les siècles chrétiens, la législation, l'organisation, le régime en un mot du travail, étaient d'une analogie frappante chez toutes les nations d'égale civilisation. Pour n'en citer que deux exemples, pris l'un chez les artisans, l'autre dans l'industrie, le livre des métiers de Cracovie au xiv^e siècle semble une reproduction de celui des corporations parisiennes au temps de saint Louis. Vers la même époque, les règlements des mines promulgués par les rois de Bohême paraissent inspirés du principe de « la mine aux mineurs » non moins que ceux de la même époque en France...

« Le problème d'un accord international sur la législation sociale était ainsi résolu de fait sous l'influence de l'esprit chrétien et comme sous la garde du Père commun des fidèles » (*Jalons*, p. 126 et 127).

C'est à cet accord international qu'il faut revenir. Et c'était précisément le but de l'Union de Fribourg organisée sur l'initiative et sous la présidence de Mgr Mermillod en 1885 et qui réunissait des hommes de divers pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Suisse et France, bien entendu). La correspondance permanente entre les sociétés et le bureau de la commission avait été attribuée à un secrétaire, qui n'était autre que La Tour du Pin. Ces travaux poursuivis pendant six ans : enquêtes, rapports, projets, servirent à la préparation de la célèbre encyclique « sur la condition des ouvriers », *Rerum Novarum*. Elle fut, écrit Mlle Bossan de Garagnol, « leur couronnement et leur titre de gloire » (1).

(1) Cf. Robert Guillermain, op. cit., p. 129 sq.



Les disciples de La Tour du Pin sont nombreux dans la doctrine moderne et l'influence de La Tour du Pin, associée à celle de List, est très nettement perceptible dans les œuvres des propagandistes du nationalisme intégral, et notamment de M. Firmin Bacconnier.

M. Firmin Bacconnier, qui, commentant Brocard, insistait sur l'utilité de sa démonstration du fait que « l'interdépendance est plus étroite dans la nation qu'entre les nations » (1), est un immédiat disciple de La Tour du Pin et un des principaux collaborateurs de M. Charles Maurras. Par lui se pose la question de savoir dans quelle limite les théoriciens français du nationalisme intégral ont pu subir l'influence de Frédéric List. Qui dit « nationalisme intégral » y comprend évidemment le nationalisme économique, et tel est bien l'avis de ses théoriciens. L'influence de List, néanmoins, n'est perceptible directement que sur les adeptes du nationalisme intégral ayant particulièrement étudié les problèmes économiques. Hors ceux-ci, cette influence ne s'exprime jamais qu'au deuxième degré, ou à un degré plus lointain, par ses répercussions, plus ou moins nettes et plus ou moins directes, dans l'œuvre de La Tour du Pin (2), de Martin-Saint-Léon (3) et des autres précurseurs de la renaissance corporative. Si les idées de M. Charles Maurras sont tout proches de celles de List, notamment quant à la nécessité de la monarchie héréditaire, la représentation des forces professionnelles et la défense de l'économie nationale (4), il ne semble pas que ces idées, faisant partie d'un programme marqué du sceau d'une forte personnalité, aient été inspirées par la lecture

M. Firmin
Bacconnier

(1) *Action Française* du 11 août 1929. Cf. G. Pirou, op. cit., p. 200 (3^e éd.).

(2) *Jalons de Route. Aphorismes de politique sociale* (Beauchesne, éd.).

(3) L'influence de Lucien Brocard et, par l'intermédiaire de celle-ci, celle de List, sont sensibles dans l'ouvrage de Martin-Saint-Léon intitulé *Les sociétés de la nation* (Spes, éd.).

(4) On pourrait surtout comparer la pensée de M. Charles Maurras et celle de Lucien Brocard, leur conception d'un Etat fort s'accommodant empiriquement de la décentralisation, reconnaissant les cadres naturels de l'activité humaine, et s'appuyant sur la notion de service social.

d'un économiste comme List, sauf si l'on admet la répercussion de cette influence au travers de La Tour du Pin : mais doit-on parler d'une influence de La Tour du Pin sur M. Charles Maurras ou bien d'une admission des idées de La Tour du Pin par un penseur naturellement amené aux mêmes conclusions?

M. Pierre Lucius

Les économistes nationalistes de l'école corporative se sont souvent inspirés de l'œuvre de M. Firmin Bacconnier et de celle de M. Pierre Lucius, auteur d'un livre sur *La Faillite du Capitalisme* et d'une étude sur *Le Corporatisme devant les Réalités*. Le représentant de l'école corporative française qui a, selon nous, le plus fortement marqué cette association de la doctrine corporative et des principes de l'économie nationale tels que les définissait Frédéric List, est M. Pierre Marty, dans son cours à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales.

M. Pierre Marty

Dans le système de l'école corporative que P. Marty résume, le retour à la liberté commerciale, après la pratique de la protection nécessaire, perd tout caractère dogmatique. Les Etats doivent organiser leur économie sous le couvert d'un protectionnisme non absolu (P. Marty demande un protectionnisme « nuancé et réaliste »), et, au fur et à mesure que la production nationale s'affirmera satisfaisante dans telle branche de l'industrie, la discussion pourra s'engager en matière internationale sur des conventions réciproques qui ne seront plus basées sur la supériorité d'une nation et l'infériorité d'une autre. Comme la plupart des théoriciens de l'économie nationale P. Marty n'est pas de ceux qui, comme M. Rist, prétendent qu'en matière de marchés internationaux l'acheteur ne tombe pas plus sous la dépendance du vendeur que le vendeur ne tombe sous la sienne (1), mais il croit qu'au jour où un Etat a autant besoin de tel produit d'un Etat étranger que l'Etat étranger a besoin d'un de ses produits, les situations, dans la discussion commerciale, sont plus égales.

(1) M. Rist écrit : « On ne peut nier cependant qu'il (List) n'ait contribué par certaines expressions à accréditer l'idée fausse qu'un pays, empruntant une portion considérable de sa consommation à l'étranger, est *dépendant* de l'étranger. En vérité, il ne dépend pas plus de l'étranger que l'étranger ne dépend de lui. Entre un acheteur et un vendeur, lequel est dépendant de l'autre ? » (Op. cit., 5^e éd., p. 335).

Ceci ne l'empêche pas de considérer qu'il y a un réel intérêt pour l'Etat à tendre vers la forme de l'économie complexe, les économies spécialisées étant toujours sujettes au jeu politique des alliances commerciales, des innovations industrielles ou des régimes préférentiels accordés à d'autres Etats que les fournisseurs habituels.

Le protectionnisme a donc cinq avantages principaux : il assure l'indépendance économique de l'Etat, permet le passage de l'économie spécialisée à l'économie complexe, évite dans bien des cas la cherté de la vie, favorise le progrès technique, assure la protection du travail national. Pour prouver tout ceci, P. Marty, d'une part reprend l'opposition méthodique de List aux partisans du libre-échange, et d'autre part synthétise la pensée des grands auteurs corporatistes modernes. Voici à peu près le résumé qu'il propose de cette défense du nationalisme économique par l'école corporative française (1).

La position
de l'école
corporative
devant le système
national
d'économie
politique

a) *Le protectionnisme assure l'indépendance économique de l'Etat.*

Les libre-échangistes prétendent que les barrières douanières n'ont pas d'autre but que de favoriser les exportations et empêcher les importations et que c'est une grande erreur ! Un peuple a tout avantage à importer le plus possible. Il s'enrichit. S'il importe plus qu'il n'exporte, tout ce qui rentre chez lui est du bénéfice. Sans doute, il faudra de toute façon qu'il le paye, mais il n'y a pas d'importations qui ne se règlent d'une façon ou d'une autre.

Avant la guerre, cela pouvait paraître vrai ; en fait, les exportations et les importations s'équilibraient sensiblement pour chaque pays. Mais actuellement, quand un pays importe plus qu'il n'exporte, il n'y a pas d'autres moyens pour lui de payer ses importations que de s'endetter vis-à-vis du pays producteur. C'est ce que la France a fait vis-à-vis de l'Amérique.

Or, un tel endettement finit par créer un état de dépendance économique qui peut présenter des risques graves.

(1) Pierre Marty : *Cours d'Economie Générale et Corporative* (Cercle d'éditions corporatives et sociales et Librairie Paillard, éd.).

b) *Le protectionnisme permet le passage de l'économie spécialisée à l'économie complexe.*

Le libre-échange, prétendent ses théoriciens, favorise la division internationale du travail, par suite, le progrès économique et la paix.

Chaque peuple se spécialisant dans les productions pour lesquelles il est le mieux pourvu et le mieux doué, ainsi pourra-t-on améliorer les rendements, les qualités et les prix.

M. Lucius dans la *Faillite du Capitalisme* et M. F. Baconnier dans *Le Salut par la Corporation* ont fait justice de cette théorie.

Il n'y a pas, déclare P. Marty, il n'y a jamais eu de division internationale du travail, mais seulement un privilège des économies industrielles occidentales, qu'elles sont d'ailleurs en train de perdre. Et P. Marty entreprend de le démontrer :

« A la naissance du machinisme, les pays d'Occident mieux pourvus qu'aucun autre, de machines, d'hommes de métier,... prirent une avance énorme.

« Aux pays d'outre-mer, aux colonies, elles achetaient des matières premières, elles vendaient des produits industriels. Ainsi, parut s'établir une différenciation entre les économies industrielles et les économies agricole et productrice de matières premières. Or, il vint un temps où les Hindous par exemple, comparant le prix des cotonnades que leur expédiait l'Angleterre avec le prix du coton qui avait servi à les faire et qu'ils avaient vendu, s'aperçurent que les transporteurs, intermédiaires, fabricants anglais faisaient là-dessus un profit important. Pourquoi ne pas essayer de transformer eux-mêmes leur coton? De même pour nombre d'autres produits et d'autres pays. Ainsi, les pays neufs s'équipent industriellement. Par ailleurs, certains pays industriels, tels l'Angleterre, pour des raisons non seulement économiques, mais sociales, s'efforcent à restaurer certaines de leurs productions agricoles » (1).

Les économies modernes, bien loin de se spécialiser, tendent plutôt à se compléter, à s'organiser de façon sinon à pourvoir à la totalité de leurs besoins, du moins à

(1) Perre Marty, op. cit.

s'assurer une large indépendance économique. C'est ce que M. Firmin Bacconnier appelle le passage des économies spécialisées aux économies complexes.

Mais, de cette évolution, doit fatalement résulter un renforcement du protectionnisme.

c) *Le protectionnisme n'est pas un dangereux facteur de vie chère.*

Il est exact que la protection douanière a pour objet de maintenir les prix intérieurs, mais le consommateur est aussi un producteur. Alors, si, sous prétexte de lui donner des denrées à très bon marché, de le favoriser comme consommateur, on l'empêche de vendre ses propres produits à un prix rémunérateur et de gagner honorablement sa vie par son travail, si on ruine sa production, où donc est son avantage? A cela P. Marty répond : « Il est des cas où le libre-échange peut entraîner une hausse considérable des prix sur certains produits. Ainsi, lorsqu'une industrie nationale ayant été ruinée par les industries étrangères concurrentes, celles-ci se sont rendues maîtresses du marché, elles y peuvent dès lors pratiquer des prix élevés et ordinairement ne s'en font pas faute. Nous pouvons citer le cas de la fabrication de la pellicule vierge pour la production des films en France. Il n'y a pas un seul producteur de pellicules vierges français. Les producteurs allemands ou les producteurs américains imposent les prix qu'ils veulent, et on paye actuellement en France la pellicule vierge plus cher que n'importe où ailleurs. »

d) *Le protectionnisme favorise le progrès technique.*

Lisons M. Pierre Marty (1) :

« Les libre-échangistes prétendent encore que le protectionnisme favorise la routine. C'est exactement le contraire. Il n'y a de possibilité pour le pays de renouveler son équipement technique ou de le créer que précisément à l'abri de certaines barrières douanières.

« L'exemple cité ci-dessus de la fabrication de la pel-

(1) Op. cit., paragraphe *Protectionnisme et libre-échangeisme*.

licule vierge est caractéristique à cet égard. Le cas est le même pour les machines à fabriquer les chaussures. Les fabricants de chaussures importent leurs machines d'Amérique; et ils ne sont jamais propriétaires de ces machines; ils en sont locataires. Les machines sont munies d'un compteur et les fabricants payent une redevance selon le nombre des paires de chaussures débitées.

« Vous voyez qu'en ce qui concerne ces industries, une protection douanière permettrait de nous créer un matériel et de constituer certaines pièces qui manquent à notre équipement national. »

e) Le travail national bénéficie du protectionnisme.

Le protectionnisme, disent les libre-échangistes, est une invention de profiteurs, de capitalistes. Ce qui est protégé, c'est le profit du chef d'entreprise.

Il est possible que, dans certains cas, les droits de douane protègent les profits, mais actuellement, ce n'est pas tant le profit qui est menacé par la concurrence étrangère que le salaire, que le niveau de vie, le standard des ouvriers. C'est la raison que l'Amérique donne à ses hauts tarifs.

En France, de même, il s'agit, comme le disait La Tour du Pin, de protéger le travailleur français contre la concurrence des peuples aux besoins nuls.

Par exemple on sait que les Japonais fabriquent des bicyclettes à des prix invraisemblables de bon marché. Supposons qu'en l'absence de protection, un fabricant de bicyclettes ne trouve plus le moyen de produire dans des conditions rémunératrices; il fermera son atelier. Il lui restera tout au moins une chance : il pourra se faire importateur de bicyclettes japonaises. Ainsi, utilisera-t-il ses connaissances techniques et commerciales; mais ses ouvriers seront réduits au chômage.

On voit, par cet exemple, conclut P. Marty, comme quoi la protection douanière est beaucoup plus nécessaire pour défendre les salaires nationaux que les profits.

f) Le protectionnisme est la « règle générale de la politique commerciale des Etats ».

L'école corporative insiste particulièrement sur ce point,

afin de décider la France à préciser sa position. Enfin, si l'on conçoit le protectionnisme au sens large, comme le fait cette école, on peut dire que seuls sont et restent libre-échangistes, des pays comme l'Angleterre — et avec quelles réserves, — la Belgique, la Hollande, c'est-à-dire des pays de transit, qui vivent essentiellement des transports et du commerce international, ainsi que des industries de transformation. Tous les autres pays, sans presque aucune exception, ont adopté un régime protectionniste sous une forme quelconque.

Et cette généralité du protectionnisme est, selon P. Marty, parfaitement normale car, dit-il, « il y a autant de protectionnismes qu'il y a d'économies à protéger, et le protectionnisme est essentiellement une politique concrète ».

g) Le protectionnisme n'est qu'un moyen de réaliser le programme d'économie nationale.

Dans l'esprit de l'école corporative, comme dans l'esprit de List, le protectionnisme n'est pas une fin en soi. Ce n'est qu'un instrument destiné à réaliser cet idéal qu'est l'économie nationale. On retrouve dans le plan de l'école corporative les deux idées habituelles aux défenseurs du nationalisme : le système national a pour but de discipliner les échanges internationaux, mais pour cela, il faut d'abord qu'il serve à réorganiser chaque économie nationale. Et c'est par là, essentiellement, que les corporatistes relient la partie protectionniste de leur programme à leur doctrine de construction corporative. Pour réorganiser chaque économie nationale, il faut que chaque nation établisse chez elle l'ordre corporatif : « C'est seulement par une telle organisation que pourraient être présentés et faire valoir leurs droits, toutes les productions — aussi bien les primeurs ou la mode, que les forges et le textile — et de même tous les producteurs, capitalistes, patrons, techniciens et ouvriers. C'est seulement ainsi que pourrait être dressé le tableau complet de toutes les activités françaises, ordonnées selon leurs valeurs économiques, sociales, morales et intellectuelles respectives; ainsi que pourrait être dégagé, formulé l'intérêt général du

pays et les bases jetées d'une politique de justice sociale, de prospérité durable et d'expansion française » (1).

Nous nous sommes longuement arrêtés sur les idées de l'école corporative française, et notamment de M. Pierre Marty dont le travail synthétique est unique en son genre, à notre connaissance. En effet, c'est dans les travaux de cette école française, qui n'a pas peu subi l'influence de Brocard et, par lui, celle de Cauwès, que nous retrouvons le mieux une très forte et très nette influence de F. List. Ayant été personnellement compris parmi les membres de cette école (2), nous avons pu nous convaincre de la réalité et de l'intensité de cette influence. L'importance de l'école corporative s'accroît sans cesse dans le monde économique français. S'il n'y a pas encore, à proprement parler, une « école » au sens strict du terme, il y a au moins un courant convergeant de pensées, et la formule corporative a suscité de nombreuses études.

Les partisans de la formule corporative n'ont pas, dans la France contemporaine, le monopole du nationalisme économique.

Le néo-socialisme

Certains des propagandistes du néo-socialisme ont, selon des points de vue différents, admis plus d'un principe de nationalisme économique. Si M. Marcel Déat a penché en faveur d'un syndicalisme à prétentions corporatives qui n'est pas sans quelques rapports avec la doctrine de Paul Cauwès quant au rôle de l'Etat, M. Adrien Marquet semble fidèle au programme de List et par l'intérêt qu'il a manifesté pour le perfectionnement des voies de communications et moyens de transport, et par sa confiance en un Etat conseillé par les représentants des forces économiques équilibrées, et par son souci de protection des travailleurs et des industries françaises. Sur plus d'un point, ses propositions sont concordantes avec celles qu'émet en Allemagne un économiste qui a fortement subi l'influence des socialistes de la chaire, M. Othmar

(1) Pierre Marty, op. cit.

(2) Cf. G. Pirou : *Essais sur le corporatisme* (Sirey, éd.) et F. Perroux : *Capitalisme et communauté de travail* (Sirey, éd.).

Span. Mais rien ne permet d'affirmer autre chose que l'existence de points de rencontre.

On pourrait même parler aujourd'hui du nationalisme économique de la Confédération Générale du Travail, encore qu'il soit animé par des considérations de classes absolument étrangères à Frédéric List. Sans nous étendre sur ce sujet, nous ferons remarquer la très grande confiance faite à l'Etat et manifestée par la volonté de nationaliser banques, assurances, grandes entreprises, etc., comme le prévoyait Paul Cauwès. Si le plan de la C. G. T. s'est orienté vers la protection de la main-d'œuvre nationale, sa soumission des forces productives aux appétits de classe ne part pas d'une conception du nationalisme économique analogue à celle de List et de ses disciples. Dans ses discours, au lendemain de la guerre, M. Léon Jouhaux s'efforçait de démontrer que les soucis de l'Etat devaient moins se porter sur l'encouragement à l'exportation que sur le développement de la consommation nationale, et certaines de ses réflexions n'étaient pas sans ressemblance avec celles des partisans de l'Etat économique complexe. Toutefois, il excède de beaucoup le programme financier de List lorsqu'il conclut par le contrôle des changes, List ayant confiance dans la prospérité économique nationale, fruit du nationalisme, pour rendre inutile, voire nuisible, toute mesure arbitraire de l'Etat en matière financière (1).

Le nationalisme
économique
de la C. G. T.

Sans donner une trop grande part à l'influence personnellement exercée par List sur les temps actuels, on doit constater l'actualité persistante de sa doctrine, au point que la plupart des arguments protecteurs de l'économie qui sont aujourd'hui employés ne sont, *mutatis mutandis*, qu'une démarcation des siens. Malheureusement, ce qu'on oublie trop, d'une façon générale, de la doctrine de List, c'en est la partie la plus généreuse, mais la plus incertaine, celle que rejette l'autarcie définitive au profit de la liberté générale, celle qui voit dans le nationalisme économique non pas le serviteur d'égoïsmes nationaux, mais l'édificateur de la paix universelle.

Conclusion

(1) Cf. *Système National*, 2^e partie, ch. 13.

CHAPITRE IV

L'Influence de List sur les Faits politiques

Influence en Europe centrale : les projets d'agrandissement du Zollverein, Mitteleuropa, Paneuropa, Fédération danubienne, Petite-Entente.
Influence actuelle en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Turquie.
L'influence en Europe occidentale : Belgique, France, Angleterre.
Influence dans les Etats autoritaires.
Influence aux Etats-Unis.

Section première

INFLUENCE SUR LES FÉDÉRATIONS ÉCONOMIQUES DE L'EUROPE CENTRALE

« La vie de List est une incessante activité déployée au service de l'unité nationale de l'Allemagne. » (Rau)
Tout au long de cette vie, en effet, nous avons noté les démarches répétées, les travaux ininterrompus, les efforts de toutes sortes de List pour faire progresser l'Allemagne sur le chemin de l'union salutaire. De son vivant, il a vu quelques réalisations qui l'ont rempli de joie. Le Deutscher Zollverein a enregistré en 1836 l'adhésion de Bade et de Francfort, et même de Nassau, qui avait été jusque là un des principaux fiefs de la résistance à l'union douanière. En 1842, c'est le tour de Brunswick, Lippe et Luxembourg. Mais List avait déploché le refus formel du Hanovre.

**L'achèvement
du Zollverein**

Nous avons signalé (1) avec quelle ardeur

(1) Cf. présent ouvrage, 1^{re} partie, ch. IV p. 100

l'entrée du Hanovre dans le Zollverein. En 1844, ses articles sont au fond destinés à faire comprendre au Hanovre son véritable intérêt mais, en 1846, List confie à Chrétien von Bunsen sa désolation de n'avoir pas vu le Hanovre « se précipiter au sein du Zollverein ».

L'adhésion
du Hanovre

Après la mort de List, les efforts de persuasion des partisans du Zollverein ne seront pas moins nombreux. Des amis de List, pour la plupart professeurs dans les universités allemandes, forment un petit comité à l'instigation d'Haüsser, alors professeur à la Faculté de Heidelberg. Le Zollverein est toujours animé par l'esprit unificateur que List approuvait, et ses sollicitations à l'égard du Hanovre, d'ailleurs appuyées sur les idées de l'auteur du *Système National* et surtout sur celles de ses derniers articles, sont favorablement accueillies par le Hanovre qui, en 1851, en même temps qu'Oldenbourg, adhère à l'union douanière. Cette évolution du Zollverein est consacrée par la constitution, en 1869, d'un Parlement douanier, présidé par la Prusse, et qui devait préparer la réalisation de l'unité politique allemande en 1871. C'est la première victoire posthume de List. A dire vrai, c'est aussi la dernière.

Projets d'extension
mitteleuropéenne

Dès 1848, cependant, ainsi que l'a constaté Paul Leroy-Beaulieu, des tentatives d'agrandissement du Zollverein en dehors de l'Allemagne sont entreprises. L'économiste Frantz Liszt croit qu'une extension du Zollverein est de nature à satisfaire tous les Etats centraux, car à une forme de supériorité militaire ou administrative d'un Etat sur un autre, la formule d'association économique permet de substituer les efforts d'union nécessaire entre hommes de la même race. Les idées racistes ont déjà fait leur chemin et List prétend qu'une association de tous les individus de race allemande sous le couvert du Zollverein permet une heureuse expression de ce racisme sans opposer les Etats frères les uns des autres, cette association purement économique devant être par essence respectueuse des différentes unités nationales.

L'Autriche
hostile au projet
qu'elle estime
trop favorable
à l'Allemagne

Mais, même avant Sadowa, l'Autriche est hostile à toute entrée dans le Zollverein. Elle le sera plus encore après la dissolution de la Confédération en 1866, où la Prusse substitue à la vieille Confédération germanique sans grande force l'énergique Norddeutscher Bund qui, en 1871, deviendra l'empire d'Allemagne,

La puissance autrichienne, disait M. Georges Blondel, s'appuyait alors sur trois colonnes : son administration, c'est-à-dire sa bureaucratie complète et minutieuse, son armée et son clergé. On voyait alors les soldats musulmans des troupes autrichiennes faire la haie aux processions du Saint-Sacrement. Forte citadelle du catholicisme, peu favorable à une association avec des puissances protestantes, l'Autriche redoutait surtout de ne jouer, au sein de l'association économique, qu'un rôle secondaire là où la Prusse aurait joué le premier rôle.

En 1868, se crée un *Comité Frédéric List* destiné à rap-

Deux comités List

peler les propositions de la doctrine de List et à les reprendre dans le but de persuader l'Autriche d'entrer en composition. L'idée sera reprise par le Verein für Sozialpolitik des socialistes de la chaire. En Autriche, un autre comité Frédéric List se crée, composé de commerçants et d'hommes politiques d'ailleurs assez secondaires. Les idées d'association douanière font dans l'empire autrichien de très nets progrès, mais c'est à ce moment qu'elles sont en régression en Prusse et, d'une façon générale, dans tous les Etats allemands.

Kautsky
juge le projet
favorable
à l'Autriche

Kautsky, dans la *Neue Zeit*, prétend qu'une association douanière de l'Allemagne avec l'Autriche serait trop favorable à cette dernière, et que ce serait l'Allemagne qui ferait une mauvaise affaire. Ses arguments principaux sont les suivants : les douanes présentent tout de même pour les Etats qui jusqu'à présent les ont respectés, des avantages financiers. Le jour où les douanes seront supprimées, il faudra remplacer le produit habituel des taxes douanières par de nouveaux impôts. Kautsky prétendait que, quel que soit le mode d'imposition adopté parmi les deux modes que proposait la doctrine (au prorata du nombre d'habitants ou en fonction des relations commerciales), les Autrichiens y gagneraient. En outre, il signale les difficultés d'une utile alliance douanière quand la parité monétaire n'est pas établie : il souligne les fluctuations réciproques du thaler allemand et du florin autrichien.

L'attitude de Kautsky déconcerta beaucoup de partisans allemands de l'entente. Il y eut une scission au sein du comité Frédéric List allemand. Pendant ce temps, en Autriche, le comité et, d'une façon générale, les propagandistes de l'union se heurtaient à l'opposition tenace des grands industriels de Styrie, qui prétendaient que toute

Schmoller
et l'union agricole

union économique avec l'Allemagne les concurrencerait dangereusement et vaudrait la ruine à leurs industries.

Schmoller, de son côté, ne se faisait pas de grandes illusions sur les possibilités d'une entente très poussée entre les pays centraux. A Eisenach et à Munich, ainsi que dans ses articles de la *Neue Frei Presse*, il se contente d'essayer d'organiser une entente agricole. Pour cela il reprend l'argument cher à Frédéric List du libre-échangeisme nécessaire en matière agricole. Il constate que les Etats allemands, autrichiens et autres s'appliquent tous à vivre en vase clos, qu'il redoute des ententes industrielles qui compromettraient la situation de certains d'entre eux au profit de certains autres, et il espère qu'un retour à la liberté sera mieux accueilli. Les résultats de sa campagne furent assez médiocres et conduisirent à la signature de quelques conventions accordant des régimes préférentiels aux signataires. L'idéal de Schmoller dépassait cependant ses propositions; son projet était d'unir étroitement Allemagne, Autriche-Hongrie sur le domaine douanier. C'est en fait le premier projet de Mitteleuropa.

L'opposition
hongroise

Sous l'énergique impulsion de Naumann, l'idée de construire l'économie du Mitteleuropa reprit une vigueur nouvelle. Il semble un moment que, malgré l'antipathie de Bismark pour le projet, les sympathies pour le Mitteleuropa s'affirment en Allemagne et en Autriche. Mais c'est la Hongrie qui s'oppose à son tour, et d'une façon catégorique, à la réussite du projet. Coloman Tisza de Borosjenő et Louis Tisza de Szeged sont à la tête de l'opposition. Le royaume de Hongrie a réalisé pour lui-même de sérieux progrès dans le sens de l'union nationale et il se soucie peu d'aggraver sa situation par rapport à l'Autriche. Lorsque List a voyagé en Hongrie, en 1845, il s'est opposé à la politique policière de Metternich et s'est révélé très compréhensif du particularisme hongrois. Mais il a toujours considéré que, si la Hongrie devait être traitée par l'Autriche en sœur et non pas en esclave, toute la politique hongroise devait tendre vers une union économique étroite avec l'Autriche.

C'est ce que réalise l'Entente économique de 1853. Mais, après Sadowa, la paix de Prague imposa à l'Autriche et la Hongrie l'octroi d'un régime de préférence à l'Allemagne. Ainsi, l'unification douanière réalisée en 1853 facilitait la politique égoïste de l'Allemagne qui, faisant pénétrer ses produits manufacturés dans l'agriculture Hongrie, empêchait

celle-ci de progresser ainsi qu'elle le souhaitait. Aussi le vœu le plus cher de la Hongrie était-il de revenir à l'état antérieur aux conventions de 1853, de ruiner par conséquent cette association chèrement désirée par Frédéric List.

Elle y parvient tant bien que mal en 1866 et tout projet d'une nouvelle association économique est pour la Hongrie évocatrice des mauvais jours, car l'Autriche l'envahirait davantage encore de ses produits manufacturés. Dans l'union qui lui est actuellement imposée, la Hongrie s'estime déjà lésée parce qu'elle constate que l'Autriche enlève facilement les produits agricoles de la Hongrie et s'acquitte à bon compte avec les produits de ses manufactures. Tout renforcement d'une union économique qui ouvrirait plus grandes les portes de la Hongrie à l'Autriche ou qui les entr'ouvrirait davantage à l'Allemagne serait fatal à l'économie hongroise. Notons que le raisonnement des Tisza est assez conforme à celui de List. Ils ne repoussent pas, en théorie du moins, la possibilité d'une union respectueuse des intérêts de chaque nation, mais ils s'opposent catégoriquement à toute politique économique qui consacrerait sur la Hongrie la domination de l'Autriche et surtout de l'Allemagne.

Des ouvrages comme le fameux livre *Gross-deutschland*, attribué à Otto Tannenberg (*Ce que doit être la grande Allemagne* en 1950), n'étaient pas précisément faits pour rassurer les Etats non intégrés à l'empire allemand. En effet, le programme de Mitteleuropa tend à se confondre avec le programme général de pangermanisme, et c'est cela que les Hongrois et les Autrichiens redoutent le plus, cependant que les considérations racistes dont ce plan se surcharge, inquiètent les éléments slaves.

Intentions
pangermanistes

Pour sauver son projet, Naumann préconise la création de trois « groupements d'études économiques », un groupement allemand, un groupement autrichien, un groupement hongrois. On affiche donc un très grand respect des unités nationales. Bien entendu, les trois groupements d'études devront être en relations constantes, et ainsi sera réalisé une sorte de première institution mitteleuropéenne, qui entretiendra des relations suivies avec les différentes puissances et qui s'intégrera, dans la mesure du possible, les pays voisins, et surtout les pays de langue allemande.

Mais le projet de Naumann était de réaliser une union

Le projet Naumann

douanière étroite entre Allemagne, Autriche-Hongrie, Hollande, Belgique et Suisse. Pour cela, il veut partir du Mitteleuropa (Allemagne, Autriche et Hongrie) et chercher ensuite à étendre l'union vers l'ouest.

Attitude
de la Hollande

Les groupements d'études se formèrent, insuffisamment définis d'ailleurs, et le Milleleuropa entra en conversation d'abord avec la Hollande. On aurait voulu que la Hollande fût prête à signer des conventions l'associant aux trois groupements, qu'elle consentit à former avec eux un tout économique, ce qui aurait donné à cet ensemble l'avantage d'avoir parmi ses membres une grande puissance coloniale, rêve particulièrement cher aux Allemands. Les pourparlers furent vains.

Attitude
de la Suisse
et de la France

D'autres pourparlers furent entrepris avec la Suisse, qui ne prit pas la question très au sérieux. Elle était prête à réaliser une union économique qui ne lui coûtât pas trop cher et fût surtout de façade, à condition que le centre administratif de l'association fût établi en Suisse. La conversation s'arrêta ici, et la Suisse devait attendre la fondation de la Société des Nations pour réaliser son joli rêve. Il y eut également quelques propositions de collaboration plus ou moins vagues qui furent adressées à la Belgique et à la France. Méline fut saisi de la question mais tout resta très vague. Le projet était condamné à ne rester que projet. D'abord, les trois groupements qui collaboraient au premier chef à la réalisation du Mitteleuropa se méfiaient les uns des autres, et les tiraillements politiques internationaux ne permettaient pas d'espérer un vrai résultat.

Un nouveau
comité List

En 1888, un nouveau comité Frédéric List se forme qui souligne combien l'action mitteleuropéenne est cependant fidèle à la doctrine du maître : en effet, elle permettrait, par la signature de conventions avec les autres puissances, d'aboutir, en fin de compte, à la liberté générale sans préjudice des intérêts nationaux. Mais cette justification des efforts de Mitteleuropa n'est elle-même qu'une théorie.

✱✱

Paneuropa

C'est également à la doctrine de Frédéric List que se réfère la tentative d'une organisation paneuropéenne du comte de Coudenhove-Kalergi.

Coudenhove-
Kalergi

Coudenhove estime qu'une organisation comme celle de Mitteleuropa est trop restreinte pour pouvoir réussir, car

elle se heurte fatalement à l'opposition des intérêts nationaux. D'autre part une organisation mondiale ne peut pas être efficace. Il faut donc prendre une solution moyenne, et pour cela organiser l'Europe. Dans cette organisation de l'Europe, les partisans de Paneuropa ne comprennent pas l'Angleterre qui leur semble déjà former un tout considérable avec ses colonies, ni la Russie qui, unissant ses possessions européennes à ses possessions asiatiques, leur semble également un ensemble suffisant. La vérité est que, dès l'émission du projet, l'Angleterre s'exclut elle-même de toute organisation paneuropéenne, par la voix autorisée de M. Amery, ancien ministre des colonies, déclarant que l'Angleterre est une puissance mondiale plus qu'une puissance européenne et qu'elle ne peut s'attacher qu'au maintien de l'empire britannique (1).

Le projet de Paneuropa dépasse d'ailleurs de beaucoup les considérations économiques de Mitteleuropa, parce qu'il est maintenant question d'une union militaire et d'une union juridique avec un tribunal fédéral jugeant les litiges entre membres de Paneuropa. Au point de vue économique, il est question d'abord de protéger l'Europe contre la concurrence américaine et asiatique, ensuite d'établir une harmonie économique entre membres composants, facilitant la répartition des matières premières et l'exploitation des colonies.

Où le programme de Coudenhove s'inspire plus directement de List, c'est lorsqu'il s'agit de protéger l'Europe, par des barrières douanières, de la concurrence des autres continents, et d'établir en Europe un équilibre économique par la collaboration internationale, au détriment des politiques égoïstes. Mais, quel qu'ait été son idéal, List lui-même n'aurait-il pas jugé irréalisables de tels projets qui oublient sa croyance à l'idée de nationalité et ne se souviennent pas qu'il compte sur les nations elles-mêmes pour devenir égales aux grandes puissances, et parvenir par là à la liberté internationale. Un plan comme celui de Paneu-

Influence de List

(1) Cf. Georges Blondel, *Tempête sur l'Europe*, p. 30. — Au contraire, Aristide Briand préconisait l'*Union Douanière Européenne*, admettant l'Angleterre et la Russie. L'*U. D. E.* tenta de s'organiser mais ne put rien contre les égoïsmes nationaux. Un scandale lui donna en France le coup de grâce,

ropa (1) ne risquerait-il pas au contraire d'imposer aux nations agricoles leur maintien à ce stade d'évolution ? Il est vrai qu'on peut envisager une telle organisation de l'économie européenne que l'état agricole ne serait plus, pour une nation participant à la vie du groupe, exerçant son activité dans l'intérêt général de ce groupe, une cause d'infériorité dangereuse. Mais nous sommes en plein idéal, et sans doute en pleine utopie.

Opposition
allemande

Tandis que Mitteleuropa est une idée essentiellement allemande, Paneuropa, idée d'origine suisse et autrichienne, se heurte à l'intransigeance de l'Allemagne contemporaine. Et comme on sait que Coudenhove s'est revendiqué des principes de Frédéric List, ce sont tout naturellement ces principes là qu'on va chercher à opposer à son projet, répertant les objections que nous venons de faire et en soulignant l'intérêt porté par List au respect des nationalités et de leur indépendance économique. Si Coudenhove dépasse singulièrement en un sens la pensée de Frédéric List, l'opposition allemande n'hésite pas à la dénaturer dans le sens contraire, en oubliant totalement l'idéal de liberté qui est la conclusion du *Système National* (2).

En effet, Paneuropa ne satisfait pas les désirs de germanisme de l'Allemagne contemporaine, et les Allemands, attachés à l'idée d'un *Deutschtum*, d'une Grande Allemagne, ne voient pas avec faveur le projet d'une fédération européenne où leur rôle, dans la collaboration internationale, impliquerait un renoncement à toute politique d'orgueil impérialiste; et, surtout, l'Allemagne ne veut pas d'une organisation de l'Europe sur la base actuelle du traité de Versailles qu'elle considère comme l'instrument de son

(1) Cf. les articles de Coudenhove dans *Paneuropa Verlag* et son livre *Europa erwacht*.

(2) « Les conceptions auxquelles le national-socialisme s'est attaché sont inconciliables avec l'idée d'une *Paneuropa* où tous les Etats seraient assurés de conserver leur indépendance. J'ai maintes fois entendu, au siècle dernier, les professeurs des Universités allemandes parler de la nécessité d'une organisation à la tête de laquelle l'Allemagne devait, d'après eux, être placée. C'est, disait Wilhelm Ostwald, l'Allemagne qui a apporté au monde le *facteur organisation*! Rodolphe Eucken prétendait que l'Allemagne devait avoir un pouvoir de direction parce qu'elle était vraiment l'âme de l'humanité, *die eigentliche Seele der Menschheit*! L'organisation de l'Europe était présentée comme la noble tâche à laquelle la race germanique était appelée ». (G. Blondel, op. cit.).

humiliation. Les Allemands accueillent avec faveur, au contraire, des projets d'union partielle, comme celui d'une étroite union douanière austro-allemande qu'on prête à M. Seiss-Inquart et qui satisfait non seulement les propagandistes de l'Anschluss mais une partie de l'opinion nationale autrichienne.

Obstacles
économiques

Enfin, et ceci est à notre sens plus grave encore, les projets de Paneuropa se sont heurtés à des obstacles d'ordre économique. Comme le dit M. Georges Blondel (1) « il faudrait pouvoir connaître avec exactitude les possibilités de la production et celles de la consommation. Il n'est pas facile de discerner les besoins véritables et les besoins factices. Peut-on juger avec précision les aptitudes variées des populations, et leur degré d'évolution? Certains Etats sont beaucoup mieux pourvus que d'autres de moyens de transport et de facilités de communication. Certains ont des relations plus faciles avec les pays extraeuropéens qui fournissent à l'Europe les matières premières dont elle a besoin. L'inégalité des Etats en étendue ne facilite pas la coordination des activités, et la question des prix est aussi une source de difficultés. » Surtout sur la première partie de ces critiques, on peut observer que List aurait peut-être fait les mêmes observations, car la pratique de l'union économique doit se faire selon lui d'abord dans le cadre des nations, puis par entente internationale, lorsque la nation est parvenue à cette prospérité décisive qui lui a permis de mesurer nettement ses possibilités propres de production et de consommation et l'étendue de ses besoins

La Fédération
danubienne

Le nom de List a été souvent cité lors de la proposition d'une Fédération danubienne. Il s'agissait cette fois d'une alliance économique entre les Etats danubiens, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie. Le projet se heurtait à des difficultés bien nombreuses : d'abord le fait que la fédération aurait groupé des pays « vainqueurs » de la dernière guerre, hostiles à la révision des traités, et des pays « vaincus », favorables à la révision; le fait que l'Autriche accueille le projet favorablement (il pourrait permettre une restauration des Habsbourg, et assurer en tous

(1) Op. cit., pp. 36 et 37.

cas un renouveau de la puissance autrichienne), tandis que l'Allemagne n'y voit qu'un instrument au service du pan-germanisme, du *Drang nach Osten*.

La Petite-Entente

On a encore beaucoup parlé de List lors de la création de la Petite-Entente, unissant la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Malgré les dissemblances nombreuses entre les modes de gouvernements et les idéals politiques des trois Etats de la Petite-Entente, on peut espérer que, dans cette union plus restreinte, la collaboration économique donnera de meilleurs résultats, et elle pourrait peut-être s'appuyer utilement sur les principes du *Système National*. Mais nous ne sommes là que dans le domaine des suppositions.



Section deuxième

INFLUENCE ACTUELLE EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE, EN HONGRIE, EN TURQUIE

Allemagne

Nous avons déjà dit l'essentiel sur l'influence qu'exerça Frédéric List dans son pays natal : tous les efforts qui furent faits après le Zollverein pour la réalisation de l'unité allemande sont partis de l'action personnelle de Frédéric List. Il ne faut pas oublier que, dans sa conception de l'unité économique allemande, List fait rentrer l'Autriche comme membre composant. Mais il témoigne à plusieurs reprises sa grande confiance en la Prusse : on a prétendu que, si List avait vécu au moment de la rupture germano-autrichienne de 1864, il eut pris partie contre la politique prussienne dans son désir de sauver l'unité économique allemande ainsi privée d'un facteur essentiel. Il est toujours imprudent de « faire parler les morts ». Nous pensons, pour notre part, que List aurait fait confiance à la Prusse et qu'il eût admis comme un malheur (réparable par la suite) la séparation entre Etats allemands confédérés et Autriche consolidant une entente nationale défensive et économique. En tous cas, le nom de List fut fréquemment invoqué par les réalisateurs du Norddeutscher Bund de 1866, qui devint en 1871 l'Empire allemand.

Sans doute List exerça-t-il aussi, par l'intermédiaire de l'école des socialistes de la chaire, une influence réelle sur l'orientation politique de l'Allemagne, mais cette influence ne s'exerce qu'au travers des adaptations doctrinales des disciples de List, lesquels, et les socialistes de la chaire plus que tous les autres, ne sont pas, ainsi que nous l'avons vu, sans modifier profondément la doctrine du maître. Il n'est pas aisé de faire la part de l'influence vraie de List sur tout ce mouvement d'autarcie et de pangermanisme qui s'est exprimé avant et pendant la guerre, se revendiquant des principes d'une économie nationale, mais érigeant en devise les volontés d'égoïsme et de conquête que List exécutait le plus. Et il n'est pas aisé de trouver des traces profondes d'une influence de List sur l'Allemagne du xx^e siècle.

L'ingratitude
de l'Allemagne
moderne

Le nom de List n'est en tous cas pas souvent prononcé. L'Allemagne a donné l'exemple de l'ingratitude. Comme l'a dit Carl Mertens, l'Allemagne moderne a moins innové que renoué avec la tradition bismarckienne. Mais son nationalisme économique va sans cesse s'accroissant. M. Hitler a pratiqué à son plus haut degré la politique du sacrifice, cherchant par tous les moyens à assurer l'autonomie économique de l'Allemagne, la faisant tendre de plus en plus vers ce que les économistes appellent « l'état national complexe ». List aurait-il admis la « politique de l'ersatz » de l'actuelle Allemagne? Ses scrupules défensifs l'y auraient peut-être conduit, mais cela nous semble assez improbable. Ce qu'il veut, c'est implanter dans le pays les industries florissantes de l'étranger. La production d'un ersatz de qualité inférieure est évidemment une mesure de sacrifice, mais ce sacrifice contribue-t-il à réaliser une véritable égalité entre l'Etat qui se l'impose et les autres Etats? On peut constater que nombre de créations industrielles allemandes de succédanés ont nécessité pour leur découverte et leur fabrication des sacrifices et des mesures protectrices dépassant celles que List citait comme extrême limite. Peut-être List aurait-il eu, à l'égard de la politique de l'ersatz, une attitude mitigée, ne l'acceptant que dans certains cas et sans généraliser. Les revendications coloniales de l'Allemagne, ses prétentions à l'annexion d'autres pays de langue allemande sont évidemment pleinement conformes au programme de List. Mais il ne faut pas non plus

s'illusionner : le but fréquemment affiché de la politique germanique actuelle est un but de conquête, de soumission d'autres pays à l'hégémonie allemande. Ceci ne saurait s'accorder avec le but idéal de List, qui reprochait à l'Angleterre, *mutatis mutandis*, l'égoïsme de sa politique. Nous savons déjà que List n'admet pas le principe raciste (1). Le problème n'est pas résolu de savoir si M. Hitler lui semblerait coupable de ce césarisme contre lequel il s'élève, ou s'il lui accorderait cette excuse de nécessité qu'il donne à l'usurpateur objet des vœux de Machiavel, ce Machiavel dont le livre est officiellement la lecture favorite de l'auteur de *Mein Kampf*.

**

Autriche

L'Autriche est assurément l'un des pays où List est le plus connu dans les milieux intellectuels. Il est exploité dans deux sens parfaitement contraires, d'une part par les partisans de l'Anschluss qui considèrent comme un devoir d'unir l'Autriche au Reich pour permettre à « l'ensemble allemand » de retrouver, dans son unité, la grandeur économique; d'autre part par les autarcistes, qui tirent parfois argument du *Système National* dans un sens que List n'aurait pas admis, si l'on en juge d'après son attitude à l'égard de la Hollande. List ne serait guère partisan sans doute de l'instauration d'un système national d'économie politique dans un pays aussi étroit et incomplet que l'Autriche moderne. C'est surtout dans les efforts réels de stabilité administrative que nous trouverons une application des idées de notre auteur. Mais la plupart des nationalistes autrichiens penchent vers une alliance économique étroite avec la Hongrie, où l'influence de List s'est toujours exercée assez profondément. D'autre part, M. Siess-Inquart, que sa sympathie pour les idées national-socialistes a fait en Autriche l'homme de M. Hitler, préconise, ainsi que nous l'avons dit (2), une étroite union douanière entre Autriche et Allemagne.

Hongrie

L'influence de List sur la Hongrie moderne est restée très vive.

(1) Présent ouvrage, 2^e partie, ch. III, p. 186.

(2) Présent ouvrage, 3^e partie, ch. IV, p. 325.

Les économistes de la Magyar Reviziós Liga, née du désir d'attirer l'attention universelle sur les conséquences du Traité de Trianon (1), insistent sur le fait que l'ancienne Hongrie, modèle d'unité géographique, pouvait tendre vers l'indépendance économique. Ce leur est la meilleure occasion de protester contre le démembrement du territoire hongrois à Trianon et notamment contre « le partage en cinq parties de la population hongroise » (Fall). Ils montrent que le programme économique de la Hongrie moderne doit être défensif (2) : par là et par leurs revendications territoriales, ils sont en accord avec le programme de Frédéric List (3).



La Turquie renouvée par M. Kemal Atatürk subit-elle aujourd'hui l'influence du *Système National*? M. Brönn a été frappé par l'excellente connaissance de la doctrine de List par les économistes de la Turquie moderne, et il croit qu'elle aurait influencé notamment le dictateur Kemal Atatürk et M. Ismet İnönü. Il est possible en effet de comparer les efforts de la Turquie au point de vue industriel avec le programme manufacturier de List. Mais les bonnes relations accrues entre la Turquie et les autres pays balkaniques ne semblent pas orienter la Turquie vers un pro-

Turquie

(1) Cf. *La Hongrie avant et après le traité de Trianon* par le docteur A. Fall (Athenaeum Budapest).

(2) Le docteur Fall veut démontrer « combien le territoire actuel de la Hongrie est petit par rapport à celui de ses ennemis » (op. cit.). M. Blondel montre comment les savants slaves eux-mêmes, qui n'ont aucun motif de soutenir les Hongrois, avouent « que des frontières plus justes auraient pu être tracées facilement » (op. cit.). Un des plus ardents défenseurs de la politique économique nationaliste de la Hongrie moderne, particulièrement influencé par la doctrine de List qui soutient si fortement leurs revendications, est M. François Honti: Sur la question hongroise, cf. la brochure de M. Robert Gowër, *La révision du traité de Trianon* (Fernand Sorlot, éditeur).

(3) M. André Duboscq souligne que l'amitié de l'Allemagne est, dans l'esprit de nombreux nationaux hongrois, une sauvegarde contre l'éventuelle rénovation d'une « grande Autriche ». Ceci est dit dans son livre *Budapest et les Hongrois*, paru chez Marcel Rivière en 1913. Aujourd'hui, si la Hongrie renoue l'amitié autrichienne, c'est non seulement pour accroître ses possibilités économiques mais encore pour éviter une soumission éventuelle à l'Allemagne. Aussi la Hongrie est-elle toujours animée par un particularisme ardent, compréhensif néanmoins de son intérêt économique, mais qui justifie aux yeux des économistes ses revendications territoriales.

gramme de nationalisme économique intégral, qui serait d'ailleurs une expérience téméraire, mais au contraire consolider l'harmonie économique générale, en voie de réalisation, entre tous les pays balkaniques. Serait-ce donc dans un sens de fédéralisme économique, qui pourrait être aussi constructif que défensif, et qui serait, étant donné la situation matérielle de la Turquie et de ses voisins, beaucoup plus conforme aux idées de List, que vont tendre les efforts de la Turquie?

**

Section troisième

INFLUENCE DANS LES ETATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET MÉRIDIONALE

Belgique

L'influence exercée par List sur la Belgique est intimement liée à l'œuvre de Jean-Baptiste Nothomb et de Barthélémy Theux de Meylandt, et elle ne lui survécut pas. Nothomb s'appliqua à faire de la Belgique un Etat politique indépendant dont l'économie renforcerait l'indépendance. Et pour cela, il voulut d'abord faire de la Belgique une zone de communication perfectionnée entre les puissances voisines. Ses efforts, couronnés de succès, pour la création de voies ferrées et routières, avaient également pour but de faciliter la vie industrielle de la Belgique et, sans être le moins du monde hostile à des conventions commerciales avec la France et avec l'Allemagne, il penchait vers une pratique modérée du nationalisme économique, la modération de ce programme venant du minimum de sécurité qu'assurait à l'économie belge son importance commerciale. C'était là un programme raisonnable, nuancé, opportun, dont Nothomb comprit encore mieux l'importance lorsque, ministre plénipotentiaire de Belgique auprès de la Confédération germanique, il put apprécier la situation des Etats allemands et le bien fondé des programmes d'unité nationale. Dans le ministère Muelnaere, il s'attacha, étant ministre de l'intérieur, à mettre fin aux querelles de partis, voulant faire l'union pour la défense de l'économie nationale. Il continua cette œuvre lorsqu'en 1843 il accéda lui-même à la présidence du conseil, mais l'opposition libérale, menée par Rogier ainsi que nous l'avons dit dans la partie

biographique du présent ouvrage, triompha de lui en 1848. Nothomb fut alors nommé ambassadeur de Belgique à Berlin. Il serait vain de rechercher une autre influence de List sur la politique belge.

List exerça-t-il une réelle influence sur les faits politiques en France? Les opinions les plus variées ont été proposées à ce sujet.

France

Les uns, s'illusionnant sur certains points communs à l'exclusion de tant de points d'opposition, font de List un vague ami des saint-simoniens et combinent artificiellement les deux influences. Les autres répondent purement et simplement par la négative et rendent List aux Etats-Unis et à l'Allemagne. D'autres enfin sont impressionnés par la concordance qu'il y a entre la politique des nationalités de Napoléon III et la doctrine de List.

N'y a-t-il là qu'une coïncidence? Certes, List, pas plus au milieu qu'au début du XIX^e siècle, n'a le monopole des idées nationalistes. Mais il est probable que le succès de son œuvre dans l'élite économique et politique de la France, l'exemple de l'Allemagne voisine — elle plus directement inspirée par l'œuvre de List —, contribuèrent à répandre l'idée des nationalités. Nous constaterons d'ailleurs que les partisans des nationalités, et l'Empereur tout le premier, mettent en avant le grand argument de List, à savoir qu'une nation, pour bien vivre, doit se trouver dans des conditions naturelles favorables, tant au point de vue frontières qu'au point de vue population. C'est l'espoir d'un monde mieux équilibré qui les guide, avec, comme conséquences, l'avènement de la paix internationale dans la liberté des relations économiques. La doctrine de List est donc, volontairement ou non, obéie jusque dans sa partie idéaliste. Nous dirons même qu'elle est dépassée, car List n'a jamais compté que sur les pays intéressés pour s'assurer eux-mêmes leur avenir, sans avoir à attendre des puissances voisines un secours qui leur permet d'acquérir les conditions de l'unité et de la prospérité.

Il est impossible de dire si telle action politique a été, à son origine, inspirée par tel auteur ou par tel autre. Ce serait chercher vainement à établir des catégories d'influences là où des influences nombreuses, inspirées elles-mêmes par la vue des mêmes faits à une époque donnée, s'allient en un irrésistible courant. On ne peut donc pas

retrouver avec netteté, dans le courant d'idées qui présida à la politique des nationalités, le rôle propre de l'œuvre de List, car ce rôle ne se sépare pas de celui de nombreuses autres doctrines, ayant inspiré ou s'étant inspirées de celle de List, parfois s'étant rencontrées avec elle, parfois l'ayant ignorée et en étant rapprochées, peut-être jusqu'à la confusion, dans les remous de l'opinion plus enthousiaste qu'informée, exerçant en tous cas d'elle-même une synthèse sommaire.

Angleterre

Il n'y a rien à ajouter à ce que nous avons déjà pu exposer quant à l'influence, si l'on peut employer ce mot, de List sur la politique anglaise. Qu'il nous suffise de rappeler comment il tenta de faire renoncer l'Angleterre à ses prétentions impérialistes, et notamment à ses procédés commerciaux à l'égard de l'Allemagne : c'est là peut-être l'essentiel de sa vie et de sa doctrine. Rappelons aussi comment il essaya de convaincre Peel et Palmerston des nécessités d'une alliance avec l'Allemagne reconnaissant l'utilité des mesures protectrices de celle-ci (1) et comment le mouvement ouvrier anglais se servit de sa doctrine sociale (2).



Italie

Nous avons vu aussi quelle fut l'influence de List sur les doctrines en Italie et au Portugal (3).

L'enseignement des doctrines économiques est très poussé en Italie. S'il est évident que l'instauration du fascisme a été elle aussi plus une question de fait que de doctrine, il ne faut pas contester l'esprit méthodique avec lequel ont été entreprises les grandes réalisations fascistes, et la doctrine s'affirme chaque année davantage comme présidant aux réalisations nouvelles et au programme d'avenir. Le souci d'étudier scientifiquement les questions économiques et sociales de l'Italie nouvelle est marqué par la création d'instituts et d'écoles spécialisées, et par les encouragements prodigués aux travaux des Enti Morali. Dans l'enseignement universitaire, qui n'est certainement

(1) Cf. présent ouvrage, 1^{re} partie, ch. IV.

(2) Cf. présent ouvrage, 3^e partie, cn. II, section troisième.

(3) Cf. présent ouvrage, 3^e partie, ch. III, section première.

pas sans avoir d'influence sur l'évolution de la politique économique et sociale, une place prépondérante est réservée aux études nationalistes, et la doctrine de List y a sa part. Nous remarquerons surtout que M. Mussolini est considéré par les économistes italiens comme « l'organisateur de la démocratie », il est respectueux de la monarchie héréditaire, mais affiche sa volonté de soumettre les professions, les individus au service de l'Etat tout en augmentant leur part de privilèges et en les conduisant à l'obtention des véritables libertés. Ce programme d'organisation de la démocratie évoque singulièrement les idées de List. Si la pratique actuelle du régime fasciste comprime les libertés individuelles, il semble que cette soumission soit assez volontiers admise par l'opinion générale, par crainte d'un grand désordre au cas où le régime s'effondrerait, et dans un esprit défensif en matière internationale. Et sans pousser la comparaison entre programme fasciste et programme de List jusqu'à faire de M. Mussolini l'usurpateur nécessaire à la façon de celui de Machiavel (ce qui serait faux du fait de la présence du monarque légitime), on peut dire que M. Mussolini représente assez bien, dans son programme tout au moins, l'éducateur de la démocratie au sens de List : celui qu'il souhaitait aux Etats-Unis. Pour être fidèle au programme de List, le chef du gouvernement italien, ou son successeur, doit parfaire son système éducatif par un élargissement continu des libertés dans la bonne compréhension du service social. Notons encore que l'absence de tout racisme dans la doctrine italienne la rapproche plus que la doctrine allemande des convictions personnelles de List (1).

Au Portugal, si l'influence de List sur les doctrines est très grande, il n'est pas douteux qu'il y ait une influence de List sur les faits politiques. Mais cette influence ne s'exerce que d'une façon indirecte. Le professeur Salazar a toujours déclaré qu'il avait subi fortement l'enseignement de maîtres français : il cite La Tour du Pin et M. Charles Maurras. Ce sont surtout ces maîtres, sans que soit exclue une influence directe cependant secondaire,

Portugal

(1) Des admirateurs enthousiastes de List ont salué dans la création de l'axe Rome-Berlin, une tentative de résistance à l'impérialisme anglais...

que M. Salazar a compris en cherchant à appliquer au moins partiellement le programme de nationalisme économique. Dans le domaine intérieur, il veut l'union nationale par la suppression des partis, et le gouvernement s'appuie sur les groupements économiques. Mais le Portugal ne se flatte pas de tendre vers l'Etat économique complexe : il s'agit seulement d'un développement des forces économiques naturelles du pays, avec néanmoins une tendance à éliminer ou à amoindrir la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger. Au demeurant, le programme de nationalisme économique du Portugal est beaucoup moins précis que son programme politique.

En matière de politique extérieure, « Salazar professe des idées en accord avec celles de sa politique intérieure. Pour lui, ce qui manque surtout au monde contemporain, c'est cette indispensable morale internationale, sans laquelle il n'y a ni conscience ni harmonie possible. » (1) « Compromis, traités, accords, a dit Salazar, sont lettres mortes si on les fait pour faire quelque chose, en sachant d'avance qu'ils ne seront pas exécutés. Peut-on comprendre le sans- façon avec lequel certains pays gèlent souvent les crédits étrangers en dévalorisant leur monnaie? La clé de la crise est dans cet égoïsme, cette condamnable indifférence devant les intérêts des autres. *Les difficultés économiques doivent être résolues dans le cadre national*, mais en subordonnant la solution à une collaboration internationale nécessaire. » Ici donc, le nationalisme économique est moins avoué par ordre de doctrine que par nécessité pratique, étant donné les conditions actuelles des relations internationales.



Section quatrième

INFLUENCE SUR LES ETATS-UNIS

On connaît déjà l'influence exercée par List aux Etats-Unis de son vivant, et même le rôle politique direct qu'il a joué dans la vie politique des Etats-Unis, tant comme con-

(1) Lewandowski, in *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin 1934.

seiller du gouvernement américain que comme ambassadeur de ce gouvernement.

Cette influence est particulièrement nette, conjuguée avec celle de Carey, sur les continuateurs de l'œuvre d'Henry Clay. De tous les hommes politiques, William Mac-Kinley est sans doute celui qui est resté le plus fidèle aux principes du *Système National*, son livre de chevet.

William Mac-Kinley est d'abord le défenseur d'un programme d'amélioration et d'extension des voies de communications, et notamment des voies ferrées. Puis il complète et précise son programme : les Etats-Unis doivent conquérir leur indépendance économique d'une part grâce à l'accroissement des facilités de transport qui permettent à la production nationale de satisfaire les besoins de la consommation nationale sur tous les marchés intérieurs du pays, d'autre part par une protection douanière efficace, sans laquelle tous ces efforts intérieurs sont inutiles, par ce fait même que l'Amérique se livre à un travail de construction économique coûteuse cependant que d'autres Etats, depuis longtemps organisés, peuvent l'alimenter à meilleur compte, mais en en devenant, économiquement parlant, les maîtres. Et Mac-Kinley élabore son programme douanier et fait voter le fameux « tarif Mac-Kinley » protégeant l'industrie nationale.

Mac-Kinley

L'action politique de Mac-Kinley est multiple : défenseur de l'étalon-or, il peut, étant élu à la présidence des Etats-Unis en 1897, réaliser son programme d'amélioration des finances publiques, et, d'autre part, il donne aux Etats-Unis les colonies dont ils manquaient pour réaliser « l'unité économique nationale » telle que la comprenait Frédéric List : c'est l'obtention du « protectorat », puisque tel est le terme officiellement employé de Cuba, c'est la colonisation de Porto-Rico et des Philippines. Rappelons que Mac-Kinley, réélu à la présidence avec une majorité accrue en 1900, tombait mortellement blessé en 1901, à Buffalo, par l'anarchiste Czolgosz.

Mais après Mac-Kinley, on surenchérit dans le programme nationaliste en oubliant de plus en plus le nom et l'œuvre de Frédéric List. Et, de fait, on s'éloigne tout à fait de sa doctrine. On ne refait de Carey que sa tendance, relative d'ailleurs, à l'autarcie absolue, et des doctrines comme celle de Patten stimulent sans cesse davantage les

Après Mac-Kinley

volontés impérialistes du peuple américain. On oublie que si List voulait sauver les Etats-Unis de la tutelle anglaise, il ne voulait pas que les Etats-Unis à leur tour pussent exercer une action tyrannique sur les autres Etats. Peut-être pourrait-on justifier la politique commerciale des Etats-Unis par des considérations de juste retour des choses, de loi du Talion, voire de vengeance. Ces Etats-Unis que List voulait libérer du joug de l'Angleterre ont tout fait pour imposer le leur aux « vieilles puissances » et ils ont repris à leur compte les méthodes qui avaient été expérimentées sur eux : leur politique commerciale est devenue inique. Nous ne pouvons pas nous étendre sur ce sujet qui dépasse de beaucoup la recherche de l'influence de Frédéric List et même qui en démontre la cessation. Au lieu de revenir à la liberté après la pratique du nationalisme, ainsi que List le voulait, rappelons seulement l'aggravation continue du tarif Mac-Kinley, par les lois de 1913 et surtout par le tarif Hawley-Smoot de 1930, et constatons que les Etats-Unis, exigeant des pays européens le tarif minimum sans l'admettre de leur côté, aboutissent à la conclusion la plus sûre de leur système de protection, et c'est une conclusion absolument contraire à celle de List.

**

Conclusion

En définitive, cet examen de l'influence politique de List est assez déconcertant. Nulle part on ne discerne une influence avouée par les grands hommes des différents régimes. Ceux qui, comme l'Allemagne, ont le plus bénéficié de l'œuvre de List et en bénéficient encore chaque jour, se classent parmi ceux qui exaltent le moins sa gloire. Cela tient surtout à ce que List joue, dans l'histoire du monde, moins le rôle d'un constructeur, qu'il eût rêvé d'être et qu'il fut en certaines occasions, que celui d'un inspirateur : ceux qui ont puisé dans son œuvre le programme d'une doctrine plus immédiatement applicable ou même de réalisation immédiate, n'ont pas rendu à la mémoire de List l'hommage qui lui était dû. Ils en ont vulgarisé les idées, tout en les présentant avec plus ou moins de fidélité, au point de réduire List, dans l'esprit de la plupart des économistes nationalistes, à ce qu'Hartmann appela « le vague état de gand-père de la protection, d'ancêtre commun des théoriciens du nationalisme ».

CONCLUSION

Frédéric List, par sa vie, a été un des rares économistes de son temps qui, ayant beaucoup voyagé, connaissant tous les pays dont il parlait, pouvait baser sa doctrine sur des observations vécues.

Si son application de la méthode historique est sommaire, insuffisante, souvent tendancieuse, il ne faut pas moins lui rendre l'hommage d'avoir découvert cette méthode. Il était naturel qu'il n'en fût pas le meilleur utilisateur : il appartenait à ses successeurs d'affermir cette méthode et de l'appliquer scientifiquement aux études économiques.

Homme de doctrine, List a de sa tâche la plus haute conception : il n'écrit pas pour écrire, mais pour permettre à un peuple, à des peuples, à tous les peuples, de parvenir à la prospérité nationale qui permet l'entente internationale.

Quelle que soit, dans un tel programme, la part de l'idéalisme, il en faut retenir les grandes vertus morales, et, dès lors, c'est avec une réelle douleur que ceux qui, comme List, n'excluent de la science économique ni la morale, ni le sentiment, s'apercevront que les Etats utilisent dans un but orgueilleux de conquête, d'égoïsme, d'impérialisme, les armes que List avait précisément cru forger contre ces criminelles erreurs.

APPENDICE

**Carte du Zollverein
et des projets d'union douanière européenne**

Tables des Auteurs et des Matières

Le Zollverein et les Projets d'Union Douanière

*représentés sur la Carte de l'Europe
après les Traités de 1919 et 1920*

Commentaire de la Carte

L'Union Douanière de 1818 (Zollsystem prussien) comprend tous les Etats alors soumis à l'hégémonie prussienne : *Neufchâtel* appartient à la Prusse de 1814 à 1856 (date de sa rétrocession à la Suisse) et fit donc partie du Zollsystem de 1818 à 1856.

Le Deutscher Zollverein, en 1869, comprenait tous les Etats représentés au Parlement douanier, qui devinrent membres de l'Empire en 1871. Le *Schleswig septentrional* entra dans le Zollverein en 1867, sous le régime prussien, et fut rétrocédé au Danemark en 1920. Le *Grand-Duché de Luxembourg* entra dans le Zollverein en 1842 : il faisait partie de la Confédération germanique depuis 1815. Déclaré indépendant et neutre en 1867, il demeura membre du Zollverein (Cf. Dezobry et Bachelet, *Dictionnaire de Biographie, d'Histoire et de Géographie*, Tome 2 de l'édition Darsy, p. 1753. — Delagrave, éd.).

Le projet Schmoller correspond au Mitteleuropa proprement dit. — **Le projet Naumann** comprend le Mitteleuropa plus la Hollande, la Belgique et la Suisse. — **Le projet Seiss-Inquart** réalise sur le plan douanier ce que l'Anschluss réaliserait sur le plan territorial. Il bénéficie des sympathies que le Reich hitlérien refuse au **projet Coudenhove-Kalergi**, c'est-à-dire au programme de Paneuropa établi sur la base des traités d'après-guerre.

CARTES DU ZOLLVEREIN

Carte n° 12 du *Geschichtsatlas* de Justus Perthes, édition Max-Georg Schmidt.

Carte auxiliaire de la carte n° 49 du *Geschichtsatlas* de Spruner et Menke, édition Justus Perthes de 1880. (*Deutschland zur zeit des deutschen Bundes 1815 bis 1866.*)

Carte explicative du mot *Zollverein* au tome XX de la dernière édition du *Brockhaus Conversations-Lexicon*.

Carte auxiliaire de la carte n° 49 de l'*Atlas Général* de Vidal de Lablache, édition de 1930. (*Unité allemande.*)



Dressé par M^r Bouvier-Ajam

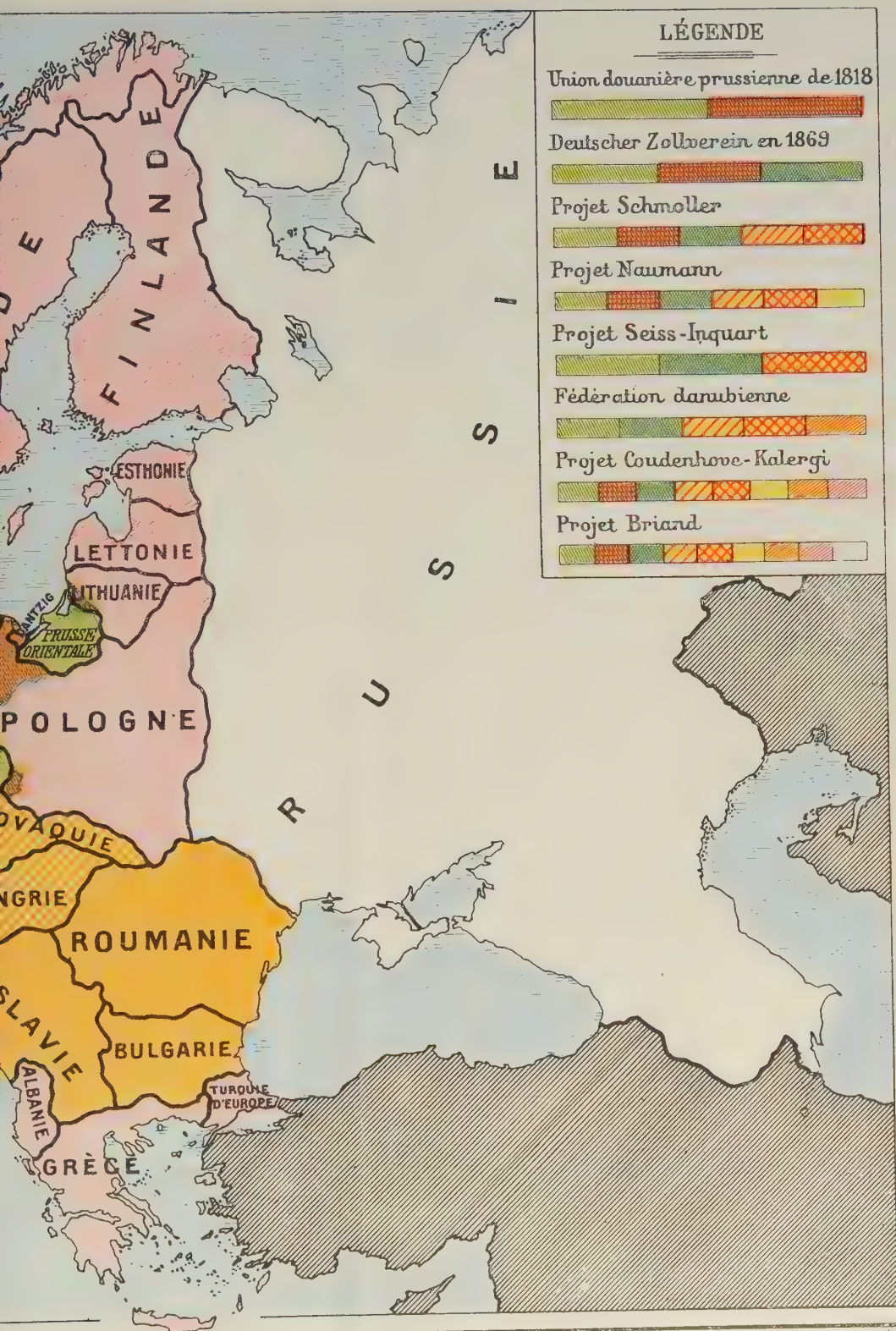


Table alphabétique des Auteurs et Personnages cités

Abréviations : n = en note ; t = en titre ou en mention marginale

A

Ajam : 263, 269 n.
Amboise (Georges d') : 292 n.
Amery : 323.
Anciaux : 292 n.
Anderson : 127, 131.
Andrade (de) : 290.
Anguier : 139 n.
Artois (Charles d') (v. Charles,X) : 33.
Ashley : 261.
Ataturk : 329.
Attlee : 282.
Auckland (v. Methuen) : 142.

B

Baader (von) : 39 t, 53, 54, 61, 65, 70.
Bacconnier : 289 t, 307 t, 307, 308, 310, 311.
Bachelet : 341.
Bainville : 208.
Baldwin : 110 n.
Baudin : 121 n, 229 n.
Bauereis : 24.
Bastiat : 48, 92.
Bebel : 277.
Bentham : 104.
Bernard (François) : 28.
Bertholet : 44.
Bernstein : 247.
Blanqui (Jérôme-Adolphe) : 72, 73.
Blondel (Georges) : 4, 47, 92, 109 n, 161, 161 n, 162 n, 211 n, 229 n, 237, 258, 260 t, 260, 280, 323 n, 324 n, 325, 329 n.

Bodin : 210.
Boèsset : 139 n.
Bois-Robert : 139 n.
Boivin (Gaston) : 175n.
Bonnamaux : 249 n.
Booth : 261.
Bossan de Garagnol (Mlle) : 306.
Bosse : 139 n.
Botelho (de) : 290.
Boucheny : 44.
Bouilliaud : 139 n.
Boulenger : 141 n.
Bourdeau : 259.
Bourdin : 139 n.
Bourdon : 139 n.
Bournonville : 139 n.
Bouteron : 5, 43 n.
Bouvard : 139 n.
Bouvet (Charles) : 116.
Bouvier-Ajam : 175 n, 203 n, 302 n.
Bowring (sir) : 105, 219.
Boyceau : 139 n.
Brentano : 4, 233 t, 246 n, 251 t, 251, 319.
Brenz : 17.
Briand : 323 n, 341 t.
Brocard (L.), 235 n, 289 t, 293, 298 t, 298, 299, 300, 300 n, 301, 301 n, 302 t, 302, 302 n, 303, 307, 307 n, 314.
Brönn : 329.
Bücher : 252, 255 t, 255.
Bülow (von) : 103 t, 103, 105, 106, 111.
Bunsen (von) : 105 t, 105, 110, 111, 131, 220, 318.
Buren (van) : 58, 59.

C

Cairnes : 261 n.
Calhoun : 54, 59.
Callot : 139 n.
Canning : 218, 219 n.
Carey (Matthieu) : 42 n, 263, 264.
Carey (Henry) : 46 n, 235 n, 257, 263 t, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269 t, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269 t, 269, 270, 275, 276, 281, 296, 335.
Carli : 290.
Carqueja : 290.
Castlereagh : 19.
Caurroy (du) : 139 n.
Cauwès (Paul) : 235 n, 289 t, 293 t, 293, 294, 294 n, 295, 296, 297, 298, 299, 301, 302 n, 314, 315.
Cerisey : 139 n.
Chamberlain (sir Joseph) : 110 n.
Champaigne (Ph. de) : 139 n.
Chapelain : 139 n.
Chaptal : 5, 43 t, 43, 43 n, 44, 45, 46, 217, 235, 235 n.
Charlemagne : 13.
Charles 1^{er} (d'Angleterre) : 132.
Charles X (de France) : 33, 36, 54.
Charles-Quint : 130.
Chatham : 144.
Chelard : 102.
Chevalier : 218 n.
Christophe (de Wurtemberg) : 17, 23.
Clay (Henry) : 39 t, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 50, 53, 54, 59, 100, 115, 116, 145, 170, 222, 235.
Claudio-Janet : 303.
Clément VII (S. S.) : 225, 225 n.
Cliffe-Leslie : 261.
Cobden : 93 t, 103 t, 103, 104, 218 n.
Colbert (Jean-Baptiste) : 16, 44, 73, 74, 87, 138 t, 138, 139, 139 n, 140 t, 140, 141, 144, 146, 157, 184, 184 n, 185 n, 194 n, 204, 210, 211, 212, 214, 215, 216, 223, 292 n, 301.
Cole : 263 t, 282, 283, 284 t, 284, 285.
Colson (Albert) : 44.
Colwell : 3, 115, 204, 204 n.
Comte : 169, 169 n, 258, 259, 275, 280.
Condorcet (Mme de) : 15.
Consett (Amiral) : 109.
Conrart : 139 n.
Corneille : 139 n.
Cornut : 139 n.
Corra : 193 n.
Costa (da) : 290.
Cotta (J.-F. von) : 24, 29, 76.
Cotta (J.-G. von) : 7, 76, 82, 92, 93, 98.

Coudenhove-Kalergi (von) : 290, 322 t, 322, 323, 324, 324 n, 341 t, 341.
Courcelle-Seneuil : 293, 294 n.
Cromwell : 184 n, 192, 194 n.
Cunningham : 261.
Czolgosz : 335.

D

Danican-Philidor : 139 n.
Darsy : 341.
Daves : 284.
Déat : 314.
Degrelle : 289 t, 293 t, 293.
Deherme : 5, 285 n.
Delavaud : 17, 22, 86 n.
Demolins : 303.
Descartes : 263.
Desargues : 139 n.
Dezobry : 341.
Duboscq : 329 n.
Dubreuil : 139 n.
Dühring : 263 t, 263, 275 t, 275, 276 t, 276.
Dumanoir : 43.
Dupin (André-Marie) : 43.
Dupin (Charles) : 43.
Dupin (François-Charles, baron) : 43 t, 43, 70, 71, 142, 235.
Dupin (Jean-Henri) : 43.
Dupin (Simon-Philippe) : 43.

E

Eden : 142 t, 142.
Edouard VI (d'Angleterre) : 129.
Eheberg : 3, 7, 29, 56, 115.
Eichhorn : 152, 160.
Eichthal (d') : 5, 70, 70 n, 178 n, 186.
Elch : 11 t, 25, 28, 29, 45.
Eucken : 324 n.

F

Fabri de Peiresc : 139 n.
Fall (D^r) : 290, 329, 329 n.
Fargues : 43.
Fermat : 139 n.
Ferrier : 219, 219 n.
Ferro : 290.
Fichte : 241.
Fischer (Redwood) : 42 n, 51.
Flegenheimer : 75.
Foerster : 4.
Forest : 4.
France (Anatole) : 14.

Franco (Gl) : 287 n.
 François I^{er} (d'Autriche) : 102.
 François I^{er} de France) : 222.
 François II (d'Allemagne) (v. François
 I^{er} d'Autriche) : 102.
 Frantzen : 289 t, 291 t, 291, 292, 292 n.
 Friedrich I^{er} (de Wurtemberg) : 17, 18.

G

Garnier : 15, 16.
 Gendebien (Alexandre) : 68.
 Gendebien (Jean-François) : 56, 68.
 George (Henry) : 269 n.
 Germain (François) : 182 n, 299 n.
 Germain-Martin : 185 n.
 Gervinus : 225.
 Gide (Charles) : 5 n, 7, 219 n.
 Gidel : 17, 18, 21, 40 n.
 Godeau : 139 n.
 Goethe : 82.
 Gombauld : 139 n.
 Gomberville : 139 n.
 Gonnard : 7, 234, 257, 302 n.
 Gothein : 255.
 Gournay (de) : 193.
 Gowër : 329 n.
 Grey : 110 n.
 Guédron : 139 n.
 Guichen (de) : 258.
 Guillain : 139 n.
 Guillermain : 304 t, 304, 304 n, 306 n.
 Guyot (Y.) : 28.

H

Habert : 139 n.
 Hanotaux : 33, 34, 44, 54, 79, 185 n.
 Hardenberg : 19.
 Hartmann : 25.
 Hartmann (Paul) : 4, 29, 60 n, 105, 127,
 137, 188, 248 n, 336.
 Hauser : 259.
 Häusser : 3, 4, 7, 7 n, 28, 47, 63, 79, 100,
 110, 115, 318.
 Hautmann : 41.
 Hawley-Smoot : 336.
 Head : 51.
 Heine : 67 t, 75 t, 75, 79, 91, 95.
 Held : 244, 251 t, 252.
 Henri IV (de France) : 205 n, 210, 211,
 212, 222.
 Henri l'Oiseleur : 128.
 Hermann : 248 n.
 Heroard : 139 n.
 Herrose : 29.

Hervelois (d') : 130 n.
 Hildebrand (Bruno) : 233 t, 238 t, 238,
 239, 240, 241, 242 t, 243, 244, 245,
 246, 246 n, 250, 255.
 Hirst (Mlle) : 4, 6, 43, 45, 47, 115.
 Hitler : 327, 328.
 Hobson : 282, 283, 284.
 Hoffmannswaldau : 15.
 Honegger : 233.
 Honti : 290, 329 n.
 Humboldt : 19.
 Hume : 127, 131.
 Huskisson : 218.

I

Ingersoll : 6, 39 t, 42 t, 42, 42 n, 45, 46,
 51, 263, 264.
 Inönü : 329.

J

Jackson : 39, 54, 55, 56, 58, 59.
 Jacques I^{er} (d'Angleterre) : 132.
 Janaco : 98.
 Jarry (N.) : 139 n.
 Jefferson : 145.
 Jenks : 271 t, 271.
 Johann-Friedrich (de Wurtemberg) :
 17.
 Joinville : 292 n.
 Joseph I^{er} (d'Autriche) : 17.
 Joseph II (d'Allemagne) : 143.
 Jouhaux : 315.

K

Kant : 241.
 Kautsky : 319 t, 319.
 Ketteler (vol.) : 303.
 244, 245, 246, 246 n, 250.
 Knies (Carl) : 233 t, 243 t, 243, 244 t,
 244, 245, 246, 246 n, 250.
 Kolb (Dr) : 69, 77, 82, 91, 93 t, 94, 112 t,
 112.
 Krause : 83

L

La Borde (de) : 71, 73.
 La Fayette (Marie-Joseph de) : 33, 34,
 35 t, 35, 36, 37, 39, 50, 54 t, 54,
 55.
 La Fayette (Marie-Joseph^t de) : 33, 34,
 35 t, 35, 36, 37, 39, 50, 54 t, 54,
 55.

La Fayette (Washington de) : 79.
 Laffemas : 212.
 Laffitte : 54.
 Lamartine (de) : 79.
 Lambert : 139 n.
 Lampricht : 17.
 La Tour du Pin (de) : 116, 289 t, 303 t,
 303, 304, 305, 306, 307, 312, 333.
 Lebreton : 139 n.
 Le Fur : 21.
 Le Mercier : 139 n.
 Le Nain : 139 n.
 Léopold I^{er} (de Belgique) : 69 t, 69, 74.
 Le Play : 280, 303 t, 303.
 Leroux : 55.
 Le Roy : 139 n.
 Leroy-Beaulieu (Paul) : 318.
 Le Sueur : 139 n.
 Le Tellier : 292 n.
 Levasseur : 259.
 Levin (Rachel) (v. Mme von Varnha-
 gen) : 82.
 Lewandowski : 334 n.
 Liebknecht : 277.
 List (Frédéric).
 List (Mme Frédéric) : 3, 32, 33, 41, 51,
 59, 61, 68, 78, 94, 98, 112.
 List (Jean) : 11, 18.
 Liszt (Franz) : 290, 318.
 Livingston : 50, 54.
 Lloyd-George : 109 n.
 Louis IX (de France, Saint) : 138, 222,
 306.
 Louis XII (de France) : 222.
 Louis XIII (de France) : 120, 139 n,
 292 n.
 Louis XIV (de France) : 139, 139 n,
 214, 222, 224.
 Louis XV (de France) : 214.
 Louis XVIII (de France) : 33, 36.
 Louis (Paul) : 259.
 Louis-Ferdinand (de Prusse) : 82.
 Louis-Philippe (de France) : 54, 55,
 67 t, 69, 74, 75, 222.
 Lowe : 34.
 Lucius : 308 t, 308, 310.
 Luther : 90, 94, 114.
 Luynes (Albert de) : 292 n.

M

Mac-Culloch : 175, 202 n.
 Mac-Gregor : 105.
 Machiavel : 207 t, 209 t, 209, 210, 225 t,
 225, 226, 226 n, 291, 328, 333.
 Mac-Kinley : 39, 335 t, 335, 336.
 Macpherson : 131.

Madison : 50, 54, 58, 145.
 Maignen : 303.
 Maintenon (Mme de) : 214.
 Malestroict (de) : 210.
 Maleville (de) : 139 n.
 Malthus : 154.
 Mangoldt : 247 t, 247.
 Marchal (André) : 299, 299 n, 300,
 300 n, 302.
 Marchal (Jean) : 302.
 Marquet : 200 n, 314.
 Martin-Saint-Léon : 307, 307 n.
 Marty (Pierre) : 209 n, 289 t, 308, 309,
 309 n, 310, 310 n, 311, 312, 313,
 314, 314 n.
 Marshall : 234, 261 n.
 Marx : 56, 219 n, 278 n, 279.
 Marwitz (von) : 67 t, 82 t, 82, 83 n, 84,
 85, 90.
 Matile : 3, 7, 115.
 Mauduit : 139 n.
 Maunier : 259 n.
 Maurras : 307, 307 n, 308, 333.
 Maximilien I^{er} (d'Allemagne) : 226 n.
 Mayer : 255.
 Mazarin : 18, 138, 292 n.
 Médicis (Jules de) (v. Clément VII) :
 225 n.
 Méline : 322.
 Ménage : 139 n.
 Menger : 237.
 Menke : 341.
 Mermillod : 306.
 Mertens : 4, 122, 123, 248 n, 249 n, 254,
 327.
 Mestre : 260.
 Methuen : 134, 136, 142.
 Metternich : 19, 102, 320.
 Michel : 104.
 Mill : 261 n.
 Michelis (de) : 290.
 Miller : 25, 29.
 Missiroli : 290.
 Monteagle : 104.
 Mosley (sir) : 286 t, 286, 287.
 Muelnaere : 330.
 Müller : 247.
 Müller (Adam) : 46.
 Mun (de) : 303.
 Mussolini : 333.

N

Napoléon I^{er} : 18, 19, 20, 34, 79, 142,
 222.
 Napoléon III : 331.

Naumann : 290, 320, 321 t, 321, 341 t,
341.
Nesselrode : 19, 144.
Nothomb : 69, 115, 115 n, 330, 331.

O

Olivier-Martin (François) : 141, 194 n,
214 n, 215 n.
Opitz : 13.
Oresme : 210, 292 n.
Ostwald : 324 n.
Oualid : 269 n.

P

Pace (de) : 290.
Palmerston : 106, 108, 109 332.
Pareto : 257 n.
Passy : 71, 73.
Patin : 139 n.
Patten (S.-N.) : 5, 235 n, 257, 263 t,
271 t, 271, 272, 273, 274, 275, 276,
281, 285, 335.
Peel (sir) : 103, 104 t, 104, 106, 107 t,
108, 109, 109 n, 332.
Pecchio : 225, 225 n.
Pereira dos Santos : 290.
Périn (Charles) : 303.
Perreau (Camille) : 122, 146, 185 n,
211 n, 229 n, 268, 279 n, 302 n.
Perroux (François) : 235, 235 n, 245 n,
256, 314 n.
Perthes : 341.
Philippe II (d'Espagne) : 130.
Phitzer : 21.
Picard : 139 n.
Piccoli : 290.
Pierre le Grand : 16, 144.
Pinon : 79.
Pirou (Gaëtan) : 88, 184 n, 189, 194 n,
229 n, 237, 258, 259 n, 279 n, 293,
294, 294 n, 295 n, 296 n, 297,
302 n, 307 n, 314 n.
Pitt : 218.
Potter (Béatrice) (v. Mme Webb) :
282, 284, 285 n.
Poulett-Thompson : 219.
Poussin : 139 n.

Q

Quesnay : 152, 194, 210 n.

R

Ram baud : 7, 43, 44.

Ranke : 225.
Rau : 77.
Rau (Peter) : 247, 317.
Raymond (Daniel) : 42.
Renault (Louis) : 110 n.
Reybel : 19.
Ribbe (de) : 303.
Ricardo : 189, 268, 269 n.
Richelieu (Cardinal de) : 138, 139 n,
292.
Richelieu (duc de) : 33.
Richelot (Henri) : 3, 5, 7, 13, 20, 30, 32,
36, 37, 47, 56, 57, 59, 60, 63, 69,
73, 80, 84, 85, 97, 99, 102, 106,
107, 107 n, 109, 110, 111, 112, 113,
114 n, 115, 123, 154, 169 n, 180 n,
183, 193 n, 194, 199 n, 202 n,
214 n, 217 n, 221.
Rist (Charles) : 5 n, 7, 29, 35, 42 n, 43,
46, 48, 148, 157, 206, 219 n, 236,
236 n, 237, 257, 261, 261 n, 269 n,
278 n, 308, 308 n.
Robert (Nicolas) : 139 n.
Roberval : 139 n.
Rocha (Vieira da) (v. Vieira) : 290.
Rogier : 56, 68, 69, 115 n, 330.
Roscher (Wilhelm) : 233 t, 234, 235,
236 t, 236, 237, 238, 239, 240, 241,
242 t, 243, 244, 245, 246, 246 n.
Rossi : 71, 72.
Rotteck (von) : 60, 77 t, 77.
Rubens : 139 n.
Russell : 106.
Rutten : 289 t, 290 t, 290.

S

Saint-Simon (Claude-Henri de) : 55,
75.
Salazar (Oliveira de) : 333, 334.
Sartorius : 127.
Savigny : 236, 237.
Saxe-Cobourg-Gotha (duc von) : 81.
Say (Jean-Baptiste) : 15, 16, 34 t, 34,
35, 46, 72, 145, 152, 153, 174,
217 t, 217, 221.
Say (Louis-Auguste) : 35 t, 35, 77, 217.
Schaeffle : 252 t, 252, 253, 254, 254 n,
263 t, 280 t, 280, 281.
Schmidt : 341.
Schmoller (Gustav) : 4, 237, 243, 246,
249 t, 249, 249 n, 250, 251, 252,
254, 255, 256, 263 t, 277, 279 t,
279, 280, 280 n, 281, 290, 320 t,
320, 341 t, 341.
Schnell : 11 t, 24, 25, 28, 29, 76, 233 t.
Schnepf : 17.

Schönberg : 247 t, 248, 248 n, 254.
Scribe : 43.
Schumpeter : 256.
Schütz : 247.
Ségur-Lamoignon (de) : 303.
Seiss-Inquart : 325, 328, 341 t, 341.
Sémichon : 149.
Sénèque : 113.
Serra : 207 t, 209 t, 209, 210, 226 t, 227.
Serre : 33.
Sforza : 290.
Siegfried : 260 t, 260.
Sismondi (Simonde de) : 174, 278 n, 303.
Smith (Adam) : 15 t, 15, 16, 25, 34, 35, 46, 48, 72, 76, 77, 82, 83, 84, 85, 121, 127, 136, 142, 145 t, 145, 146, 152, 155, 160, 165, 175, 179, 180, 186, 187, 189, 190, 191, 197, 209, 210 n, 217 t, 217, 217 n, 218, 264, 283, 301.
Sombart : 143 n, 251 t, 252.
Sousa (de) : 290.
Span : 143 n, 315.
Spontini : 116.
Spruner : 341.
Steuart : 212.
Suger : 292 n.
Sully : 16, 138, 185 n, 205 n, 209, 210 t, 211, 211 n, 212, 215, 292 n.

T

Talleyrand : 19.
Tannenberg : 290, 321.
Théry : 303.
Theux de Meylandt : 69, 330.
Thiers : 79 t, 79, 80.
Thomas (Jean) : 268.
Thomson : 264.
Tisza de Borosjenö (Coloman) : 320, 321.
Tisza de Szeged (Louis) : 320, 321.
Todt : 255.

Tosti : 290.
Toynbee : 261, 263 t, 282 t, 282, 283, 284.
Treichske : 248 n.
Treffel : 128.
Turgot : 88, 141, 215.

U

Urfé (d') : 138.
Ustaritz : 131.

V

Valdour : 254 n, 259.
Valois : 235 n.
Varnhagen von Ense : 84.
Varnhagen von Ense (Mme Rachel) : 82, 84.
Vaugelas (de) : 139 n.
Vidal de Lablache : 341.
Vieira da Rocha : 290.
Villèle (de) : 33, 218 n.
Villermé : 71, 73.

W

Wagner (Adolf) : 246 n, 254 t, 254, 254 n, 255, 261, 263 t, 277 t, 277, 278, 278 n, 279, 279 n, 281, 285 n, 292.
Wangenheim : 6, 11 t, 22 t, 22, 23, 24.
Washington : 145 t, 145.
Watt : 157.
Webb (Sidney) : 261, 263 t, 282 t, 282, 284, 286.
Webb (Mme Béatrice) : 261, 263 t, 282 t, 282, 284, 285 n, 286.
Welcker : 60 n.
Wellington : 19, 105.
Wilhelm I^{er} (de Hollande) : 69.
Wilhelm I^{er} (de Wurtemberg) : 19, 23, 36, 69, 80, 90, 91, 95, 102.
Wolowski : 236.

Table alphabétique

des principaux Sujets traités

- AGRICULTURE. — Liberté de l' — : 183, 280.
Progrès de l' — : 162.
Pays d' — : 179, 181.
— protégée : 266.
Collaboration de l' — avec l'industrie : 160, 182.
- ALLEMAGNE. — Histoire économique de l' — : 142.
L' — avant 1815 : 17.
L' — en 1815 : 19.
Influence actuelle de List en — : 323.
- ANGLETERRE. — Histoire économique de l' — : 131.
L' — en 1846 : 103.
Influence actuelle de List en — : 332.
- ANSCHLUSS : 325, 341.
- BELGIQUE : 59, 60, 330.
- BREVETS D'INVENTION : 203.
- CAPITAL. — — matériel : 187.
— intellectuel : 187.
— naturel : 188.
Rémunération du — : 191.
- CHEMINS DE FER : 53, 61, 62, 80.
- COLONIES. — Métropole et — : 134.
— et commerce : 194.
- COMMERCE. — Productivité du — : 192.
Politique du — (voir *libre-échangeisme et protectionnisme*).
- CONSOMMATION. — Encouragement à la — : 201.
- CRÉDIT. — Rôle du — : 199.
- DIVISION DU TRAVAIL : 159.
- DOUANE : 203.
- DUMPING : 49, 158.

ECONOMIE. — Définition de l' — politique : 174.

— politique générale : 152.

— nationale et internationale : 172, 173, 302.

— complexe : 296, 310.

— fermée : 271.

— cosmopolite : 152.

— privée : 165, 172, 286.

— publique : 172, 286.

Evolution de l' — : 168.

Cadres de l' — : 299.

Etude de l' — : 154.

ESPAGNE. — Histoire économique de l' — : 136.

ETAT. — Forme constitutionnelle de l' — : 222.

Attributions de l' — : 278.

Devoirs de l' — : 48, 74.

Interventions de l' — : 296, 297.

Indépendance de l' — : 287.

Stabilité administrative au sein de l' — : 223, 291.

Forces économiques dans l' — : 224.

Hiérarchie des groupements sociaux dans l' — : 253.

ETATS-UNIS. — Constitution des — : 40.

Histoire économique des — : 144.

Les — en 1831 : 58.

Une expérience financière aux — : 197.

L'influence de List aux — : 335.

FORCES PRODUCTIVES. — Théorie des — : 155.

Principales — : 156.

Harmonie des — : 163.

Développement des — : 157.

— naturelles : 178.

— instrumentales : 186.

— financières : 196.

— nationales : 201.

FRANCE. — Histoire économique de la — : 138.

La — en 1821 : 33.

La — sous Louis-Philippe : 54, 74, 75.

La — en 1840 : 79.

Influence de List en — : 331.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN. — Foire de — : 28.

HANSEATES. — Ligue des — : 127.

Rôle des — en Angleterre : 132.

HISTOIRE. — — et méthode économique : 120.

Les leçons de l' — : 146.

Justification par l' — : 123, 255.

Place de l' — dans l'économie : 122, 239.

Interprétation théorique de — : 137.

HOLLANDE. — Histoire économique de la — : 130.

IMPÉRIALISME : 274.

INTERNATIONALE. — Economie — : 173.

Moralité — : 133.

Politique commerciale — : 304, 305.

Collaboration — : 285, 301.

Organisation — du travail : 306.

ITALIE. — Histoire économique de l' — : 124.

L' — au temps de Machiavel : 209.

Influence actuelle de List en — : 332.

LETTRES A INGERSOLL. — Editions des — : 3, 6.

Inspiration des — : 42.

Intérêt des — : 46.

Succès des — : 50.

LIBRE-ÉCHANGISME. — Conception du monde selon le — : 153.

Conséquences financières du — : 197.

List et le — : 206.

LOIS. — — de l'économie politique : 241, 243.

MANUFACTURES. — Pays riches en — : 179.

Influence des — sur la morale : 180.

Collaboration avec l'agriculture : 182.

Rôle des — dans l'économie nationale : 2^e partie, ch. III.

MASSÉS : 180.

MERCANTILISME. — — agricole : 138, 240, 241.

— colbertien : 212, 213.

Chute du — : 214, 215.

Le — apprécié par List : 216.

MÉTHODE. — — pédagogique : 228, 237.

— historique : 234, 236, 238, 242, 243.

— illustrative : 248, 254.

La — distinguée de la doctrine : 233.

Querelle de la — : 255.

MITTELEUROPA : 318, 321, 341.

MONARCHIE : 222.

NÉO-SOCIALISME : 314.

PANEUROPA : 322, 341.

PANGERMANISME : 130, 321.

PETITE-ENTENTE : 326.

PORTUGAL. — Histoire économique du — : 136.

Influence de List au — : 332.

PRODUCTION. — Limites de la — nationale : 164.

Encouragements et stimulants à la — : 201, 202, 205.

PROTECTIONNISME. — Nécessités d'une phase de — : 126.

— agricole : 266.

— douanier : 203.

Le — utile à la France : 142.

Dangers du — intermittent : 170.

Le — des corporatistes : 309, 310, 311, 312.

QUERELLE. — — des lois : 241.
— des méthodes : 255.
— des grains : 185.

RACISME : 186, 328.

RENTE FONCIÈRE : 188, 189, 268.

SOCIALISME. — — de la chaire : 276.
— anglais : 283, 284.
Néo- — : 314.

SOCIÉTÉ ALLEMANDE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE : 25.

STAATSLIXICON : 60.

SYSTÈME NATIONAL. — Préparation du — : 75.
Rédaction du — : 82.
But du — : 87.
Examen général du — : 88.
Succès du — : 90.

VALEUR. — — en échange : 295.
— en usage : 295.

VIERTELJAHRSSCHRIFT : 6, 7, 76.

ZOLLVEREIN. — Constitution du — : 86, 87.
Achèvement du — : 317.
Congrès de 1842 du — : 91.
Journal du — : 92, 93.
Carte du — : 341.

Table des Matières

AVANT-PROPOS	3
--------------------	---

FRÉDÉRIC LIST

Première Partie : Sa Vie

<i>Chapitre Premier : DE LA NAISSANCE A L'EXIL</i>	11
<i>Chapitre Deuxième : DE L'EXIL AU RETOUR</i>	39
<i>Chapitre Troisième : DU RETOUR A LA FONDATION DU JOURNAL DU ZOLLVEREIN</i>	67
<i>Chapitre Quatrième : DE LA FONDATION DU JOURNAL DU ZOLLVEREIN A LA MORT</i>	93

Deuxième Partie : Son Œuvre

<i>Chapitre Premier : L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE</i>	119
<i>Chapitre Deuxième : LA DOCTRINE : LES IDÉES GÉNÉ- RALES DE FRÉDÉRIC LIST EN ÉCONOMIE POLITIQUE.</i>	152
<i>Chapitre Troisième : LA DOCTRINE : THÉORIE DU NATIO- NALISME ÉCONOMIQUE</i>	177
<i>Section première : Les forces productives naturelles</i>	178
<i>Section deuxième : Les forces instrumen- tales</i>	186

<i>Section troisième</i> : Les forces financières.	196
<i>Section quatrième</i> : Les forces nationales..	201
<i>Chapitre Quatrième</i> : ASPECTS SECONDAIRES DE L'ŒUVRE DE FRÉDÉRIC LIST	206

Troisième Partie : Son Influence

<i>Chapitre Premier</i> : INFLUENCE DE LIST SUR LES MÉTHODES	233
<i>Chapitre Deuxième</i> : INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES : EN AMÉRIQUE, EN ALLEMAGNE, EN ANGLETERRE	263
<i>Section première</i> : L'influence de List sur les doctrines en Amérique	263
<i>Section deuxième</i> : L'influence de List sur les doctrines en Allemagne	275
<i>Section troisième</i> : L'influence de List sur les doctrines en Angleterre	282
<i>Chapitre Troisième</i> : INFLUENCE DE LIST SUR LES DOCTRINES : DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE ET NOTAMMENT EN FRANCE	289
<i>Section première</i> : L'influence de List sur les doctrines dans les pays d'Europe autres que l'Allemagne, l'Angleterre et la France	289
<i>Section deuxième</i> : L'influence de List sur les doctrines en France	293
<i>Chapitre Quatrième</i> : INFLUENCE DE LIST SUR LES FAITS POLITIQUES	317
<i>Section première</i> : Influence sur les Fédérations économiques de l'Europe centrale	317

<i>Section deuxième : Influence actuelle en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Turquie</i>	326
<i>Section troisième : Influence dans les Etats de l'Europe occidentale et méridionale.</i>	330
<i>Section quatrième : Influence sur les Etats- Unis</i>	334
<i>CONCLUSION</i>	337

Appendice

<i>Carte du Zollverein et des projets d'union douanière européenne</i>	341
<i>Table alphabétique des auteurs et personnages cités</i>	343
<i>Table alphabétique des principaux sujets traités</i>	349
<i>Table des Matières</i>	353

Vu,
Le Président :
G. PIROU.

Vu,
*Pour le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Paris,*
E. ALLIX.

L'Assesseur du Doyen :
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer,
Pour le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

L'Inspecteur de l'Académie :
PUGIBET.

Société d'Editions et d'Imprimerie

Ateliers à Joigny (Yonne)
